

Forte abstention aux élections dans la plupart des Etats de la Communauté (51,11 % en France)

## L'UDF et le RPR cherchent à exploiter le succès de M. Giscard d'Estaing

Les travaillistes  
au secours  
de la gauche

L'Europe doit être pluraliste, disait dimanche soir M. Jacques Delors, signifiant par là que la nécessité de la construction communautaire demeure, quel que soit le paysage politique sorti des urnes. C'est d'ailleurs sur le plan national surtout que les principaux glissements d'opinion doivent être analysés. Les résultats de dimanche sont très diversifiés, seule l'affirmation des préoccupations écologistes apparaissant comme un phénomène généralisé à l'échelle du continent, bien que d'intensité variable. La montée de l'extrême droite se fera sentir en nombre de sièges à Strasbourg, mais elle concerne surtout l'Allemagne. Quant à l'autre principale transformation que va connaître l'hémicycle européen - la fait que les droites et les gauches y soient désormais à égalité - c'est presque exclusivement au beau score remporté par les travaillistes britanniques qu'on le doit (voir la route ou la stagnation des socialistes français, demande et grand).

Rien de tout cela ne semble devoir affecter gravement le dynamisme communautaire. Le superbe détachement qu'affiche M. Delors quant aux résultats du scrutin n'en est pas moins que de façade ou de pure réserve diplomatique. Ces élections comportaient en effet, du strict point de vue de l'intégration communautaire, au moins une inconnue majeure : le sort du chancelier Kohl. Aucune évasion communautaire n'est envisagée sans une entente franco-allemande. M. Mitterrand le sait bien, qui va assurer à partir du 1<sup>er</sup> juillet la présidence tournante de la CEE, alors que le dossier de la libération des mouvements de capitaux reste à conclure et que les Douze vont avoir à se prononcer rapidement sur le lancement du processus d'intégration monétaire et sur l'échec d'une Europe sociale.

Le chancelier Kohl, quelles qu'aient été ses ambiguïtés passagères, a toujours jusqu'à présent finalement penché du « bon côté » : celui de la Commission, celui de la construction européenne, celui de la France. Il vient d'échapper à une débâcle qui aurait pu le contraindre à se retirer avant le terme de son mandat et qui risquait, au minimum, de ralentir le dynamisme communautaire. Du point de vue européen, cette éventualité était beaucoup plus gênante pour le président français que le recul du PS par rapport à la liste de M. Giscard d'Estaing, terme partisan lui aussi de la construction de l'Europe. Le chancelier n'a obtenu qu'un répit. Mais l'Europe, dimanche, a marqué des points ailleurs : en Espagne, avec la confirmation d'un de ses plus fermes partisans, M. Gonzalez ; au Danemark, avec pour la première fois le recul des anti-européens ; en Grande-Bretagne aussi, même si M<sup>me</sup> Thatcher n'est pas tenue à déposer les armes au conseil européen, la semaine prochaine à Madrid, sous prétexte du désaveu qui vient de lui être infligé chez elle.

M 0147 - 0620 0 - 4,50 F  
3796147004500 06200

## Les Verts européens arbitres à Strasbourg

Liste UDF-RPR : 28,86 % (26 sièges)  
PS : 23,61 % (22) - Front national : 11,73 % (10)  
Verts : 10,59 % (9) - Centre : 8,41 % (7)  
PCF : 7,72 % (7)

• BELGIQUE : succès mitigé des socialistes  
• DANEMARK : un échec pour le premier ministre  
• ESPAGNE : les socialistes se maintiennent  
• GRANDE-BRETAGNE : les travaillistes demandent des législatives anticipées  
• GRÈCE : impasse  
• IRLANDE : poussée de la gauche  
• ITALIE : ni vainqueur ni vaincu  
• LUXEMBOURG : stabilité  
• PAYS-BAS : les chrétiens-démocrates renouent  
• PORTUGAL : les socialistes-démocrates en hausse  
• RFA : poussée de l'extrême droite

Pages 26 à 29



## Un échec pour les partis

par Jean-Marie Colombani  
et Jean-Yves Lhonnau

Les partis politiques sont-ils morts ? Les trois grands partis de gouvernement (RPR, UDF et PS) ne rassemblent qu'un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, soit un quart de l'électorat. Ce piètre résultat constitue pour eux un nouveau coup de sonnette et marque l'effacement de la réorientation de l'ensemble du système politique français.

Les chefs de parti ont du mal à le reconnaître. M. Giscard d'Estaing d'une part, M. Fabius et M<sup>me</sup> Veil de l'autre, ont fourni toutes les explications destinées à crier victoire ou à dissimuler une défaite.

Soul M. Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste,

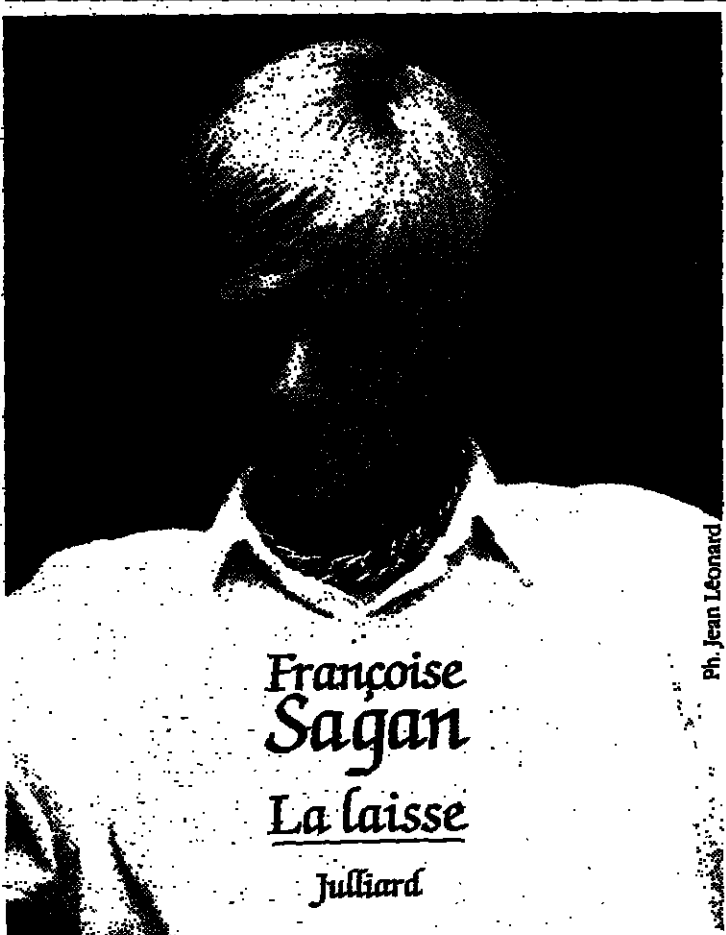
admet ce qui était jusqu'à présent indéniable dans la classe politique. Le 18 juin 1989, deux partis l'ont emporté : les abstentionnistes et les Verts. Chef du parti au pouvoir, soutien du président de la République, adversaire d'une droite dont il a intérêt à ce qu'elle s'auto-détruisse par la sclérose, M. Mauroy ne va pas jusqu'en bout de l'analyse des résultats. Il lui faudrait alors relever trois

échecs : celui des institutions communautaires, au moment où M. Mitterrand, le 1<sup>er</sup> juillet, en prendra la présidence ; celui de la gauche, qui plonge dans ses plus basses eaux depuis 1981, et singulièrement celui de M. Fabius ; celui, enfin, des « rénovateurs » de la droite qui n'ont pas su créer avec les élus-majors du RPR et de l'UDF un rapport de forces favorable.

(Lire la suite page 5.)

- La réélection de M. Giscard d'Estaing et l'échec de M. Fabius (pages 2 et 3)
- Les scores des six grandes listes, par département et par région (page 4)
- La percée des Verts (page 5)
- Les quatre-vingt-et-un élus français (page 7)

LES RÉSULTATS COMPLETS PAGES 8 A 25



Ph. Jean Léonard

## Transports publics contre voitures individuelles

## Sauver les villes de l'asphyxie

Bus et métros peuvent-ils sauver les villes de l'asphyxie ? Réunis en congrès à Budapest (Hongrie), du 12 au 17 juin, les responsables des transports en commun du monde entier estiment que, s'il faut « domestiquer l'automobile », il leur est aussi nécessaire de mieux vendre leurs services.

BUDAPEST  
de notre envoyé spécial

La ville crève de la voiture. A l'Est comme à l'Ouest, à Shanghai comme à Los Angeles on n'en finit pas de décrire les dommages causés à la cité par la civilisation automobile : trottoirs envahis à Budapest, pierres rongées par les gaz d'échappement à Paris, piétons tués à Lagos et surtout embouteillages monstres sur toute la planète.

Il s'agit de mieux vendre leurs services. Ils ont mis des heures à rentrer chez eux le 1<sup>er</sup> mai dernier, les Londoniens et les Parisiens qui avaient emprunté leur voiture

pour partir en week-end ! Tout comme ils perdent un temps précieux, les automobilistes qui utilisent leur véhicule pour se rendre au travail à Manille ou à Bruxelles. La Fédération belge de l'industrie automobile et du cycle n'a-t-elle pas calculé que chaque automobiliste belge perdait vingt minutes six par jour dans les bouchons ? Oui, l'excès de voitures tue la ville et tue la voiture elle-même. C'est ce constat qui a servi de toile de fond, du 12 au 17 juin à Budapest (Hongrie), aux travaux du quarante-huitième congrès de l'Union internationale des transports publics (UITP) regroupant environ quatre cents réseaux de bus, de tramways et de métros venus de cent pays.

Pourquoi la circulation urbaine a-t-elle tourné à la catastrophe mondiale ? « Nous assistons dans tous les pays industrialisés à une montée de l'individualisme, explique M. Pierre Laconte, secrétaire général de l'UITP. Ce phénomène est surtout perceptible chez les jeunes. Pour eux, la maison individuelle et la voiture ne sont pas

simplement les moyens de la liberté mais des occasions d'affirmation du moi. Le mouvement est général. Les hommes politiques, eux, oscillent entre l'appui à la voiture et la prévention des dégâts qu'elle entraîne. On parle aujourd'hui des pluies acides provoquées par le rejet de gaz dans l'atmosphère et coupables de tuer les forêts, mais se souvient-on qu'une personne transportée par bus exige cent fois moins de mètres carrés que la même personne au volant de sa voiture ? Et plus le véhicule roule vite, plus il consomme d'espace. L'usage inconsidéré de l'automobile est en train de modeler nos villes sur le système américain, un type d'établissement humain inconnu jusqu'alors, dilué sur un territoire, sans vie communautaire, sans cœur, autrement dit le contraire d'une cité. Il ne fait pas bon vivre dans une ville comme Los Angeles qui a 150 kilomètres de long sur 150 kilomètres de large parce que les autoroutes y ont douze voies ! »

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 44.)

## Revers pour M. Papandréou aux législatives en Grèce

Les conservateurs progressent  
mais n'obtiennent pas la majorité absolue  
PAGE 31

## Un entretien avec M. Jacques Boutet

Selon le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, « il fallait réformer FR 3 avant de créer une présidence commune » avec Antenne 2  
PAGE 40

## Le Monde

### SPORTS

- Double du formula 1 à moteur Renault au Grand Prix du Canada.
- La préparation de la Coupe du monde de football en Italie.

PAGE 41

Le sommaire complet se trouve page 48

مكتبة لاند

# Les élections

## Abstention record, net avantage de l'UDF-RPR

Si l'on excepte le référendum du 6 novembre 1988 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, les européennes du 18 juin 1989 auront établi un record d'abstention pour une consultation nationale. Plus d'un Français sur deux aura boudé les urnes. Dans cinq départements métropolitains, l'abstention a dépassé les 55 % (Haute-Corse : 61,63 % ; Corse-du-Sud : 61,29 % ; Moselle : 55,98 % ; Seine-Saint-Denis : 55,70 % ; Ain : 55,27 %).

Les records de civisme reviennent à la Lozère (34,86 % d'abstention), au Lot (41,04 %) et à la Corrèze (41,47 %).

Si la désaffection des électeurs a été moindre dans les zones rurales — ce qui constitue une constante de la sociologie électorale parce qu'on vote plus dans le village que dans les villes, — elle a pour cause première l'absence d'enjeu de pouvoir national. La campagne électorale, malgré les efforts des chefs de file, n'a pas été de nature à mobiliser. Enfin le citoyen-électeur semble avoir été touché par la lassitude engendrée par cette

dixième convocation au bureau de vote en quatorze mois.

Est-ce une lassitude analogue qui a abouti à ce que deux Français sur trois se rangent dans le camp des abstentionnistes, des indécis (qui votent blanc ou nul) et de ceux qui ont opté pour une formation non représentée au Parlement ? Les troisième et quatrième forces du pays (l'extrême droite et les écologistes) siègeront dans l'hémicycle de Strasbourg, pas dans ceux de Paris. Dix-sept des quatre-vingt-un sièges dont dispose la France au Parlement européen échouent ainsi à des formations qui n'ont bénéficié que d'un temps réduit pendant la campagne officielle radiotélévisée.

Le pied de nez aux partis « installés », aux médias aussi, est confirmé par le score des petites listes, à commencer par celle de Chasse, pêche et tradition dont l'apparition avait provoqué l'entrée en lice des défenseurs des animaux. Les chasseurs et les pêcheurs qui ne font pas — de peu —

leur entrée dans la cour des grands, réalisent des scores étonnants. La liste de M. Constat dépasse les 10 % dans six départements : Somme (14,97 %) ; Landes (14,58 %) ; Gironde (14,54 %) ; Dordogne (11,66 %) ; Lot-et-Garonne (11,57 %) ; Charente-Maritime (11,53 %). Au total, elle dépasse la barre des 5 % dans trente et un départements.

Quant aux « amis des bêtes », leur meilleure performance (voici les 2 %) est réalisée outre-mer (la Réunion et la Nouvelle-Calédonie). En métropole, la palme revient aux Alpes-Maritimes et au Pas-de-Calais.

Le fait est que les préoccupations catégorielles ont pris une importance inconnue jusqu'à présent. La liste des chasseurs arrive en septième position, celle de la protection animale en neuvième.

Derrière les « grandes listes », celle du Parti communiste n'atteint pas les 10 % dans seize départements métropolitains. M. Philippe Herzog améliore le score de M. André Lajoinie

(le plus faible en pourcentage de toute l'histoire du Parti communiste français) de façon générale et plus particulièrement dans les fiefs actuels ou anciens de son parti : Seine-Saint-Denis (+ 6,16 points) ; Val-de-Marne (+ 4,47) ; Haute-Corse (+ 3) ; Corrèze (+ 2,50).

En revanche, dans dix-huit départements, les résultats européens sont en retrait sur ceux de la présidentielle. La cote la plus forte est enregistrée dans l'Allier (- 1,22 point). Cette déperdition n'est pas liée à l'implantation des Rénovateurs.

La liste menée par le Toulousain Claude Lhavas obtient son meilleur score en Haute-Corse (1,64 %) et son troisième en Haute-Garonne (0,72 %).

Démarrant l'association selon laquelle nul n'est prophète en son pays, la présence du dirigeant autonomiste Max Siméoni est de nature à expliquer que ce soit dans les deux départements de Corse que les Verts (sur la liste desquels se der-

## La résurrection de M. Giscard d'Estaing

M. Giscard d'Estaing est-il redevenu in-con-tour-nable pour la droite ? Alors qu'il leur faudrait s'occuper d'urgence de remettre de l'ordre dans leurs idées, de songer à adapter rapidement les structures craquelées de l'opposition, voilà vraisemblablement la seule et unique question qui risque de mettre en émoi, dès ces prochaines heures, tous les responsables de cette opposition.

Qui, parmi eux, a pu vraiment imaginer que l'ancien président de

la République accepterait d'abandonner à tout jamais la scène nationale pour se consacrer uniquement au théâtre de l'Europe ? Il en aurait fallu beaucoup, ou alors bien peu, pour qu'il y consente. L'assurance de raver la présidence du Parlement de Strasbourg avec promesse de devenir le premier président des États-Unis d'Europe. C'est été la porte royale de sortie. Ou alors la petite porte, avec un score de déshonneur, en ce 18 juin qui aurait fait ressembler Stras-

bourg à une terre d'exil sans retour.

Giscard ou comment s'en débarrasser ? Ils ont pourtant été nombreux à se jouer ce scénario dans la tête. Chacun à sa manière. Derrière le paravent de l'union, M. Jacques Chirac a choisi d'embrasser son vieux rival pour mieux l'étouffer. Volontaire pour brûler un dernier cerge devant la photo du père, M. François Léotard décida tranquillement d'attendre le partage de l'héritage. Impatients, les « renovateurs », en appelant à la France entière quand, le 9 avril dernier, le plus télévisé d'entre eux, M. Dominique Baudis, s'en vint sur les petites incarnes prier instamment M. Giscard d'Estaing de leur « tendre le flambeau ». Résolus, les centristes, devant son entêtement, décidèrent de se rallier au panache de M<sup>me</sup> Veil pour échapper au diktat de la fausse union et jeter dans les eaux de la droite les filets de la recomposition.

Où en sont-ils, les uns et les autres, à présent ? Certes, on pourra toujours faire valoir que, par rapport à 1984, au regard des comportements antérieurs de la droite, le score de M. Giscard d'Estaing n'est pas mirobolant. Argumenter encore sur le fait que ce 18 juin marque une bonne performance de l'union RPR et UDF, plus qu'un succès personnel de M. Giscard d'Estaing. Expliquer que, d'une certaine façon, avec à ses côtés MM. Juppé, Léotard et M<sup>me</sup> Barzach, la tête de liste de l'union a bénéficié du label de la rénovation. Ou encore faire comprendre tout le paradoxe de ce vote acquis auprès d'électeurs de droite qui imaginaient peut-être sans se précipiter de la sorte le départ en retraite de M. Giscard d'Estaing. Arguties !

Peut-être M. Giscard d'Estaing avait-il prévu tout cela. Tout le reste est littérature. En 1988 le succès de son livre *Le Pouvoir et la Vie* lui avait servi de dédicé psychologique. Il retrouvait la vie. En 1989 ces élections européennes lui auront procuré le dédicé politique. Il retrouvait le pouvoir. Il cofit largement M. Fabius. Il approche de la barre des 30 %. Son contrat est donc largement rempli. M. Chirac ne s'était-il pas contenté d'exiger qu'il

supplante la liste socialiste d'une seule petite voix ?

M. Giscard d'Estaing va désormais pouvoir sans forfanterie dire : « J'y suis, j'y reste ! » Comme il a commencé à le faire la semaine dernière, sûr déjà de sa performance. S'il se confirme que les socialistes, à l'Assemblée de Strasbourg, approchent la majorité, il choisira donc de se délester de sa présidence de la région Anvers pour conserver sa présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Ris en juin 1988 à la tête de l'UDF pour trois ans, il a aussi confié qu'il n'entendait point se dessaisir de ce mandat. Giscard est là et bien là. Psychologiquement renoué, politiquement régalé, avec une opinion qui commence à s'intéresser de nouveau à lui. Un sondage effectué auprès des électeurs de l'opposition, publié par le *Nouvel Observateur* (semaine du 8 au 14 juin), l'avait déjà révélé (1). Pour 27 % des électeurs de droite, Giscard était le meilleur chef de l'opposition, loin devant M<sup>me</sup> Chirac (17 %), Noir (17 %), Léotard (16 %) et Barre (9 %).

M. Chirac pourra se féliciter les doigts d'avoir ainsi contribué à faire la courte échelle à M. Giscard d'Estaing. Cette même étude du *Nouvel Observateur*, indiquait que pour les électeurs du RPR, également, l'ancien président était devenu le dirigeant le plus crédible, à deux points seulement derrière M. Chirac (25 % contre 27 %). Enfin l'image pittoresque montrant, dimanche soir à la télévision, les deux hommes côte à côte, traduisait la résurrection soudaine d'une certaine condescendance de la part d'un ancien président de la République pour son ancien premier ministre.

M. Léotard semble également revenu à la case départ. Pour ne pas avoir osé tuer le père, le voici à présent directement menacé. Il espérait la présidence de l'UDF ou, dans un premier temps, la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Avec enfin les coudees franches. Mais le léotardisme reste menacé de ne redevenir qu'une sous-section de giscardisme. Fie ! en joignant le rapprochement avec M. Madelin, M. Giscard d'Estaing est en train de miner la

direction du Parti républicain qu'il considère encore et toujours, comme « sa » chose.

Que vont faire les renovateurs ? Ils devaient se réunir dès lundi matin pour tirer les conclusions de ces élections et préparer « l'heure de vérité ». Michel Noir qu'attendait un périlleux exercice. « C'est l'horreur », convenait certains d'entre eux, dimanche soir, en apprenant le résultat de la liste d'union. Voulait-elle pouvoir toujours maintenir leurs assises de la rénovation du 24 juin à Lyon ? Dans l'immédiat ils vont regarder leurs propres résultats, qui ne sont guère probants ni encourageants pour leur mouvement. A Grenoble, chez M. Alain Carignon, la liste d'union RPR-UDF fait 26,80 % contre 10,08 % pour la liste Veil. A Lyon, 32,92 % pour la liste Giscard, 11,26 % pour la liste du centre. A Toulouse, chez M. Baudis, 24,60 % pour Giscard, 10,58 % pour M<sup>me</sup> Veil. Des chiffres qui vont faire certainement réfléchir.

### La tristesse de M<sup>me</sup> Veil

Enfin, les centristes ! M<sup>me</sup> Veil était « triste », dimanche soir. Le 26 mai dernier, à l'heure de vérité, elle expliquait que faire moins de 10 % serait « un échec » qu'elle se refusait d'envisager. Trois jours avant le scrutin, elle escomptait 12 %. Pour M<sup>me</sup> Veil, une page s'est sans doute, en ce 18 juin, définitivement tournée. Victime « du vote utile » habilement manié, ces derniers jours, par M. Giscard d'Estaing, et peut-être aussi des renovateurs qui ont fini par écorner l'image purement européenne de sa liste. M. Mithouard, qui a encore l'avenir devant lui, dit « ne rien regretter », explique que cette liste autonome était « le passage de toute façon obligé » pour l'existence d'un centre en France. Si ce centre doit réellement exister un jour, sa construction paraît dans l'immédiat singulièrement ralentie. Si les résultats avaient répondu à ses espérances, le président du CDS comptait dès cette semaine lancer le chantier des assises du centre, organiser à l'automne un grand congrès de l'Union du centre. La manœuvre a été arrêtée au dernier moment.

M. Giscard d'Estaing vient de prendre un sérieux avantage psychologique, mais il n'est pas dans ses habitudes de se précipiter. Il devrait donc, cette semaine, se contenter d'observer. Entendre M. Chirac qui devait intervenir dès lundi au cours d'une conférence de presse. Attendre la réunion du bureau politique du PR, de mardi matin, les décisions des renovateurs et des centristes, avant de proposer ses propres initiatives pour remettre en route l'UDF et resserrer les liens de l'union de l'opposition.

« Preuve est faite que notre démarche est payante, expliquait dimanche soir un giscardien. Se maître d'accord sur les idées, attirer plus de monde, rendre l'union : telle est la bonne méthode. »

Ce retour en force de M. Giscard d'Estaing ne se passera de toute façon pas sans tensions. M. Léotard n'était pas sur les plateaux de télévision dimanche soir, pas plus qu'aux côtés de sa tête de liste. Il a décidé de demeurer silencieux jusqu'à mardi, jour où paraîtra dans le *Point* une interview dans laquelle il explique que si l'opposition choisit de s'en remettre au couple Giscard-Chirac, elle restera opposition encore pour vingt ans.

Le président du PR a décidé de maintenir la publication de cet entretien. M. Léotard a aussi rencontré, dimanche après-midi M. Mithouard. Objectif : établir les contre-fort anti-giscardiens. M. Léotard semble disposé à saisir toutes les occasions pour ne pas se faire balayer par la houle giscardienne. Il espère que les « renovateurs » abaisseront maintenant leurs prétentions, consentiront à jouer avec la jeune génération de l'opposition. Il souhaite que M. Mithouard accepte de faire bloc avec lui, mais celui-ci se méfie de ses revirements. Face à M. Giscard d'Estaing, pour rendre bancel son faste de président de l'UDF, le RPR et le CDS sont en effet condamnés à s'entendre. Faute d'y être parvenus, voilà deux mois, pour conduire une liste commune de rénovation aux européennes, un tel sursaut paraît déjà bien tardif.

DANIEL CARTON.

(1) Sondage IFOP réalisé les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> juin 1989 sur un échantillon de huit cents personnes.



**JACQUES LANZMANN**

**Les Guerillans**

Sur la trace d'un peuple légendaire, un étourdissant roman d'aventures

220 p. JOLattès 85 F.

## Inquiétude tranquille

Les municipales et les européennes passées, M. Rocard, sans exception, dans la fameuse période — tant attendue — des trois années sans élections nationales. Le premier ministre pense toujours qu'il a la durée pour lui et répète à ses collaborateurs : « Il me faut du temps pour travailler ». Il s'agit donc de « tenir le cap ». Pourtant, M. Rocard doit prendre en compte la grogne persistante au sein du PS. Grogne dont M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, exprime une version « douce ». Incequ'il affirme, en privé, que, tout en soutenant M. Rocard, il doit bien convenir que le premier ministre pratique, un socialisme « d'accompagnement », et non un socialisme de « transformation ».

Les collaborateurs de M. Rocard se disent attentifs à ces remarques, mais rétorquent, enquêtes à l'appui, qu'ils ne désolent pas de déception dans le pays et qu'ils sont même agréablement surpris de l'effet de « résonance » produit, dans l'opinion, par la politique du gouvernement. De ce point de vue, l'élection législative partielle de Gironde sonne, pourtant, comme un avertissement.

Matignon rejette pareillement l'argument, corollaire du précédent, selon lequel M. Rocard serait capable de se cantonner à la seule « gestion ». Pour son gouvernement — socialiste mais « ouvert et raisonné

ble », — l'objectif reste, dit-on, de renverser l'économie, de réformer la société en profondeur et dans la durée. Mais les grands chantiers ouverts par le premier ministre passent par des phases peu médiatiques et, observe-t-on, prêtent le flanc à la critique socialiste, car ils n'entraînent pas de mesures « justes », massives, en terme d'identification droite-gauche.

### Le « chandron »

En fait, Matignon ne conteste pas que l'inquiétude manifestée par les socialistes à propos de la situation sociale a quelque fondement. Si le « cap » choisi doit être tenu, le retour d'autonomie, telle qu'elle s'annonce, imposera une plus grande prise en compte par le gouvernement des questions sociales.

Depuis que M. Rocard est en place, les principales inquiétudes de son gouvernement portent sur le climat social. Les insatisfactions persistent et les revendications, à l'automne, pourront être nourries par l'évolution de la conjoncture (retard pris par le SMIC, inflation plus forte que prévu). Or la « commensuration », qui continue, selon Matignon, pour l'économie française, les contraintes de la politique du « franc fort » et de la réduction du déficit public, laissent toujours

Les proches de M. Michel Rocard s'y attendaient. Ils savaient qu'un mauvais résultat du PS fournirait un nouvel aliment aux critiques, venues des rangs socialistes, contre la politique, présumée « démolitrice », du premier ministre. Certes, le chef du gouvernement, n'étant pas le principal animateur de la campagne, ne peut pas être tenu pour le principal responsable de l'échec. Mais il peut, a contrario, prêter le flanc aux critiques, car il s'est mobilisé très moyennement.

C'est pourquoi M. Rocard s'est employé à développer l'argumentaire — préparé à Matignon avant même le scrutin — selon lequel les socialistes seraient principalement victimes d'une élection jugée sans enjeu par les électeurs. On s'abstient, chez le premier ministre, de mettre la « tête sous l'eau » à M. Fabius et l'on répond à l'avance au retour des critiques renouvelées selon lesquelles — décidément, Rocard est peut-être populaire, mais il ne fait pas gagner les élections.

L'entourage du premier ministre affirme qu'il convient de s'en tenir au succès des dernières élections à enjeu perceptible, les municipales. L'élection législative partielle de Gironde apporte pourtant de l'eau au moulin des détracteurs de M. Rocard. Dimanche matin à Matignon, on jugeait ennuyeuse l'idée que le candidat de droite

puisse se placer dans les deux premières places, M. Rocard, entre, sans exception, dans la fameuse période — tant attendue — des trois années sans élections nationales.

A droite, la répartition des voix entre la liste UDF-RPR et celle de Mme Simone Veil peut satisfaire M. Rocard, car elle est de nature à empêcher les centristes et les « renovateurs » de l'opposition de « rebondir ». Or, pour l'Élysée et Matignon, la question n'est plus depuis longtemps de chercher un ralliement collectif. Il s'agit plutôt de phagocytiser progressivement le centre, morceau par morceau, individu par individu.

Avant même le scrutin de dimanche, l'entourage de M. Rocard observait donc que, pour la gauche, un bon centriste, aujourd'hui, est un centriste las, gâté par le découragement, plutôt qu'un centriste révolté par un succès et soucieux de montrer de quel poids il peut peser. « La cristallisation du centre ne nous arrange pas », disait-on. L'observation vaut, notamment, dans la perspective du débat budgétaire de l'automne.

Outre le fait qu'il relance la guerre des chefs au sein de la droite, le bon résultat de M. Giscard d'Estaing fait aussi l'affaire du gouvernement. Comme le disait, avant l'élection, un proche de M. Rocard, « si Giscard est en tête, ce n'est pas un problème, parce que tant qu'on aura en face de nous Chirac et lui, on n'aura pas de problèmes... »



# européennes

Le Monde 20 juin 1989 3

## sur le PS et le Centre, percée des Verts

lier figurait en troisième position) progressent le plus par rapport, non seulement aux européennes de 1984, mais aussi par rapport au 24 avril 1988 : + 14,96 points en Corse-du-Sud par rapport à il y a cinq ans ; + 14,06 en Haute-Corse (respectivement + 13,65 et + 12,42 par rapport au premier tour de l'élection présidentielle).

Même M. Antoine Waechter confirme la sympathie qu'il éprouve dans son département d'origine : le conseiller municipal de Mithouze gagne 11,18 points dans le Haut-Rhin par rapport au 24 avril 1988. Quatrième force électorale de l'Hexagone, les Verts auront pourtant été contestés dans dix départements par les chasseurs-pêcheurs qui ont fait plus qu'encre (Cantal, Charente, Charente-Maritime, Creuse, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Somme).

M. Laurent Fabius a indéniablement pâti de ces poussées des Verts cumulées à celles des chasseurs. Il fait moins bien que M. Lionel Jos-

pin en 1984, dans le Gers (-1 point), la Gironde (-0,79), les Alpes-de-Haute-Provence (-0,68) et le Lot-et-Garonne (-0,29). Bien qu'il n'ait pas été concurrencé comme son prédécesseur, il y a cinq ans par une liste d'ouverture - avant la lecture (pulsque les centristes, les radicaux de gauche et les écologistes qui composaient la liste ERE, crédités de 3,3 %, font partie de la majorité présidentielle), le président de l'Assemblée nationale ne dépasse de 3,3 points le score total PS + ERE réalisé en 1984 que dans trente départements métropolitains. La plus forte progression est enregistrée dans le Bas-Rhin (+8,24 points) et en Seine-Maritime (+8,22). Rien d'étonnant à ce que les élections aient ainsi marqué une préférence pour M. Catherine Trautmann, nouveau maire de Strasbourg, numéro deux derrière le premier adjoint au maire du Petit-Quevilly.

L'insuccès de l'ancien premier ministre s'avère lorsque l'on compare ses résultats à ceux réalisés par le candidat François Mitterrand. Il

ne fait mieux dans des contextes très spéciaux qu'à Wallis-et-Futuna et en Nouvelle-Calédonie. Partout ailleurs, il est en recul : la chute allant de 3,89 points en Ariège à 17,07 (Somme) et 17,67 (la Réunion).

Dans le camp de la droite parlementaire, la présence de M. Simone Veil n'a pas empêché M. Valéry Giscard d'Estaing de gagner son double pari : devancer M. Fabius et friser la barre des 30 %. Autre motif de satisfaction pour l'ancien chef de l'Etat : le « labourer profond » de l'union rapproche électoralement plus que le « râteau large » de la concurrence.

En dehors de la situation spécifique à la Nouvelle-Calédonie, le total recueilli par la liste UDF-RPR et celle du Centre est inférieur au score de la liste unique de 1984. La déperdition est parfois sensible puisque, s'il y a treize départements métropolitains où elle est inférieure à 4 points, elle est supérieure à 10 dans trois autres (Charente-Maritime, Bas-Rhin et Gironde).

La liste d'union UDF-RPR dépasse la barre de 30 % des voix dans 49 départements en métropole et en outre-mer. Celle de M. Simone Veil franchit le seuil de 10 % dans dix-huit départements, notamment à Paris (10,44 %).

Quant à l'extrême droite, elle confirme son implantation dans ses quatre régions de prédilection. D'abord la façade méditerranéenne : Alpes-Maritimes (25,05 %), Var (22,86 %) et remontée spectaculaire à Marseille par rapport aux municipales. Il en est de même dans le Languedoc-Roussillon (18,67 % dans les Pyrénées-Orientales), dans la région parisienne (17,47 % en Seine-Saint-Denis) et en Alsace (13,75 % dans le Haut-Rhin).

Le politologue Alain Lancelot, à la veille du scrutin, prédisait des résultats comparables à « une secousse dans une assiette de gelée ». Il avait tort car la gélatine a débordé ; il avait raison car la gélatine est inextinguible.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Le score de M. Laurent Fabius limite sa marge de manœuvre au sein du PS

Le dernier congrès du PS s'était tenu en avril 1987, à Lille. Depuis lors, M. François Mitterrand a été réélu, M. Michel Rocard est devenu premier ministre, et M. Lionel Jospin, « numéro deux » du gouvernement, a été remplacé au poste de premier secrétaire par M. Pierre Mauroy, sorti vainqueur d'une rude confrontation avec M. Laurent Fabius.

Les élections législatives n'ont donné au PS qu'une majorité relative à l'Assemblée nationale, et MM. Mitterrand et Rocard ont formé une équipe ministérielle ne comprenant qu'un peu plus d'une moitié de socialistes. Le mot d'ordre était l'« ouverture », mais c'est sur la base d'un accord difficile avec les communistes que le PS a obtenu un succès aux élections municipales de mars dernier.

Il est grand temps, pour les socialistes, de tenter de tirer au clair cette succession de mythes qui les dépassent et dont, sourds au conseil de Cocteau, ils n'ont pas même fait d'être les organisateurs. Le congrès, dont M. Mauroy devrait proposer qu'il se tienne en mars 1990, leur permettra-t-il de retrouver le scénario du film ? Rien n'est moins sûr. Trois tâches devraient figurer à l'ordre du jour du PS : la mise à jour de son projet, le positionnement de ses principaux dirigeants et la

La formule des deux congrès ayant été abandonnée lors de la réunion du comité directeur le 4 avril, il appartiendra aux prochaines assemblées d'« acter », comme dit M. Mauroy, les évolutions intervenues depuis 1983 dans la politique menée par les socialistes. « Acter », sans plus : le parti français ne connaît donc pas son Bad-Godesberg, référence au congrès qui avait consacré, en 1959, l'abandon du marxisme par la social-démocratie allemande.

Officiellement « gelée » pendant la campagne pour l'élection européenne, la préparation du prochain congrès du Parti socialiste va démarrer au grand jour, dès cette semaine, sans attendre la réunion du comité directeur qui, le 2 juillet, doit fixer la date de ces assemblées.

Le score obtenu, dimanche 18 juin, par la liste que conduisait M. Laurent Fabius peut, toutefois, faciliter les dirigeants socialistes à la prudence. Il paraît en tout cas limiter la marge de manœuvre du président de l'Assemblée nationale, dont la campagne avait déjà soulevé des critiques exprimées en privé au sein du PS.

M. Fabius a mis en cause, pour sa part, à mots à peine voilés, le Parti socialiste, en évoquant les efforts d'adaptation nécessaires pour mobiliser l'électorat socialiste et élargir l'assise de la majorité.

M. Rocard s'était dit satisfait, lors du congrès de Toulouse, en octobre 1985, par l'« écriture » de la motion finale. Ce compromis pourrait bien faire encore de l'usage, et ceux qui sentent tentés de causer du chagrin au premier ministre en être pour leur frais.

### Rendez-vous en 1992

S'il n'est pas celui de la clarification intellectuelle, il n'est pas sûr que le prochain congrès apporte une lumière nouvelle sur les positions des différents ténors ni sur leurs alliances. S'y opposent, d'abord, la thèse simple selon laquelle un congrès ne peut être décisif que s'il précède une échéance électorale décisive. Rendez-vous, donc, en 1992, à la veille des élections législatives et en vue de l'élection présidentielle qui - sans surprise, déjà envisagée par certains - aura lieu en 1995.

Tout dépend, en fait, de la stratégie qu'adopteront M. Laurent Fabius. Depuis plusieurs mois déjà, les analyses tournent autour d'une question : est-ce que le président de l'Assemblée nationale « y va pas ? » Veut-il se détacher du courant « A-B » (mitterrandiste et mauroyiste), rédiger sa propre motion, compter ses partisans ? Et, s'il le fait, agira-t-il seul ou bien recherchera-t-il une alliance avec M. Jean Poppen et M. Jean-Pierre Chevènement ?

D'autres songeaient, au contraire, à un accord Rocard-Fabius, et ils ont cru voir le président de l'Assemblée nationale faire un pas dans cette direction lorsque, le 17 mai, à « L'heure de vérité », il s'est déclaré

interne si personne de plus titré qu'eux ne leur donne le signal des réjouissances.

Reste la « rénovation ». M. Mauroy n'aime pas le mot lorsqu'il est employé par des socialistes à propos de leur parti : pourquoi le PS s'alignerait-il sur pareille position, qu'il ne mérite pas, alors que la droite, elle, a un vrai problème de rénovation et ne parvient pas à le résoudre ? Le premier secrétaire n'en est pas moins conscient des sécheresses dont souffre la formation qu'il dirige.

Selon une expression en vogue parmi les socialistes, le PS « joue à bureaux fermés ». En d'autres termes, toutes les places sont prises, y compris celles de simple militant, les nouveaux arrivants étant accueillis avec méfiance par des sections soucieuses, avant tout, de préserver en leur sein le dosage des différents courants.

L'inventaire des handicaps dont souffre le PS est abondant. Il se résume, en fait, à quatre thèmes de chapitre : la rigidité des courants, l'absence de débats, la faiblesse militante et le manque de relais, notamment syndicaux.

Les courants sont figés depuis le congrès de Metz, qui avait vu, il y a dix ans, l'affrontement des mitterrandistes, des rocardiens, des mauroyistes et des partisans de M. Jean-Pierre Chevènement. Immuablement, depuis dix ans, la répartition des positions de pouvoir se fait selon la même mesure des forces, avec des correctifs tenant compte, pour Socialisme et République (le courant de M. Chevènement) des résultats du congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983, et, pour les rocardiens, de ceux du congrès de Toulouse, en 1985. Or, plus de la moitié des militants du PS y sont entrés il y a moins de dix ans.

En outre, les courants de pensée ont, de plus en plus, fait place à des « écuries » réunies autour d'un dirigeant qui apparaît comme un candidat possible à la présidence de la République : MM. Rocard, Fabius, Jospin et Chevènement.

Cette situation est, en partie, la cause de l'absence de débats, qu'il est arrivé au président de la République de regretter devant certains

de ses interlocuteurs. L'un d'entre eux lui a fait remarquer que le PS débattait, certes, chaque week-end ou presque avant 1981, mais qu'il ne se souciait guère, alors, de savoir si les propositions qu'il avançait étaient compatibles avec le respect des grands équilibres économiques et sociaux.

### Le rôle de Delabarre

Le vieillissement du mode de fonctionnement du PS inspire toutes sortes d'idées de réformes. Il a, surtout, suggéré à un représentant de la génération des quarante ans, M. Michel Delabarre, ministre de l'équipement, une tentative à proprement parler « rénovatrice ».

Entouré de députés et de maires appartenant pour la plupart, mais pas tous, à l'ex-courant Mauroy, M. Delabarre, dauphin sans duché bien défini, est présenté par ses amis comme un homme qui ne figure pas parmi les présidents de premier rang et peut, par conséquent, jouer un rôle de modernisateur du parti sans que quiconque puisse en prendre ombrage. Sa candidature à la succession de son « père » en politique, M. Mauroy, a été lancée il y a quelques semaines. Après un entretien avec le maître de Lille, le ministre de l'équipement, nouveau maire de Dunkerque, semble s'être replié - et peut-être était-ce son objectif d'origine - sur un schéma étiotif : M. Mauroy conserverait le poste de premier secrétaire au prochain congrès, mais passerait le relais à M. Delabarre en cours de mandat.

Les partisans de M. Delabarre estiment en effet que les chances de conquérir le parti risquent d'être minces au congrès suivant et que leur champion doit s'installer dans la place avant que les rivalités ne s'aggravent entre les principaux prétendants à la succession de M. Mitterrand.

Déjà, la vieille garde mitterrandiste s'inquiète de voir le PS retourner durablement aux mains des gardiens de la « vieille maison », venus de la SFIO. M. Louis Mermaz, qui avait fait une première tentative l'an dernier, s'est lancé de nouveau dans une entreprise de conquête de la Rue de Solferino. Rénovation ou restauration, serait-ce un débat ?

PATRICK JARREAU.

### Les résultats du ministère de l'Intérieur (1)

Inscrits	30 155 516		
Votants	18 651 436	(61,88 %)	
Abstention	11 504 080	(38,11 %)	
Suffrages exprimés	18 112 155	(47,46 %)	
UDF-RPR (M. Giscard d'Estaing)	5 228 147	(28,86 %)	25
PS (M. Fabius)	4 276 533	(23,61 %)	22
FN (M. Le Pen)	2 125 077	(11,73 %)	10
Verts (M. Waechter)	1 919 797	(10,59 %)	9
Centre (M. Veil)	1 524 631	(8,41 %)	7
PC (M. Hatzeg)	1 399 196	(7,72 %)	7
Chenex (M. Gontard)	749 524	(4,13 %)	
LO (M. Laguerre)	258 350	(1,42 %)	
Pro. Azim. (M. Alessandri)	188 334	(1,03 %)	
Alliance (M. Joyeux)	136 161	(0,75 %)	
MPPT (M. Gaspelin)	103 465	(0,58 %)	
Ren. (M. Labrous)	74 383	(0,41 %)	
Gen. Europ. (M. Rouss)	58 797	(0,32 %)	
RTL (M. Chevènement)	32 248	(0,17 %)	
IDF (M. Bianchi)	31 512	(0,17 %)	

(1) Ce total ne comporte pas les résultats de la Polynésie française ni ceux de certains bureaux de vote des Français établis à l'étranger.

## à Matignon

peu de marges de manœuvre financière. Quant au malaise « qualitatif » de nombreuses catégories sociales, il fait de certaines professions, selon l'expression d'un conseiller de Matignon, un véritable « chaudron » bouillonnant.

Dans ces conditions, Matignon ne s'attend pas à un embrasement généralisé mais juge plausible l'éclatement de conflits localisés, de type « spontanéiste », entraînant une « tension à subversifs ». Le tout dans un contexte de faiblesse syndicale qui peut rendre une telle situation difficile à gérer.

Toujours sur le front social, le thème du « partage », sur lequel M. Mitterrand insiste, sera à l'ordre du jour cet automne, et le premier ministre en prendra sa part. La difficulté, vue de Matignon, est que ce débat risque, au PS, d'être « pollué » par la proximité du congrès prévu pour le début de 1990.

Enfin, il n'est plus possible de négliger l'interférence de l'Europe dans les débats français. Le projet de budget pour 1990 contiendra de nouvelles mesures fiscales d'harmonisation. L'accroissement des contraintes européennes peut susciter aussi bien l'opposition résolue du PCF que les réticences du PS. Le premier ministre n'exclut plus que le PCF puisse joindre ses voix à celles

de la droite sur une motion de censure.

Indépendamment de l'attitude de la droite et du centre, si l'Élysée et Matignon veulent désarmer les oppositions venues de la gauche, la présidence française de l'Europe (qui commence le 1<sup>er</sup> juillet) devra être marquée de signes permettant une « identification » de gauche claire. Cette « identification » se jouera en particulier sur l'Europe sociale.

La rentrée, en somme, sera sociale pour tout le monde et sur tous les fronts. « Le discours sur les grands équilibres est nécessaire », dit-on aujourd'hui dans l'entourage de M. Rocard, mais il ne peut pas être le seul. « Fournir, le premier ministre risque de se trouver dans une situation à la fois paradoxale et peu confortable ».

On rappelle, en effet, à Matignon, que M. Rocard maintient la priorité à la lutte pour l'emploi plutôt qu'à l'augmentation du pouvoir d'achat. Plus exactement, il s'agit, avant tout, d'améliorer le pouvoir d'achat des « exclus » du système. En créant des emplois pour ceux qui n'en ont pas, notamment les femmes et les jeunes, on distribue du pouvoir d'achat supplémentaire... mais pas à ceux qui en réclament. De même, en matière de logement social, l'effort décidé portera sur les exclus, sur

ceux qui sont encore trop pauvres pour pouvoir habiter des HLM, c'est-à-dire d'abord les bénéficiaires du RMI.

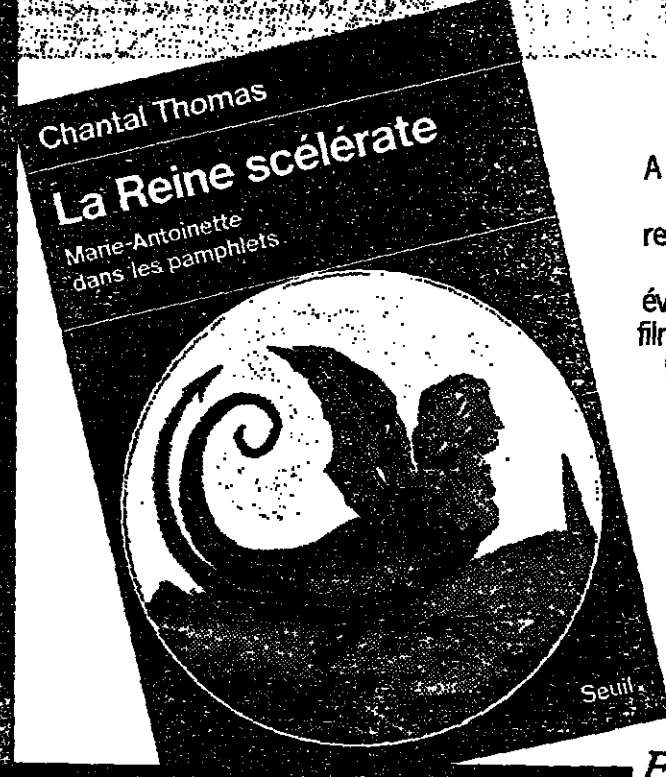
Ainsi, le gouvernement est-il décidé à consentir un effort social qui bénéficiera - c'est là qu'est le paradoxe - à ceux qui ont le moins de moyens de pression sur lui - les « exclus » de tous ordres - et ne calmera pas le mécontentement de ceux - les salariés - qui disposent, notamment, de l'arme de la grève.

Tous ces ingrédients tracent le synopsis de ce que pourrait être, à l'automne, la « scénarisation-catastrophe » : des mouvements sociaux nombreux et anarchiques, des syndicats dépassés, un PS en proie à la grêle, et, pour jouer à se faire peur, un gouvernement renversé à l'Assemblée nationale par l'adoption d'une motion de censure sur le projet de budget.

Il est vrai que, à l'Élysée, Matignon, on commence à avoir l'habitude de sortir sans trop de dégâts des tempêtes successives. Les Corcos ont fini par céder devant l'opiniâtreté de M. Rocard. En Nouvelle-Calédonie, au traumatisme de l'assassinat de M. Jean-Marie Tjebou, a succédé un « immense soulagement » après les élections provinciales. Au point qu'un communicateur fou pourrait presque inventer un nouveau concept pour décrire l'ambiance à Matignon : l'inquiétude tranquille.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## CHANTAL THOMAS



A partir des innombrables pamphlets contre la reine, l'étude d'une image, d'un mythe et de son évolution. Une manière de film fantastique : comment l'imaginaire transforme une jeune princesse en une prostituée, une nymphomane, un monstre.

92 F

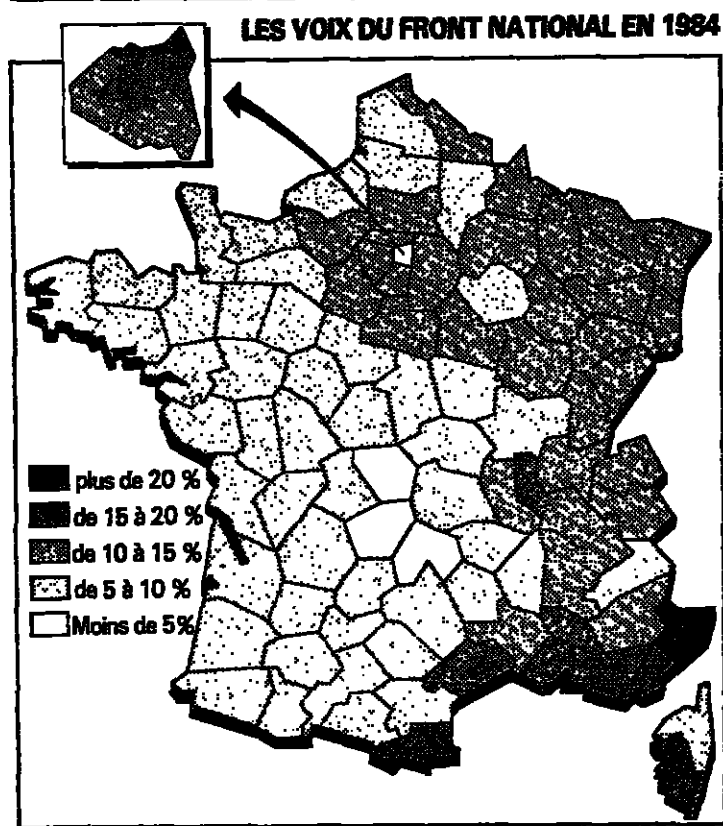
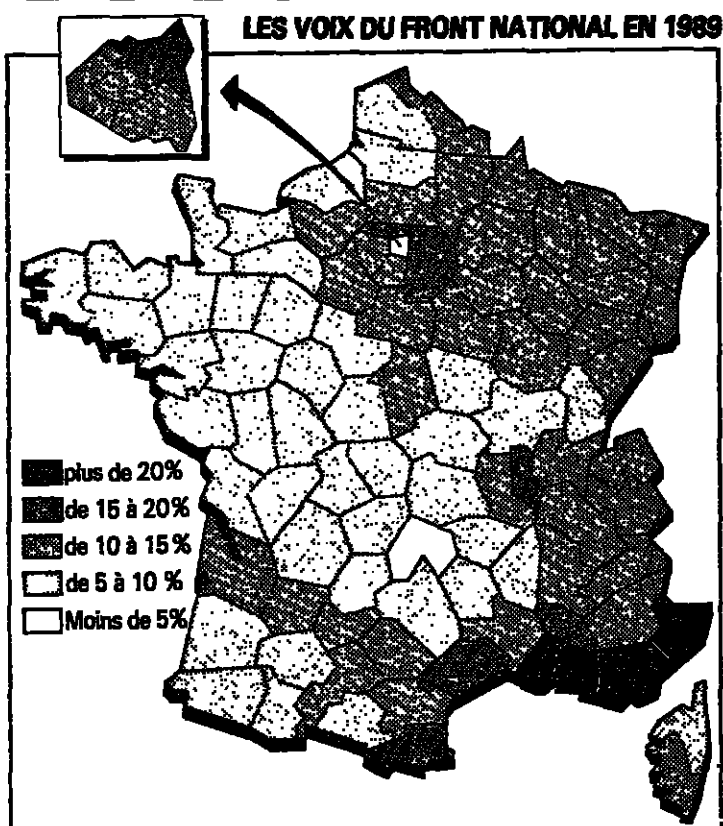
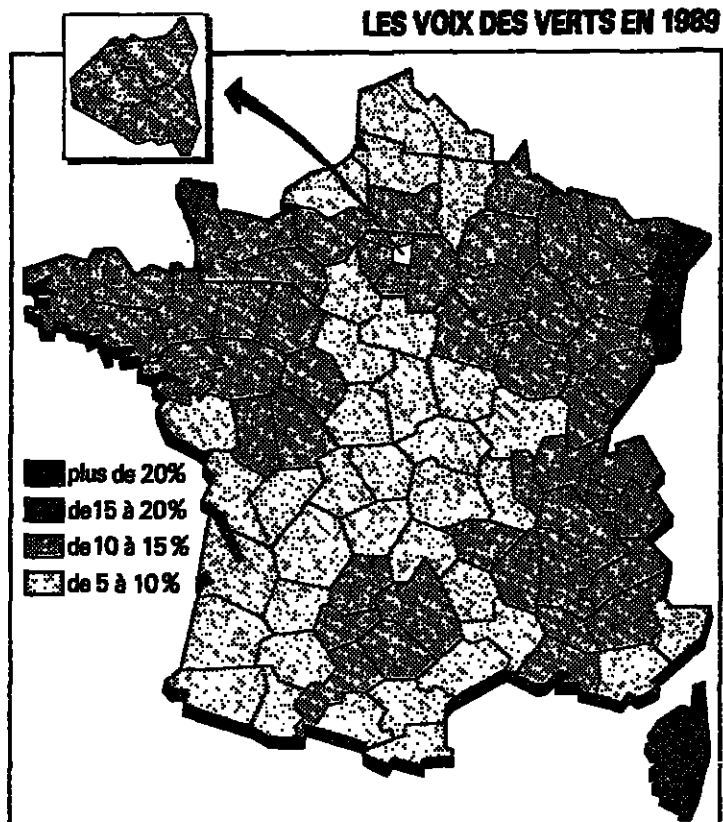
Editions du Seuil

مكتبة ابن خلدون

هكذا آمنه، لا أصل

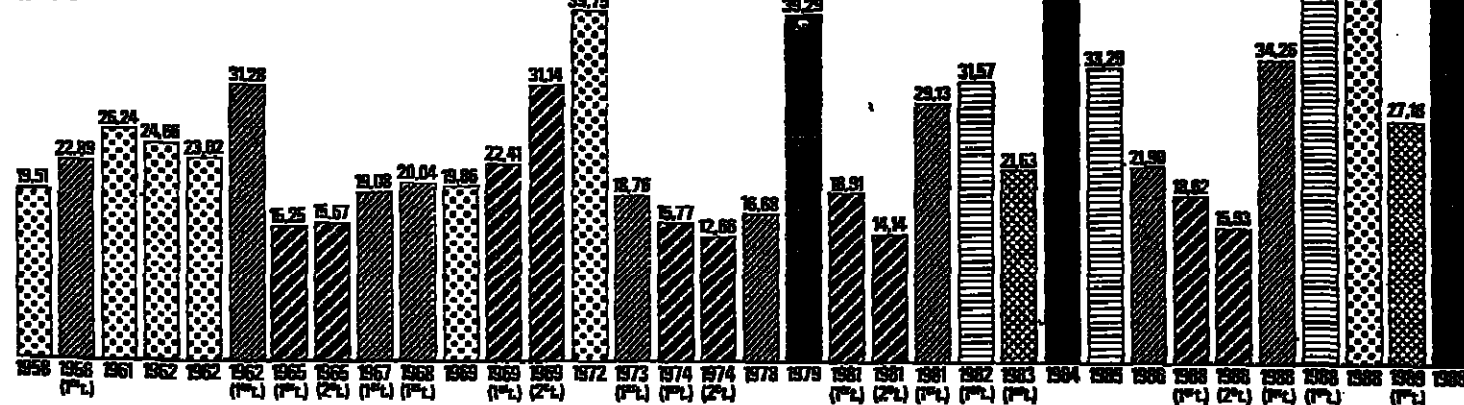
# Les élections

## Les résultats des six premières listes



### L'ABSTENTION DEPUIS 1953

Légende  
■ Présidentielle  
■ Référendum  
■ Législative  
■ Européenne  
■ Cantonale  
■ Municipale



### par département

(En pourcentage des suffrages exprimés.)

DÉPARTEMENTS	PC	PS	VERTS	CENTRE	UDF-RPR	FN
AIN	4,93	22,82	10,61	10,32	30,53	12,56
ARDECHES	9,83	24,37	9,94	6,84	26,44	11,08
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	16,89	22,09	7,90	6,54	30,54	7,86
ALPES-MARITIMES	9,74	22,22	12,18	6,89	25,36	11,99
HAUTES-ALPES	6,86	21,66	12,71	16,79	24,23	10,24
ARDECHES	7,21	17,20	8,76	6,63	30,40	25,05
ARDECHES	8,49	23,49	10,54	8,44	30,22	8,73
ARDECHES	8,61	24,03	10,44	7,56	27,16	11,26
ARDECHES	11,85	37,51	9,55	5,02	19,46	7,96
AUBE	6,57	21,35	10,19	9,00	31,20	12,12
AUBE	11,59	33,88	8,95	4,94	21,06	10,04
AVEYRON	4,45	24,76	10,41	10,04	33,77	6,04
BOUCHES-DU-RHON	12,85	19,03	10,38	6,02	23,90	20,76
CALVADOS	4,91	23,54	11,53	8,94	30,88	9,12
CANTAL	4,56	22,90	6,25	5,70	42,67	4,94
CHARENTE	8,02	26,42	8,90	8,03	26,93	7,03
CHARENTE-MARITIME	6,32	23,51	9,93	7,96	27,57	8,92
CHER	13,98	21,25	8,83	7,77	29,00	10,02
CORREZE	16,16	22,64	7,43	4,98	31,77	5,56
CORSE-DU-SUD	10,76	17,05	16,02	3,50	37,19	12,45
COTE-D'OR	10,83	24,42	15,05	2,17	35,96	9,66
COTES-DU-NORD	9,34	24,86	11,45	9,41	30,84	11,45
CREUSE	9,24	25,63	13,17	9,44	28,55	6,21
CREUSE	11,23	27,07	6,49	5,39	30,82	5,97
DORDOGNE	11,56	24,12	9,17	5,43	26,06	7,73
DOUBS	3,48	26,09	12,17	8,35	31,63	10,09
DROME	7,20	24,16	11,90	8,04	25,88	11,77
EURE	6,20	24,55	10,35	7,87	30,02	11,62
EURE-ET-LOIR	5,00	23,99	8,99	8,49	31,92	12,98
FINISTERE	5,23	26,55	11,99	10,11	31,99	8,05
GARD	13,07	21,48	9,49	6,37	23,01	14,75
HAUTE-GARONNE	7,13	30,56	11,31	8,61	21,79	11,32
GERES	6,35	28,52	9,43	7,08	25,69	7,90
GERONNE	9,77	25,71	8,25	1,15	22,27	10,01
ILE-ET-VILAINE	3,32	23,78	13,38	14,23	31,19	6,72
INDEE	8,92	27,49	7,67	7,21	29,66	8,65
INDEE-ET-LOIRE	5,61	26,09	10,48	9,09	29,83	9,88
ISERE	7,87	24,78	12,80	8,94	25,07	12,59
JURA	6,09	23,94	12,37	7,33	31,37	9,73
LANDES	7,68	30,62	5,63	5,89	24,40	7,05
LOIR-ET-CHER	6,87	25,05	8,75	8,20	31,89	9,27
LOIRE	8,11	21,55	9,93	9,04	30,53	12,68
HAUTE-LOIRE	4,01	22,46	11,08	9,59	36,52	8,37
LOIRE-ATLANTIQUE	4,38	27,81	11,36	8,82	29,95	7,67
LOIRET	7,07	22,20	9,70	9,10	31,23	11,79
LOT	7,37	23,14	11,90	6,41	26,74	6,64
LOT-ET-GARONNE	9,27	23,01	9,27	6,60	24,28	11,22
LOZERE	4,80	20,30	8,70	7,45	41,62	7,98
MAINE-ET-LOIRE	3,13	22,24	10,78	12,32	36,21	6,77
MANCHE	2,79	21,28	11,36	7,94	36,59	7,94
MARNE	6,67	21,35	10,72	10,03	30,84	12,21
HAUTE-MARNE	4,67	22,63	11,66	7,43	31,95	11,98
MAYENNE	2,17	21,69	11,55	11,24	39,05	6,11
MEURTHE-ET-MOSELLE	8,02	24,05	11,33	9,40	28,11	11,38
MEUSE	4,42	23,21	11,13	8,35	33,99	10,76
MORBIHAN	4,94	22,48	11,82	9,12	33,30	9,78
MOSELLE	4,06	22,07	13,63	8,40	28,95	14,56
NIÈVRE	10,67	33,16	8,39	5,96	25,07	8,81
NORD	10,91	24,41	9,64	8,95	25,08	11,65
OISE	7,99	22,23	11,90	7,33	31,53	13,69
ORNE	12,86	27,35	8,99	5,87	22,91	8,71
PAS-DE-CALAIS	6,66	26,60	9,75	7,05	35,67	7,18
PYRENEES-ATLANTIQUES	5,23	25,18	9,43	7,99	29,76	8,88
HAUTES-PYRENEES	10,98	26,53	7,93	15,24	20,55	7,76
PYRENEES-ORIENTALES	10,62	25,58	9,12	5,31	22,57	18,67
BAS-RHIN	1,27	21,26	16,89	10,21	31,24	13,56
HAUT-RHIN	1,56	19,08	20,47	8,90	30,57	13,75
RHON	6,64	21,56	10,34	10,36	30,07	15,36
HAUTE-SAONE	4,21	27,11	10,55	7,20	30,28	10,15
SAONE-ET-LOIRE	7,27	27,00	9,26	7,63	32,21	8,35
SARTHE	6,29	26,78	10,80	8,95	31,56	6,69
SAVOIE	6,78	24,48	12,12	10,92	28,22	11,25
HAUTE-SAVOIE	3,57	19,36	13,26	12,78	31,08	11,44
PARIS	4,29	20,12	10,77	10,44	35,89	14,07
SEINE-MARITIME	9,52	20,08	9,83	7,44	27,02	9,46
SEINE-ET-MARNE	7,29	21,90	11,72	8,13	28,14	15,51
YVELINES	5,48	20,39	10,94	10,37	33,22	14,06
DEUX-SEVRES	3,04	27,34	10,61	9,25	31,34	5,29
SOMME	9,84	19,59	8,53	6,26	25,87	9,13
TARN	6,73	29,14	10,37	6,32	26,40	10,65
TARN-ET-GARONNE	6,04	26,11	11,75	7,48	25,42	11,20
VAR	8,08	17,96	8,84	5,94	28,30	22,86
VAUCLUSE	8,06	21,51	10,34	6,42	26,21	17,75
VENDÉE	2,77	22,82	9,39	9,87	38,82	6,46
VIENNE	6,25	28,84	10,08	10,57	26,24	7,10
HAUTE-VIENNE	13,76	28,94	8,70	6,18	24,63	6,63
VOSGES	3,68	23,95	12,26	8,93	31,47	10,67
YONNE	7,35	21,36	10,20	8,34	29,72	13,00
TERRITOIRE-DE-BELFORT	4,41	29,17	12,85	7,53	24,98	13,43
ESSONNE	8,97	23,14	12,46	9,22	26,69	13,56
HAUTS-DE-SEINE	8,62	19,63	10,41	10,21	31,99	14,37
SEINE-SAINT-DENIS	19,66	19,86	10,41	6,78	20,26	17,47
VAL-DE-MARNE	15,41	20,38	11,13	8,41	25,05	14,52
VAL-D'OISE	10,30	21,66	11,31	8,83	25,91	16,26

### par région

(En pourcentage des suffrages exprimés.)

RÉGIONS	EXERCICE précédent de conseil régional	PC	PS	VERTS	CENTRE	UDF RPR	FN
Auvergne	UDF-CDS	1,38	20,41	18,30	9,69	30,97	13,64
Aquitaine	RPR	7,62	25,53	9,44	6,82	25,57	9,17
Alsace	UDF-RPR	8,79	24,19	9,01	2,15	33,30	7,27
Bourgogne	UDF	7,03	26,72	9,94	8,01	30,10	10,30
Bretagne	RPR	5,53	24,74	12,57	10,81	31,32	7,68
Centre	UDF-RPR	7,56	24,18	9,26	8,48	30,68	10,62
Champagne-Ardenne	RPR	6,59	22,14	10,71	8,85	30,32	11,95
Corse	RPR	10,81	19,46	15,49	2,77	36,51	10,91
Franche-Comté	UDF-RPR	4,35	26,20	11,90	7,75	30,48	10,41
Île-de-France	RPR	9,29	20,74	11,07	9,27	29,42	14,81
Langues-Roussillon	UDF-RPR	10,52	24,51	9,31	5,86	23,14	14,76
Lorraine	PS	14,17	26,34	7,85	5,61	29,02	6,13
Loire	Maj. p.	5,23	23,13	12,43	8,79	29,58	12,49
Lot-Pyrénées	UDF-RPR	7,21	29,04	10,55	8,47	24,71	9,37
Nord-Pas-de-Calais	PS	11,66	25,54	9,39	7,76	24,24	10,51
Normandie	UDF-RPR	3,76	22,29	11,39	8,61	34,10	8,60
Haute-Normandie	RPR	8,32	27,72	9,99	7,57	27,52	10,11
Pays-de-la-Loire	RPR	3,92	24,96	10,80	10,02	34,63	5,95
Picardie	UDF-PSD	9,16	21,97	9,94	6,82	26,66	11,26
Provence-Alpes	UDF-RPR	5,97	25,29	9,89	8,94	28,40	7,28
Alsace	UDF-RPR	9,64	18,38	9,82	6,58	26,70	21,18
Rhône-Alpes	UDF-RPR	6,30	22,60	11,35	9,86	28,83	12,80

### La soirée sur les chaînes de télévision

## L'Europe ? Hors programme !

Qui a gagné ? La question divise les chaînes pendant plus d'une heure, en cette soirée des élections européennes. TF 1, sur la foi d'un sondage IPSOS, a donné, dès 22 heures, son verdict : Valéry Giscard d'Estaing (25,5 %), juste devant Laurent Fabius (24,5 %), alors que les écologistes arrachent une surprenante troisième place, avec 12 %. Sur Antenne 2, on est plus prudent : Bulli BVA se contente d'abord de fourchettes qui donnent l'ancien président de la République nettement en tête et Jean-Marie Le Pen en troisième position. Sur la Cinq, la SFRS est catégorique : les sondages sur les intentions de vote effectués une semaine avant le scrutin sont imparfaits ; un sondage des premiers bulletins dépouillés donne la liste d'union à 30 %, loin devant ses concurrents.

Cette glorieuse incohérence des sondages déconcerte le téléspectateur, habitué à découvrir dès 20 heures le visage de ses nouveaux élus. Elle prend au dépourvu Simone Veil. L'ancienne présidente du Parlement européen commence la soirée heureuse de ses 12 %, pour apprendre brutalement devant les caméras qu'elle est en dessous de la barre fatidique des 10 %.

### « C'est trop compliqué... »

Qui a gagné ? Dès 22 h 10, Antoine Waechter s'empare du micro, triomphant, certain que les Verts viennent de bouleverser le jeu politique français. De chaîne en chaîne, il observe, avec une ironie qu'on ne lui connaît pas, les « autres » se découvrir des vocations écologistes. Mais, dès 22 h 37, Jean-Marie Le Pen contre-attaque. Dans une intervention fluide, impétueusement coupée par ce « système médiatique » qu'il pourfend, il dénonce « la magouille des sondages », qui abuse les téléspectateurs avant de les envoyer se coucher. André Goussard, lui, reste calme. Il sait que la liste Chénou, pêche et tradition a fait mouche. Il a dans sa gibecière « une grande stratégie pour la pêche et la chasse françaises », qu'il aurait bien développée devant les caméras. Mais, sur les plateaux, l'heure est à d'autres tableaux de chasse.

Qui a gagné ? « Les abstentionnistes », reconnaît Pierre Mauroy, approuvé par le chœur des commentateurs et hommes politiques. Mais quelles sont les motivations écrites des 50 % de Français qui ont bouclé les urnes ? Là, les interprétations divergent. « L'Europe est trop compliquée », affirme Edith Cresson, qui pardonne aux électeurs d'avoir péché par ignorance. « L'Europe est faite par les beaux quartiers et contre les couches populaires », souligne Charles Fiterman, qui déplore l'effet parasite des purges chinoises sur la mobilisation de son électeur. « Si vous ne vous en servez pas, je suis prout », répond-on écho sur A 2 au petit Chinois exaspéré par l'absence de sa liste. L'Europe n'est pas en cause, c'est la classe politique française qui subit un échec, résume de Bruxelles Jacques Delors.

La classe politique française est trop occupée par ses débats internes pour relever l'accusation. Pour Valéry Giscard d'Estaing, l'heure est au triomphe. L'ancien président

de la République est partout. Entouré par les leaders de la liste RPR-UDF, il annonce que les jours de socialistes sont comptés. À côté de Jacques Chirac, il est assis, mais sur A 2 pensant à son ancien premier ministre comme à « une andouille qui croit que je vais m'installer à Strasbourg ». Au « Bédouin Show », enfin, Valéry impudique coiffe déjà sa couronne.

Fautes de temps, ses collègues RPR font la chasse aux communistes. Michèle Bazzach tente de démon-

### Lapsus fabinsien

Le résultat de la liste socialiste est la traduction d'un rejet de son chef de file ? A cette question posée sur RTL, M. Laurent Fabius a répondu lundi matin 19 juin par la négative en commentant son passage un lapsus. Il a rappelé que M. François Mitterrand avait obtenu, en 1979, le même score que lui et que, deux ans plus tard, cela ne l'avait pas empêché d'être élu président de la République. « Je me suis engagé fortement dans cette campagne présidentielle », a-t-il déclaré. « Et si le résultat est ce qu'il est, j'ai tout fait pour améliorer au sein du gouvernement (ici) du PS pour essayer de monter plus haut ».

trier à un Jacques Barrot rééditant les bienfaits d'une liste unique de l'opposition. Alain Juppé organise déjà l'opposition amicale et tend les bras à Pierre Méhaignerie, qui reste panton.

Les socialistes ont la défaite sombre. Pierre Joxe opte pour la concision. Michel Rocard pour la pédagogie. Laurent Fabius pour l'espoir en des jours meilleurs. Reconverti en tennisman sous le crayon d'Alain, la tête de liste socialiste, s'empare : « Je pensais, comme Chang, je croyais en Dieu... »

### Mais le cœur n'y était pas

Pierre Mauroy et Claude Chénou sont présents de champ. Ils ne veulent voir que le recul des conservateurs et la victoire des socialistes... en Europe.

L'Europe ? On l'avait presque oubliée. Égarant sans passion les scores et pourcentages des différentes élections, toutes les chaînes ont sacrifié au tout rituel des capitales des Douze. Mais le cœur n'y était pas. Et le cœur de Pierre Mauroy lui-même battait à vide. FR 3 a bien essayé d'y insuffler le spectateur dès 20 h 35, en multipliant les reportages depuis Strasbourg.

Mais Strasbourg a annulé sa fête. Antoine 2, venue faire un détour dans la capitale de l'Alsace, n'y a trouvé que Catherine Tramont, incapable d'offrir toute sa bonne volonté, de mobiliser l'Assemblée du Parlement européen, désert.

En mai de « vécu » européen, la chaîne présentait, pour illustrer le scrutin, un reportage sur la mafia calabraise.

MICHEL COLOMBA D



élection  
des listes  
régionales

## européennes

# La nuit où l'Antoine a ri...

Serait-ce la nuit où l'Antoine a ri ? Les écologistes sont là, bien sûr, et ils le resteront longtemps. Au terme de son allocution, devant une petite centaine de militants enthousiastes, Antoine Waechter, se laisse enfin aller à la joie d'une victoire. Il est 22 h 10. La salle est euphorique. Les premières estimations font des Verts le troisième parti de France et d'Europe.

La formule, encore qu'un rien facile, fait mouche : « Des vertes pour les Verts ! » Champagne pour tout le monde et pour ces 12 % des voix d'abord annoncées par les sondages de 22 heures.

Antoine Waechter avait pourtant pris les premiers résultats avec des pincettes, usant de l'euphémisme avec art et au risque de doucher un triomphisme prématuré. Le fait est que, dès 23 heures, il faut revoir les espoirs à la baisse et admettre « que le Pen nous est passé devant ». La douche froide n'est-elle pas ce qu'il y a de pire ? Les écologistes comptent sur la nuit pour qu'Antoine a bien voulu avancer, malgré toute sa pondération sur « l'incontestable succès des Verts » et sur « cette force désormais incontournable ».

Incontournable, souverain, habile et décidément beaucoup plus jeune que le vieux monsieur grognant et plaintif du Bâtard Show, Valéry Giscard d'Estaing cherchait, dimanche soir, les câbles. Hier soir, simplement de problèmes, une fois encore, la bonne nouvelle de l'union. On aurait pu l'imaginer triomphant, tout à la fois de sa belle victoire, de ce retour de santé électorale, bref quelque peu grisé. Il fut paternel et même patraque.

Belle photo de famille ! De gauche à droite, Nicolas Sarkozy, le jeune maire de Neuilly maqué pour les prestations télévisées à venir ; Alain Madelin, l'ancien bonhomme boudoir ; Alain Juppé, cet agité et fougueux président ; Michel Barnier, l'ancien président ; Yves Galland dans la robe du ténébreux. Il fallait voir Valéry Giscard d'Estaing posant ses mains sur les bras de ses voisins Juppé et Barnier.

Tout l'art, en effet, fut de laisser aux autres le soin de dire qu'il avait gagné, car

lui ne laisse jamais percer un sentiment aussi vulgaire, et il n'y eut guère qu'un audacieux de la BBC pour oser lui demander s'il se voyait se voir ne signifier pas un rapide retour sur l'avant-scène de la politique intérieure française. VGE répondit sans hésitation et en anglais : « I wouldn't say that. The union is the real winner (Je ne dirais pas cela. La vraie gagnante, c'est l'union). »

Le site n'aurait cependant pas été totale au quartier général de l'UDF-RPR, à deux pas de la Madeleine. Si Jacques Chirac n'était venu saluer l'illustre allié, ce fut une scène du genre, peu intime certes, au beau milieu des caméras et des micros.

Jacques Chirac : « Voilà un résultat exceptionnel ! »

— Je vous l'avais dit.

— Vous l'aviez prévu et je le reconnais volontiers. »

Bref, il fallait avouer ça ! Un serveur survola cérémonieusement un plateau soigneusement garni : deux verres d'eau. Giscard et Chirac s'en emparèrent fermement, n'hésitant pas même à trinquer. Les listes sont parfois un peu tristes.

### « C'est un désastre ! »

Et pourtant M<sup>me</sup> Simone Veil l'a bien dit à la télévision : les jeunes de son mouvement ont été « déçus ». Cela n'a pas suffi. La déception chez les écologistes fut digne, champagne frappé et bordure curvée Bicentenaire. D'autant que les mauvaises nouvelles vinrent en deux temps. Les premiers sondages, au soir des urnes, donnaient 11 %. C'est-à-dire un score à deux chiffres et chacun sait au CDS qu'un score à deux chiffres, ça prouve qu'on a gagné.

La désespérance vint quelques dizaines de minutes plus tard, avec une approche plus rigoureuse du résultat réel, entre 8 et 9 %. François Froment-Mourica, secrétaire général, eut alors ce commentaire féroce : « C'est un désastre ! Commencez à faire le ménage dans vos têtes ! C'est la preuve

que les rénovateurs n'ont fait que jouer aux coudes dans toute cette campagne. »

« Faites votre article avant qu'on ne continue à baisser », conseilla même en souriant Philippe Bilger, magistrat au parquet de Paris et membre du CDS. En attendant les résultats définitifs, Simone Veil, très flegmatique, prit le temps de rappeler l'époque où, magistrat, elle suivait de près la situation des prisons. « Même lorsque j'étais ministre, je n'ai jamais connu pareille tension. C'était quelque chose qui ne vous lâchait jamais. » Un peu plus tard « la Madone des sondages », comme l'appelle obligeamment Jean-Marie Le Pen, dut même, en compagnie de Laurent Fabius, conseiller Jean-Marie Le Pen, le patron d'IFSCS dont les prévisions furent assez largement démenties. « Fabius et moi on a déchanté de rire », racontait Simone Veil avant d'affirmer : « Pour les rénovateurs, les choses deviennent plus difficiles. Mais ce serait une erreur de penser qu'ils ne sont plus d'actualité. »

La soirée électorale de la liste Veil s'achevait. Les lumières s'éteignaient. « On commence déjà à faire des économies ? », demanda un militant. « Non, c'est seulement la presse qui nous lague trop tôt. »

La presse justement, on en parla beaucoup, et pas nécessairement en bien sous l'immense tente plantée dans le jardin de Jean-Marie Le Pen à Saint-Cloud.

Il faut dire qu'au départ on ne s'y bousculait point et que la liste du Front national était annoncée en quatrième position, ou au mieux au sixième avec celle des Verts. Et en échoquant, un peu prématurément, une « certaine déception » de l'extrême droite les envoyés spéciaux des chaînes de télévision devaient provoquer la fureur rituelle de l'état-major du Front national.

Roger Hellebreque, selon un scénario maintenant classique, propose d'instruire immédiatement le procès de la presse et lui, ancien journaliste — « quinze ans de Paris-Match » — se fait fort de réunir un tribunal, « un tribunal d'amis, de journalistes ». La journaliste de la Cinq est accommodée : « Elle ne fouta plus les pieds dans un truc du Front national. C'est clair et précis. »

Jean-Marie Le Pen lui-même apparaît pour faire barrage à « l'opération de subversion médiatique et sondagique ». La preuve, la liste Europe et Patrie arrive bien en troisième position, comme à l'habitude, pendant la campagne. Les « manipulations » des télévisions et instituts de sondages ont eu pour but d'attendre que les Français soient partis se coucher afin d'amoindrir l'impact du résultat du Front national. Et en plus, incroyable ! certains médias ont donné la priorité à Waechter « au mépris des règles alphabétiques ». En tout état de cause, Jean-Marie Le Pen l'affirme, le Front national a fait « un très réel progrès » par rapport à son score de 1984, (10,95 %), alors que « l'Europe écologiste, l'Europe de Bruxelles » enregistre un « échec cuisant ». Bref, la presse est « méchante », le journaliste de la Cinq est invité désormais à garder pour elle « ses propres vermineux » et un reporter de RMC s'entend dire simplement par deux contributeurs du quotidien *Intégrité* Présent : « Casse toi ! »

### Bonne humeur socialiste

Ce n'est évidemment pas la préoccupation du moment, rue de Solferino, au siège du PS. Dans le décor des grands jours, dans le buffet un rien rapet, on bavarde. Laurent Fabius parle avec des copains. Julien Dray est omniprésent. On ne se congratule pas, mais presque. On évoque un électoralat non stabilisé, un concept d'Europe qui a décidément bien du mal à passer et l'abstentionnisme qui n'a rien arrangé.

Michel Rocard, apparemment de très bonne humeur comme si un éventuel revers de la liste socialiste ne l'atteignait guère, arrive juste au moment où une partie de l'assistance s'apprête à filer vers l'hôtel de Lassay. Les photographes sont là qui feront une hale d'honneur à Michel Rocard et à Laurent Fabius aux prises avec le jeu d'orange de l'antité et quelques petits fours prestement ressortis de sous les nappes blanches. Puis, siôt les premières

photos faites, le premier ministre, tournant résolument le dos à l'ancien premier ministre, se lancera dans une longue conversation avec Pierre Uri, l'un des inventeurs de l'Europe aux côtés de Jean Monnet.

Laurent Fabius finira par réussir à se glisser dans la conversation. Une conversation suffisamment confidentielle pour que Michel Rocard se fâche vraiment et demande à un perchman de la télévision, voleur de concubines, de « rester correct ».

Pierre Mauroy arrivera plus tard pour admettre qu'il est bien un peu déçu, qu'on va « mollement aux urnes », que « la vie politique manque d'ardeur » et que « tout le monde — mais pas moi — fait la chasse à l'idéologie ». Ce douloureux constat achevé, ce troisième ancien premier ministre dira cependant son contentement « parce que, au Parlement européen, il y aura plus de députés verts et roses et moins de libéraux ». Quant à savoir si le score médiocre du PS peut s'expliquer par la personnalité de la tête de liste, M. Mauroy répondra sobrement : « Poser des questions auxquelles je puisse répondre. »

Encore faut-il, pour poser des questions, avoir la chance de débiter des interjections. Ce ne fut pas le cas au siège de l'Humanité à Saint-Denis, où, en l'absence de tout militant, seuls quelques journalistes attendaient longuement les réactions d'un responsable du PC. Finalement, Georges Marchais en personne vint, tardivement, commenter les résultats des élections « dont la donnée marquante est le nombre élevé d'abstentionnistes ». « Un Français sur deux n'a pas voté aujourd'hui. On peut parler d'un véritable refus de vote, encore accentué dans l'électorat populaire où ce comportement a été nettement majoritaire. »

Et puis le secrétaire général du PCF a également évoqué les récents événements chinois pour expliquer les résultats de son parti. « La répression en Chine que nous condamnons avec vigueur a donné lieu à des attaques profondément malhonnêtes. » Quelle idée aussi, ces Chinois, de placer un parti frère dans semblable situation !

Résumé du service des informations générales.

## M. Waechter a rempli son contrat

Chef de file de la liste Les Verts Europe-Ecologie, M. Antoine Waechter s'était assigné un triple objectif à l'élection européenne du 18 juin : obtenir plus de 10 % des voix, obtenir entre cinq et dix élus au Parlement de Strasbourg, obtenir la troisième place sur l'échiquier politique national. En atteignant les deux premiers, il a largement rempli son contrat.

La liste des écologistes s'approche de la barre des 11 %, ce qui l'anticipe à décrocher le titre de député européen pour les neuf premiers candidats (cinq hommes et quatre femmes), dont deux personnalités dites « d'ouverture » : M. Max Simeoni, automobiliste corse, et M<sup>me</sup> Yvonne Tardieu, présidente d'une association de jeunes immigrés à Lyon. M. Waechter buta, cependant, sur le troisième objectif en se classant derrière M. Le Pen, dont la

liste (place) recevait le score des Verts aux dernières municipales (13 % sur la liste nationale et 8 % dans les villes où ils étaient présents), celui-ci a psychologiquement préparé le terrain pour la consultation européenne. Les Verts dépassent 10 % des voix dans cinquante-huit départements métropolitains sur quatre-vingt-seize. C'est le cas pour M. Le Pen dans cinquante-quatre départements et pour M. Herzog (PCF) dans seulement vingt départements.

Si les écologistes ne font pas moins de 5 % dans un seul département, en revanche, la liste communiste est dans cette position marginale dans vingt-huit départements, ce qui n'accroît pas précisément la thèse du redressement développée depuis les municipales, contre toute évidence, par la direction du PCF.

### Gentils « écoles » et ogres allemands

M. Waechter fait ses plus mauvais scores dans les Landes (5,6 %), dans le Cantal (6,26 %) et dans la Creuse (6,46 %). Il obtient ses plus grandes réussites en Alsace : Bas-Rhin (16,9 %) et Haut-Rhin (20,5 %), ainsi qu'en Corse : Corse-du-Sud (16,02 %) et Haute-Corse (15,05 %), grâce à la présence, en troisième position sur la liste, de M. Simeoni.

Cette première véritable consécration politique pour les Verts va provoquer un déplacement du centre de gravité du groupe européen vers les pays de la Méditerranée au détriment des Verts allemands qui dominaient jusqu'à présent l'écologie parlementaire. Les Français feront plus égal avec les Grütens qui, désormais, partagent aussi le pouvoir avec les Verts allemands. Pour la première fois, les amis de M. Waechter, apôtre du « ni gauche ni droite » qui a fait la réussite de son mouvement, vont se trouver au pied du mur.

La constitution d'un groupe renouvelé, l'ébauche d'alliances politiques, voire la désignation d'un candidat écologiste au poste de vice-président du Parlement vont conduire les Verts français à s'avancer, enfin, à découvrir au moment où ils vont occuper, avec le groupe des droites européennes (extrême droite), une place d'arbitre dans le choix du futur président de ce Parlement.

Cela a été mis en évidence, dès dimanche soir, par M<sup>me</sup> Simone Veil, qui voulait attirer la bienveillance des Verts français désignés comme gentils « écoles » face aux ogres allemands. Il est probable que les socialistes français, dont la consécration à l'égard des Verts a été magnanime, seront, eux aussi, saisis du même intérêt.

OLIVIER BIFFAUD.

## Un échec pour les partis

(Suite de la première page.)

39,2 % d'abstention en 1979, 42,8 % en 1984, 51,1 % en 1989 : manifestement, le vote européen mobilise de moins en moins les Français. Non pas que l'Europe suscite le désintérêt. Mais les États-majors politiques se sont montrés, à la différence des Verts, incapables de rendre sa perception plus concrète et d'offrir des choix clairs. « Il y a là un signe à comprendre », a d'ailleurs souligné M. Rocard.

Ce mal n'est toutefois pas spécifique à la France. La participation au scrutin des citoyens des autres pays membres est, en effet, directement liée à la situation politique intérieure. Elle est d'autant plus forte qu'un courant important aspire à la modifier.

Le signal adressé à la gauche ne souffre lui non plus aucune ambiguïté. Avec un gros tiers des suffrages exprimés, elle est en mauvaise posture. C'est elle qui souffre le plus de l'abstention et de la percée des Verts. Le PCF enregistre sa plus mauvaise performance après celle d'André Lajoinie à l'élection présidentielle. Quant au PS, il voit vraisemblablement s'éloigner le rêve d'un parti atteignant les 40 %, que M. Fabius avait été naguère le premier à caresser. En 1984, les socialistes avaient obtenu 20,76 % au plus fort de leur impopularité et au cœur de la guerre scolaire. Aujourd'hui, le décalage est étonnant entre leur résultat et la très forte popularité dont jouissent JM. Mitterrand et Rocard. Ce dernier ne sort pas indemne du scrutin car on lui fera certainement grief, dans les rangs du PS, de ce que sa popularité ne se transforme pas en bulletins de vote.

### Rénovation et élargissement

Le PS n'est pas quitte, car il a, comme l'a souligné M. Fabius, certainement besoin de « se réformer » et de « s'élargir ». Mais c'est le candidat de M. Mitterrand qui est le plus touché dans ses ambitions. Non seulement M. Fabius pense assurer la relève de M. Mitterrand, le moment venu, mais il lui a fait pour y parvenir, il a besoin de prendre celle de M. Mauroy à la tête du Parti socialiste.

Dimanche soir, M. Fabius a rejeté la responsabilité de son échec personnel sur le PS. Depuis l'élection présidentielle, son entourage et lui-même se prévalaient de soutiens de plus en plus massifs à l'intérieur de

cette formation. Ce réseau apparaît, au vu des résultats, moins dense qu'annoncé. Au point qu'il avait été envisagé de faire appel, faute de militants, à une société privée pour coller les affiches socialistes sur les panneaux officiels.

Les hommes de sa génération qui militent à droite pour la rénovation et qui se mordent les doigts de ne s'être pas lancés dans la compétition sous leurs propres couleurs subissent de plein fouet l'échec relatif de la liste Veil. Les droites sont sorties étonnées du scrutin avec 51,7 % des suffrages exprimés au lieu de 50,9 % au premier tour de l'élection présidentielle. Elles sont donc en situation de relever la tête. M. Giscard d'Estaing assurait aussitôt que « le socialisme n'est pas au pouvoir pour toujours ». Il est vrai que l'ancien chef de l'État aurait eu tort de se priver, car l'argument lui a été servi sur un plateau par M. Fabius. Le candidat « de la majorité présidentielle » avait tenu ses engagements en demandant aux Français, faute de mieux, de voter pour le chef de l'État, c'est-à-dire pour lui.

### L'ancrage du Front national

Toutefois, la présence d'un Front national solidement ancré sur ses positions, puisqu'il réalise sa seconde meilleure performance depuis 1983, laisse entière la question de l'alliance victorieuse. Même si M. Le Pen a pu fort jus-

« JE CROIS QUE JE VAIS ME FAIRE UN PEU OUBLIER EN RESTANT À STRASBOURG ! »



continuent de se dire résolument hostiles à une union élargie au Front national.

L'affaire se complique d'une relance prévisible de la « guerre des chefs » par l'autoréincarnation de M. Giscard d'Estaing en père de l'Union. La progéniture de l'ancien président de la République — c'est là son problème — est multiple. Il n'est pas reconnu par tous ses enfants.

Giscard l'unioniste se heurte, en outre, à une difficulté statistique et stratégique : depuis 1982, la droite gagne tous les premiers tours et perd le tour décisif. Durant cette période, défaits dans les scrutins à deux tours, elle n'a gouverné que deux ans. Les questions soulevées par les rénovateurs gardent donc toute leur acuité, au point que M. Jacques Chirac a assigné à l'opposition un objectif de « réforme » interne.

De ce point de vue, RPR, UDF et PS sont logés à la même enseigne. L'aspiration à la « rénovation » de la politique ne passe pas par les partis installés, ni même par des mouvements créés à cet effet à l'intérieur même des partis (liste Veil soutenue par les rénovateurs de droite). Elle les contourne et s'exprime directement chez les Verts, par l'absence chez les communistes et péquistes à la ligne et M. Le Pen, pour une fois, a raison — au travers d'un vote protestataire. Il est clair que le PS, dans ce contexte, doit se poser le problème de sa relation avec les Verts, d'autant que l'Europe représente pour lui un modèle : dans l'hémicycle de Strasbourg la coalition rose-vert n'est-elle pas majoritaire ?

Avec le scrutin du 18 juin s'est achevé un cycle électoral qui a conduit les Français dix fois aux urnes en un peu plus d'un an. L'évolution des taux de participation a mis en lumière un comportement de consommateur politique, chacun s'abstenant à la carte, en fonction de l'intérêt du scrutin. Mais cette année électorale consacre surtout la monarchie républicaine. La dispersion des voix, telle qu'elle a été enregistrée dimanche soir, donne une force considérable à celui qui, au contraire, peut se prévaloir du soutien de 54 % des Français, alors même que la participation atteignait, en mai 1988, 60 %. Si les partis ont un problème de représentativité, le président de la République, lui, est fort d'une légitimité inégalée. Ainsi, en ces temps de célébration du Bicentenaire de la Révolution se trouve, paradoxalement, sacrifiée la fonction de monarchie républicaine, à l'image de ce que de Gaulle avait voulu pour elle.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES L'HOMEAU.

## Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Les instants les plus fun ne sont pas les plus chers

MONTREAL

VOL ALLER RETOUR  
DÉPART DE PARIS  
À PARTIR DE

1990 F

7, BD VOLTAIRE 42 73 10 64  
36 15 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

## Les réactions dans la classe politique

M<sup>me</sup> Simone Veil

Il y a encore beaucoup de chemin à faire

« Il y a un centre mais il est moins important qu'on le croit. Il y a encore beaucoup de chemin à faire et en même temps il y a cette volonté de renouveau dans la vie politique qui est certaine et qui, j'espère, se manifestera. »

« On travaillait sur des sondages, alors est-ce que ce sont les voix qui ont été des vases communicants ou, si ces résultats sont exacts, est-ce que ce ne sont pas les instituts de sondage qui étaient dans l'erreur ? »

« Nos avons toujours dit que ce sont les mêmes électeurs qui pouvaient se porter sur nous ou sur M. Giscard d'Estaing, pour partie. Je crois que nous avons un électeur qui fait vraiment partie de l'UDF, nous avons aussi une part de l'électorat qui aurait été sur une autre liste, que ce soit les écologistes, les petites listes, ou qui se serait abstenus. »

« Pour l'instant, le problème qui s'est posé, nous l'avons toujours dit, n'est pas d'avoir un mouvement rénovateur mais une dynamique rénovatrice. »

« Le problème pour l'opposition, c'est de se dire que, même en ajoutant les deux scores, s'ils sont exacts, nous ne sommes même pas à 40 %, alors que je faisais en 1984 43 %. Je crois qu'il y a un problème, il faut essayer de récupérer un électeur ailleurs. »

« Peut-être aujourd'hui un certain nombre de jeunes militants, notamment les jeunes démocrates sociaux, se sont contrairement aux états-majors, beaucoup remués sur le terrain, et je voudrais leur dire que je les remercie ainsi que tous les électeurs qui ont voté pour nous. »

M. Valéry Giscard d'Estaing

Le socialisme n'est pas au pouvoir pour toujours

« L'union est la première force politique en France. Je m'étais donné comme objectif que notre liste soit devant la liste socialiste et ceci pour deux motifs : démontrer qu'il n'y a pas de fatalité de l'échec et démontrer qu'il n'y a qu'une seule voix pour le succès : celle de l'union. »

« Je voudrais remercier chacune et chacun de ceux qui ont répondu aujourd'hui à notre appel, et notre seul regret est de ne pas pouvoir les remercier tous individuellement. »

« Eh bien ! il faut continuer en recherchant toujours l'union la plus large. L'échec de la liste socialiste qui est, je crois, placée cinq points

derrière la nôtre, malgré l'appui massif du gouvernement, prouve que le socialisme n'est pas au pouvoir pour toujours. »

« Mais ce sont des élections européennes et, pendant notre campagne, celle que nous avons menée ensemble, et je voudrais remercier à la fois chacun de mes équipiers et de mes colistiers qui ont fait cette campagne avec nous, nous avons entendu votre message au travers de nos réunions : je ferai avancer l'union de l'Europe et je défendrai vos intérêts en Europe, comptez sur moi. »

M. Laurent Fabius

Le PS doit faire des efforts d'adaptation pour mieux mobiliser son électoral

« Le premier résultat marquant de ces élections est que l'addition des deux listes de l'opposition parlementaire enregistre un net recul en voix et en sièges. Le PS réalise un score comparable aux précédentes élections européennes. »

« Ces résultats confirment la place importante du PS dans notre vie politique et les efforts d'adaptation à faire pour mieux mobiliser notre électoral et élargir notre assise. »

« Nos parlementaires européens vont se mettre au travail dans un Parlement qui sera plus à gauche que le précédent. Cela va nous permettre, et là est l'essentiel, d'agir avec d'autant plus de force aux côtés du président de la République et du gouvernement pour construire l'Europe que nous voulons : une terre nouvelle de justice, de progrès et de paix. Plus que jamais le combat continue. »

M. Antoine Waechter

« Nous attendons un changement d'attitude de la classe politique »

« Les Françaises et les Français ont approuvé notre volonté d'indépendance parce qu'ils ont compris que les valeurs et les priorités qui sont les nôtres nous distinguent de toutes les autres formations. »

« Un cycle d'élections se termine et avec lui la première phase des engagements pris. Demain s'ouvre une seconde étape, celle du travail dans les assemblées, notamment dans les conseils municipaux et au Parlement européen où nous avons des élus. Nous entendons bien y faire la démonstration de notre efficacité et nous nous engageons d'ailleurs à présenter chaque année le bilan de notre travail. »

« En votant pour les Verts, les Français et les Françaises ont affirmé leur volonté de mettre un terme à la destruction de la planète, à la dégradation de leur milieu quotidien, au nivellement des cultures. Ils ont affirmé leur désir d'organiser les solidarités entre nous, avec les autres peuples, avec les générations à venir, solidarité pour vaincre la

pauvreté, le chômage et les déséquilibres entre les pays riches du Nord et les pays pauvres du Sud. »

« Il faut savoir aujourd'hui reconnaître le respect de la nature et de notre environnement avec celui d'un développement économique. La classe politique doit en tirer des leçons : assez de discours et de colloques sans conséquences concrètes. Nous attendons un changement d'attitude dans les communes, les conseils généraux, les conseils régionaux et, bien entendu, au niveau de l'Etat. »

« Nous nous réjouissons aussi ce soir du succès de nos amis allemands, belges, britanniques, italiens, luxembourgeois, espagnols. »

« Nous appuierons toutes actions visant à obtenir la généralisation du scrutin à la proportionnelle dans tous les pays de la Communauté européenne. Aujourd'hui, nous voulons mériter votre confiance, soyez sûrs, en tout cas, que les écologistes seront là et qu'ils le resteront longtemps. »



## Après la non-bataille

(Suite de la première page.)

Reste l'abstention, qui bat une nouvelle fois des records. On incrimine généralement, pour l'expliquer, le fait que, depuis deux ans, on a voté à d'innombrables reprises. Mis à part la Belgique et le Luxembourg, où le vote est obligatoire, la Grèce et l'Irlande, où l'on renouvelait en même temps le Parlement, le fait est pourtant qu'à l'étranger aussi on a massivement déserté les urnes.

La véritable raison de ce manque d'enthousiasme ne serait-elle pas tout simplement qu'on s'est habitué à l'Europe ? Qu'elle est entrée dans les mœurs ? Il y a belle lurette qu'on a cessé de s'entre-déchirer à son sujet, comme on le faisait dans les années 50 : ce qui explique que les héritiers de Charles de Gaulle et ceux de Jean Monnet aient fait aussi aisément liste commune. Et que La Pen ait été le seul à défendre l'« Europe des patries » chère au général.

En fin de compte, l'Europe s'est banalisée. Que, pendant des siècles, ses habitants s'y soient entre-tués au nom de l'empereur, du pape, des rois ou de la république n'empêche pas ses habitants d'aujourd'hui de la tenir pour une réalité, comme on dit en français contemporain, « incontournable ». Et c'est vrai que, d'un pays à l'autre, la vie quotidienne s'est uniformisée, qu'on s'habille de la même manière, que l'on consomme les mêmes produits, y compris culturels, que les mœurs, et donc les problèmes de société, ne diffèrent plus guère.

On peut en dire autant des idéologies : la France et l'Italie faisaient relativement exception à la règle du déclin du communisme. Mais la « remontée » prophétisée par Georges Marchais avait peu de chances de se produire alors que Gorbatchev tient chaque jour des discours qui font paraître pâles ceux des anticomunistes les plus acharnés, que Polonais et Hongrois jettent aux orties la froc léniniste, et que Deng, pour rester au pouvoir, recourt tranquillement, en y ajoutant la TV, aux pires armes de l'arsenal stalinien.

On ne commande à la nature qu'en lui obéissant. La généralisation du phénomène « vert » punit d'abord ceux qui ont oublié cette vieille loi. Quant à la poussée, elle aussi générale, de l'extrême droite, elle est en rapport direct avec les tensions nées un peu partout de l'immigration, elle-même produit inévitable du

décalage démographique entre une Europe fatiguée et un tiers-monde prolifique.

Le temps est loin, d'autre part, où les socialistes français faisaient de leur mépris, pour insuffisance révolutionnaire, les sociaux-démocrates des pays voisins. Tout le monde aujourd'hui loge à la même lurette que libéraux, conservateurs, démocrates-chrétiens se sentant appartenir à une même famille, celle qui n'a pas honte du profit.

### La fin d'une épopée

Qui sait ? Peut-être allons-nous voir ainsi prendre corps petit à petit, une Europe dont les nations seraient devenues les provinces, trop proches à tous égards les uns des autres pour s'affronter encore. Ainsi s'éteindrait en douceur la prodigieuse saga de ce continent, tissée et déchirée au fil des siècles dans le bruit, la fureur et le sang. Adieu le romantisme, la rage qui ont dressé tant de fois nos pays les uns contre les autres. Les grands écrivains de l'avenir devront aller chercher ailleurs leurs récits d'épopée.

Méfions-nous cependant de trop de prosaïsme ou d'utilitarisme. Il ne faudrait pas, comme le scrutin de dimanche le donne malheureusement à penser, que l'Europe fût seulement subie, que les Européens ne fissent que s'y résigner. L'union fait la force, c'est une affaire entendue, mais seulement dans la mesure où la sous-tend une volonté commune au service d'un espoir commun. La troisième République de Strasbourg, avec ses pouvoirs sensiblement renforcés, pourrait, devrait être le lieu où cet espoir prend forme.

Soyons sûrs en tout cas que l'Europe n'échappera pas à la sujétion des géants, politiques ou financiers, du monde moderne si ses institutions ne parviennent pas à surmonter la froideur et le conservatisme naturels à toutes les bureaucraties, pour déboucher sur une ambition proprement politique de nature à mobiliser les opinions. Il est plus que temps, pour les deux chefs d'Etat et de gouvernement qui vont se réunir dans quelques jours à Madrid, comme pour la France qui prend le 1<sup>er</sup> juillet la présidence des Communautés, d'y réfléchir sérieusement...

ANDRÉ FONTAINE.

M. Jean-Marie Le Pen

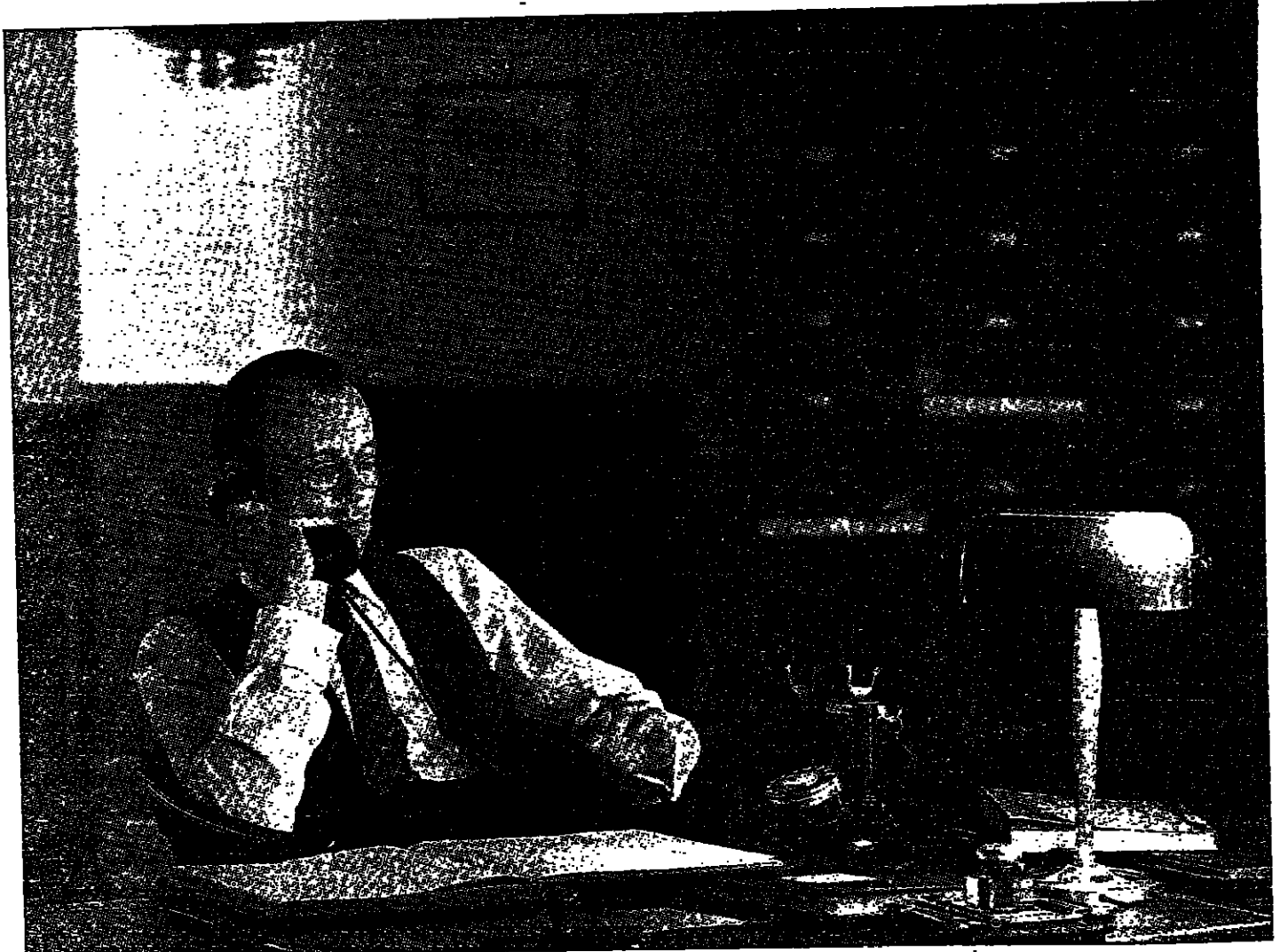
Un rôle de résistance au déclin

« Il y a eu moins d'un électeur sur deux qui s'est déplacé. C'est donc un échec cuisant en toute hypothèse pour l'Europe « européenne », l'Europe de Bruxelles, et si l'on considère qu'il est de même dans l'ensemble de l'Europe, on peut dire que l'europhisme strasbourgeois et bruxellois est en grande partie un phénomène artificiel créé par les mondialistes pour des raisons qu'il restera à rechercher et à décrire devant l'opinion publique. »

« En ce qui concerne le score du Front national (...), nous avons fait un très réel progrès, surtout si nous l'apprécions par rapport aux espoirs de la manœuvre centriste, sans doute point entre l'opposition et le Parti socialiste pour un gouvernement futur de grande coalition. »

« Tout cela est à bas. Le Parti communiste avait fait 11,2 % il y a cinq ans, le voilà tout à fait relégué à la fin du lot. Nous étions fiers d'être arrivés à ses côtés, presque au même niveau en 1984, il est désormais écrasé par le Front national, qui s'avère être la principale force de rénovation en constant progrès malgré les injustices du système politique français, du système médiatique (...). Il y a là je crois une volonté du peuple français très clairement exprimée que changent ces choses. Le Front national, en tout cas, persiste dans sa volonté de créer au plus tôt, à l'échelon national, un rôle de résistance au déclin et à la décadence et propose aux forces antisocialistes de s'organiser pour proposer à leur tour une alternative au socialisme au peuple français. »

## 1930. LE TELEPHONE DEVENAIT L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



## CHAQUE JOUR,

Fin 1989, la France disposera d'un parc de 350 000 télécopieurs. Les entreprises des principaux pays industrialisés s'équipent, elles aussi, à grande vitesse. Des prix plus bas, un choix plus grand, des performances accrues : chaque entreprise est sûre de trouver l'équipement qui lui convient. Les nouvelles technologies de l'électronique et des télécommunications se conjuguent pour répondre à tous les besoins. Aujourd'hui, en France, il y a deux sortes d'entreprises : celles qui ont la Télécopie, et celles... qui vont l'avoir.

GAUMIER PARROT  
Consultants

paese mensuel italien  
publié en France  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## européennes

# Les quatre-vingt un élus français

### LISTE DU PARTI SOCIALISTE : 22 ÉLUS

**Laurent FANUS** (1946), président de l'Assemblée nationale, député de Seine-Maritime, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly, ancien premier ministre.

**Catherine TRAUTMANN** (1951), maire de Strasbourg (Bas-Rhin), présidente de la Commission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, ancien secrétaire d'Etat, ancien député du Bas-Rhin.

**Claude CHEYSSON** (1920), ancien diplomate, ancien commissaire européen, ancien ministre des relations extérieures.

**Alain BOMBARD** (1924), biologiste, député européen sortant, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, ancien conseiller général du Var.

**Léon SCHWARTZENBERG** (1923), professeur de médecine, ancien ministre délégué à la santé.

**Jean-Pierre COT**, professeur de droit, député européen sortant, président de la commission des budgets à l'Assemblée de Strasbourg, ancien ministre délégué chargé de la coopération et du développement, maire de Colson-Saint-Jean-Pied-Gauthier (Savoie), ancien député de Savoie.

**Jean-Marie ALEXANDRE** (1946), ancien instituteur, député européen sortant, conseiller municipal de Souchez (Pas-de-Calais).

**Henri SARY** (1933), ingénieur de recherches, député européen sortant, maire d'Ayguines (Haute-Garonne).

**Nicole PERY** (1943), ancienne enseignante, députée européenne sortant.

**Marie-Jo DENYS** (1950), premier secrétaire de la fédération socialiste de Charente-Maritime.

**Noël ZAÏDE** (1965), étudiante, animatrice de SOS-Racisme à Montbéliard (Doubs).

**Jean-Paul BENOÎT** (1936), haut fonctionnaire, délégué général de l'Association des démocrates.

**Gérard CAUDRON** (1945), enseignant, maire de Villeneuve-d'Ascq, conseiller général du Nord.

**Claude ALLÈGRE** (1937), professeur d'université, conseiller spécial auprès de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, conseiller municipal de Lodève (Hérault).

**Martine BURON** (1944), architecte, députée européenne sortant, maire de Châteaubriant (Loire-Atlantique), conseiller régional des Pays-de-Loire.

**Gérard FUCHS** (1940), chercheur, conseiller municipal du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), membre du secrétariat national du PS, ancien député européen, ancien député de Paris.

**Bernard THAREAU** (1936), agriculteur, député européen sortant.

**André SAINJON** (1943), ancien secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, ancien membre du comité central du PCF.

**Max GALLO** (1932), journaliste-écrivain, député européen sortant, membre du secrétariat national du PS, ancien porte-parole du gouvernement, ancien député des Alpes-Maritimes.

**Frédéric ROSMINI** (1940), dirigeant d'organisme d'économie sociale, membre du bureau exécutif du PS, trésorier de la fédération des Bouches-du-Rhône.

**Marie-Claude VAYSSADE** (1936), formatrice, députée européenne sortant.

**Marie-Jo DENYS** (1950), premier secrétaire de la fédération socialiste de Charente-Maritime.

**Noël ZAÏDE** (1965), étudiante, animatrice de SOS-Racisme à Montbéliard (Doubs).

**Jean-Paul BENOÎT** (1936), haut fonctionnaire, délégué général de l'Association des démocrates.

**Gérard CAUDRON** (1945), enseignant, maire de Villeneuve-d'Ascq, conseiller général du Nord.

**Claude ALLÈGRE** (1937), professeur d'université, conseiller spécial auprès de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, conseiller municipal de Lodève (Hérault).

**Martine BURON** (1944), architecte, députée européenne sortant, maire de Châteaubriant (Loire-Atlantique), conseiller régional des Pays-de-Loire.

**Gérard FUCHS** (1940), chercheur, conseiller municipal du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), membre du secrétariat national du PS, ancien député européen, ancien député de Paris.

**Bernard THAREAU** (1936), agriculteur, député européen sortant.

**André SAINJON** (1943), ancien secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, ancien membre du comité central du PCF.

**Max GALLO** (1932), journaliste-écrivain, député européen sortant, membre du secrétariat national du PS, ancien porte-parole du gouvernement, ancien député des Alpes-Maritimes.

**Frédéric ROSMINI** (1940), dirigeant d'organisme d'économie sociale, membre du bureau exécutif du PS, trésorier de la fédération des Bouches-du-Rhône.

**Marie-Claude VAYSSADE** (1936), formatrice, députée européenne sortant.

**Marie-Jo DENYS** (1950), premier secrétaire de la fédération socialiste de Charente-Maritime.

**Michèle ALLIOT-MARIE**, RPR (1946), députée des Pyrénées-Atlantiques, conseiller municipal de Biarritz, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

**Jean-Louis LACAZE** (1924), général d'armées, ancien chef d'état-major des armées.

**Christian de LA MALÈNE**, RPR (1920), député européen sortant, président du groupe du Rassemblement des démocrates européens, sénateur de Paris, ancien ministre, ancien député de Paris.

**Alain MADELIN**, UDF-PR (1946), avocat, député d'Ille-et-Vilaine, conseiller régional de Bretagne, conseiller municipal de Redon, secrétaire général du Parti républicain, ancien ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme.

**Dick UKEWÉ**, RPR (1928), sénateur de Nouvelle-Calédonie.

**Charles BAUR**, UDF-PSD (1929), député européen sortant, président du conseil régional de Flandre.

**François GUILLAUME**, RPR (1932), ancien ministre de l'Agriculture, ancien président de la FNSEA, ancien président du conseil économique et social de Lorraine.

**Claude MALHURET**, UDF-PR (1930), médecin, ancien directeur de Médecine sans frontières, maire de Vichy (Allier), ancien secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme.

**Yves BRIANT**, CNI (1954), directeur de sociétés, secrétaire général du CNI, ancien député du Val-d'Oise.

**Marc REYMANN**, UDF-CDS (1937), député du Bas-Rhin, conseiller municipal de Strasbourg.

**Jean-Claude PASTY**, RPR (1937), ancien élève de l'ENA, député européen sortant, conseiller général de la Creuse, conseiller régional du Limousin, ancien député de la Creuse.

**Alain LAMASSOURE**, UDF-CDS P. ET L. (1944), ancien élève de l'ENA, député des Pyrénées-Atlantiques, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, porte parole de l'UDF.

**Henry CHABERT**, RPR (1945), ancien directeur général de sociétés, adjoint au maire de Lyon.

**Robert HERSANT**, UDF (1920), député européen sortant, président directeur général de la Socpresse et de la Cinq, ancien député de l'Oise.

**Alain POMPIDOU** (1942), fils de l'ancien président de la République, professeur de médecine.

**Jean-Thomas NORDMANN**, UDF-rad. (1946), maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, député européen sortant, conseiller de Paris.

**Alain MARLEIX**, RPR (1946), député européen sortant, conseiller général du Cantal.

**Yves VERWAERDE**, UDF-PR (1947), conseiller de Paris, conseiller régional d'Ile-de-France.

**Jacques VERNIER**, RPR (1944), ingénieur au corps des mines, député européen sortant, maire de Douai (Nord).

**Jean-Pierre RAFFARIN**, UDF-PR (1948), consultant, député européen sortant, président du conseil régional de Poitou-Charentes.

**Pierre LATAILLADE**, RPR (1933), enseignant, député européen sortant, maire d'Arcachon, ancien député de Gironde.

**Claire SCHLECHT-JOANNY** (1951), ingénieur urbaniste.

**Yves COCHET** (1946), informaticien, conseiller municipal de Rennes (Ille-et-Vilaine).

**Marie-Christine AULAS** (1945), journaliste.

**Gérard MONNIER-BESOMBES** (1953), docteur en sciences.

**Djida TAZDAIT** (1957), réalisatrice audiovisuelle, présidente de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue.

**Didier ANGER** (1939), enseignant, conseiller régional de Basse-Normandie.

**Yves BLOT**, ex-RPR (1948), ancien élève de l'ENA, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, conseiller général du Pas-de-Calais, conseiller municipal de Calais, ancien député du Pas-de-Calais.

**Bernard ANTONY**, dit **Romaine Marie** (1944), député européen sortant, conseiller régional de Midi-Pyrénées, président des Comités Chrétien-Solidarité, fondateur de *Présent*.

**Bruno COLLNISC** (1950), professeur d'université, conseiller régional de Rhône-Alpes, ancien député du Rhône.

**Pierre CEYRAC** (1946), ancien député du Nord.

**Claude AUTANT-LARA** (1901), cinéaste.

**Jacques TAURAN** (1930), éditeur.

**LISTE DU CENTRE : 7 ÉLUS**

**Silviane VEIL**, UDF (1927), magistrat, députée européenne sortant.

ancienne présidente du Parlement de Strasbourg, ancien ministre de la santé.

**Jean-Louis BORLHO** (1951), directeur d'un cabinet d'affaires, maire de Valenciennes (Nord).

**Adrien ZELLE**, UDF-CDS (1940), député du Bas-Rhin, maire de Saverne, conseiller régional d'Alsace, ancien secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale.

**Nicole FONTAINE**, UDF-CDS (1940), députée européenne sortant, ancienne déléguée générale auprès du secrétaire général de l'enseignement catholique.

**Pierre BERNARD-REYMOND**, UDF-CDS (1944), maire de Gap, conseiller général des Hautes-Alpes, ancien député européen, ancien secrétaire d'Etat, ancien député.

**Philippe DOUSTE-BLAZY**, UDF (1953), cardiologue, maire de Lourdes (Hautes-Pyrénées).

**Jean-Louis BOURLANGES**, ex-RPR (1946), ancien élève de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, conseiller régional de Haute-Normandie, auteur de *Droite, année zéro*.

**LISTE DES VERTS : 9 ÉLUS**

**Antoine WAECHTER** (1949), ingénieur écologue, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Mulhouse (Haut-Rhin), candidat à l'élection présidentielle de 1988.

**Solange FERNEX** (1934), conseillère municipale de Biedertal (Haut-Rhin).

**Max SIMÉONI**, UPC (1929), conseiller régional de Corse, conseiller municipal de Bastia (Haute-Corse).

**Claire SCHLECHT-JOANNY** (1951), ingénieur urbaniste.

**Yves COCHET** (1946), informaticien, conseiller municipal de Rennes (Ille-et-Vilaine).

**Marie-Christine AULAS** (1945), journaliste.

**Gérard MONNIER-BESOMBES** (1953), docteur en sciences.

**Djida TAZDAIT** (1957), réalisatrice audiovisuelle, présidente de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue.

**Didier ANGER** (1939), enseignant, conseiller régional de Basse-Normandie.

**Yves BLOT**, ex-RPR (1948), ancien élève de l'ENA, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, conseiller général du Pas-de-Calais, conseiller municipal de Calais, ancien député du Pas-de-Calais.

**Bernard ANTONY**, dit **Romaine Marie** (1944), député européen sortant, conseiller régional de Midi-Pyrénées, président des Comités Chrétien-Solidarité, fondateur de *Présent*.

**Bruno COLLNISC** (1950), professeur d'université, conseiller régional de Rhône-Alpes, ancien député du Rhône.

**Pierre CEYRAC** (1946), ancien député du Nord.

**Claude AUTANT-LARA** (1901), cinéaste.

**Jacques TAURAN** (1930), éditeur.

**LISTE DU PARTI COMMUNISTE : 7 ÉLUS**

**Philippe HERZOG** (1940), professeur d'université, membre du Conseil économique et social, membre du bureau politique du PCF.

**Sylviane AINARDI** (1948), conseillère régionale de Midi-Pyrénées, conseillère municipale de Toulouse, premier secrétaire fédéral du PCF en Haute-Garonne.

**René PIQUET** (1932), député européen sortant, membre du bureau politique du PCF.

**Sylvie MAYER** (1947), chercheuse scientifique, députée européenne sortant.

**Françoise WURTZ** (1949), professeure, députée européenne sortant.

**Maxime GREMETZ** (1941), député européen sortant, conseiller général de la Somme, membre du bureau politique du PCF, ancien député de la Somme.

**Mireille ELMALAN** (1949), adjointe au maire de Pierre-Bénite (Rhône) membre du comité central du PCF.

## 1989. LA TELECOPIE EST DEVENUE L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



### 1000 ENTREPRISES S'EQUIPENT EN TELECOPIE.

Assurez-vous que votre futur télécopieur est bien agréé P.T.T. Cet agrément vous apporte les trois garanties essentielles de compatibilité, d'adaptabilité et de sécurité.

Contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM, et découvrez les multiples possibilités des terminaux de Télécopie et des interfaces pour micro-ordinateurs.

AVEC FRANCE TELECOM, LA BUREAUTIQUE COMMUNIQUE.



UN AVENIR D'AVANCE

L'HERMÈS Editeur

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

### préparations aux B.T.S. 100 publications:

manuels, outils de...  
annales thématiques: énoncés et corrigés.  
droit, économie, gestion,  
comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:  
MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70  
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

مكتبة الأصيل

# Les élections

## A Paris, M. Chirac devra compter avec les écologistes et le Front national

Comme toujours Paris amplifie les mouvements nationaux. Cela s'était déjà produit lors des élections européennes de 1984. Cette année les Parisiens ont accordé à la liste d'union UDF-RPR, dont leur maire présidait le comité de soutien, un « bonus » de plus de sept points par rapport à son score national. Ils ont également été plus généreux que les autres Français en faveur de M<sup>me</sup> Veil, sans toutefois permettre à l'ensemble de l'opposition d'atteindre les 49,61 % d'il y a cinq ans. Il s'en faut de plus de trois points.

Il est vrai que cette année les Parisiens se sont abstenus autant que les autres. De même ils ont voté autant que les provinciaux en faveur de M. Waechter (10,77 %) ce qui constitue pour lui une progression spectaculaire, les Verts multipliant par quatre leur score de 1984. Après leur percée parisienne aux dernières municipales, ils s'implantent ainsi dans la capitale. La liste écologiste arrive même en troisième position après celle de MM. Giscard d'Estaing et Fabius dans cinq arrondissements (les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup>). Dans cinq autres arrondissements seulement M. Waechter réalise des scores inférieurs à

sa moyenne nationale (les VII<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup>).

Si M. Chirac est contesté sur son territoire par les écologistes, il l'est également par le Front national qui maintient sa pression. Si le parti de M. Le Pen perd un point par rapport à son score parisien de 1984, il gagne moins d'un point par rapport à l'élection présidentielle de 1988. Il progresse de plus de cinq points par rapport aux municipales et avance de deux crans dans le classement en arrivant en deuxième position, derrière la liste d'Union dans les VII<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> arrondissements. M. Le Pen accroît donc assez sensiblement son audience. Les communistes confirment leur effacement du paysage politique de la capitale. Ils ne progressent par rapport à l'élection présidentielle de l'année dernière que de 0,65 point, mais ils perdent près de deux points par rapport au score de M. Georges Marchais en 1984 et régressent même en regard des municipa-

les. Les socialistes, en ne recueillant que 20,12 % des suffrages exprimés, enregistrent un déficit de 3,45 points sur leur score national. Leur progres-

sion est faible par rapport à la précédente élection européenne (1,74 point) et elle n'est que de 1,45 point par rapport à celle de 1979. M. Fabius arrive partout en deuxième position derrière la liste d'union sauf dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement où il est devancé par le Front national et dans les VII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> par M. Le Pen et par M<sup>me</sup> Veil. Le président de l'Assemblée nationale ne dépasse son niveau national que dans les arrondissements où le Parti socialiste est bien implanté, les III<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>. M. Fabius accuse au total un déficit de neuf points par rapport au score de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 et de deux points depuis les dernières municipales de mars 1989.

Les électeurs de la capitale ont cependant moins dispersé leurs voix que les autres. En effet, les neuf « petites » listes ne recueillent au total à Paris que 4,4 % des voix (9,44 % pour l'ensemble de la France). Il est vrai que les chasseurs parisiens représentent moins d'un demi pour cent des votants de la ville alors qu'ils sont 4,49 % dans l'ensemble du pays. Si 2 880 parisiens veulent chasser et pêcher librement, 6 612 préfèrent pro-

téger les animaux. Et ils veulent pour cela avoir des députés à Strasbourg !

L'absence de M. Chirac au premier rang de cette campagne n'a pas contribué à mobiliser ses administrés. Tout comme le manque d'élus parisiens de poids sur la liste de M. Fabius n'a pas dégaîné l'électorat socialiste de la capitale traversé par tous les courants du PS... autres que le courant « fabusien ».

En revanche la présence auprès de M. Giscard d'Estaing de deux élus parisiens RPR, M. Juppé et M<sup>me</sup> Michèle Barzach a permis à sa liste de faire bonne figure, mais n'a pas pu empêcher les écologistes de constituer désormais l'embryon d'une force politique parisienne, plus importante même que celle des centristes que M<sup>me</sup> Veil, dans la capitale, n'avait d'ailleurs pas réellement mobilisés. M. Chirac demeure ainsi toujours le maître de sa ville, mais il reçoit là, après celui des élections municipales - où malgré son « grand chelem » ses voix avaient déjà été grignotées - un nouvel avertissement de la part de concourants récents mais obstinés.

ANDRÉ PASSERON.

### ABRÉVIATIONS

I.	Inscrits
V.	Votants
A.	Abstentions
Ex.	Suffrages exprimés

### LISTES 1989

**MPPT** « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie, liste soutenue par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) », conduite par M. Marc Gaudel.

**Verts** « Les Verts-Europe-Ecologie », liste conduite par M. Antoine Waechter.

**LO** « Lutte ouvrière », liste conduite par M<sup>me</sup> Arlette Lagüiller.

**PCF** « Liste de rassemblement présentée par le Parti communiste français », conduite par M. Philippe Herzog.

**RFL** « Rassemblement pour une France libre », liste conduite par M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen.

**FN** « Europe et patrie », liste conduite par M. Jean-Marie Le Pen.

**Chasse** « Chasse, pêche et tradition », liste européenne pour la liberté de la chasse et de la pêche, conduite par M. André Goussat.

**PS** « Majorité de progrès pour l'Europe », liste conduite par M. Laurent Fabius.

**IDE** « Initiative pour une démocratie européenne », conduite par M. Franck Biancheri.

**Rénovateurs** « Europe-Rénovateurs », conduite par M. Claude Liabres.

**Prot. anim.** « Liste apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement », conduite par M<sup>me</sup> Arlette Alessandri.

**Gén. Europe** « Génération Europe avec Gérard Tonnat », liste conduite par M. Gérard Tonnat, président du Mouvement de l'Initiative.

**UDF-RPR** « L'union UDF-RPR », liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing.

**Centre** « Le centre pour l'Europe », liste conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil.

**Alliance** « Liste de l'alliance », conduite par M. Henri Joyeux.

### LISTES 1984

**PCI** « Pour un parti des travailleurs », liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le Parti communiste internationaliste et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales, conduite par M. Marc Gaudel.

**PSU-CDU** « Différents, de gauche, en France, en Europe », la troisième liste de gauche, Henri Fiszbin-Serge Depaquit, présentée par le PSU, les communistes démocrates et unitaires, conduite par M. Serge Depaquit.

**LO** « Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite », liste conduite par M<sup>me</sup> Arlette Lagüiller (Lutte ouvrière).

**Verts** « Les Verts-Europe-Ecologie », liste conduite par M. Didier Anger.

**FN** « Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries », liste conduite par M. Jean-Marie Le Pen.

**PCF** Liste présentée par le Parti communiste français, conduite par M. Georges Marchais.

**PS** Liste socialiste pour l'Europe, conduite par M. Lionel Jospin.

**ERE** Liste ERE européenne « Entente radicale écologiste pour les Etats unis d'Europe », conduite par MM. Olivier Stém, François Douthin et Brice Lalonde.

**UDF-RPR** « Union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés », liste présentée par l'UDF et le RPR, conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil.

**I. 84** « Initiative 84 », liste des jeunes entrepreneurs, l'Europe pour entreprendre, conduite par M. Gérard Tonnat.

**Réussir** « Réussir l'Europe », liste conduite par M<sup>me</sup> Françoise Gomez.

**POE** « Parti ouvrier européen », liste conduite par M. Jacques Cheminade.

**EUE** « Liste pour les Etats unis d'Europe », conduite par M. Henri Cartan.

**UTILE** « Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre », liste conduite par M. Gérard Nicoud.

L. 1 220 023 ; V. 598 709 ; A. 50,92 % ; Ex. 590 494

UDF-RPR	211 957 (35,89 %)
PS	118 808 (20,12 %)
FN	83 098 (14,07 %)
Centre	63 602 (10,77 %)
PCF	25 365 (4,29 %)
Prot. anim.	6 612 (1,11 %)
LO	5 455 (0,92 %)
Alliance	3 980 (0,67 %)
Chasse	2 880 (0,48 %)
Rénovateurs	2 873 (0,48 %)
MPPT	1 771 (0,29 %)
IDE	1 137 (0,19 %)
Gén. Europe	761 (0,12 %)
RFL	508 (0,08 %)

1984. - L. 1 231 806 ; V. 696 390 ; A. 43,55 % ; Ex. 685 516. - UDF-RPR, 340 086 (48,80 %) ; PS, 126 027 (18,38 %) ; FN, 104 518 (15,24 %) ; PCF, 42 237 (6,18 %) ; ERE, 22 783 (3,28 %) ; Verts, 17 570 (2,56 %) ; Réussir, 9 724 (1,41 %) ; LO, 6 176 (0,90 %) ; PSU-CDU, 5 908 (0,86 %) ; EUE, 3 459 (0,50 %) ; PCI, 2 420 (0,35 %) ; I. 84, 1 689 (0,24 %) ; Utile, 1 681 (0,24 %) ; Waechter, 34 516 (5,04 %) ; Jospin, 25 964 (3,73 %) ; Lagüiller, 14 820 (2,14 %) ; Boussel, 3 215 (0,46 %).

1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT

L. 11 625 ; V. 5 494 ; A. 52,73 % ; Ex. 5 412

UDF-RPR	2 000 (36,95 %)
PS	1 060 (19,58 %)
FN	778 (14,37 %)
Centre	589 (10,88 %)
PCF	168 (3,10 %)
Prot. anim.	68 (1,25 %)
LO	52 (0,96 %)
Alliance	39 (0,72 %)
Chasse	29 (0,53 %)
Rénovateurs	29 (0,53 %)
MPPT	17 (0,31 %)
IDE	12 (0,22 %)
Gén. Europe	9 (0,16 %)
RFL	5 (0,09 %)

2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 11 696 ; V. 5 187 ; A. 55,65 % ; Ex. 5 112

UDF-RPR	1 517 (29,67 %)
PS	1 201 (23,49 %)
FN	712 (13,92 %)
Centre	688 (13,45 %)
PCF	493 (9,64 %)
Prot. anim.	215 (4,20 %)
LO	73 (1,42 %)
Alliance	45 (0,86 %)
Rénovateurs	32 (0,62 %)
MPPT	30 (0,58 %)
Chasse	27 (0,52 %)
IDE	27 (0,52 %)
Gén. Europe	15 (0,29 %)
RFL	11 (0,21 %)
RFL	6 (0,11 %)

3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 21 318 ; V. 9 841 ; A. 53,83 % ; Ex. 9 682

UDF-RPR	2 669 (27,56 %)
PS	2 325 (24,01 %)
FN	1 362 (14,06 %)
Centre	1 221 (12,61 %)
PCF	1 115 (11,51 %)
Prot. anim.	487 (5,02 %)
LO	135 (1,39 %)
Alliance	102 (1,05 %)
Rénovateurs	76 (0,78 %)
MPPT	48 (0,49 %)
Chasse	43 (0,44 %)
IDE	43 (0,44 %)
Gén. Europe	25 (0,25 %)
RFL	20 (0,20 %)
RFL	9 (0,09 %)

4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 20 082 ; V. 10 286 ; A. 49,02 % ; Ex. 10 091

UDF-RPR	3 235 (32,05 %)
PS	2 300 (22,79 %)
FN	1 272 (12,60 %)
Centre	1 217 (12,06 %)
PCF	1 138 (11,27 %)
Prot. anim.	435 (4,31 %)
LO	122 (1,20 %)
Alliance	88 (0,87 %)
Chasse	86 (0,85 %)
IDE	65 (0,64 %)
Gén. Europe	53 (0,52 %)
MPPT	36 (0,35 %)
IDE	26 (0,25 %)
Gén. Europe	13 (0,12 %)
RFL	5 (0,04 %)

5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 42 531 ; V. 23 155 ; A. 45,53 % ; Ex. 22 847

UDF-RPR	8 908 (38,98 %)
PS	8 793 (38,07 %)
Centre	2 848 (12,46 %)
PCF	2 360 (10,32 %)
FN	2 210 (9,57 %)
Prot. anim.	664 (2,90 %)
LO	183 (0,80 %)
Rénovateurs	153 (0,66 %)
Alliance	126 (0,55 %)
Chasse	94 (0,41 %)
MPPT	65 (0,28 %)
IDE	52 (0,22 %)
Gén. Europe	32 (0,14 %)
RFL	14 (0,06 %)

6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 32 313 ; V. 17 090 ; A. 47,11 % ; Ex. 16 912

UDF-RPR	6 700 (39,61 %)
PS	3 203 (18,93 %)
Centre	2 205 (13,03 %)
FN	1 894 (11,19 %)
Verte	1 823 (10,77 %)
PCF	366 (2,16 %)
Prot. anim.	155 (0,91 %)
Alliance	152 (0,89 %)
Rénovateurs	135 (0,79 %)
Chasse	96 (0,56 %)
Rénovateurs	65 (0,38 %)
IDE	61 (0,36 %)
MPPT	33 (0,19 %)
Gén. Europe	14 (0,08 %)
RFL	10 (0,05 %)

7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 39 356 ; V. 20 999 ; A. 46,64 % ; Ex. 20 789

UDF-RPR	10 124 (48,69 %)
PS	2 907 (13,98 %)
Centre	2 651 (12,75 %)
FN	2 585 (12,43 %)
Verte	1 445 (6,95 %)
PCF	284 (1,36 %)
Alliance	277 (1,33 %)
Prot. anim.	164 (0,78 %)
Chasse	104 (0,50 %)
IDE	69 (0,33 %)
Rénovateurs	45 (0,21 %)
MPPT	28 (0,13 %)
RFL	18 (0,08 %)
Gén. Europe	14 (0,06 %)

8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 24 608 ; V. 12 363 ; A. 49,76 % ; Ex. 12 261

UDF-RPR	6 188 (50,46 %)
PS	1 938 (15,80 %)
Centre	1 410 (11,49 %)
FN	1 390 (11,33 %)
Verte	741 (6,04 %)
PCF	135 (1,10 %)
Alliance	125 (1,01 %)
Prot. anim.	113 (0,92 %)
Chasse	81 (0,66 %)
LO	41 (0,33 %)
IDE	37 (0,30 %)
Rénovateurs	21 (0,17 %)
MPPT	15 (0,12 %)
RFL	13 (0,10 %)
Gén. Europe	13 (0,10 %)

9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 34 064 ; V. 16 336 ; A. 52,04 % ; Ex. 16 109

UDF-RPR	5 656 (35,11 %)
PS	3 176 (19,71 %)
FN	2 449 (15,16 %)
Centre	1 838 (11,40 %)
Verte	1 746 (10,83 %)
PCF	523 (3,24 %)
Prot. anim.	221 (1,37 %)
LO	151 (0,93 %)
Alliance	93 (0,57 %)
Rénovateurs	87 (0,54 %)
Chasse	68 (0,42 %)
MPPT	40 (0,24 %)
IDE	31 (0,19 %)
Gén. Europe	28 (0,17 %)
RFL	8 (0,04 %)

10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 46 764 ; V. 20 638 ; A. 55,86 % ; Ex. 20 329

UDF-RPR	5 793 (28,49 %)
PS	4 467 (21,97 %)
FN	3 224 (15,85 %)
Centre	2 478 (12,18 %)
PCF	2 139 (10,62 %)
Prot. anim.	1 083 (5,22 %)
LO	300 (1,47 %)
Rénovateurs	256 (1,25 %)
MPPT	158 (0,77 %)
Chasse	110 (0,54 %)
Alliance	103 (0,50 %)
IDE	92 (0,45 %)
Gén. Europe	42 (0,20 %)
RFL	22 (0,10 %)

11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 77 833 ; V. 36 177 ; A. 53,51 % ; Ex. 35 598

UDF-RPR	9 457 (26,56 %)
PS	8 793 (24,70 %)
Centre	5 079 (14,26 %)
Verte	4 515 (12,68 %)
PCF	3 820 (10,73 %)
Prot. anim.	2 095 (5,88 %)
LO	524 (1,47 %)
Rénovateurs	442 (1,24 %)
MPPT	241 (0,67 %)
Chasse	169 (0,47 %)
Alliance	154 (0,43 %)
IDE	143 (0,40 %)
Gén. Europe	72 (0,20 %)
RFL	57 (0,16 %)
RFL	37 (0,10 %)

12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 77 848 ; V. 38 581 ; A. 50,44 % ; Ex. 38 056

UDF-RPR	12 726 (33,44 %)
PS	8 267 (21,72 %)
Centre	5 284 (13,88 %)
Verte	4 508 (11,84 %)
PCF	3 863 (10,15 %)
Prot. anim.	1 769 (4,64 %)
LO	469 (1,23 %)
Rénovateurs	349 (0,91 %)
Chasse	181 (0,47 %)
Alliance	172 (0,45 %)
MPPT	170 (0,44 %)
IDE	124 (0,32 %)
Gén. Europe	73 (0,19 %)
RFL	68 (0,17 %)
RFL	33 (0,08 %)

13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

L. 94 883 ; V. 47 304 ; A. 50,14 % ; Ex. 46 520

UDF-RPR	13 490 (28,99 %)
PS	12 073 (25,95 %)
Centre	5 905 (12,69 %)
FN	5 399 (11,60 %)
Verte	4 312 (9,26 %)
PCF	3 152 (6,77 %)
LO	585 (1,25 %)
Prot. anim.	500 (1,07 %)
Rénovateurs	316 (0,67 %)
Chasse	272 (0,58 %)
Alliance	191 (0,41 %)
MPPT	154 (0,33 %)
IDE	73 (0,15 %)
Gén. Europe	54 (0,11 %)
RFL	44 (0,09 %)



# européennes

## SEINE-ET-MARNE

Les socialistes ne sont pas chez eux en Seine-et-Marne. Ils avaient cru lors de la présidentielle et des législatives du printemps qu'elle s'ouvrirait à eux ; ils doivent, aujourd'hui, déchanter. M. Fabius obtient 12 points de moins que M. Mitterrand et près de 16 de moins que ses « camarades » candidats à la députation. Il n'a même que 9 voix de plus que M. Giscard d'Estaing à Meaux, ville que le maire socialiste avait facilement gardée lors des municipales. Ce n'est pas le PC qui lui prend des voix puisque M. Herzog ne gagne qu'un point sur M. Lajoinie, mais bien entendu les Verts. Ceux-ci confirment leur implantation dans les communes, particulièrement dans les villes nouvelles. M. Le Pen perd un peu plus de 2 points sur le premier tour de la présidentielle, mais confirme que c'est dans les grandes villes qu'il fait ses meilleurs scores : 16,78 % à Meaux, 18 % à Melun, 18,25 % à Chelles.

**L. 619 203 ; V. 300 044 ; A. 51,54 % ; Ex. 293 733**

UDF-RPR	82 683 (28,14 %)
PS	64 346 (21,90 %)
FN	45 583 (15,51 %)
Verts	34 432 (11,72 %)
Centre	23 909 (8,13 %)
PCF	21 419 (7,29 %)
Chasse	7 608 (2,59 %)
Pro. anim.	3 853 (1,31 %)
Alliance	1 829 (0,62 %)
MPPT	1 519 (0,51 %)
Rénovateurs	984 (0,33 %)
Gén. Europe	777 (0,26 %)
RFL	492 (0,16 %)
IDE	482 (0,16 %)

1984. - L. 586 510 ; V. 317 884 ; A. 42,87 % ; Ex. 309 462. - UDF-RPR, 129 683 (41,88 %) ; PS, 89 010 (28,03 %) ; FN, 45 272 (14,52 %) ; PCF, 31 370 (10,19 %) ; Verts, 12 526 (4,04 %) ; ERE, 10 243 (3,30 %) ; Réussir, 6 468 (2,08 %) ; LO, 5 397 (1,74 %) ; PCL, 2 616 (0,81 %) ; PSU-CDU, 2 028 (0,65 %) ; Uds, 2 000 (0,64 %) ; BSE, 1 622 (0,51 %) ; EUE, 1 184 (0,37 %) ; POE, 2 400 (0,76 %).

1988. - L. 608 181 ; V. 498 832 ; A. 18,47 % ; Ex. 488 008. - Mitterrand, 129 683 (41,88 %) ; Chirac, 89 010 (28,03 %) ; Le Pen, 45 272 (14,52 %) ; Lajoinie, 30 721 (9,82 %) ; Waechter, 18 812 (5,91 %) ; Jugnot, 9 248 (2,90 %) ; Lajoinie, 8 588 (2,68 %) ; Boussel, 2 054 (0,64 %).

**MELUN**  
**L. 18 672 ; V. 8 311 ; A. 55,48 % ; Ex. 8 180**

UDF-RPR	2 560 (31,29 %)
PS	1 773 (21,67 %)
FN	1 475 (18,03 %)
Verts	832 (10,17 %)
Centre	721 (8,81 %)
PCF	358 (4,35 %)
Chasse	106 (1,29 %)
Pro. anim.	89 (1,08 %)
Alliance	84 (1,02 %)
MPPT	25 (0,30 %)
Rénovateurs	21 (0,25 %)
Gén. Europe	21 (0,25 %)
RFL	17 (0,20 %)
IDE	12 (0,14 %)

**CHELLES**  
**L. 17 102 ; V. 11 861 ; A. 56,23 % ; Ex. 11 686**

UDF-RPR	3 033 (25,95 %)
PS	2 686 (22,98 %)
FN	2 133 (18,25 %)
Verts	2 272 (19,58 %)
Centre	1 039 (8,89 %)
PCF	900 (7,70 %)
Pro. anim.	159 (1,36 %)
Chasse	152 (1,30 %)
LO	132 (1,12 %)
Alliance	50 (0,42 %)
Rénovateurs	45 (0,38 %)
MPPT	35 (0,29 %)
Gén. Europe	25 (0,21 %)
RFL	16 (0,13 %)
IDE	9 (0,07 %)

**MEAUX**  
**L. 21 454 ; V. 9 763 ; A. 54,49 % ; Ex. 9 558**

PS	2 552 (26,70 %)
UDF-RPR	2 543 (26,60 %)
FN	1 604 (16,78 %)
Verts	974 (10,19 %)
Centre	749 (7,83 %)
PCF	555 (5,80 %)
Chasse	156 (1,63 %)
LO	128 (1,33 %)
Pro. anim.	128 (1,33 %)
Alliance	58 (0,60 %)
MPPT	41 (0,42 %)
Gén. Europe	27 (0,28 %)
Rénovateurs	23 (0,24 %)
IDE	11 (0,11 %)
RFL	9 (0,09 %)

**YVELINES**  
L'implantation à droite du département est simplement confirmée par ce scrutin européen. L'opposition ne progresse guère, en effet, par rapport aux précédentes consultations européennes et présidentielles. Le total des suffrages obtenus par M. Giscard d'Estaing et M. Veil (43,6 %) est même légèrement inférieur à celui recueilli par la seule Simone Veil en 1984 (45,6 %). Il est comparable aux voix additionnées de M. Barre (18,5 %) et de M. Chirac (24,5 %) en avril 1988. Toutefois, compte tenu de la désertion - pour ne pas dire plus - des centristes locaux pendant la campagne, la performance de l'ancienne présidente du Parlement européen, qui a franchi la barre des 10 %, est surprenante. Quant à M. Le Pen, il conserve son score de 1984, mais perd un point par rapport à l'élection présidentielle. M. Fabius reste en deçà des scores additionnés de la liste socialiste et de celle des radicaux de gauche d'il y a cinq ans.

Si le PCF se maintient bien dans son fief de Trappes, il s'effondre en revanche à Sartrouville (12,4 %) pour la liste Herzog, qui le connaît en deçà des scores additionnés de la liste socialiste et de celle des radicaux de gauche d'il y a cinq ans.

**L. 772 962 ; V. 392 900 ; A. 49,16 % ; Ex. 386 987**

UDF-RPR	128 587 (33,22 %)
PS	78 914 (20,39 %)
FN	54 443 (14,06 %)
Verts	42 375 (10,94 %)
Centre	40 141 (10,37 %)
PCF	21 243 (5,48 %)
Chasse	4 845 (1,25 %)
Pro. anim.	4 183 (1,08 %)
Alliance	4 038 (1,04 %)
LO	3 738 (0,96 %)
MPPT	1 413 (0,36 %)
Rénovateurs	1 289 (0,33 %)
Gén. Europe	639 (0,16 %)
IDE	611 (0,15 %)
RFL	528 (0,13 %)

1984. - L. 721 901 ; V. 416 092 ; A. 42,38 % ; Ex. 407 688. - UDF-RPR, 186 288 (45,67 %) ; PS, 73 800 (18,04 %) ; FN, 58 838 (14,37 %) ; PCF, 32 082 (7,88 %) ; ERE, 16 763 (4,10 %) ; Verts, 12 894 (3,18 %) ; Réussir, 10 273 (2,51 %) ; LO, 4 681 (1,15 %) ; PSU-CDU, 2 408 (0,59 %) ; EUE, 2 288 (0,56 %) ; BSE, 1 841 (0,46 %) ; PCL, 1 871 (0,45 %) ; Uds, 1 857 (0,46 %) ; POE, 1 431 (0,35 %).

1988. - L. 772 964 ; V. 394 280 ; A. 17,52 % ; Ex. 625 151. - Mitterrand, 186 288 (45,67 %) ; Chirac, 163 080 (41,88 %) ; Le Pen, 58 838 (14,37 %) ; Lajoinie, 30 721 (7,68 %) ; Waechter, 18 812 (4,73 %) ; Jugnot, 9 248 (2,34 %) ; Lajoinie, 8 588 (2,18 %) ; Boussel, 2 054 (0,52 %).

**VERSAILLES**  
**L. 58 241 ; V. 31 615 ; A. 45,71 % ; Ex. 31 312**

UDF-RPR	13 436 (42,91 %)
PS	4 809 (15,55 %)
FN	4 518 (14,43 %)
Verts	3 673 (11,73 %)
Centre	2 346 (7,49 %)
PCF	933 (2,97 %)
Alliance	706 (2,25 %)
Rénovateurs	225 (0,71 %)
Pro. anim.	220 (0,70 %)
Gén. Europe	179 (0,57 %)
RFL	72 (0,22 %)

**MANTES-LE-JOLIE**  
**L. 18 935 ; V. 7 322 ; A. 61,33 % ; Ex. 7 180**

UDF-RPR	1 714 (23,87 %)
PS	1 658 (23,09 %)
FN	1 599 (22,27 %)
Verts	712 (9,91 %)
Centre	575 (8,00 %)
PCF	510 (7,10 %)
Pro. anim.	92 (1,28 %)
LO	84 (1,16 %)
MPPT	60 (0,83 %)
Chasse	50 (0,69 %)
Alliance	40 (0,55 %)
Gén. Europe	24 (0,33 %)
IDE	23 (0,32 %)
Rénovateurs	23 (0,32 %)
RFL	16 (0,22 %)

**LES MUREAUX**  
**L. 13 323 ; V. 5 529 ; A. 58,50 % ; Ex. 5 399**

PS	1 288 (23,85 %)
UDF-RPR	1 170 (21,67 %)
FN	576 (10,66 %)
Verts	460 (8,52 %)
Centre	377 (6,98 %)
LO	371 (6,91 %)
Pro. anim.	67 (1,24 %)
Chasse	50 (0,92 %)
MPPT	43 (0,79 %)
Alliance	26 (0,48 %)
Gén. Europe	23 (0,42 %)
Rénovateurs	20 (0,37 %)
IDE	17 (0,31 %)
RFL	6 (0,11 %)

**POISSY**  
**L. 19 801 ; V. 9 560 ; A. 51,71 % ; Ex. 9 379**

UDF-RPR	2 828 (30,15 %)
PS	2 212 (23,58 %)
FN	1 467 (15,64 %)
Verts	1 003 (10,69 %)
Centre	791 (8,43 %)
PCF	551 (5,87 %)
Pro. anim.	134 (1,42 %)
LO	117 (1,24 %)
Chasse	103 (1,09 %)
Alliance	53 (0,56 %)
MPPT	41 (0,43 %)
Rénovateurs	37 (0,39 %)
RFL	21 (0,22 %)
Gén. Europe	21 (0,22 %)

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
**L. 25 908 ; V. 13 500 ; A. 47,89 % ; Ex. 13 350**

UDF-RPR	5 517 (41,32 %)
PS	2 249 (16,84 %)
FN	1 704 (12,76 %)
Verts	1 609 (12,05 %)
Centre	1 235 (9,25 %)
PCF	319 (2,38 %)
Alliance	224 (1,67 %)
Pro. anim.	151 (1,13 %)
LO	118 (0,88 %)
Chasse	93 (0,69 %)
IDE	33 (0,24 %)
Rénovateurs	32 (0,23 %)
MPPT	23 (0,17 %)
Gén. Europe	23 (0,17 %)
RFL	21 (0,15 %)

**SARTROUVILLE**  
**L. 26 546 ; V. 12 396 ; A. 53,30 % ; Ex. 12 181**

UDF-RPR	3 008 (24,69 %)
PS	2 669 (21,91 %)
FN	1 898 (15,58 %)
Verts	1 514 (12,42 %)
Centre	1 473 (12,09 %)
PCF	976 (8,01 %)
Chasse	149 (1,22 %)
Pro. anim.	138 (1,13 %)
LO	125 (1,02 %)
MPPT	80 (0,65 %)
Alliance	74 (0,60 %)
Rénovateurs	52 (0,42 %)
Gén. Europe	20 (0,16 %)
IDE	3 (0,02 %)
RFL	2 (0,01 %)

**TRAPPES**  
**L. 11 389 ; V. 4 803 ; A. 57,82 % ; Ex. 4 714**

PCF	1 168 (24,77 %)
PS	1 101 (23,35 %)
UDF-RPR	761 (16,14 %)
FN	621 (12,87 %)
Verts	501 (10,63 %)
Centre	259 (5,49 %)

**LO**  
77 (1,84 %)  
Chasse 85 (1,80 %)  
Pro. anim. 41 (0,86 %)  
MPPT 35 (0,74 %)  
Alliance 27 (0,57 %)  
Rénovateurs 17 (0,36 %)  
Gén. Europe 13 (0,27 %)  
RFL 10 (0,21 %)  
IDE 2 (0,04 %)

**ESSONNE**  
La liste de M. Giscard d'Estaing arrive en tête mais elle ne devance celle de M. Fabius que de 3,55 points ; ainsi l'électorat de la droite est stable par rapport à la présidentielle du printemps dernier. En revanche, ici comme ailleurs, celui du PS chute de 9,8 points. Celui du PC remonte de 2,3 points. Mais les communistes doivent constater que dans leur ancien fief de Saint-Geneviève-des-Bois, ils obtiennent moins de voix que les socialistes, bien que le maire, M. Ooghe, ancien sénateur communiste en rupture avec son parti, ait appelé à voter pour la liste de M. Herzog, sans que pour autant celui des rénovateurs communistes en profite. Le PS doit lui remonter que, même dans son bastion de Massy, sa liste reste (de peu, il est vrai), en dessous de la barre de 30 %.

**L. 636 163 ; V. 313 049 ; A. 50,79 % ; Ex. 307 601**

UDF-RPR	82 120 (26,69 %)
PS	71 197 (23,14 %)
FN	41 716 (13,56 %)
Verts	38 336 (12,46 %)
Centre	28 385 (9,22 %)
PCF	27 618 (8,97 %)
Chasse	3 746 (1,21 %)
Pro. anim.	3 670 (1,19 %)
Alliance	2 172 (0,70 %)
Rénovateurs	1 534 (0,49 %)
MPPT	1 272 (0,41 %)
Gén. Europe	704 (0,22 %)
IDE	467 (0,15 %)
RFL	439 (0,14 %)

1984. - L. 600 282 ; V. 328 788 ; A. 48,22 % ; Ex. 321 817. - UDF-RPR, 129 545 (40,38 %) ; PS, 86 835 (26,88 %) ; FN, 40 018 (12,43 %) ; PCF, 39 177 (12,18 %) ; Verts, 13 484 (4,19 %) ; ERE, 11 980 (3,72 %) ; Réussir, 6 468 (2,00 %) ; LO, 4 488 (1,38 %) ; PSU-CDU, 2 988 (0,93 %) ; PCL, 1 871 (0,58 %) ; Uds, 1 884 (0,58 %) ; BSE, 1 631 (0,51 %) ; EUE, 1 288 (0,40 %) ; POE, 16 000 (4,93 %).

**EVRY**  
**L. 18 105 ; V. 8 333 ; A. 53,97 % ; Ex. 8 192**

PS	2 385 (29,11 %)
UDF-RPR	1 770 (21,60 %)
FN	1 241 (15,14 %)
Verts	1 076 (13,13 %)
Centre	744 (9,08 %)
PCF	504 (6,13 %)
Pro. anim.	95 (1,15 %)
LO	77 (0,93 %)
Chasse	71 (0,86 %)
Alliance	52 (0,63 %)
Rénovateurs	51 (0,62 %)
IDE	22 (0,26 %)
Gén. Europe	21 (0,25 %)
RFL	12 (0,14 %)

**CORREIL-ESSONNES**  
**L. 19 938 ; V. 8 574 ; A. 56,99 % ; Ex. 8 412**

UDF-RPR	1 909 (22,69 %)
PS	1 585 (18,84 %)
FN	1 551 (18,43 %)
Verts	1 323 (15,72 %)
Centre	920 (11,02 %)
LO	104 (1,23 %)
Chasse	81 (0,96 %)
Pro. anim.	49 (0,58 %)
Alliance	40 (0,47 %)
Rénovateurs	40 (0,47 %)
MPPT	38 (0,45 %)
Gén. Europe	32 (0,38 %)
IDE	22 (0,26 %)
RFL	11 (0,13 %)

**MASSY**  
**L. 23 498 ; V. 11 319 ; A. 51,82 % ; Ex. 11 134**

PS	3 262 (29,29 %)
UDF-RPR	2 460 (22,09 %)
FN	1 405 (12,61 %)
Verts	1 321 (11,86 %)
Centre	1 057 (9,49 %)
PCF	931 (8,36 %)
LO	158 (1,41 %)
Pro. anim.	142 (1,27 %)
Chasse	98 (0,88 %)
Alliance	84 (0,75 %)
Rénovateurs	81 (0,72 %)
MPPT	56 (0,50 %)
Gén. Europe	36 (0,32 %)
IDE	22 (0,19 %)
RFL	21 (0,18 %)

**SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS**  
**L. 18 181 ; V. 10 567 ; A. 41,87 % ; Ex. 8 383**

UDF-RPR	2 070 (24,68 %)
PS	1 874 (22,34 %)
FN	1 185 (14,13 %)
Verts	1 062 (12,66 %)
Centre	985 (11,74 %)
PCF	763 (9,09 %)
LO	107 (1,27 %)
Pro. anim.	103 (1,22 %)
Chasse	85 (1,01 %)
Rénovateurs	49 (0,58 %)

**ALLIANCE** 40 (0,47 %)  
**MPPT** 19 (0,22 %)  
**Gén. Europe** 19 (0,22 %)  
**RFL** 17 (0,20 %)  
**IDE** 7 (0,08 %)

**SAVIGNY-SUR-ORGE**  
**L. 20 744 ; V. 10 076 ; A. 51,42 % ; Ex. 9 924**

UDF-RPR	2 738 (27,58 %)
PS	2 374 (23,92 %)
FN	1 508 (15,19 %)
Verts	1 144 (11,52 %)
Centre	894 (9,00 %)
PCF	852 (8,58 %)
LO	100 (1,00 %)
Pro. anim.	80 (0,80 %)
Chasse	71 (0,71 %)
Rénovateurs	57 (0,57 %)
Alliance	42 (0,42 %)
MPPT	31 (0,31 %)
Gén. Europe	17 (0,17 %)
RFL	9 (0,09 %)
IDE	7 (0,07 %)

**VIRY-CHATILLON**  
**L. 17 996 ; V. 7 910 ; A. 56,04 % ; Ex. 7 793**

UDF-RPR	2 198 (28,20 %)
PS	1 748 (22,43 %)
FN	1 326 (17,01 %)
Verts	855 (10,97 %)
Centre	736 (9,44 %)
PCF	537 (6,89 %)
LO	94 (1,20 %)
Pro. anim.	80 (1,02 %)
Chasse	73 (0,93 %)
Alliance	60 (0,76 %)
MPPT	25 (0,32 %)
Rénovateurs	20 (0,26 %)
RFL	10 (0,12 %)
IDE	8 (0,10 %)

**HAUTS-DE-SEINE**  
Très logiquement, M. Fabius réalise ses deux meilleurs scores départementaux dans les deux seules communes des Hauts-de-Seine dirigées par le PS, c'est-à-dire Châtigny-Malabry et Clichy. M. Waechter fait reculer dans les secteurs traditionnels « verts », mais effectue une véritable percée dans la proche banlieue du sud de la capitale, comme Issy-les-Moulineaux. M. Herzog ou Vanves qui lui était jusqu'à présent peu favorable. M. Le Pen améliore encore son score départemental de 1984 en passant de 14,1 % à 14,4 % cette année. Il est, désormais, profondément ancré dans la banlieue plus populaire du nord du département en réalisant 17,7 % à Saint-Denis, 20,1 % à Asnières et jusqu'à 22,6 % à Villeneuve-la-Garenne. Le Parti communiste, bien que résistant dans ses bastions de Bagneux, Gennevilliers, Malakoff et Nanterre, est dévot par le PS à Colombes, dont l'élection municipale vient d'être annulée, et il est en chute libre au niveau départemental puisqu'il tombe de 11,5 % en 1984 à 8,7 % cette année.

**L. 806 059 ; V. 411 280 ; A. 48,97 % ; Ex. 404 811**

UDF-RPR	129 518 (31,99 %)
PS	79 475 (19,63 %)
FN	58 191 (14,37 %)
Verts	42 153 (10,41 %)
Centre	41 347 (10,21 %)
PCF	34 935 (8,62 %)
Pro. anim.	4 698 (1,16 %)
LO	3 854 (0,95 %)
Chasse	3 181 (0,78 %)
Alliance	2 726 (0,67 %)
Rénovateurs	1 656 (0,40 %)
MPPT	1 272 (0,31 %)
Gén. Europe	678 (0,16 %)
IDE	656 (0,16 %)
RFL	471 (0,11 %)

1984. - L. 816 287 ; V. 468 333 ; A. 42,62 % ; Ex. 460 103. - UDF-RPR, 204 837 (44,51 %) ; PS, 81 682 (17,70 %) ; FN, 65 080 (14,14 %) ; PCF, 52 977 (11,51 %) ; ERE, 18 242 (3,93 %) ; Verts, 15 128 (3,28 %) ; Réussir, 7 964 (1,73 %) ; LO, 4 889 (1,06 %) ; PSU-CDU, 3 192 (0,69 %) ; EUE, 2 396 (0,52 %) ; PCL, 1 798 (0,39 %) ; BSE, 1 842 (0,40 %) ; POE, 1 288 (0,28 %) ; Uds, 1 281 (0,27 %).

1988. - L. 816 777 ; V. 660 647 ; A. 18,11 % ; Ex. 652 128. - Mitterrand, 189 8

# Les élections

(Suite de la page 9.)

Centre	1 549 (10,21 %)
PCF	1 122 (7,39 %)
Prot. anim.	196 (1,29 %)
LO	186 (1,22 %)
Chasse	140 (0,92 %)
Alliance	102 (0,67 %)
Rénoventeurs	64 (0,42 %)
MPPT	59 (0,38 %)
IDE	29 (0,19 %)
Gén. Europe	22 (0,14 %)
RFL	19 (0,12 %)

**CLICHY**  
L. 24 961; V. 11 177;  
A. 55,22 %; Ex. 10 987

PS	3 115 (28,35 %)
UDF-RPR	2 498 (22,73 %)
FN	1 941 (17,66 %)
Verts	1 152 (10,48 %)
PCF	911 (8,29 %)
Centre	795 (7,23 %)
LO	135 (1,21 %)
Prot. anim.	153 (1,39 %)
Chasse	84 (0,76 %)
MPPT	55 (0,50 %)
Rénoventeurs	42 (0,38 %)
Alliance	39 (0,35 %)
Gén. Europe	24 (0,21 %)
IDE	14 (0,12 %)
RFL	9 (0,08 %)

**COLOMBES**  
L. 45 603; V. 21 876;  
A. 52,02 %; Ex. 21 505

UDF-RPR	5 132 (23,86 %)
PS	4 301 (20,00 %)
FN	3 519 (16,36 %)
PCF	3 085 (14,35 %)
Verts	2 544 (11,82 %)
Centre	1 794 (8,34 %)
LO	286 (1,32 %)
Prot. anim.	268 (1,24 %)
Chasse	187 (0,86 %)
MPPT	111 (0,51 %)
Rénoventeurs	92 (0,42 %)
Alliance	89 (0,41 %)
Gén. Europe	44 (0,20 %)
RFL	29 (0,13 %)
IDE	21 (0,09 %)

**COURBEVOIE**  
L. 34 235; V. 18 087;  
A. 47,16 %; Ex. 17 870

UDF-RPR	6 232 (34,87 %)
PS	3 318 (18,56 %)
FN	2 866 (16,03 %)
Centre	2 008 (11,23 %)
Verts	1 843 (10,31 %)
PCF	819 (4,58 %)
Prot. anim.	208 (1,16 %)
LO	144 (0,80 %)
Alliance	134 (0,74 %)
Chasse	111 (0,62 %)
Rénoventeurs	57 (0,31 %)
MPPT	50 (0,27 %)
IDE	39 (0,21 %)
Gén. Europe	28 (0,15 %)
RFL	13 (0,07 %)

**GENNEVILLIERS**  
L. 19 232; V. 8 389;  
A. 56,37 %; Ex. 8 183

PCF	2 610 (31,89 %)
PS	1 452 (17,74 %)
FN	1 446 (17,67 %)
UDF-RPR	993 (12,13 %)
Verts	791 (9,66 %)
Centre	367 (4,48 %)
LO	143 (1,75 %)
Prot. anim.	123 (1,50 %)
Chasse	84 (1,02 %)
MPPT	63 (0,76 %)
Gén. Europe	36 (0,43 %)
Alliance	23 (0,28 %)
IDE	11 (0,13 %)
RFL	10 (0,12 %)

**ISSY-LES-MOULINEAUX**  
L. 27 115; V. 13 633;  
A. 49,64 %; Ex. 13 411

UDF-RPR	4 077 (30,40 %)
PS	2 898 (21,60 %)
FN	1 720 (12,82 %)
Verts	1 670 (12,45 %)
Centre	1 370 (10,21 %)
PCF	1 049 (7,82 %)
Prot. anim.	147 (1,09 %)
LO	115 (0,85 %)
Alliance	103 (0,76 %)
Chasse	92 (0,68 %)
MPPT	53 (0,39 %)
Rénoventeurs	50 (0,37 %)
Gén. Europe	28 (0,20 %)
RFL	20 (0,14 %)
IDE	19 (0,14 %)

**LEVALLOIS-PERRET**  
L. 25 227; V. 14 118;  
A. 46,16 %; Ex. 13 861

UDF-RPR	4 808 (34,68 %)
PS	2 602 (18,77 %)
FN	2 146 (15,49 %)
Centre	1 303 (9,40 %)
PCF	1 290 (9,30 %)
Prot. anim.	1 034 (7,45 %)
LO	181 (1,30 %)
Chasse	147 (1,06 %)
Alliance	135 (0,97 %)
Rénoventeurs	77 (0,55 %)
MPPT	33 (0,23 %)
Gén. Europe	26 (0,18 %)
IDE	21 (0,15 %)
RFL	18 (0,12 %)

**MALAKOFF**  
L. 19 912; V. 9 407;  
A. 52,75 %; Ex. 9 220

PCF	2 816 (30,54 %)
PS	1 724 (18,69 %)
UDF-RPR	1 674 (18,15 %)
FN	1 024 (11,10 %)
Verts	964 (10,45 %)
Centre	591 (6,40 %)
LO	90 (0,97 %)
Prot. anim.	89 (0,96 %)
Rénoventeurs	66 (0,71 %)
Chasse	62 (0,67 %)
Alliance	56 (0,60 %)

MPPT ..... 28 (0,30 %)  
Gén. Europe ..... 14 (0,15 %)  
RFL ..... 12 (0,13 %)  
IDE ..... 10 (0,10 %)

**MEUDON**  
L. 30 429; V. 15 610;  
A. 48,70 %; Ex. 15 415

UDF-RPR	4 917 (31,89 %)
PS	3 484 (22,60 %)
Centre	1 877 (12,17 %)
Verts	1 843 (11,95 %)
PCF	1 731 (11,22 %)
Alliance	849 (5,50 %)
Prot. anim.	143 (0,92 %)
LO	126 (0,81 %)
Chasse	111 (0,72 %)
Rénoventeurs	64 (0,41 %)
MPPT	37 (0,24 %)
RFL	30 (0,19 %)
Gén. Europe	24 (0,15 %)
IDE	10 (0,06 %)

**MONTEBONNE**  
L. 22 080; V. 11 213;  
A. 49,21 %; Ex. 11 027

UDF-RPR	3 262 (29,58 %)
PS	2 571 (23,31 %)
FN	1 496 (13,56 %)
Verts	1 345 (12,19 %)
Centre	1 030 (9,34 %)
PCF	733 (6,64 %)
Prot. anim.	164 (1,48 %)
LO	131 (1,18 %)
Chasse	74 (0,67 %)
Rénoventeurs	67 (0,60 %)
Alliance	57 (0,51 %)
MPPT	48 (0,43 %)
Gén. Europe	17 (0,15 %)
RFL	16 (0,14 %)
IDE	16 (0,14 %)

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
L. 36 634; V. 21 095;  
A. 42,41 %; Ex. 20 860

UDF-RPR	11 653 (55,86 %)
PS	3 192 (15,30 %)
Centre	2 532 (12,13 %)
Verts	1 698 (8,13 %)
Alliance	208 (0,99 %)
Prot. anim.	171 (0,81 %)
PCF	142 (0,68 %)
Chasse	134 (0,64 %)
IDE	46 (0,22 %)
LO	36 (0,17 %)
Rénoventeurs	25 (0,11 %)
MPPT	21 (0,10 %)
Gén. Europe	17 (0,08 %)
RFL	13 (0,06 %)

**PUTEAUX**  
L. 22 108; V. 11 606;  
A. 47,50 %; Ex. 11 304

UDF-RPR	3 467 (30,67 %)
PS	2 322 (20,54 %)
FN	1 866 (16,50 %)
Centre	1 191 (10,53 %)
Verts	1 174 (10,38 %)
PCF	611 (5,40 %)
Prot. anim.	184 (1,62 %)
LO	153 (1,35 %)
Chasse	97 (0,85 %)
MPPT	70 (0,61 %)
Alliance	64 (0,56 %)
Rénoventeurs	41 (0,36 %)
Gén. Europe	28 (0,24 %)
IDE	20 (0,17 %)
RFL	16 (0,14 %)

**RUEIL-MALMAISON**  
L. 40 804; V. 21 543;  
A. 47,20 %; Ex. 21 194

UDF-RPR	7 454 (35,17 %)
PS	4 268 (20,13 %)
FN	2 665 (12,57 %)
Verts	2 334 (11,01 %)
Centre	2 292 (10,81 %)
PCF	1 133 (5,34 %)
Prot. anim.	243 (1,14 %)
Alliance	218 (1,02 %)
Chasse	189 (0,89 %)
LO	167 (0,78 %)
Rénoventeurs	167 (0,78 %)
MPPT	61 (0,28 %)
Gén. Europe	42 (0,19 %)
IDE	31 (0,14 %)
RFL	28 (0,13 %)

**SURESNES**  
L. 20 948; V. 10 765;  
A. 48,61 %; Ex. 10 571

UDF-RPR	3 230 (30,55 %)
PS	2 379 (22,50 %)
FN	1 423 (13,46 %)
Verts	1 155 (10,92 %)
Centre	988 (9,34 %)
PCF	876 (8,28 %)
Prot. anim.	147 (1,39 %)
LO	115 (1,08 %)
Chasse	88 (0,83 %)
Alliance	57 (0,53 %)
MPPT	39 (0,36 %)
Rénoventeurs	33 (0,31 %)
Gén. Europe	19 (0,17 %)
RFL	11 (0,10 %)
IDE	11 (0,10 %)

**SEINE-SAINT-DENIS**

Avec seulement 44,3 % de votants, la Seine-Saint-Denis respecte sa réputation de département peu civique. Cette désaffection ne permet pas au PC de refaire tout le chemin perdu. Certes M. Herzog obtient 6,5 points de plus que M. Lajoinie au premier tour de la présidentielle, mais il reste devancé par le PS. Les communistes ont malgré cela la satisfaction de reprendre l'avantage sur les socialistes dans toutes les villes qu'ils dirigent, à l'exception toutefois de Pantin, chef de M. Bartolone, un des principaux collaborateurs de M. Fabius. Mais celui-ci perd treize points sur le

score de M. Mitterrand le 24 avril 1988. La droite est la principale bénéficiaire de cette chute de la gauche, au point que dans ce département « rouge », c'est la liste de M. Giscard d'Estaing qui arrive en tête. Le Front national est l'autre gagnant puisque, si M. Le Pen perd 2,4 points sur la présidentielle, sa liste arrive en tête à Sevran, à Chichy-sous-Bois et au Bourget.

**L. 692 670; V. 306 831;  
A. 53,70 %; Ex. 300 275**

UDF-RPR	60 857 (20,26 %)
PS	59 643 (19,86 %)
PCF	59 064 (19,66 %)
FN	52 467 (17,47 %)
Verts	31 285 (10,41 %)
Centre	20 380 (6,78 %)
LO	4 177 (1,39 %)
Prot. anim.	3 889 (1,29 %)
Chasse	2 537 (0,84 %)
MPPT	1 437 (0,47 %)
Alliance	1 270 (0,42 %)
Rénoventeurs	1 263 (0,42 %)
Gén. Europe	909 (0,30 %)
RFL	359 (0,11 %)
IDE	338 (0,11 %)

1984 - L. 710 740; V. 358 402; A. 49,57 %; Ex. 348 788 - UDF-RPR 110 722 (31,88 %); PS 78 406 (21,84 %); PS 63 071 (18,03 %); FN 56 688 (16,38 %); Verts 14 384 (4,11 %); ERE 9 342 (2,67 %); LO 8 208 (2,37 %); Rénoventeurs 4 529 (1,28 %); PSU-CDU 2 648 (0,81 %); PCF 2 007 (0,57 %); EUE 1 648 (0,44 %); J. 84 1 431 (0,40 %); Ude 1 388 (0,39 %); POE 910 (0,26 %).

1988 - L. 710 366; V. 352 365; A. 22,24 %; Ex. 543 551 - Mitterrand 178 528 (32,81 %); Le Pen 107 882 (19,81 %); Chirac 78 418 (14,51 %); Lajoinie 73 425 (13,50 %); Barre 60 308 (11,09 %); Waechter 17 768 (3,28 %); Jupin 13 880 (2,55 %); Laguerre 9 846 (1,81 %); Bousset 2 284 (0,42 %).

**BOHIGNY**  
L. 19 524; V. 8 851;  
A. 54,66 %; Ex. 8 624

PCF	3 097 (35,91 %)
PS	1 373 (15,92 %)
FN	1 369 (15,87 %)
UDF-RPR	1 102 (12,77 %)
Verts	792 (9,18 %)
Centre	410 (4,75 %)
LO	129 (1,49 %)
Prot. anim.	115 (1,33 %)
Chasse	84 (0,97 %)
MPPT	47 (0,54 %)
Gén. Europe	40 (0,46 %)
Rénoventeurs	29 (0,33 %)
Alliance	26 (0,30 %)
RFL	7 (0,08 %)
IDE	4 (0,04 %)

**AUREVILLIERS**  
L. 30 126; V. 12 318;  
A. 59,11 %; Ex. 12 054

PCF	3 909 (32,42 %)
PS	2 002 (16,60 %)
FN	1 922 (15,94 %)

UDF-RPR ..... 1 814 (15,04 %)  
Verts ..... 1 076 (8,92 %)  
Centre ..... 632 (5,24 %)  
LO ..... 222 (1,84 %)  
Prot. anim. .... 130 (1,07 %)  
Chasse ..... 111 (0,92 %)  
MPPT ..... 63 (0,52 %)  
Rénoventeurs ..... 58 (0,48 %)  
Alliance ..... 48 (0,39 %)  
Gén. Europe ..... 44 (0,36 %)  
RFL ..... 17 (0,14 %)  
IDE ..... 6 (0,04 %)

**AULNAY-SOUS-BOIS**  
L. 39 981; V. 16 633;  
A. 58,39 %; Ex. 16 317

UDF-RPR	4 150 (25,43 %)
PS	3 200 (19,61 %)
FN	3 057 (18,73 %)
PCF	2 058 (12,61 %)
Verts	1 682 (10,30 %)
Centre	1 256 (7,69 %)
Prot. anim.	260 (1,59 %)
LO	224 (1,37 %)
Chasse	164 (1,00 %)
MPPT	76 (0,46 %)
Alliance	66 (0,40 %)
Rénoventeurs	55 (0,33 %)
Gén. Europe	37 (0,22 %)
RFL	19 (0,11 %)
IDE	13 (0,07 %)

**BAGNOLET**  
L. 16 055; V. 7 339;  
A. 54,28 %; Ex. 7 191

PCF	2 344 (32,59 %)
PS	1 309 (18,20 %)
FN	1 046 (14,54 %)
UDF-RPR	938 (13,04 %)
Verts	732 (10,17 %)
Centre	452 (6,28 %)
LO	108 (1,50 %)
Prot. anim.	67 (0,93 %)
Chasse	56 (0,77 %)
Rénoventeurs	38 (0,52 %)
Gén. Europe	30 (0,41 %)
MPPT	27 (0,37 %)
Alliance	27 (0,37 %)
IDE	10 (0,13 %)
RFL	7 (0,09 %)

**LE BLANC-MESNIL**  
L. 24 992; V. 10 159;  
A. 59,35 %; Ex. 9 952

PCF	2 416 (24,27 %)
UDF-RPR	1 878 (18,87 %)
PS	1 847 (18,55 %)
FN	1 806 (18,14 %)
Verts	906 (9,10 %)
Centre	571 (5,73 %)
LO	114 (1,14 %)
Prot. anim.	114 (1,14 %)
Chasse	96 (0,96 %)
Gén. Europe	51 (0,51 %)
MPPT	50 (0,50 %)
Alliance	36 (0,36 %)
Rénoventeurs	34 (0,34 %)
RFL	20 (0,20 %)
IDE	13 (0,13 %)

**Fausto Giudice**

**TÊTES DE TURCS EN FRANCE**

Une enquête explosive !

Préface de Günter Wallraff

**LA DÉCOUVERTE**

De nombreux lecteurs de *Tête de Turc* se sont posé la question de savoir s'il y avait en France des situations aussi dramatiques que celles décrites par Wallraff en RFA. Les Éditions La Découverte ont donc lancé, avec le soutien de Günter Wallraff et de Gilles Perrault une vaste campagne: "Têtes de Turcs en France".

Le livre du journaliste Fausto Giudice est le résultat de cette enquête exceptionnelle, dont la force principale est d'avoir privilégié les témoignages des "Têtes de Turcs". Il démonte les mécanismes de cette forme bien française de "mise à part" - traduction du mot "apartheid" - à laquelle ils sont soumis, et qui est le véritable scandale.

**BONDY**  
L. 24 944; V. 10 966;  
A. 56,03 %; Ex. 10 700

PS	2 852 (26,65 %)
FN	2 155 (20,14 %)
UDF-RPR	1 874 (17,51 %)
Verts	1 209 (11,29 %)
PCF	1 111 (10,38 %)
Centre	823 (7,69 %)
LO	217 (2,02 %)
Prot. anim.	148 (1,38 %)
Chasse	104 (0,97 %)
MPPT	52 (0,48 %)
Rénoventeurs	47 (0,43 %)
Alliance	40 (0,37 %)
Gén. Europe	37 (0,34 %)
IDE	16 (0,14 %)
RFL	15 (0,14 %)



# européennes

## VAL-DE-MARNE

L'opposition RPR-UDF reprend la tête des partis politiques en rassemblant 25,05 % des suffrages exprimés, 33,46 % si l'on y ajoute le score obtenu par la liste de M<sup>me</sup> Veil. L'UDF et le RPR avaient obtenu aux européennes de 1984 un score de 37,22 %. Le PS confirme sa prééminence à gauche avec 20,38 % des suffrages exprimés, soit 2,1 points de plus qu'en 1984. Le PC, qui pourtant préside le conseil général, n'obtient que 15,41 % (18,2 % il y a cinq ans) : sa liste est même devancée par celle de M. Fabius de 102 voix dans son fief, à Choisy-le-Roi. Le Front national, qui perd 5 072 électeurs par rapport à 1984, gagne néanmoins 0,61 point et distance la liste Veil de près de 20 000 voix, liste qui est ainsi largement battue par celle des Verts.

L. 684 731 ; V. 322 920 ; A. 51,37 % ; Ex. 326 457

UDF-RPR	81 790 (25,05 %)
PS	66 560 (20,38 %)
PCF	50 330 (15,41 %)
FN	47 407 (14,52 %)
Verts	27 439 (8,41 %)
Centre	27 439 (8,41 %)
Prot. anim.	4 083 (1,25 %)
LO	3 531 (1,08 %)
Chasse	2 926 (0,89 %)
Alliance	1 646 (0,50 %)
Rénovateurs	1 601 (0,49 %)
MPPT	1 314 (0,40 %)
Gén. Europe	709 (0,21 %)
RFL	396 (0,12 %)
IDE	362 (0,11 %)

1984. L. 886 248 ; V. 384 834 ; A. 44,84 % ; Ex. 377 130. - UDF-RPR, 140 374 (37,22 %) ; PS, 88 982 (18,28 %) ; PCF, 68 650 (18,20 %) ; FN, 52 478 (13,91 %) ; Verts, 14 637 (3,88 %) ; ENE, 12 012 (3,18 %) ; Rénov., 5 648 (1,49 %) ; LO, 4 806 (1,22 %) ; PSU-CDU, 2 982 (0,79 %) ; EUE, 2 189 (0,57 %) ; PC, 1 781 (0,47 %) ; RFL, 1 438 (0,38 %) ; UDR, 1 376 (0,36 %) ; POE, 7 (0,00 %).

CRETEIL  
L. 42 272 ; V. 19 353 ; A. 54,21 % ; Ex. 18 984

PS	5 734 (30,20 %)
UDF-RPR	4 034 (21,24 %)
FN	2 645 (13,93 %)
Verts	2 347 (12,36 %)
Centre	1 873 (9,86 %)
PCF	1 372 (7,22 %)
Prot. anim.	237 (1,24 %)
LO	211 (1,11 %)
Chasse	166 (0,87 %)
Rénovateurs	102 (0,53 %)
Alliance	98 (0,51 %)
MPPT	80 (0,42 %)
Gén. Europe	36 (0,18 %)
IDE	28 (0,14 %)
RFL	21 (0,11 %)

ALFORTVILLE  
L. 20 372 ; V. 9 706 ; A. 52,35 % ; Ex. 9 451

PS	3 198 (33,83 %)
UDF-RPR	682 (7,79 %)
FN	1 436 (15,19 %)
Verts	1 063 (11,24 %)
PCF	938 (10,13 %)
Centre	548 (5,79 %)
Prot. anim.	193 (2,04 %)
LO	127 (1,34 %)
Chasse	76 (0,80 %)
MPPT	47 (0,49 %)
Rénovateurs	37 (0,39 %)
Alliance	30 (0,31 %)
Gén. Europe	23 (0,24 %)
RFL	22 (0,23 %)
IDE	11 (0,11 %)

CHAMPIGNY-SUB-MARNE  
L. 41 315 ; V. 18 423 ; A. 55,40 % ; Ex. 18 074

PCF	5 268 (29,14 %)
UDF-RPR	3 559 (19,69 %)
PS	3 080 (17,04 %)
FN	2 443 (13,51 %)
Verts	1 820 (10,06 %)
Centre	1 180 (6,52 %)
LO	187 (1,03 %)
Prot. anim.	187 (1,03 %)
Rénovateurs	92 (0,50 %)
Chasse	86 (0,47 %)
Gén. Europe	50 (0,27 %)
MPPT	49 (0,27 %)
Alliance	46 (0,25 %)
RFL	17 (0,09 %)
IDE	10 (0,05 %)

CHOISY-LE-ROI  
L. 18 755 ; V. 9 182 ; A. 51,04 % ; Ex. 9 012

PS	1 988 (22,05 %)
PCF	1 882 (20,88 %)
UDF-RPR	1 814 (20,12 %)
FN	1 273 (14,12 %)
Verts	963 (10,68 %)

Centre	609 (6,75 %)
LO	135 (1,49 %)
Prot. anim.	99 (1,09 %)
Chasse	84 (0,93 %)
Rénovateurs	60 (0,66 %)
MPPT	32 (0,35 %)
Alliance	32 (0,35 %)
Gén. Europe	28 (0,31 %)
RFL	7 (0,07 %)
IDE	6 (0,06 %)

## FONTENAY-SOUS-BOIS

L. 32 184 ; V. 14 713 ; A. 54,27 % ; Ex. 14 438

UDF-RPR	3 353 (23,22 %)
PCF	3 140 (21,74 %)
PS	2 525 (17,48 %)
FN	1 927 (13,34 %)
Verts	1 503 (10,41 %)
Centre	1 343 (9,30 %)
LO	153 (1,05 %)
Prot. anim.	152 (1,05 %)
Chasse	90 (0,62 %)
Alliance	77 (0,53 %)
Rénovateurs	67 (0,46 %)
MPPT	59 (0,34 %)
Gén. Europe	29 (0,20 %)
RFL	21 (0,14 %)
IDE	8 (0,05 %)

## IVRY-SUR-SEINE

L. 27 860 ; V. 14 066 ; A. 49,51 % ; Ex. 13 758

PCF	7 332 (53,29 %)
PS	1 825 (13,26 %)
UDF-RPR	1 350 (9,81 %)
FN	1 097 (7,97 %)
Verts	941 (6,83 %)
Centre	590 (4,28 %)
LO	148 (1,07 %)
Rénovateurs	104 (0,75 %)
Chasse	102 (0,74 %)
Prot. anim.	102 (0,74 %)
MPPT	56 (0,40 %)
Alliance	45 (0,32 %)
Gén. Europe	35 (0,25 %)
RFL	23 (0,16 %)
IDE	8 (0,05 %)

## MAISON-ALFORT

L. 32 363 ; V. 16 780 ; A. 48,15 % ; Ex. 16 382

UDF-RPR	4 685 (28,59 %)
PS	3 394 (20,71 %)
FN	2 942 (17,95 %)
Verts	1 902 (11,61 %)
Centre	1 577 (9,62 %)
PCF	994 (6,06 %)
Prot. anim.	244 (1,48 %)
LO	180 (1,09 %)
Chasse	168 (1,02 %)
MPPT	79 (0,48 %)
Alliance	65 (0,39 %)
Rénovateurs	55 (0,33 %)
Gén. Europe	46 (0,28 %)
IDE	28 (0,17 %)
RFL	23 (0,14 %)

## SAINT-MAUR-DES-FOSSES

L. 47 268 ; V. 24 395 ; A. 48,39 % ; Ex. 23 997

UDF-RPR	8 816 (36,73 %)
PS	4 172 (17,38 %)
FN	4 065 (16,93 %)
Verts	2 635 (10,98 %)
Centre	2 382 (9,92 %)
PCF	887 (3,69 %)
Prot. anim.	292 (1,21 %)
Chasse	214 (0,89 %)
Alliance	163 (0,67 %)
LO	148 (0,61 %)
Rénovateurs	85 (0,35 %)
MPPT	61 (0,25 %)
IDE	44 (0,18 %)
Gén. Europe	17 (0,07 %)
RFL	16 (0,06 %)

## VILLEJUIF

L. 25 763 ; V. 11 667 ; A. 54,71 % ; Ex. 11 438

PCF	3 841 (33,58 %)
PS	2 114 (18,48 %)
UDF-RPR	1 746 (15,26 %)
Verts	1 259 (11,00 %)
Centre	1 192 (10,42 %)
LO	650 (5,68 %)
Chasse	176 (1,53 %)
Prot. anim.	128 (1,11 %)
Rénovateurs	115 (1,00 %)
MPPT	60 (0,52 %)
Alliance	56 (0,48 %)
Gén. Europe	47 (0,41 %)
IDE	27 (0,23 %)
RFL	15 (0,13 %)
IDE	12 (0,10 %)

## VINCENNES

L. 28 035 ; V. 14 770 ; A. 47,31 % ; Ex. 14 447

UDF-RPR	5 038 (34,87 %)
PS	2 601 (18,00 %)
FN	2 325 (16,09 %)
Verts	1 678 (11,61 %)
Centre	1 373 (9,38 %)
PCF	559 (3,86 %)
Prot. anim.	198 (1,37 %)
Chasse	104 (0,71 %)
Alliance	101 (0,69 %)
LO	90 (0,62 %)
Rénovateurs	71 (0,49 %)
MPPT	48 (0,33 %)
Gén. Europe	25 (0,17 %)
IDE	22 (0,15 %)
RFL	14 (0,09 %)

## VITRY-SUR-SEINE

L. 42 765 ; V. 19 606 ; A. 54,15 % ; Ex. 19 217

PCF	5 864 (30,51 %)
PS	3 652 (19,00 %)
UDF-RPR	2 917 (15,17 %)
FN	2 487 (12,94 %)
Verts	2 081 (10,82 %)
Centre	1 066 (5,54 %)
LO	304 (1,58 %)
Prot. anim.	288 (1,49 %)
Chasse	172 (0,89 %)
Rénovateurs	138 (0,71 %)
Alliance	101 (0,52 %)
Gén. Europe	64 (0,33 %)
RFL	53 (0,27 %)
IDE	17 (0,08 %)
IDE	13 (0,06 %)

## VAL-D'OISE

Le Val-d'Oise était terre centriste, au moins par ses notables. Aujourd'hui ses électeurs ne leur obéissent plus : M<sup>me</sup> Veil ne fait pas mieux ici qu'ailleurs. Au point qu'un des hommes qui fut une des chevilles ouvrières de cette tentative de créer une force entre les conservateurs et les socialistes, le secrétaire général du groupe UDC de l'Assemblée nationale, M. Froment-Meurice, CDS, adjoint au maire de Montmorency, voit à nouveau se fermer devant lui la porte d'un hémicycle parlementaire, n'étant que nouveau sur la liste de M<sup>me</sup> Veil. Celle-ci n'obtient un résultat réellement satisfaisant qu'à Sarcelles, où elle recueille 11,77 % des suffrages exprimés. Dans cette ville, où la victoire aux municipales de M. Lamontagne (RPR) vient d'être annulée par le tribunal administratif, le PC enregistre par rapport au premier tour de ces élections une chute de 9 points, le PS une baisse de 2,3, alors que le Front national progresse de 7 points. Quant aux écologistes,

s'ils progressent partout, ils obtiennent un résultat particulièrement intéressant à Cergy, là où une ville nouvelle a pris la place d'un vieux village rural.

L. 572 772 ; V. 270 649 ; A. 52,74 % ; Ex. 264 637

UDF-RPR	68 576 (25,91 %)
PS	57 335 (21,66 %)
FN	43 043 (16,26 %)
Verts	29 946 (11,31 %)
PCF	27 262 (10,30 %)
Centre	23 380 (8,83 %)
Chasse	3 276 (1,23 %)
LO	3 247 (1,22 %)
Prot. anim.	3 174 (1,19 %)
Alliance	1 488 (0,56 %)
MPPT	1 390 (0,52 %)
Rénovateurs	1 012 (0,38 %)
Gén. Europe	665 (0,25 %)
IDE	437 (0,16 %)
RFL	406 (0,15 %)

1984. L. 538 888 ; V. 280 689 ; A. 46,14 % ; Ex. 285 328. - UDF-RPR, 110 805 (38,72 %) ; PS, 84 289 (19,01 %) ; FN, 42 717 (14,87 %) ; PCF, 38 041 (13,33 %) ; Verts, 11 586 (4,00 %) ; ENE, 4 593 (1,60 %) ; PSU-CDU, 2 152 (0,75 %) ; PCI, 1 873 (0,66 %) ; EUE, 1 678 (0,58 %) ; UDR, 1 448 (0,50 %) ; RFL, 1 350 (0,47 %) ; POE, 15 (0,00 %).

1988. L. 572 242 ; V. 463 008 ; A. 19,08 % ; Ex. 456 676. - Mitterrand, 181 289 (33,19 %) ; La Pen, 82 387 (18,02 %) ; Chirac, 82 038 (18,00 %) ; Barnier, 68 223 (14,53 %) ; Lajoinie, 35 878 (7,69 %) ; Waechter, 17 356 (3,80 %) ; Juguin, 10 188 (2,23 %) ; Lagulier, 8 224 (1,80 %) ; Bousquet, 2 002 (0,43 %).

## PONTOISE

L. 14 920 ; V. 6 708 ; A. 55,04 % ; Ex. 6 602

UDF-RPR	1 919 (29,06 %)
PS	1 504 (22,78 %)
FN	1 017 (15,40 %)
Verts	747 (11,31 %)
Centre	662 (10,02 %)
PCF	355 (5,37 %)
LO	89 (1,34 %)
Chasse	88 (1,33 %)

Prot. anim.	80 (1,21 %)
Alliance	58 (0,87 %)
MPPT	28 (0,42 %)
Rénovateurs	24 (0,36 %)
Gén. Europe	16 (0,24 %)
IDE	11 (0,16 %)
RFL	4 (0,06 %)

## ARGENTEUIL

L. 49 601 ; V. 21 948 ; A. 55,75 % ; Ex. 21 500

PCF	5 179 (24,08 %)
PS	4 108 (19,10 %)
UDF-RPR	3 897 (18,12 %)
FN	3 439 (15,99 %)
Verts	2 244 (10,43 %)
Centre	1 290 (6,00 %)
LO	394 (1,83 %)
Prot. anim.	285 (1,33 %)
Chasse	206 (0,95 %)
MPPT	156 (0,72 %)
Rénovateurs	97 (0,45 %)
Alliance	83 (0,38 %)
Gén. Europe	52 (0,24 %)
RFL	41 (0,19 %)
IDE	29 (0,13 %)

## CERGY

L. 16 591 ; V. 7 493 ; A. 54,83 % ; Ex. 7 399

PS	2 079 (28,09 %)
UDF-RPR	1 695 (22,90 %)
FN	1 025 (13,85 %)
Verts	1 018 (13,75 %)
Centre	796 (10,75 %)
PCF	402 (5,43 %)
LO	100 (1,35 %)
Prot. anim.	67 (0,90 %)
MPPT	51 (0,68 %)
Alliance	44 (0,59 %)
Chasse	43 (0,58 %)
Rénovateurs	41 (0,55 %)
Gén. Europe	16 (0,21 %)
RFL	14 (0,18 %)
IDE	8 (0,10 %)

## FRANCONVILLE

L. 19 417 ; V. 8 524 ; A. 56,10 % ; Ex. 8 388

UDF-RPR	2 405 (28,67 %)
PS	1 878 (22,38 %)

FN	1 354 (16,14 %)
Verts	993 (11,83 %)
Centre	687 (8,19 %)
Rénovateurs	582 (6,93 %)
Prot. anim.	140 (1,66 %)
Chasse	110 (1,31 %)
LO	81 (0,96 %)
Alliance	50 (0,59 %)
MPPT	41 (0,48 %)
Rénovateurs	33 (0,39 %)
RFL	20 (0,23 %)
Gén. Europe	14 (0,16 %)

## GARGES-LES-GONNESSE

L. 16 323 ; V. 5 982 ; A. 63,35 % ; Ex. 5 832

PCF	1 314 (22,53 %)
PS	1 182 (20,26 %)
FN	1 033 (17,71 %)
UDF-RPR	972 (16,66 %)
Centre	617 (10,57 %)
Verts	418 (7,16 %)
LO	74 (1,26 %)
Prot. anim.	48 (0,82 %)
MPPT	47 (0,80 %)
Chasse	42 (0,72 %)
Rénovateurs	27 (0,46 %)
Gén. Europe	21 (0,36 %)
Alliance	19 (0,32 %)
IDE	12 (0,20 %)
RFL	6 (0,10 %)

## SARCELLES

L. 26 679 ; V. 10 739 ; A. 59,74 % ; Ex. 10 549

PS	2 583 (24,48 %)
UDF-RPR	2 191 (20,76 %)
FN	1 802 (17,08 %)
Centre	1 242 (11,77 %)
PCF	1 222 (11,58 %)
Verts	1 006 (9,53 %)
LO	144 (1,36 %)
Prot. anim.	103 (0,97 %)
Chasse	80 (0,75 %)
MPPT	48 (0,45 %)
Rénovateurs	48 (0,45 %)
Alliance	39 (0,36 %)
Gén. Europe	20 (0,18 %)
RFL	13 (0,12 %)
IDE	8 (0,07 %)



## 6000 MUTUELLES, LA VIE PLUS FORTE

La vie plus forte ? C'est une exigence. 6 000 mutuelles la partagent avec vous : les 6 000 mutuelles de la Mutualité française.

1989d. - J. 108 190; A. 64 564; A. 20 561; S. 52 171; P. 208 947; 400 561; LUD-PP. 20 193; 22 388; 33 693; 34 150 (15.58); F. 428 208 (2.72); Verbs. 1 731 (2.78); RE. 1 695 (2.72); I. 1 168 (1.82); Résumé. 722 (1.18); C. 558 940; PSC-CDU. 377 (0.60); 154 100 (0.14); V. 256 (0.40); EUE. 154 (0.24); PGE. 100 (0.14).

1989e. - J. 108 148; V. 58 487; A. 18 19; E. 86 818; - Mikserend. 35 948 (41.40); Chirac. 15 787 (18.17); Laporte. 9 146 (10.53); Barre. 144 (16.41); Le Pen. 8 938 (10.29); Wadsworth. 3 (3.51); Joabien. 2 761 (3.19); Louallier. 1 587 (2.13); Boussel. 300 (3.34).



## européennes

**FOIX**  
L. 6 089; V. 3 409;  
A. 44,01 %; Ex. 3 320

PS	1 221 (36,77 %)
UDF-RPR	704 (21,20 %)
Verts	408 (12,28 %)
PCF	269 (8,10 %)
FN	230 (6,92 %)
Centre	207 (6,23 %)
LO	105 (3,16 %)
Pro. anim.	40 (1,20 %)
Alliance	33 (0,99 %)
MPPT	28 (0,84 %)
Rénovateurs	21 (0,63 %)
RFL	13 (0,39 %)
Gén. Europe	9 (0,27 %)
IDE	7 (0,21 %)

**AUBE**

On note une nette baisse du Parti socialiste par rapport à l'élection présidentielle, mais une hausse de près de 3 points par rapport aux élections européennes de 1984. A Troyes, la gauche l'emporte, l'un compare avec les résultats des municipales. Les listes de M. Giscard d'Estaing et de M. Veil sont, à elles deux, très loin du score atteint par M. Robert Galley, maire sortant RPR, à la tête de la liste UDF-RPR en mars.

On note une augmentation des suffrages en faveur du Front national à Troyes par rapport à ces mêmes municipales.

L. 190 588; V. 93 157;  
A. 51,12 %; Ex. 89 831

UDF-RPR	28 035 (31,20 %)
PS	19 187 (21,35 %)
FN	10 896 (12,12 %)
Verts	9 162 (10,19 %)
Centre	8 088 (9,00 %)
PCF	5 902 (6,57 %)
Chasse	4 125 (4,59 %)
Pro. anim.	1 427 (1,58 %)
Alliance	663 (0,73 %)
MPPT	587 (0,65 %)
Gén. Europe	278 (0,30 %)
Rénovateurs	209 (0,23 %)
RFL	199 (0,22 %)
IDE	146 (0,16 %)

L. 190 588; V. 93 157;  
A. 51,12 %; Ex. 89 831

UDF-RPR	28 035 (31,20 %)
PS	19 187 (21,35 %)
FN	10 896 (12,12 %)
Verts	9 162 (10,19 %)
Centre	8 088 (9,00 %)
PCF	5 902 (6,57 %)
Chasse	4 125 (4,59 %)
Pro. anim.	1 427 (1,58 %)
Alliance	663 (0,73 %)
MPPT	587 (0,65 %)
Gén. Europe	278 (0,30 %)
Rénovateurs	209 (0,23 %)
RFL	199 (0,22 %)
IDE	146 (0,16 %)

**TROYES**  
L. 52 691; V. 14 583;  
A. 55,39 %; Ex. 14 289

UDF-RPR	4 536 (31,74 %)
PS	3 289 (23,01 %)
FN	1 857 (12,99 %)
Verts	1 346 (9,41 %)
Centre	1 322 (9,25 %)
PCF	991 (6,93 %)
LO	220 (1,53 %)
Chasse	212 (1,48 %)
Alliance	184 (1,28 %)
Pro. anim.	136 (0,95 %)
MPPT	74 (0,51 %)
Rénovateurs	38 (0,26 %)
Gén. Europe	28 (0,19 %)
RFL	19 (0,13 %)
IDE	19 (0,13 %)

**AUDE**

Légèrement supérieure à la moyenne nationale, la participation - 55,82 % - est toutefois inférieure de 10 points à celle de 1984.

La meilleure progression est à mettre à l'actif des Verts qui gagnent plus de 6 points par rapport à 1984 alors que la liste de M. Le Pen en gagne 1,34.

La liste socialiste arrive largement en tête, M. Fabius obtenant, avec 38,86 % des votes exprimés, un résultat sensiblement égal à celui de M. Jospin en 1984. Même stabilité à droite où les listes Giscard et Veil réunies atteignent le même pourcentage que la liste Veil en 1984.

L. 219 671; V. 122 625;  
A. 44,17 %; Ex. 117 980

PS	39 975 (38,86 %)
UDF-RPR	24 855 (21,06 %)
PCF	13 675 (11,59 %)
FN	11 847 (10,04 %)
Verts	10 567 (8,95 %)
Centre	8 835 (7,54 %)
Alliance	5 542 (4,69 %)
Pro. anim.	960 (0,81 %)
MPPT	636 (0,53 %)
Gén. Europe	299 (0,25 %)
Rénovateurs	276 (0,23 %)
IDE	150 (0,12 %)
RFL	145 (0,12 %)

L. 219 671; V. 122 625;  
A. 44,17 %; Ex. 117 980

PS	39 975 (38,86 %)
UDF-RPR	24 855 (21,06 %)
PCF	13 675 (11,59 %)
FN	11 847 (10,04 %)
Verts	10 567 (8,95 %)
Centre	8 835 (7,54 %)
Alliance	5 542 (4,69 %)
Pro. anim.	960 (0,81 %)
MPPT	636 (0,53 %)
Gén. Europe	299 (0,25 %)
Rénovateurs	276 (0,23 %)
IDE	150 (0,12 %)
RFL	145 (0,12 %)

**CARACASSONNE**  
L. 28 135; V. 14 839;  
A. 47,25 %; Ex. 14 394

UDF-RPR	4 299 (29,86 %)
PS	3 792 (26,34 %)
FN	1 774 (12,32 %)
PCF	1 534 (10,65 %)
Verts	1 351 (9,38 %)
Centre	842 (5,84 %)
Chasse	234 (1,62 %)
LO	162 (1,12 %)
Alliance	122 (0,84 %)
Pro. anim.	58 (0,40 %)
MPPT	24 (0,16 %)
Rénovateurs	20 (0,13 %)
IDE	20 (0,13 %)
RFL	10 (0,06 %)

**NARBONNE**  
L. 29 439; V. 14 421;  
A. 51,01 %; Ex. 13 889

PS	3 586 (25,81 %)
UDF-RPR	2 919 (21,01 %)
FN	2 258 (16,25 %)
PCF	1 476 (10,62 %)
Verts	1 217 (8,76 %)
Centre	964 (6,94 %)
Chasse	773 (5,56 %)
Alliance	206 (1,48 %)
Pro. anim.	144 (1,03 %)
LO	136 (0,97 %)
MPPT	90 (0,64 %)
Gén. Europe	55 (0,39 %)
Rénovateurs	35 (0,25 %)
RFL	19 (0,13 %)
IDE	11 (0,07 %)

**AVEYRON**

L'Aveyron a relativement bien voté même si les électeurs se sont moins déplacés qu'en 1984.

Le total des deux listes Giscard d'Estaing et Veil est inférieur de 7,5 points au score réalisé en 1984 par la liste d'union de l'opposition. Tandis que le PS progresse légèrement et que les Verts font un bond en avant de quelques points, la PCF, avec 4,45 % des suffrages exprimés, perd plusieurs points mais retrouve ses voix du premier tour de la présidentielle de 1988.

Le Front national, avec 6,05 % des voix, fait mieux qu'en 1984 (5,47 %) mais moins bien qu'an premier tour de la présidentielle de 1988 (8,86 %). A noter l'impact de la liste Chasse, pêche et tradition (5,30 %), qui dépasse le PC et talonne le FN.

L. 212 490; V. 120 278;  
A. 43,59 %; Ex. 115 430

UDF-RPR	38 987 (33,77 %)
PS	28 583 (24,76 %)
FN	12 022 (10,41 %)
Centre	11 600 (10,04 %)
PCF	6 982 (6,04 %)
Chasse	6 118 (5,30 %)
Alliance	5 141 (4,45 %)
Pro. anim.	1 863 (1,61 %)
MPPT	1 288 (1,11 %)
Rénovateurs	949 (0,82 %)
Gén. Europe	708 (0,61 %)
IDE	389 (0,33 %)
RFL	367 (0,31 %)
IDE	219 (0,18 %)
RFL	214 (0,18 %)

L. 212 490; V. 120 278;  
A. 43,59 %; Ex. 115 430

UDF-RPR	38 987 (33,77 %)
PS	28 583 (24,76 %)
FN	12 022 (10,41 %)
Centre	11 600 (10,04 %)
PCF	6 982 (6,04 %)
Chasse	6 118 (5,30 %)
Alliance	5 141 (4,45 %)
Pro. anim.	1 863 (1,61 %)
MPPT	1 288 (1,11 %)
Rénovateurs	949 (0,82 %)
Gén. Europe	708 (0,61 %)
IDE	389 (0,33 %)
RFL	367 (0,31 %)
IDE	219 (0,18 %)
RFL	214 (0,18 %)

**RODEZ**  
L. 14 520; V. 7 628;  
A. 47,46 %; Ex. 7 441

UDF-RPR	2 570 (34,53 %)
PS	1 871 (25,14 %)
FN	857 (11,51 %)
Centre	777 (10,44 %)
PCF	542 (7,28 %)
Chasse	248 (3,33 %)
Alliance	211 (2,83 %)
Pro. anim.	181 (2,43 %)
LO	70 (0,94 %)
MPPT	39 (0,52 %)
Rénovateurs	28 (0,37 %)
Gén. Europe	19 (0,25 %)
IDE	8 (0,10 %)
RFL	1 (0,01 %)

**BOUCHES-DU-RHÔNE**

La liste d'union de l'opposition arrive en tête avec plus de 15 000 voix d'avance sur celle du Front national (23,90 % contre 20,76 %), mais les listes conduites par M. Giscard d'Estaing et M. Veil perdent, ensemble, 4,26 points par rapport à la liste UDF-RPR de 1984 (29,92 % contre 34,18 %). Le Front national améliore, au contraire, son score de 1,27 point. Cependant, la droite fait

L. 56 421; V. 24 635;  
A. 56,33 %; Ex. 24 183

UDF-RPR	6 459 (26,70 %)
PS	6 224 (25,25 %)
FN	5 461 (22,16 %)
Centre	2 546 (10,32 %)
PCF	2 344 (9,50 %)
Verts	1 627 (6,62 %)
Chasse	246 (1,01 %)
Pro. anim.	236 (0,97 %)
LO	205 (0,84 %)
Alliance	99 (0,40 %)
Rénovateurs	85 (0,35 %)
MPPT	52 (0,21 %)
Gén. Europe	56 (0,23 %)
RFL	18 (0,07 %)
IDE	16 (0,06 %)

moins qu'an premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (+ 1,26 point) et le Front national (- 5,63 points) nettement moins bien.

Le PS, pour sa part, reste stable par rapport à 1984 (19,03 % contre 18,52 %) tandis que le PCF perd 5,03 points.

Les Verts, qui étaient peu présents aux dernières élections municipales, se sont découverts une audience aussi importante qu'un plan national (10,38 %). Ils doublent leur score (en pourcentage) par rapport à mars dernier à Salon-de-Provence et à Aix-en-Provence, où ils étaient les mieux implantés; ils obtiennent 11,52 % à Miramas et 11,52 % à Martignes, où ils ne s'étaient jamais comptés.

A Marseille, on assiste à un renouveau politique après le raz de marée Vigoroux des élections municipales, et à une véritable résurrection du Front national, qui passe de 13,58 % à 24,13 % par rapport à mars dernier, alors que le PCF et le PS regagnent, ensemble, 1,55 points et l'Union de l'opposition, 6,79 points.

L. 1 083 165; V. 502 851;  
A. 53,57 %; Ex. 492 971

UDF-RPR	117 852 (23,90 %)
FN	102 364 (20,76 %)
PS	93 860 (19,03 %)
PCF	63 351 (12,85 %)
Verts	51 210 (10,38 %)
Centre	29 680 (6,02 %)
Chasse	15 901 (3,22 %)
Pro. anim.	3 959 (0,80 %)
Alliance	2 866 (0,58 %)
Rénovateurs	2 306 (0,46 %)
MPPT	1 883 (0,38 %)
Gén. Europe	1 453 (0,29 %)
IDE	567 (0,11 %)
RFL	665 (0,11 %)

L. 1 083 165; V. 502 851;  
A. 53,57 %; Ex. 492 971

UDF-RPR	117 852 (23,90 %)
FN	102 364 (20,76 %)
PS	93 860 (19,03 %)
PCF	63 351 (12,85 %)
Verts	51 210 (10,38 %)
Centre	29 680 (6,02 %)
Chasse	15 901 (3,22 %)
Pro. anim.	3 959 (0,80 %)
Alliance	2 866 (0,58 %)
Rénovateurs	2 306 (0,46 %)
MPPT	1 883 (0,38 %)
Gén. Europe	1 453 (0,29 %)
IDE	567 (0,11 %)
RFL	665 (0,11 %)

**MARSEILLE**  
L. 471 979; V. 193 543;  
A. 58,56 %; Ex. 192 421

UDF-RPR	46 913 (24,38 %)
FN	46 448 (24,53 %)
PS	35 628 (18,51 %)
PCF	23 921 (12,43 %)
Verts	18 083 (9,39 %)
Centre	11 533 (5,99 %)
Chasse	3 061 (1,59 %)
Pro. anim.	1 792 (0,93 %)
LO	1 557 (0,80 %)
Rénovateurs	941 (0,48 %)
Alliance	877 (0,45 %)
MPPT	672 (0,34 %)
Gén. Europe	584 (0,30 %)
IDE	252 (0,13 %)
RFL	158 (0,08 %)

**MARSEILLE 1<sup>er</sup> SECTEUR**  
L. 46 652; V. 19 815;  
A. 57,52 %; Ex. 19 564

UDF-RPR	5 585 (28,54 %)
FN	4 977 (25,43 %)
PS	3 449 (17,62 %)
PCF	1 850 (9,45 %)
Verts	1 505 (7,69 %)
Centre	1 314 (6,71 %)
Pro. anim.	647 (3,29 %)
Chasse	160 (0,81 %)
LO	145 (0,74 %)
Alliance	103 (0,52 %)
Rénovateurs	91 (0,46 %)
Gén. Europe	60 (0,30 %)
MPPT	49 (0,25 %)
IDE	31 (0,15 %)
RFL	11 (0,05 %)

**MARSEILLE 2<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 38 312; V. 14 305;  
A. 62,66 %; Ex. 13 990

FN	3 640 (26,01 %)
PS	2 798 (20,00 %)
PCF	2 500 (17,86 %)
UDF-RPR	2 472 (17,66 %)
Verts	1 098 (7,84 %)
Centre	647 (4,62 %)
Pro. anim.	180 (1,28 %)
LO	147 (1,05 %)
Chasse	141 (1,00 %)
MPPT	102 (0,72 %)
Rénovateurs	81 (0,57 %)
Gén. Europe	81 (0,57 %)
Alliance	57 (0,40 %)
IDE	25 (0,17 %)
RFL	21 (0,15 %)

**MARSEILLE 3<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 56 421; V. 24 635;  
A. 56,33 %; Ex. 24 183

UDF-RPR	6 459 (26,70 %)
FN	6 224 (25,25 %)
PS	5 461 (22,16 %)
Centre	2 546 (10,32 %)
PCF	2 344 (9,50 %)
Verts	1 627 (6,62 %)
Chasse	246 (1,01 %)
Pro. anim.	236 (0,97 %)
LO	205 (0,84 %)
Alliance	99 (0,40 %)
Rénovateurs	85 (0,35 %)
MPPT	52 (0,21 %)
Gén. Europe	56 (0,23 %)
RFL	18 (0,07 %)
IDE	16 (0,06 %)

**MARSEILLE 4<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 74 229; V. 34 910;  
A. 52,96 %; Ex. 34 556

UDF-RPR	11 532 (33,37 %)
FN	7 934 (22,95 %)
PS	6 588 (19,31 %)
Verts	3 224 (9,32 %)
Centre	2 624 (7,59 %)
PCF	2 195 (6,35 %)
Chasse	372 (1,07 %)
Pro. anim.	290 (0,83 %)
Alliance	227 (0,65 %)
LO	222 (0,64 %)
Rénovateurs	124 (0,35 %)
Gén. Europe	66 (0,19 %)
MPPT	55 (0,15 %)
IDE	34 (0,09 %)
RFL	19 (0,05 %)

**MARSEILLE 5<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 72 633; V. 31 296;  
A. 56,91 %; Ex. 30 796

UDF-RPR	7 852 (25,49 %)
FN	7 444 (24,17 %)
PS	6 120 (19,87 %)
Verts	3 134 (10,17 %)
PCF	2 819 (9,15 %)
Centre	2 046 (6,64 %)
Chasse	426 (1,38 %)
Pro. anim.	255 (0,82 %)
LO	237 (0,76 %)
Rénovateurs	131 (0,42 %)
Alliance	113 (0,36 %)
MPPT	86 (0,27 %)
Gén. Europe	66 (0,21 %)
IDE	48 (0,15 %)
RFL	19 (0,06 %)

**MARSEILLE 6<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 63 971; V. 26 718;  
A. 58,23 %; Ex. 26 279

FN	6 161 (23,44 %)
UDF-RPR	6 095 (23,19 %)
PS	5 029 (19,13 %)
Verts	3 200 (12,17 %)
Centre	2 814 (10,70 %)
PCF	1 561 (5,94 %)
Chasse	499 (1,89 %)
Pro. anim.	218 (0,82 %)
LO	187 (0,71 %)
Alliance	145 (0,55 %)
Rénovateurs	121 (0,46 %)
MPPT	100 (0,38 %)
Gén. Europe	93 (0,35 %)
IDE	34 (0,12 %)
RFL	22 (0,08 %)

**MARSEILLE 7<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 74 446; V. 27 784;  
A. 62,67 %; Ex. 27 304

FN	7 033 (25,75 %)
PS	5 231 (19,15 %)
UDF-RPR	4 825 (17,67 %)
PCF	4 669 (17,10 %)
Verts	2 470 (9,04 %)
Centre	1 244 (4,55 %)
Chasse	896 (3,28 %)
LO	251 (0,91 %)
Pro. anim.	224 (0,82 %)
MPPT	106 (0,38 %)
Gén. Europe	103 (0,37 %)
Rénovateurs	99 (0,36 %)
Alliance	85 (0,31 %)
IDE	42 (0,15 %)
RFL	26 (0,09 %)

**MARSEILLE 8<sup>e</sup> SECTEUR**  
L. 45 315; V. 16 080;  
A. 64,51 %; Ex. 15 749

PCF	4 487 (28,49 %)
FN	3 636 (23,08 %)
PS	2 803 (17,79 %)
UDF-RPR	2 093 (13,28 %)
Verts	1 149 (7,29 %)
Centre	470 (2,98 %)
Chasse	321 (2,03 %)
Rénovateurs	209 (1,32 %)
LO	163 (1,03 %)
Pro. anim.	155 (0,98 %)
MPPT	112 (0,71 %)
Gén. Europe	59 (0,37 %)
Alliance	48 (0,30 %)
IDE	26 (0,16 %)
RFL	18 (0,11 %)

**AIX-EN-PROVENCE**  
L. 72 320; V. 36 948;  
A. 48,91 %; Ex. 36 454

UDF-RPR	10 635 (29,17 %)
FN	7 734 (21,25 %)
PS	7 018 (19,25 %)
Verts	4 438 (12,17 %)
Centre	3 017 (8,27 %)
PCF	1 625 (4,45 %)
Chasse	674 (1,84 %)
Alliance	346 (0,94 %)
Pro. anim.	329 (0,90 %)
LO	235 (0,64 %)
Rénovateurs	167 (0,45 %)
MPPT	86 (0,23 %)
Gén. Europe	69 (0,18 %)
IDE	52 (0,14 %)
RFL	29 (0,07 %)

**ARLES**  
L. 32 469; V. 16 348;  
A. 49,65 %; Ex. 16 005

UDF-R
-------

ملکة امنه، الأصل

# Les élections

(Suite de la page 13.)

Verts, 1 398 (2,00) ; Réussir, 858 (1,23) ; PCF, 713 (1,02) ; Ude, 813 (0,87) ; RSE, 432 (0,61) ; PSU-CDU, 408 (0,58) ; EUE, 116 (0,16).

1988. - L. 125 241 ; V. 103 553 ; A. 17 300 ; Ex. 101 737. - Chirac, 38 087 (37,44) ; Mitterrand, 32 340 (31,78) ; Barre, 11 723 (11,52) ; Le Pen, 7 225 (7,10) ; Lajoinie, 5 778 (5,67) ; Waechter, 2 487 (2,44) ; Lagulier, 1 988 (1,93) ; Juquin, 1 850 (1,81) ; Bousset, 273 (0,26).

## AURILLIAC

L. 19 138 ; V. 9 451 ; A. 50,66 % ; Ex. 9 271

PS, 3 078 (33,20) %  
UDF-RPR, 2 900 (31,28) %  
Verts, 758 (8,17) %  
Centre, 588 (6,34) %  
FN, 567 (6,11) %  
PCF, 543 (5,85) %  
Chasse, 489 (5,27) %  
LO, 83 (0,89) %  
Alliance, 65 (0,70) %  
Prot. anim., 58 (0,62) %  
MPPT, 50 (0,53) %  
Rénovateurs, 41 (0,44) %  
IDE, 22 (0,23) %  
Gén. Europe, 19 (0,20) %  
RFL, 10 (0,10) %

## CHARENTE

La liste UDF-RPR devance la liste PS, mais de justesse : l'écart ne dépasse pas un demi point. Laurent Fabius conserve normalement la tête dans les chefs-lieux favorables à la gauche. La nouveauté réside dans le partage presque égal des voix entre cinq autres listes qui se situent dans la fourchette comprise entre 7 % et 10 %. Les « chasseurs » d'abord (9,45 %) les Verts ensuite (8,90 %), M. Simone Veil (8,04 %), M. Philippe Herzog (8,03 %), M. Jean-Marie Le Pen ferme la marche avec 7,03 %. Il y a bien sûr des nuances : les « chasseurs » font le « carton » à Segonzac (17 %) et à Jarnac (13 %) ; ils sont beaucoup moins présents dans les zones urbaines où ce sont les écologistes qui pointent le drapeau vert. La liste Waechter dépasse 10 % dans la plupart des communes de la banlieue rose d'Angoulême.

L. 252 091 ; V. 124 133 ; A. 50,75 % ; Ex. 119 785

UDF-RPR, 32 263 (26,93) %  
PS, 31 648 (26,42) %  
Chasse, 11 323 (9,45) %  
Verts, 10 662 (8,90) %  
Centre, 9 625 (8,03) %  
PCF, 9 613 (8,02) %  
FN, 8 425 (7,03) %  
LO, 1 969 (1,64) %  
Prot. anim., 1 226 (1,02) %  
MPPT, 926 (0,77) %  
Alliance, 920 (0,76) %  
Gén. Europe, 426 (0,35) %  
Rénovateurs, 339 (0,28) %  
RFL, 210 (0,17) %  
IDE, 210 (0,17) %

1984. - L. 247 721 ; V. 140 406 ; A. 43,32 % ; Ex. 134 168. - UDF-RPR, 57 473 (42,83) ; PS, 32 106 (23,92) ; PCF, 17 033 (12,59) ; FN, 8 919 (6,64) ; ERE, 4 181 (3,11) ; Verts, 3 905 (2,91) ; PCL, 1 418 (1,06) ; Ude, 1 034 (0,77) ; RSE, 887 (0,66) ; PSU-CDU, 791 (0,58) ; EUE, 349 (0,26) ; POE, 110 (0,08).

1988. - L. 252 073 ; V. 208 148 ; A. 17,42 % ; Ex. 203 288. - Mitterrand, 84 148 (41,39) ; Chirac, 39 788 (19,58) ; Barre, 31 089 (15,29) ; Le Pen, 18 081 (8,89) ; Lajoinie, 14 282 (7,02) ; Waechter, 8 547 (4,22) ; Lagulier, 4 476 (2,20) ; Juquin, 4 112 (2,02) ; Bousset, 787 (0,38).

## ANGOULÊME

L. 28 045 ; V. 13 341 ; A. 52,43 % ; Ex. 13 103

UDF-RPR, 3 921 (29,92) %  
PS, 3 811 (29,08) %  
Verts, 1 263 (9,63) %  
Centre, 1 201 (9,16) %  
FN, 1 186 (9,05) %  
PCF, 778 (5,93) %  
Chasse, 412 (3,14) %  
LO, 166 (1,25) %  
Prot. anim., 119 (0,90) %  
Alliance, 112 (0,85) %  
MPPT, 44 (0,33) %  
Gén. Europe, 31 (0,23) %  
Rénovateurs, 24 (0,18) %  
IDE, 21 (0,16) %  
RFL, 14 (0,10) %

## CHARENTE-MARITIME

Dans les deux principales villes - La Rochelle et Saintes - dont les maires sont MRG et socialistes - M. Fabius arrive en tête. Mais avec 23 % des voix contre 27 % à M. Valéry Giscard d'Estaing, il est battu à Jonzac, un canton rural qui accorde par ailleurs 12,66 % à la liste de M. Antoine Waechter et 10,75 % à la liste Chasse, pêche et tradition.

A Saint-Jean-d'Angély, où, aux dernières municipales, un socialiste a remplacé un RPR à la mairie, M. Giscard d'Estaing bat M. Fabius avec 32,61 % contre 28,73 %. A Rochefort, où la liste UDF-RPR bat également le PS, C'est dans l'un des deux cantons de Royan que M. Giscard d'Estaing atteint son record : 40,77 %. Dans ce même canton, la liste du Front national recueille 15,34 %.

L. 382 325 ; V. 183 411 ; A. 52,02 % ; Ex. 178 324

UDF-RPR, 49 173 (27,57) %  
PS, 41 926 (23,51) %  
Chasse, 20 251 (11,35) %  
Verts, 17 725 (9,93) %  
FN, 15 909 (8,92) %  
Centre, 14 206 (7,96) %  
PCF, 11 284 (6,32) %  
LO, 2 085 (1,16) %  
Prot. anim., 1 702 (0,95) %  
MPPT, 1 194 (0,66) %  
Alliance, 1 084 (0,60) %  
Gén. Europe, 625 (0,35) %  
Rénovateurs, 504 (0,28) %  
RFL, 348 (0,19) %  
IDE, 313 (0,17) %

1984. - L. 371 537 ; V. 198 336 ; A. 46,81 % ; Ex. 190 506. - UDF-RPR, 88 798 (44,58) ; PS, 42 140 (22,12) ; PCF, 18 588 (9,39) ; FN, 15 140 (7,64) ; ERE, 6 683 (3,36) ; Verts, 5 955 (3,12) ; LO, 4 435 (2,32) ; Réussir, 3 813 (2,00) ; PCL, 1 821 (0,91) ; Ude, 1 588 (0,83) ; RSE, 1 588 (0,81) ; PSU-CDU, 1 378 (0,72) ; EUE, 518 (0,27) ; POE, 15 (0,00).

1988. - L. 380 831 ; V. 306 846 ; A. 19,50 % ; Ex. 299 929. - Mitterrand, 109 272 (35,43) ; Chirac, 80 534 (26,18) ; Barre, 54 219 (18,07) ; Le Pen, 33 497 (11,18) ; Lajoinie, 17 928 (5,87) ; Waechter, 11 003 (3,58) ; Lagulier, 6 315 (2,10) ; Juquin, 5 868 (1,98) ; Bousset, 1 315 (0,43).

## LA ROCHELLE

L. 43 506 ; V. 19 720 ; A. 54,67 % ; Ex. 19 416

PS, 5 363 (27,62) %  
UDF-RPR, 5 280 (27,19) %  
Verts, 2 175 (11,20) %  
FN, 1 854 (9,54) %  
PCF, 1 762 (9,07) %  
Centre, 1 712 (8,81) %  
Chasse, 1 615 (8,16) %  
LO, 165 (0,84) %  
Prot. anim., 156 (0,80) %  
Alliance, 131 (0,67) %  
MPPT, 76 (0,39) %  
Gén. Europe, 47 (0,24) %  
Rénovateurs, 33 (0,16) %  
IDE, 24 (0,12) %  
RFL, 23 (0,11) %

## CHER

Le PCF améliore le score d'André Lajoinie de 1988. Verts et Front national maintiennent leur implantation. Vierzon, deuxième ville du département, s'affirme comme le dernier bastion du PCF, qui, par rapport aux dernières européennes, n'y perd que 0,59 point en obtenant 28,09 % des suffrages.

En revanche, dans l'autre ville communiste, Bourges, chef-lieu du département, le PCF perd plus de 3,5 points par rapport aux précédentes européennes et 1,7 point par rapport à la dernière présidentielle, avec 15,30 % contre respectivement 18,86 % et 17,06 %, et se fait dépasser par le PS.

L. 225 442 ; V. 109 733 ; A. 51,32 % ; Ex. 105 658

UDF-RPR, 30 646 (29,00) %  
PS, 22 460 (21,25) %  
PCF, 14 780 (13,98) %  
FN, 10 587 (10,02) %  
Verts, 9 339 (8,83) %  
Centre, 8 216 (7,77) %  
Chasse, 4 068 (3,85) %  
LO, 1 840 (1,74) %  
Prot. anim., 931 (0,88) %  
MPPT, 835 (0,79) %  
Alliance, 752 (0,71) %  
Rénovateurs, 420 (0,39) %  
Gén. Europe, 374 (0,35) %  
RFL, 219 (0,20) %  
IDE, 190 (0,17) %

1984. - L. 221 358 ; V. 128 875 ; A. 41,77 % ; Ex. 123 958. - UDF-RPR, 51 898 (41,88) ; PS, 22 188 (17,87) ; PCF, 14 177 (11,35) ; FN, 10 680 (8,51) ; Verts, 4 053 (3,28) ; ERE, 3 576 (2,88) ; LO, 3 245 (2,61) ; Réussir, 2 158 (1,74) ; PCL, 1 379 (1,11) ; RSE, 797 (0,64) ; Ude, 791 (0,63) ; PSU-CDU, 720 (0,58) ; EUE, 370 (0,29).

1988. - L. 225 337 ; V. 185 246 ; A. 17,79 % ; Ex. 181 212. - Mitterrand, 80 318 (33,28) ; Chirac, 33 928 (14,72) ; Barre, 30 054 (12,87) ; Le Pen, 21 363 (11,78) ; Lajoinie, 10 983 (4,87) ; Waechter, 5 873 (2,54) ; Lagulier, 4 180 (1,83) ; Juquin, 3 810 (1,67) ; Bousset, 744 (0,33).

## BOURGES

L. 46 482 ; V. 21 323 ; A. 54,12 % ; Ex. 20 795

UDF-RPR, 5 967 (28,69) %  
PS, 4 055 (19,49) %  
PCF, 3 182 (15,30) %  
FN, 2 332 (11,21) %  
Verts, 2 082 (10,01) %  
Centre, 1 891 (9,09) %  
Chasse, 831 (3,94) %  
LO, 259 (1,24) %  
Alliance, 197 (0,94) %  
Prot. anim., 156 (0,75) %  
MPPT, 100 (0,48) %  
Rénovateurs, 79 (0,37) %  
Gén. Europe, 51 (0,24) %  
RFL, 31 (0,14) %  
IDE, 30 (0,14) %

## VIERZON

L. 21 365 ; V. 9 291 ; A. 56,51 % ; Ex. 9 039

PCF, 2 539 (28,08) %  
PS, 1 865 (20,63) %  
UDF-RPR, 1 848 (20,44) %  
FN, 877 (9,70) %  
Verts, 753 (8,33) %  
Centre, 562 (6,21) %  
Chasse, 218 (2,41) %  
LO, 142 (1,57) %  
MPPT, 51 (0,56) %  
Prot. anim., 45 (0,49) %  
Rénovateurs, 44 (0,48) %

Gén. Europe, 36 (0,39) %  
Alliance, 36 (0,39) %  
IDE, 14 (0,15) %  
RFL, 9 (0,09) %

## CORREZE

Le PC, bien que réalisant avec 16,17 % des exprimés, un score inférieur à celui de 1984 avec Georges Marchais (20,89 %), reste l'arbitre du duel gauche-droite. Philippe Herzog maintient à Tulle devant Laurent Fabius l'avance traditionnelle du PC sur le PS dans cette ville. A Brive, Jean-Marie Le Pen réalise pour sa part un bon score devant Simone Veil et talonnant le communiste, Philippe Herzog.

L. 184 992 ; V. 108 270 ; A. 41,47 % ; Ex. 104 670

UDF-RPR, 35 349 (33,77) %  
PS, 23 698 (22,64) %  
Verts, 16 971 (16,16) %  
Centre, 16 779 (16,16) %  
FN, 8 896 (8,53) %  
Chasse, 5 827 (5,56) %  
LO, 5 216 (4,98) %  
Prot. anim., 1 046 (0,99) %  
MPPT, 839 (0,80) %  
Alliance, 546 (0,52) %  
Rénovateurs, 506 (0,48) %  
Gén. Europe, 486 (0,46) %  
IDE, 166 (0,15) %  
RFL, 164 (0,15) %

1984. - L. 184 787 ; V. 123 914 ; A. 32,94 % ; Ex. 118 288. - UDF-RPR, 25 086 (43,68) ; PS, 24 980 (44,22) ; PCF, 24 830 (44,22) ; FN, 5 278 (4,42) ; ERE, 2 783 (2,31) ; Verts, 2 488 (2,08) ; LO, 2 128 (1,78) ; Réussir, 1 240 (1,03) ; PCL, 1 234 (1,03) ; PSU-CDU, 835 (0,69) ; Ude, 590 (0,48) ; RSE, 512 (0,42) ; EUE, 231 (0,18) ; POE, 184 (0,15).

1988. - L. 185 099 ; V. 161 892 ; A. 12,48 % ; Ex. 158 808. - UDF-RPR, 18 171 (11,18) ; PS, 14 985 (9,24) ; PCF, 13 717 (8,45) ; FN, 10 985 (6,75) ; Lajoinie, 21 718 (13,66) ; Le Pen, 9 418 (5,82) ; Barre, 7 703 (4,84) ; Juquin, 5 038 (3,17) ; Waechter, 3 834 (2,41) ; Lagulier, 2 587 (1,60) ; Bousset, 412 (0,25).

## TULLE

L. 11 735 ; V. 6 378 ; A. 45,64 % ; Ex. 6 197

UDF-RPR, 1 933 (31,19) %  
PS, 1 424 (22,97) %  
PCF, 1 235 (19,92) %  
Verts, 512 (8,26) %  
Centre, 337 (5,43) %  
FN, 307 (5,30) %  
Chasse, 201 (3,44) %  
LO, 70 (1,12) %  
Prot. anim., 46 (0,74) %  
Rénovateurs, 32 (0,51) %  
Alliance, 30 (0,48) %  
MPPT, 23 (0,37) %  
RFL, 10 (0,16) %  
IDE, 10 (0,16) %  
Gén. Europe, 5 (0,08) %

## BRIVE-LA-GAILLARDIE

L. 32 932 ; V. 17 906 ; A. 45,62 % ; Ex. 17 380

UDF-RPR, 5 835 (33,57) %  
PS, 4 223 (24,29) %  
PCF, 1 773 (10,20) %  
FN, 1 678 (9,65) %  
Verts, 1 504 (8,65) %  
Centre, 1 125 (6,47) %  
Chasse, 525 (3,02) %  
LO, 174 (1,00) %  
Prot. anim., 163 (0,93) %  
Alliance, 131 (0,75) %  
MPPT, 88 (0,50) %  
Rénovateurs, 61 (0,35) %  
Gén. Europe, 40 (0,23) %  
RFL, 35 (0,20) %  
IDE, 25 (0,14) %

## CORSE-DU-SUD

La liste RPR-UDF sur laquelle figure l'un des vice-présidents du Parlement européen sortant, M. François Musso, arrive en tête avec 36,5 %, mais totale 6,5 points de moins qu'en 1984. La famille libérale, souvent divisée lors des précédents scrutins, ne semble pas s'être mobilisée pour assurer sa réélection.

Les nationalistes, comme en Haute-Corse, se sont mobilisés en faveur de la liste des Verts et lui assurent 16,02 % des suffrages.

A Tasso, sur les six cents électeurs inscrits, seulement deux électeurs ont voté, les autres entendant ainsi protester contre l'incarcération de leur maire, M. Jean Tomi, impliqué dans l'affaire du casino de Bandol.

Dans le reste du département, l'abstention a battu des records (moins de 39 % de votants).

L. 92 085 ; V. 35 339 ; A. 61,29 % ; Ex. 35 282

UDF-RPR, 13 122 (37,19) %  
PS, 6 019 (17,05) %  
Verts, 5 654 (16,02) %  
FN, 4 396 (12,45) %  
PCF, 3 379 (9,70) %  
Centre, 1 236 (3,50) %  
Prot. anim., 314 (0,88) %  
LO, 113 (0,32) %  
Rénovateurs, 67 (0,18) %  
MPPT, 59 (0,16) %  
Alliance, 58 (0,16) %  
Gén. Europe, 39 (0,11) %  
IDE, 29 (0,08) %  
RFL, 15 (0,04) %

1984. - L. 90 191 ; V. 46 241 ; A. 49,83 % ; Ex. 44 318. - UDF-RPR, 18 841 (42,61) ; PS, 7 788 (17,52) ;

PCF, 7 476 (16,86) ; PS, 7 472 (16,85) ; ERE, 1 471 (3,31) ; Verts, 472 (1,08) ; Réussir, 343 (0,77) ; LO, 194 (0,43) ; PSU-CDU, 98 (0,22) ; PCL, 71 (0,16) ; Ude, 71 (0,16) ; RSE, 48 (0,10) ; EUE, 38 (0,08) ; POE, 17 (0,03).

## AJACIO

L. 25 979 ; V. 9 326 ; A. 64,10 % ; Ex. 9 221

UDF-RPR, 3 803 (41,24) %  
PS, 1 465 (15,59) %  
FN, 1 376 (14,92) %  
Verts, 1 117 (12,11) %  
PCF, 795 (8,62) %  
Centre, 340 (3,68) %  
Prot. anim., 103 (1,11) %  
Chasse, 63 (0,68) %  
LO, 46 (0,49) %  
Rénovateurs, 30 (0,32) %  
MPPT, 28 (0,30) %  
Gén. Europe, 26 (0,28) %  
IDE, 17 (0,18) %  
RFL, 4 (0,04) %

## HAUTE-CORSE

La surprise vient de Bastia, ville d'union de la gauche (dont l'élection municipale a été invalidée vendredi 16 juin par le tribunal administratif) et où la droite arrive en tête avec 35,96 % des suffrages. Le PCF s'y assure le meilleur résultat de la gauche avec 20,8 % devant la liste de M. Fabius (18,20 %). Un résultat qui traduit le peu de mobilisation du MRG, qui est ici dominant dans la gauche non communiste et qui avait pourtant assuré l'élection municipale de son député Emile Zuccarelli des le premier tour du 12 mars avec 50,79 %. En Haute-Corse comme en Corse-du-Sud, les nationalistes ont permis aux Verts d'améliorer leur score de 2,6 % en moyenne à la présidentielle de 1988 à 15,05 % aux européennes : leur leader, le docteur Max Simeoni figure en troisième position sur la liste de M. Waechter.

Un incident à noter à Bastia : les deux registres d'émargement d'un bureau de vote ont été saisis sur ordre du procureur de la République après la plainte des associations nationalistes qui ont accusé des fraudeurs commises par les associations communistes de ce bureau.

Comme en Corse-du-Sud, à peine plus de 38 % des électeurs se sont déplacés.

L. 114 679 ; V. 43 993 ; A. 61,63 % ; Ex. 43 450

UDF-RPR, 15 628 (35,96) %  
PS, 9 310 (21,42) %  
Verts, 6 543 (15,05) %  
PCF, 4 718 (10,85) %  
FN, 4 201 (9,66) %  
Centre, 945 (2,17) %  
Rénovateurs, 715 (1,64) %  
Chasse, 685 (1,57) %  
Prot. anim., 395 (0,90) %  
LO, 141 (0,32) %  
MPPT, 63 (0,14) %  
IDE, 59 (0,13) %  
Gén. Europe, 30 (0,06) %  
RFL, 17 (0,03) %

1984. - L. 113 894 ; V. 58 628 ; A. 48,43 % ; Ex. 57 873. - UDF-RPR, 24 885 (43,18) ; PS, 17 171 (29,32) ; PCF, 8 548 (14,84) ; PS, 7 783 (13,53) ; FN, 5 879 (10,04) ; Verts, 570 (0,98) ; RSE, 257 (0,44) ; Ude, 205 (0,36) ; PCL, 188 (0,32) ; PSU-CDU, 133 (0,23) ; EUE, 124 (0,21) ; RSE, 124 (0,21) ; POE, 23 (0,04).

1988. - L. 114 651 ; V. 78 494 ; A. 33,22 % ; Ex. 75 255. - Mitterrand, 32 461 (31,77) ; Chirac, 22 868 (20,38) ; Barre, 9 065 (12,04) ; Le Pen, 9 040 (12,01) ; Lajoinie, 5 914 (7,88) ; Waechter, 2 323 (2,88) ; Lagulier, 1 980 (2,63) ; Juquin, 457 (0,68) ; Bousset, 107 (0,14).

## BASTIA

L. 20 179 ; V. 5 758 ; A. 71,46 % ; Ex. 5 670

UDF-RPR, 1 406 (24,79) %  
PS, 1 182 (20,84) %  
FN, 1 030 (18,16) %  
Verts, 828 (14,60) %  
PCF, 692 (12,20) %  
Centre, 167 (2,94) %  
Rénovateurs, 147 (2,59) %  
Chasse, 86 (1,51) %  
LO, 66 (1,16) %  
Prot. anim., 22 (0,38) %  
MPPT, 20 (0,35) %  
Gén. Europe, 14 (0,24) %  
RFL, 5 (0,08) %  
IDE, 5 (0,08) %

## COTE-D'OR

Avec 24 % des suffrages exprimés, le PS gagne 2 points par rapport à 1984. Le total des voix de gauche (29,2 % contre 27 %) progresse légèrement malgré un tassement du PCF. Placé en dixième position sur la liste de M. Laurent Fabius, le MRG Jean-François Hory, ancien député de Mayotte, siégera au Parlement européen.

La droite, pour sa part, recule légèrement. Les listes de M. Giscard et de M. Veil obtiennent 42,13 % des suffrages exprimés contre 44,44 % pour la liste unique UDF-RPR en 1984. Ce recul profite essentiellement au FN, qui obtient

11 % des voix et sans doute aussi, mais dans une moindre mesure, aux Verts, qui passent de 3,5 % à 11,46 %.

Dans un département très giboyeux, la liste des chasseurs obtient 3,54 % alors qu'elle n'était pas officiellement soutenue par la fédération locale. A Dijon, où le maire Robert Foujasse fut le premier des ministres de l'environnement, les Verts, pourtant peu présents, font une belle percée avec 11,45 % des suffrages. Par rapport au dernier scrutin municipal, ils montent à la fois sur l'électorat de gauche et sur celui de droite.

L. 314 020 ; V. 150 664 ; A. 52,02 % ; Ex. 140 790

UDF-RPR, 45 283 (30,84) %  
PS, 36 502 (24,86) %  
Verts, 16 821 (11,45) %  
FN, 13 817 (9,41) %  
Centre, 6 375 (4,34) %  
Chasse, 3 764 (2,56) %  
LO, 1 961 (1,33) %  
Alliance, 1 640 (1,11) %  
Prot. anim., 1 362 (0,92) %  
MPPT, 977 (0,66) %  
Rénovateurs, 544 (0,37) %  
Gén. Europe, 356 (0,24) %  
IDE, 307 (0,20) %  
RFL, 270 (0,18) %

1984. - L. 303 002 ; V. 169 080 ; A. 44,24 % ; Ex. 164 033. - UDF-RPR, 72 900 (44,44) ; PS, 36 244 (22,09) ; FN, 19 207 (11,70) ; PCF, 10 551 (6,43) ; Réussir, 6 212 (3,78) ; ERE, 5 941 (3,52) ; Verts, 5 173 (3,18) ; PCL, 2 945 (1,73) ; PCL, 1 447 (0,88) ; PSU-CDU, 1 258 (0,78) ; RSE, 1 341 (0,85) ; Ude, 845 (0,51) ; EUE, 501 (0,30).

1988. - L. 312 782 ; V. 254 901 ; A. 18,49 % ; Ex. 260 238. - Mitterrand, 88 489 (35,78) ; Chirac, 56 178 (22,94) ; Barre, 40 075 (16,01) ; Le Pen, 24 833 (10,13) ; Waechter, 10 244 (4,08) ; Lajoinie, 9 868 (3,94) ; Lagulier, 4 733 (1,88) ; Juquin, 4 806 (1,84) ; Bousset, 1 238 (0,48).

## DIJON

L. 74 637 ; V. 35 279 ; A. 52,73 % ; Ex. 34 670

UDF-RPR, 11 141 (32,13) %  
PS, 8 518 (24,56) %  
FN, 4 272 (12,32) %  
Verts, 3 973 (11,45) %  
Centre, 3 467 (10,00) %  
PCF, 1 464 (4,22) %  
Alliance, 399 (1,13) %  
LO, 354 (1,02) %  
Prot. anim., 312 (0,92) %  
Chasse, 181 (0,52) %  
MPPT, 139 (0,40) %  
Rénovateurs, 58 (0,15) %  
Gén. Europe, 51 (0,14) %  
RFL, 42 (0,12) %

## COTES-DU-NORD

Même dans un département où la participation est généralement élevée, la moyenne nationale n'a été dépassée que de 3,5 points. C'est apparemment le PS qui aura souffert le plus de cet abstentionnisme : M. Fabius, avec 25,



87 644 (34,84) ; Chirac, 59 791 (23,76) ; Barre, 30 419 (12,09) ; Lajoinie, 28 629 (11,34) ; Le Pen, 24 682 (9,81) ; Waechter, 8 087 (3,21) ; Juguin, 6 978 (2,77) ; Lagulier, 4 581 (1,82) ; Bousnel, 843 (0,33).

PERIGUEUX

L. 20 962 ; V. 10 850 ; A. 48,23 % ; Ex. 10 565	
UDF-RPR	3 575 (33,83 %)
PS	2 440 (23,09 %)
PCF	1 020 (9,65 %)
Verts	1 013 (9,58 %)
FN	984 (9,31 %)
Centre	730 (6,90 %)
Chasse	418 (3,95 %)
Prot. anim.	129 (1,22 %)
LO	92 (0,87 %)
MPPT	43 (0,40 %)
Rénovateurs	43 (0,40 %)
Alliance	42 (0,39 %)
RFL	14 (0,13 %)
IDE	12 (0,11 %)
Gén. Europe	10 (0,09 %)

DOUBS

En totalisant 40 % des suffrages, les deux listes de l'UDF-RPR et du centre n'atteignent pas le score obtenu en 1984 par la liste unique menée par M<sup>me</sup> Simone Veil (45,4 %) mais dépassent de 3 points le résultat global réalisé en 1984 par MM. Chirac et Barre, au premier tour de l'élection présidentielle.

Le PS améliore son score de 1984 (+ 3,38 %) mais ne retrouve pas, il s'en faut, les voix qui s'étaient portées sur M. Mitterrand en 1988 (- 9 points). A Besançon, le PS marque même un net recul par rapport aux dernières élections municipales lors desquelles il s'était placé au tête aux deux tours.

Le Front national perd un peu de son influence tout en restant au-dessus des 10 %. Les Verts confirment leur poussée avec plus de 12 % des voix contre 4,9 % lors de l'élection présidentielle.

L. 308 865 ; V. 156 917 ; A. 49,19 % ; Ex. 152 390

UDF-RPR	48 213 (31,63 %)
PS	39 766 (26,09 %)
Verts	18 552 (12,17 %)
FN	15 385 (10,09 %)
Centre	12 729 (8,35 %)
PCF	5 317 (3,48 %)
Chasse	4 565 (2,99 %)
LO	2 564 (1,68 %)
Prot. anim.	1 411 (0,92 %)
Alliance	1 334 (0,87 %)
Rénovateurs	827 (0,54 %)
MPPT	810 (0,53 %)
Gén. Europe	381 (0,25 %)
RFL	270 (0,17 %)
IDE	266 (0,17 %)

1984. - L. 299 047 ; V. 169 884 ; A. 43,19 % ; Ex. 164 608. - UDF-RPR, 74 772 (46,42) ; PS, 36 584 (22,21) ; FN, 21 322 (12,96) ; PCF, 9 980 (6,08) ; V. 8 781 (5,10) ; ERE, 4 982 (3,02) ; LO, 2 862 (1,71) ; Rénov., 2 809 (1,70) ; PSU-CDU, 1 370 (0,83) ; PCL, 1 036 (0,62) ; I. 84, 882 (0,51) ; Uda, 738 (0,44) ; EUE, 431 (0,26).

1988. - L. 308 829 ; V. 256 616 ; A. 16,69 % ; Ex. 250 444. - Mitterrand, 87 532 (34,56) ; Chirac, 63 888 (25,11) ; Barre, 39 135 (15,62) ; Le Pen, 36 109 (14,41) ; Waechter, 12 243 (4,88) ; Lajoinie, 8 831 (3,44) ; Lagulier, 6 439 (2,57) ; Juguin, 6 414 (2,51) ; Bousnel, 1 068 (0,42).

BESANCON

L. 58 809 ; V. 29 651 ; A. 49,38 % ; Ex. 29 041	
UDF-RPR	8 226 (28,32 %)
PS	7 876 (27,07 %)
Verts	3 881 (13,36 %)
FN	3 652 (12,57 %)
Centre	2 659 (9,15 %)
PCF	989 (3,40 %)
LO	381 (1,31 %)
Chasse	365 (1,25 %)
Alliance	331 (1,13 %)
Prot. anim.	244 (0,84 %)
Rénovateurs	198 (0,68 %)
MPPT	115 (0,39 %)
Gén. Europe	54 (0,18 %)
RFL	35 (0,12 %)
IDE	35 (0,12 %)

MONTBELLARD

L. 15 672 ; V. 7 635 ; A. 51,15 % ; Ex. 7 494	
UDF-RPR	2 277 (30,38 %)
PS	2 029 (27,07 %)
FN	842 (11,23 %)
Verts	837 (11,16 %)
Centre	648 (8,64 %)
PCF	311 (4,14 %)
LO	202 (2,69 %)
Chasse	92 (1,22 %)
Prot. anim.	79 (1,05 %)
Alliance	49 (0,65 %)
Rénovateurs	43 (0,57 %)
MPPT	16 (0,21 %)
IDE	12 (0,16 %)
Gén. Europe	12 (0,16 %)

DROME

Même s'il réalise un score inférieur à celui obtenu au niveau national, M. Giscard d'Estaing arrive en tête du scrutin dans le seul département de gauche de la région Rhône-Alpes. L'ancien président de la République devance même M. Fabius dans les deux grandes villes socialistes (Valence et Romans).

Le Front national maintient une forte présence dans les villes de Valence, Romans et Montbéliard

(15 %) et réalise des performances dans plusieurs villes du Sud (Pierrelatte et Donzère, 20 %).

Avec près de seize mille voix (11,90), les Verts, incriminés aux dernières municipales, font irruption dans la vie politique : la liste d'Antoine Waechter atteint le barre des 10 % dans les principales villes ; et réalise des scores spectaculaires en zone rurale : dans de nombreux villages elle dépasse le quart des suffrages exprimés. Dans ces mêmes communes, souvent, les Verts rivalisent avec la liste Chasse, pêche, tradition.

L. 276 337 ; V. 137 382 ; A. 50,28 % ; Ex. 133 814

UDF-RPR	34 642 (25,88 %)
PS	32 335 (24,16 %)
Verts	15 929 (11,90 %)
FN	15 752 (11,77 %)
Centre	10 759 (7,90 %)
PCF	9 638 (7,20 %)
Chasse	8 071 (6,03 %)
Alliance	1 535 (1,14 %)
LO	1 524 (1,13 %)
Prot. anim.	1 219 (0,91 %)
Rénovateurs	858 (0,64 %)
MPPT	750 (0,56 %)
Gén. Europe	335 (0,25 %)
IDE	237 (0,17 %)
RFL	230 (0,17 %)

1984. - L. 283 279 ; V. 180 718 ; A. 42,76 % ; Ex. 145 616. - UDF-RPR, 80 229 (44,38) ; PS, 34 191 (23,49) ; FN, 15 416 (11,28) ; PCF, 15 148 (10,41) ; V. 6 078 (3,98) ; ERE, 4 886 (3,34) ; LO, 2 491 (1,71) ; Rénov., 2 377 (1,63) ; PSU-CDU, 1 221 (0,83) ; PCL, 1 189 (0,81) ; Uda, 1 013 (0,69) ; I. 84, 828 (0,56) ; EUE, 470 (0,32) ; POE, 3 603.

1988. - L. 274 638 ; V. 225 782 ; A. 17,86 % ; Ex. 221 198. - Mitterrand, 88 913 (31,60) ; Chirac, 40 589 (18,34) ; Barre, 37 840 (17,10) ; Le Pen, 36 628 (16,58) ; Lajoinie, 14 120 (5,38) ; Waechter, 10 130 (4,57) ; Juguin, 6 547 (2,56) ; Lagulier, 4 282 (1,94) ; Bousnel, 847 (0,38).

VALENCE

L. 37 665 ; V. 17 448 ; A. 53,67 % ; Ex. 17 038	
UDF-RPR	4 827 (28,29 %)
PS	4 379 (25,67 %)
FN	2 584 (15,20 %)
Verts	1 887 (11,06 %)
Centre	1 383 (8,10 %)
PCF	1 014 (5,94 %)
Chasse	255 (1,49 %)
Alliance	238 (1,39 %)
LO	161 (0,94 %)
Prot. anim.	110 (0,64 %)
Rénovateurs	90 (0,52 %)
MPPT	50 (0,29 %)
Gén. Europe	34 (0,19 %)
RFL	20 (0,11 %)
IDE	16 (0,09 %)

ROMANS-SUR-ISERE

L. 19 708 ; V. 8 862 ; A. 55,03 % ; Ex. 8 671	
UDF-RPR	2 220 (25,60 %)
PS	2 169 (25,01 %)
FN	1 311 (15,11 %)
Verts	991 (11,42 %)
Centre	681 (7,85 %)
PCF	606 (6,98 %)
Chasse	292 (3,36 %)
LO	101 (1,16 %)
Prot. anim.	92 (1,06 %)
Alliance	82 (0,94 %)
Rénovateurs	50 (0,57 %)
MPPT	41 (0,47 %)
Gén. Europe	14 (0,16 %)
IDE	11 (0,12 %)
RFL	10 (0,11 %)

EURE

Les Verts dépassent les 10 % et gagnent, par rapport à 1984, plus de 10 000 suffrages dans un département qui ne leur avait pas réservé un très bon accueil il y a cinq ans (3,55 % des suffrages exprimés).

Non seulement M. Le Pen n'est pas épargné par l'abstention (18 764 voix contre 38 288 voix lors du premier tour de l'élection présidentielle), mais sa position s'affaiblit : 11,63 % des voix contre 14,04 % en avril 1988. Il est vrai que la référence de 1984 (10,35 %) révèle aussi la persistance de son fonds électoral.

La droite unie de 1984 faisait mieux (44,05 %) qu'aujourd'hui les listes de M. Giscard d'Estaing (30,03 %) et de M<sup>me</sup> Veil (7,87 %), dont le capital électoral total (37,90 %) s'est toutefois accru depuis l'élection présidentielle (36,02 %) pour MM. Barre et Chirac en avril 1988.

L. 337 386 ; V. 166 914 ; A. 50,52 % ; Ex. 161 403

UDF-RPR	48 464 (30,02 %)
PS	39 629 (24,55 %)
FN	18 764 (11,63 %)
Verts	16 716 (10,35 %)
Centre	12 707 (7,87 %)
PCF	10 013 (6,20 %)
Chasse	6 440 (3,98 %)
LO	2 816 (1,74 %)
Prot. anim.	1 829 (1,13 %)
MPPT	1 215 (0,75 %)
Alliance	947 (0,58 %)
Gén. Europe	670 (0,41 %)
Rénovateurs	576 (0,35 %)
RFL	342 (0,21 %)
IDE	277 (0,17 %)

1984. - L. 318 633 ; V. 186 833 ; A. 41,38 % ; Ex. 178 105. - UDF-RPR, 78 901 (44,05) ; PS, 38 242 (20,23) ; FN, 18 546 (10,36) ; PCF, 15 869 (8,85) ; ERE, 6 904 (3,86) ; V. 6 367 (3,58) ; LO, 5 043 (2,81) ; Rénov., 4 287

(2,38) ; PCL, 2 128 (1,18) ; I. 84, 1 570 (0,87) ; Uda, 1 427 (0,78) ; PSU-CDU, 1 386 (0,77) ; EUE, 467 (0,26).

1988. - L. 338 348 ; V. 279 189 ; A. 17,00 % ; Ex. 272 876. - Mitterrand, 89 559 (36,51) ; Chirac, 53 837 (19,57) ; Barre, 44 589 (16,36) ; Le Pen, 38 288 (14,04) ; Lajoinie, 15 611 (5,72) ; Waechter, 9 384 (3,44) ; Lagulier, 6 589 (2,18) ; Juguin, 4 458 (1,63) ; Bousnel, 1 191 (0,43).

EVREUX

L. 25 190 ; V. 11 761 ; A. 53,31 % ; Ex. 11 532	
UDF-RPR	3 222 (27,93 %)
PS	2 753 (23,87 %)
Verts	1 417 (12,28 %)
FN	1 231 (10,67 %)
Centre	1 128 (9,78 %)
PCF	1 094 (9,48 %)
Chasse	191 (1,65 %)
LO	134 (1,16 %)
Prot. anim.	103 (0,89 %)
Alliance	80 (0,69 %)
MPPT	66 (0,57 %)
Rénovateurs	38 (0,32 %)
Gén. Europe	31 (0,26 %)
IDE	24 (0,20 %)
RFL	20 (0,17 %)

EURE-ET-LOIR

La droite devance la gauche de plus de 8,5 points. Néanmoins, si elle est en progrès par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, elle ne retrouve pas son score du scrutin européen de 1984 (45,62 %).

A gauche, M. Laurent Fabius améliore certes de près de 3 points le score de M. Lionel Jospin en 1984 mais on est loin des résultats réalisés par les socialistes aux élections présidentielle et législatives de 1988. Quant au PC, il s'affaiblit avec 5,01 %.

Avec 12,99 %, M. Jean-Marie Le Pen retrouve à peu près son score de 1984 mais perd plus de 2 points par rapport à l'élection présidentielle de 1988. A Dreux-Ville, le Front national se maintient au plus haut niveau (21,65 %), score comparable à celui des municipales. Les Verts, jusqu'alors presque inexistant en Eure-et-Loir, font leur apparition avec près de 9 % des suffrages.

L. 258 139 ; V. 128 162 ; A. 50,35 % ; Ex. 123 915

UDF-RPR	39 554 (31,92 %)
PS	29 733 (23,99 %)
FN	16 025 (12,98 %)
Verts	11 143 (8,99 %)
Centre	10 530 (8,49 %)
PCF	6 206 (5,00 %)
Chasse	3 753 (3,02 %)
LO	2 094 (1,68 %)
Prot. anim.	1 653 (1,33 %)
MPPT	947 (0,76 %)
Alliance	805 (0,64 %)
Rénovateurs	471 (0,38 %)
Gén. Europe	455 (0,36 %)
RFL	278 (0,22 %)
IDE	198 (0,15 %)

1984. - L. 244 380 ; V. 144 864 ; A. 40,80 % ; Ex. 138 645. - UDF-RPR, 89 782 (45,11) ; PS, 29 128 (12,00) ; FN, 16 685 (12,03) ; PCF, 10 606 (7,84) ; ERE, 6 176 (3,73) ; V. 6 884 (3,37) ; LO, 3 768 (2,71) ; Rénov., 3 470 (2,50) ; PCL, 1 764 (1,25) ; Uda, 1 130 (0,81) ; I. 84, 1 106 (0,78) ; PSU-CDU, 910 (0,68) ; EUE, 454 (0,32) ; POE, 2 000.

1988. - L. 258 470 ; V. 213 811 ; A. 16,63 % ; Ex. 209 405. - Mitterrand, 84 834 (35,73) ; Chirac, 40 427 (19,30) ; Barre, 38 979 (17,81) ; Le Pen, 32 245 (15,39) ; Lajoinie, 9 506 (4,53) ;

Waechter, 7 078 (3,38) ; Lagulier, 4 189 (2,00) ; Juguin, 3 307 (1,57) ; Bousnel, 940 (0,44).

CHARTRES

L. 21 686 ; V. 10 547 ; A. 51,36 % ; Ex. 10 313	
UDF-RPR	3 287 (31,87 %)
PS	2 763 (26,79 %)
FN	1 135 (11,00 %)
Verts	1 097 (10,63 %)
Centre	975 (9,43 %)
PCF	468 (4,53 %)
LO	133 (1,28 %)
Chasse	117 (1,13 %)
Prot. anim.	104 (1,00 %)
Alliance	77 (0,74 %)
Rénovateurs	72 (0,50 %)
MPPT	47 (0,45 %)
Gén. Europe	28 (0,27 %)
RFL	17 (0,16 %)
IDE	13 (0,12 %)

DREUX

L. 15 810 ; V. 6 682 ; A. 57,73 % ; Ex. 6 560	
UDF-RPR	1 775 (27,05 %)
PS	1 497 (22,82 %)
FN	1 420 (21,64 %)
Verts	612 (9,32 %)
Centre	535 (8,15 %)
PCF	342 (5,21 %)
Chasse	97 (1,47 %)
LO	94 (1,43 %)
Prot. anim.	70 (1,06 %)
Alliance	40 (0,60 %)
Gén. Europe	24 (0,36 %)
Rénovateurs	17 (0,25 %)
Alliance	15 (0,22 %)
RFL	11 (0,16 %)
IDE	11 (0,16 %)

FINISTERE

Arrivée en troisième position (derrière la liste UDF-RPR et celle du PS), la liste Waechter (Verts) a créé la surprise en totalisant 12 % des voix (en augmentation de plus de 7 points sur le premier tour de la présidentielle de 1988). En revanche, la liste Fabius recule de près de 9 points par rapport à ce même scrutin. Deux députés européens étaient originaires de ce département : M<sup>me</sup> Sylvie Mayer (PCF) retrouvera son siège, elle était quatrième sur la liste Harzog ; en revanche, M. Guy Guernier (RPR) devrait avoir plus de difficultés (malgré le bon score national de la liste Giscard) : avec sa 34<sup>e</sup> position sur cette liste, il ne peut compter que sur les démissions de ceux et celles qui le précèdent.

L. 615 196 ; V. 303 959 ; A. 50,59 % ; Ex. 298 468

UDF-RPR	95 482 (31,99 %)
PS	79 267 (26,55 %)
Verts	35 811 (11,99 %)
Centre	30 188 (10,11 %)
FN	24 051 (8,05 %)
PCF	15 623 (5,23 %)
LO	4 290 (1,43 %)
Chasse	2 288 (0,75 %)
Prot. anim.	2 066 (0,69 %)
MPPT	1 579 (0,52 %)
Alliance	1 523 (0,51 %)
Gén. Europe	1 048 (0,35 %)
IDE	644 (0,21 %)
RFL	542 (0,18 %)

1984. - L. 603 819 ; V. 340 814 ; A. 43,54 % ; Ex. 333 387. - UDF-RPR, 162 888 (48,89) ; PS, 77 801 (23,33) ; PCF, 27 973 (8,39) ; FN, 22 193 (6,85) ; V. 10 776 (3,23) ; ERE, 9 185 (2,78) ; LO, 6 125 (1,83) ; Rénov., 6 002 (1,80) ; PSU-CDU, 2 510 (0,78) ; PCL, 1 800

2 508 (0,78) ; Uda, 2 282 (0,68) ; I. 84, 1 807 (0,54) ; EUE, 1 217 (0,38) ; POE, 910 (0,27).

QUIMPER

L. 38 021 ; V. 19 779 ; A. 47,97 % ; Ex. 19 511	
PS	5 882 (30,14 %)
UDF-RPR	5 349 (27,41 %)
Verts	2 631 (13,48 %)
Centre	2 063 (10,57 %)
FN	1 502 (7,69 %)
PCF	1 057 (5,41 %)
LO	256 (1,31 %)
Prot. anim.	163 (0,83 %)
Chasse	153 (0,79 %)
Alliance	129 (0,66 %)
Rénovateurs	121 (0,62 %)
MPPT	81 (0,41 %)
Gén. Europe	65 (0,33 %)
IDE	32 (0,16 %)
RFL	25 (0,12 %)

BREST

L. 91 889 ; V. 42 161 ; A. 54,11 % ; Ex. 41 645	
PS	13 198 (31,69 %)

## Les élections

(Suite de la page 15.)

servie sans pour autant expliquer totalement un important recul, qui profite en priorité au Front national (+ 2 points par rapport à 1984) et aux Verts, qui gagnent près de 9 points.

Cette double progression — importante pour le Front national et spectaculaire pour les Verts — montre à quel point ce département demeure atypique. Une partie de l'électorat de M. Giscard d'Estaing s'est, en effet, semble-t-il, reportée sur la liste de M. Waechter.

A gauche, la liste de M. Fabius ne progresse pas. Elle concède même près de 3 points par rapport au total des listes PS-MRGS de 1984 et près de 10 points par rapport au score obtenu par M. Mitterrand au premier tour de la présidentielle de 1988. En recul également, le PC (— 3 points).

A Toulouse, le résultat de la liste RPR-UDF est un peu meilleur que sur l'ensemble de la Haute-Garonne (presque 3 points de plus). Mais l'engagement du député et maire, M. Dominique Baudis, aux côtés de M. Veil, a guère pesé sur le choix des électeurs. La liste centriste dépasse ici tout juste les 10 %. M. Fabius fait moins bien que M. Jacques Levy, qui, aux municipales de mars, parvenait à dépasser les 30 %, à la tête, il est vrai, d'une liste d'union PS-PCF et renouvelateurs. En tout état de cause, M. Fabius demeure très en-deçà — 10 points du résultat obtenu en mai 1988 à Toulouse par M. Mitterrand.

L. 590 484 ; V. 310 514 ;  
A. 47,41 % ; Ex. 301 741

PS	92 227 (30,56 %)
UDF-RPR	65 777 (21,79 %)
FN	34 160 (11,32 %)
Verts	34 140 (11,31 %)
Centre	25 997 (8,61 %)
PCF	21 518 (7,13 %)
Chasse	12 798 (4,24 %)
LO	4 029 (1,33 %)
Prot. anim.	3 404 (1,12 %)
Rénoventeurs	2 197 (0,72 %)
MPPT	1 696 (0,56 %)
Alliance	1 677 (0,55 %)
Gén. Europe	927 (0,30 %)
RFL	613 (0,20 %)
IDF	581 (0,19 %)

1984. - L. 638 168 ; V. 314 056 ; A. 41,76 % ; Ex. 303 181. - UDF-RPR, 115 382 (38,06 %) ; PS, 89 862 (28,57 %) ; PCF, 31 943 (10,63 %) ; FN, 29 013 (9,50 %) ; ERE, 9 746 (3,11 %) ; Verts, 8 824 (2,84 %) ; LO, 5 556 (1,81 %) ; Rénoventeurs, 3 783 (1,24 %) ; PSU-CDU, 2 650 (0,87 %) ; PCE, 2 080 (0,67 %) ; ERE, 1 656 (0,54 %) ; UDR, 1 586 (0,51 %) ; EUE, 1 347 (0,44 %) ; POE, 410 (0,13 %).

1988. - L. 587 675 ; V. 478 938 ; A. 48,48 % ; Ex. 304 504. - Mitterrand, 189 847 (40,34 %) ; Chirac, 78 988 (16,78 %) ; Barre, 69 344 (14,73 %) ; Le Pen, 61 877 (13,18 %) ; Lajoinie, 27 778 (5,80 %) ; Waechter, 17 430 (3,70 %) ; Juquin, 14 254 (3,02 %) ; Laguerre, 9 442 (2,00 %) ; Bousset, 1 838 (0,39 %).

## TOULOUSE

L. 198 574 ; V. 94 485 ;  
A. 52,41 % ; Ex. 92 335

PS	24 583 (26,56 %)
UDF-RPR	22 767 (24,60 %)
FN	12 531 (13,54 %)
Verts	10 407 (11,24 %)
Centre	9 789 (10,57 %)
PCF	6 399 (6,91 %)
Chasse	6 667 (7,18 %)
LO	1 022 (1,10 %)
Prot. anim.	926 (1,00 %)
Rénoventeurs	840 (0,90 %)
Alliance	641 (0,69 %)
MPPT	348 (0,37 %)
RFL	226 (0,24 %)
Gén. Europe	223 (0,24 %)
IDF	166 (0,17 %)

## GERS

Le Gers, traditionnellement civique, s'est moins bien mobilisé qu'en 1984 pour les mêmes échéances (54,5 % contre 60,06 %). Traditionnellement à gauche, le département a placé en tête M. Laurent Fabius (28,53 %), qui, néanmoins, fait 1 point de moins que M. Lionel Jospin.

La surprise vient du score élevé de la liste Chasse, qui frôle la barre des 10 % dans le département, avec des poussées en Armagnac qui lui valent dans certains endroits la deuxième place. Les palomayres (chasseurs de palombes) ont ainsi manifesté leur mécontentement devant l'obstination de la CEE à ne pas prendre en compte leurs traditions. Paradoxe : ils font mieux que les écologistes qui pourtant, eux aussi, enregistrent une forte poussée (19,44 %). M. Jean-Marie Le Pen réalise 7,90 %, soit un pourcentage équivalent à celui de 1984, mais inférieur de 3 points à celui de la présidentielle de 1988.

L. 138 357 ; V. 75 470 ;  
A. 45,45 % ; Ex. 72 939

PS	20 808 (28,52 %)
UDF-RPR	18 742 (25,69 %)
Chasse	7 231 (9,91 %)
Verts	6 883 (9,43 %)
FN	5 764 (7,90 %)
Centre	5 165 (7,08 %)
PCF	4 636 (6,35 %)
LO	938 (1,28 %)
Prot. anim.	817 (1,12 %)
MPPT	476 (0,65 %)

Rénoventeurs	467 (0,64 %)
Alliance	442 (0,60 %)
Gén. Europe	287 (0,39 %)
IDF	145 (0,19 %)
RFL	140 (0,19 %)

1984. - L. 138 040 ; V. 82 707 ; A. 38,20 % ; Ex. 78 065. - UDF-RPR, 30 832 (36,98 %) ; PS, 23 346 (28,62 %) ; PCF, 7 802 (9,55 %) ; FN, 6 188 (7,53 %) ; ERE, 2 824 (3,41 %) ; Verts, 2 082 (2,53 %) ; LO, 1 954 (2,37 %) ; Rénoventeurs, 1 240 (1,50 %) ; PSU-CDU, 750 (0,91 %) ; PCE, 720 (0,87 %) ; EUE, 541 (0,66 %) ; EUE, 182 (0,22 %).

1988. - L. 137 958 ; V. 113 734 ; A. 17,55 % ; Ex. 111 208. - Mitterrand, 44 851 (40,15 %) ; Chirac, 22 571 (20,28 %) ; Barre, 18 073 (16,48 %) ; Le Pen, 11 882 (10,68 %) ; Lajoinie, 8 514 (7,84 %) ; Waechter, 4 195 (3,77 %) ; Juquin, 2 684 (2,41 %) ; Laguerre, 2 178 (1,98 %) ; Bousset, 364 (0,32 %).

## AUCH

L. 14 695 ; V. 7 762 ;  
A. 47,17 % ; Ex. 7 540

PS	2 280 (30,23 %)
UDF-RPR	1 851 (24,54 %)
FN	769 (10,19 %)
Verts	760 (10,07 %)
Centre	670 (8,88 %)
PCF	469 (6,22 %)
Chasse	385 (5,10 %)
LO	90 (1,19 %)
Prot. anim.	60 (0,79 %)
Alliance	60 (0,79 %)
Rénoventeurs	42 (0,56 %)
MPPT	22 (0,29 %)
Gén. Europe	18 (0,23 %)
RFL	11 (0,14 %)

## GIRONDE

La défense de la chasse et de la pêche fait recette en Gironde, premier département français pour le nombre de chasseurs : 14,45 % des électeurs se sont en effet prononcés en faveur de la liste conduite par M. Goustat, qui arrive en troisième position. Elle devance largement la liste des Verts, créditée de 8,25 % des voix, dont les représentants viennent, une fois encore, de s'accrocher à la présidence de la chasse traditionnelle (notamment à la tourterelle). La Gironde se distingue également par l'arrivée, en première position, de la liste socialiste, qui obtient 25,71 % des suffrages contre 23,27 % à celle de l'Union UDF-RPR. Ce rapport de forces se trouve confirmé dans les principales villes et notamment à Mérignac où la liste Fabius rassemble 31,08 % des voix. Une exception notable : à Bordeaux, la liste conduite par M. Giscard d'Estaing recueille 31,65 % des suffrages contre 22,89 % à celle du PS.

L. 779 958 ; V. 392 343 ;  
A. 49,69 % ; Ex. 384 097

PS	98 779 (25,71 %)
UDF-RPR	89 410 (23,27 %)
FN	55 860 (14,54 %)
Verts	38 480 (10,01 %)
Centre	31 711 (8,25 %)
PCF	25 787 (6,71 %)
LO	5 034 (1,31 %)
Prot. anim.	3 827 (0,99 %)
Alliance	2 270 (0,59 %)
Rénoventeurs	1 784 (0,46 %)
Gén. Europe	1 505 (0,39 %)
IDF	1 063 (0,27 %)
RFL	563 (0,14 %)

1984. - L. 742 463 ; V. 407 009 ; A. 48,18 % ; Ex. 394 180. - UDF-RPR, 185 986 (42,11 %) ; Chirac, 121 480 (27,81 %) ; Barre, 97 846 (22,58 %) ; Le Pen, 77 180 (17,29 %) ; Lajoinie, 38 532 (8,79 %) ; Waechter, 18 951 (4,30 %) ; Juquin, 13 702 (3,10 %) ; Laguerre, 12 674 (2,91 %) ; Bousset, 2 318 (0,53 %).

## BORDEAUX

L. 115 640 ; V. 52 030 ;  
A. 55,00 % ; Ex. 51 232

UDF-RPR	16 217 (31,65 %)
PS	11 732 (22,89 %)
FN	6 809 (13,29 %)
Centre	4 721 (9,21 %)
Verts	4 649 (9,07 %)
PCF	2 823 (5,51 %)
Chasse	2 049 (3,99 %)
LO	613 (1,19 %)
Alliance	569 (1,11 %)
Prot. anim.	461 (0,89 %)
Rénoventeurs	195 (0,38 %)
MPPT	174 (0,33 %)
Gén. Europe	101 (0,19 %)
IDF	75 (0,14 %)
RFL	44 (0,08 %)

## MÉRIGNAC

L. 36 099 ; V. 16 553 ;  
A. 54,14 % ; Ex. 16 393

PS	5 096 (31,08 %)
UDF-RPR	3 541 (21,60 %)
FN	1 846 (11,26 %)
Verts	1 642 (10,01 %)
Centre	1 426 (8,69 %)
PCF	1 181 (7,20 %)
LO	235 (1,43 %)
Prot. anim.	166 (1,01 %)
Rénoventeurs	73 (0,44 %)
Alliance	65 (0,39 %)
MPPT	60 (0,36 %)
Gén. Europe	41 (0,25 %)
IDF	26 (0,15 %)
RFL	18 (0,10 %)

## PESSAC

L. 31 486 ; V. 14 467 ;  
A. 54,05 % ; Ex. 14 238

PS	4 116 (28,90 %)
UDF-RPR	3 350 (23,52 %)
FN	1 539 (10,80 %)
Verts	1 504 (10,56 %)
Centre	1 193 (8,37 %)
PCF	957 (6,72 %)
Chasse	930 (6,53 %)
LO	235 (1,65 %)
Prot. anim.	142 (0,99 %)
Alliance	97 (0,68 %)
Rénoventeurs	66 (0,46 %)
MPPT	51 (0,35 %)
Gén. Europe	26 (0,18 %)
RFL	20 (0,14 %)
IDF	12 (0,08 %)

## TALENCE

L. 19 481 ; V. 10 248 ;  
A. 47,39 % ; Ex. 10 037

PS	2 926 (29,15 %)
UDF-RPR	2 784 (27,73 %)
Centre	1 023 (10,19 %)
Verts	992 (9,88 %)
FN	973 (9,69 %)
PCF	349 (3,46 %)
Chasse	365 (3,63 %)
LO	121 (1,20 %)
Prot. anim.	91 (0,90 %)
Alliance	86 (0,85 %)
Rénoventeurs	46 (0,45 %)
MPPT	43 (0,42 %)
Gén. Europe	19 (0,18 %)
IDF	12 (0,11 %)
RFL	7 (0,06 %)

## HÉRAULT

Le Parti socialiste reprend la première place qu'il avait perdue en 1984. Ses 23,53 % le laissent cependant loin du score obtenu par M. Mitterrand au premier tour de la présidentielle (31,11 %). Le total des listes Giscard d'Estaing et Veil (28,04 %) est également inférieur aux résultats de la liste UDF-RPR conduite par M. Simone Veil en 1984 (35,58 %), comme au total des voix Chirac et Barre de la présidentielle (30,96 %). M. Philippe Herzig (9,77 %) reste loin des 16,57 % obtenus par M. Georges Marchais en 1984 mais dépasse légèrement les 9,03 % de M. André Lajoinie au scrutin présidentiel. Le Front national (15,9 %) se maintient, quant à lui, par rapport à 1984, mais perd quatre points par rapport à l'élection présidentielle. Les Verts continuent leur poussée des municipales : les chasseurs et pêcheurs de M. André Goustat dépassent la barre des 7 % et obtiennent de bons résultats dans certaines communes généralement modestes, atteignant parfois le tiers des suffrages.

L. 524 874 ; V. 268 225 ;  
A. 48,89 % ; Ex. 261 139

PS	61 455 (23,53 %)
UDF-RPR	57 940 (22,18 %)
FN	41 545 (15,90 %)
Verts	25 531 (9,77 %)
Centre	24 845 (9,52 %)
PCF	20 252 (7,75 %)
Chasse	15 549 (5,95 %)
LO	4 829 (1,84 %)
Prot. anim.	2 321 (0,88 %)
Rénoventeurs	1 914 (0,73 %)
MPPT	1 024 (0,39 %)
Gén. Europe	538 (0,20 %)
IDF	401 (0,15 %)
RFL	261 (0,09 %)

1984. - L. 480 181 ; V. 275 785 ; A. 42,56 % ; Ex. 287 385. - UDF-RPR, 152 365 (35,58 %) ; PS, 80 244 (22,53 %) ; PCF, 44 328 (12,57 %) ; FN, 41 010 (11,33 %) ; ERE, 7 336 (2,04 %) ; Verts, 6 828 (1,92 %) ; LO, 3 048 (0,87 %) ; Rénoventeurs, 2 668 (0,75 %) ; PSU-CDU, 1 748 (0,49 %) ; PCE, 1 710 (0,48 %) ; EUE, 1 469 (0,41 %) ; EUE, 846 (0,24 %) ; EUE, 718 (0,20 %).

1988. - L. 516 320 ; V. 422 183 ; A. 18,23 % ; Ex. 416 060. - Mitterrand, 129 182 (30,11 %) ; Chirac, 82 858 (19,91 %) ; Barre, 71 894 (17,32 %) ; Le Pen, 56 829 (13,54 %) ; Lajoinie, 37 516 (9,03 %) ; Waechter, 14 881 (3,53 %) ; Juquin, 13 687 (3,34 %) ; Laguerre, 7 120 (1,71 %) ; Bousset, 1 526 (0,36 %).

## MONTPELLIER

L. 108 887 ; V. 52 083 ;  
A. 52,16 % ; Ex. 51 195

UDF-RPR	12 495 (24,40 %)
PS	11 973 (23,38 %)
FN	9 578 (18,70 %)
Verts	6 099 (11,91 %)
Centre	4 018 (7,84 %)
PCF	2 807 (5,48 %)
Alliance	1 444 (2,82 %)
Chasse	1 084 (2,11 %)
LO	570 (1,11 %)
Prot. anim.	419 (0,81 %)
Rénoventeurs	321 (0,62 %)
MPPT	185 (0,36 %)
Gén. Europe	83 (0,16 %)
IDF	79 (0,15 %)
RFL	40 (0,07 %)

## BEZIERS

L. 51 468 ; V. 23 009 ;  
A. 55,29 % ; Ex. 22 454

UDF-RPR	5 428 (24,17 %)
PS	3 223 (14,70 %)
FN	4 068 (18,11 %)
Verts	2 603 (11,59 %)
Centre	1 703 (7,58 %)
PCF	1 298 (5,78 %)
Chasse	1 012 (4,50 %)
Alliance	386 (1,71 %)
LO	210 (0,93 %)
Prot. anim.	176 (0,78 %)
Rénoventeurs	85 (0,37 %)
MPPT	77 (0,34 %)
Gén. Europe	39 (0,17 %)
IDF	32 (0,14 %)
RFL	14 (0,06 %)

## SETE

L. 28 906 ; V. 13 630 ;  
A. 52,84 % ; Ex. 13 290

UDF-RPR	3 370 (25,35 %)
PS	2 344 (17,63 %)
FN	2 325 (17,49 %)
Verts	2 215 (16,66 %)
Centre	1 175 (8,84 %)
PCF	806 (6,06 %)
Chasse	542 (4,07 %)
Alliance	186 (1,39 %)
Prot. anim.	129 (0,97 %)
LO	88 (0,66 %)
Rénoventeurs	46 (0,34 %)
MPPT	28 (0,21 %)
Gén. Europe	15 (0,11 %)
IDF	12 (0,09 %)
RFL	9 (0,06 %)

## ILLE-ET-VILAINE

L'explosion des Verts qui, avec 13,38 % des suffrages (3,78 % en 1984), talonnent la liste conduite par M. Veil (14,23 %) est l'élément marquant de ce scrutin où le total des voix obtenues par les listes Giscard et Veil (45,43 %) dépasse celui de MM. Barre et Chirac au premier tour de la présidentielle de 1988 (41,35 %), sans toutefois atteindre le résultat (51,07 %) de M. Veil en 1984. Le Front national (6,72 %) confirme son score de 1984 (6,50 %) tout en perdant près de deux points par rapport au score de M. Le Pen en 1988 (8,64 %). Le Parti socialiste (23,79 %) augmente son audience en comparaison des européennes de 1984 (21,52 %), mais marque le pas au regard du scrutin du 26 avril 1988 où M. Mitterrand avait obtenu 37,61 % des voix.

L. 536 741 ; V. 262 168 ;  
A. 51,15 % ; Ex. 254 408

UDF-RPR	79 371 (31,19 %)
PS	60 515 (23,78 %)
Centre	36 212 (14,23 %)
Verts	34 045 (13,38 %)
FN	17 098 (6,72 %)
PCF	8 455 (3,32 %)
Chasse	6 083 (2,39 %)
LO	2 242 (0,88 %)
Alliance	2 135 (0,83 %)
Prot. anim.	1 938 (0,76 %)
MPPT	1 594 (0,62 %)
Gén. Europe	964 (0,37 %)
Rénoventeurs	881 (0,34 %)
IDF	452 (0,17 %)
RFL	423 (0,16 %)

1984. - L. 505 022 ; V. 284 498 ; A. 43,66 % ; Ex. 274 242. - UDF-RPR, 138 941 (48,11 %) ; Chirac, 121 480 (41,35 %) ; Barre, 97 846 (33,25 %) ; Le Pen, 77 180 (26,58 %) ; Lajoinie, 38 532 (13,25 %) ; Waechter, 18 951 (6,54 %) ; Juquin, 13 702 (4,72 %) ; Laguerre, 12 674 (4,32 %) ; Bousset, 2 318 (0,78 %).

1988. - L. 531 440 ; V. 440 908 ; A. 17,09 % ; Ex. 432 401. - Mitterrand, 162 833 (37,61 %) ; Chirac, 80 868 (18,94 %) ; Barre, 88 213 (20,40 %) ; Le Pen, 57 341 (13,05 %) ; Lajoinie, 27 778 (6,27 %) ; Waechter, 17 430 (4,01 %) ; Juquin, 14 254 (3,27 %) ; Laguerre, 9 442 (2,14 %) ; Bousset, 1 838 (0,42 %).

## RENNES

L. 112 577 ; V. 51 385 ;  
A. 54,35 % ; Ex. 50 520

UDF-RPR	12 576 (24,89 %)
Verts	8 771 (17,36 %)
Centre	6 286 (12,44 %)
FN	4 005 (7,92 %)
PCF	2 350 (4,65 %)
LO	665 (1,31 %)
Alliance	552 (1,09 %)
Chasse	329 (0,65 %)
Prot. anim.	320 (0,63 %)
MPPT	222 (0,43 %)
Républicains	191 (0,37 %)
Gén. Europe	72 (0,14 %)
IDÉ	42 (0,08 %)
RFL	39 (0,07 %)



# européennes

**MPPT** ..... 48 (0,56 %)  
**Alliance** ..... 42 (0,49 %)  
**Gén. Europe** ..... 18 (0,21 %)  
**RFL** ..... 14 (0,16 %)  
**IDF** ..... 6 (0,07 %)

## SAINT-MARTIN-D'HERES

**L. 15 525 ; V. 6 898 ; A. 54,92 % ; Ex. 6 882**  
**PS** ..... 1 710 (24,84 %)  
**UDF-RPR** ..... 1 442 (20,95 %)  
**Verts** ..... 1 021 (14,83 %)  
**FN** ..... 986 (14,32 %)  
**Centre** ..... 774 (11,24 %)  
**LO** ..... 467 (6,78 %)  
**Rénovateurs** ..... 97 (1,40 %)  
**Pro. anim.** ..... 75 (1,08 %)  
**Chasse** ..... 74 (1,07 %)  
**MPPT** ..... 62 (0,90 %)  
**Gén. Europe** ..... 34 (0,49 %)  
**Alliance** ..... 32 (0,46 %)  
**RFL** ..... 14 (0,20 %)  
**IDF** ..... 12 (0,17 %)

## JURA

Les écologistes, qui avaient obtenu en 1984 7,32 % des voix, dépassent aujourd'hui les 12 %, laissant loin derrière le Front national. Dans un département où chèvres et forêts abondent, la liste Chasse, pêche et tradition frôle la barre des 4 %.

Le Parti socialiste conforte son assise par rapport à 1984 : il arrive en tête notamment à Saint-Claude, troisième ville du département, dirigée par un maire d'opposition.

La liste UDF-RPR devance très largement celle de M. Fabius. Le Parti communiste est victime d'un nouvel effacement dans le prolongement de sa défaite municipale à Lons-le-Saunier.

A la suite du viol et du meurtre d'une jeune Jurasienne commis le 27 août dernier à Châtelineau, une association des amis de la victime, Nathalie Tisserand, avait appelé, après un verdict estimé par trop sévère pour l'un des inculpés, au boycottage des élections européennes dans le canton de Clairvaux-les-Lacs et ailleurs à un vote symbolique à sa mémoire. Ces consignes ont été bien suivies. Aucun électeur sur les 104 habitants de Châtelineau n'est allé déposer dimanche, tandis que sur l'ensemble du canton de Clairvaux, la participation n'a été que de 30 %, dont 24 % d'exprimés. Ailleurs dans le département, les deux tiers des bulletins mis portaient le prénom Nathalie.

**L. 174 222 ; V. 87 735 ; A. 49,64 % ; Ex. 82 564**  
**UDF-RPR** ..... 25 905 (31,37 %)  
**PS** ..... 19 772 (23,94 %)  
**Verts** ..... 10 219 (12,37 %)  
**FN** ..... 8 036 (9,73 %)  
**Centre** ..... 6 059 (7,33 %)  
**PCF** ..... 5 033 (6,09 %)  
**Chasse** ..... 3 260 (3,94 %)  
**LO** ..... 1 142 (1,38 %)  
**Pro. anim.** ..... 863 (1,04 %)  
**Alliance** ..... 795 (0,96 %)  
**MPPT** ..... 613 (0,74 %)  
**Rénovateurs** ..... 258 (0,31 %)  
**Gén. Europe** ..... 243 (0,29 %)  
**RFL** ..... 196 (0,23 %)  
**IDF** ..... 170 (0,20 %)

**1984** - L. 171 372 ; V. 88 641 ; A. 42,44 % ; Ex. 95 088 - UDF-RPR, 42 208 (44,38) ; PS, 20 811 (21,88) ; FN, 9 589 (10,06) ; PCF, 8 038 (8,45) ; Verts, 4 017 (4,22) ; ERE, 2 982 (3,14) ; LO, 2 518 (2,64) ; Réussit, 1 881 (1,96) ; PCI, 870 (0,91) ; PSU-CDU, 782 (0,80) ; Uds, 628 (0,65) ; RFL, 518 (0,54) ; EUE, 189 (0,19) ; POE, 6 000.

**1988** - L. 173 510 ; V. 143 275 ; A. 17,42 % ; Ex. 140 076 - Mitterrand, 48 828 (33,32) ; Chirac, 23 282 (16,78) ; Barre, 24 418 (17,42) ; Le Pen, 20 347 (14,52) ; Lajoinie, 7 814 (5,57) ; Waechter, 7 487 (5,35) ; Lagulier, 3 446 (2,45) ; Juguin, 2 780 (1,98) ; Bousset, 851 (0,60).

## LONS-LE-SAUNIER

**L. 12 269 ; V. 6 180 ; A. 49,62 % ; Ex. 5 882**  
**UDF-RPR** ..... 2 037 (34,63 %)  
**PS** ..... 1 409 (23,95 %)  
**Verts** ..... 641 (10,89 %)  
**FN** ..... 597 (10,14 %)  
**Centre** ..... 488 (8,29 %)  
**PCF** ..... 394 (6,69 %)  
**Chasse** ..... 32 (1,56 %)  
**LO** ..... 37 (0,96 %)  
**Pro. anim.** ..... 50 (0,85 %)  
**Alliance** ..... 43 (0,73 %)  
**MPPT** ..... 24 (0,40 %)  
**Rénovateurs** ..... 17 (0,28 %)  
**Gén. Europe** ..... 15 (0,25 %)  
**RFL** ..... 10 (0,17 %)  
**IDF** ..... 8 (0,13 %)

## LANDES

Avec 14,48 % des suffrages, la liste Chasse, pêche et tradition est arrivée en troisième position sur l'ensemble du département et même en première dans certaines communes des hautes Landes à forte densité « palombière ». Un résultat à comparer avec les 5,63 % de voix obtenus par la liste conduite par M. Waechter, qui réussit, toutefois, à doubler la mise ramassée de 1984 (2,61 %). Fidèles à leur tradition de gauche (M. Mitterrand avait obtenu 57,65 % au second tour de

l'élection présidentielle de 1988), les Landes ont accordé 30,62 % des voix à la liste socialiste, qui devanca de plus de 6 points la liste conduite par M. Giscard d'Estaing (24,40 %).

**L. 235 038 ; V. 130 070 ; A. 44,66 % ; Ex. 126 058**  
**PS** ..... 38 602 (30,62 %)  
**UDF-RPR** ..... 30 764 (24,40 %)  
**Chasse** ..... 18 382 (14,38 %)  
**PCF** ..... 9 590 (7,68 %)  
**FN** ..... 8 891 (7,05 %)  
**Centre** ..... 7 430 (5,89 %)  
**Verts** ..... 7 098 (5,63 %)  
**LO** ..... 1 342 (1,06 %)  
**Pro. anim.** ..... 1 174 (0,93 %)  
**MPPT** ..... 805 (0,63 %)  
**Alliance** ..... 603 (0,47 %)  
**Gén. Europe** ..... 478 (0,37 %)  
**Rénovateurs** ..... 331 (0,26 %)  
**IDF** ..... 239 (0,18 %)  
**RFL** ..... 229 (0,18 %)

**1984** - L. 225 587 ; V. 143 300 ; A. 35,47 % ; Ex. 137 450 - UDF-RPR, 54 835 (38,67) ; PS, 41 891 (30,22) ; PCF, 15 807 (11,35) ; FN, 9 783 (7,12) ; ERE, 3 893 (2,91) ; Verts, 3 065 (2,22) ; LO, 2 578 (1,87) ; Réussit, 1 980 (1,44) ; PCI, 1 431 (1,04) ; Uds, 984 (0,71) ; PSU-CDU, 822 (0,67) ; RFL, 184 (0,14) ; EUE, 406 (0,29).

## MONT-DE-MARSAN

**L. 18 668 ; V. 9 279 ; A. 50,29 % ; Ex. 9 063**  
**PS** ..... 2 893 (31,92 %)  
**UDF-RPR** ..... 2 479 (27,35 %)  
**Chasse** ..... 848 (9,25 %)  
**FN** ..... 800 (8,82 %)  
**Centre** ..... 688 (7,59 %)  
**Verts** ..... 636 (7,01 %)  
**PCF** ..... 408 (4,50 %)  
**Pro. anim.** ..... 87 (0,95 %)  
**LO** ..... 73 (0,80 %)  
**MPPT** ..... 46 (0,50 %)  
**Alliance** ..... 40 (0,44 %)  
**Gén. Europe** ..... 25 (0,27 %)  
**Rénovateurs** ..... 17 (0,18 %)  
**IDF** ..... 14 (0,15 %)  
**RFL** ..... 9 (0,09 %)

## LOIR-ET-CHER

Dans ce département plutôt modéré, le score réalisé par M. Le Pen constitue une surprise d'autant qu'il dépasse d'un point celui de M<sup>me</sup> Veil. Même s'il ne représente pas les 12 % du premier tour de la présidentielle de 1988, le Front national renforce ses positions.

A Faverzy, après une forte poussée lors des dernières municipales, le Parti socialiste s'essouffait au profit des écologistes. Dans cette région de forte tradition cynégétique, la liste Chasse, pêche et tradition affiche un bon résultat.

A Blois, ville de M. Jack Lang, ministre de la culture, M. Giscard d'Estaing arrive en tête avec plus de 30 % des voix, laissant M. Laurent Fabius à plus de 3 points derrière lui.

**L. 217 990 ; V. 114 566 ; A. 47,53 % ; Ex. 109 821**  
**UDF-RPR** ..... 35 029 (31,89 %)  
**PS** ..... 27 515 (25,05 %)  
**FN** ..... 10 183 (9,27 %)  
**Verts** ..... 9 611 (8,75 %)  
**Centre** ..... 9 008 (8,20 %)  
**PCF** ..... 7 552 (6,92 %)  
**Chasse** ..... 5 173 (4,71 %)  
**LO** ..... 1 947 (1,77 %)  
**Pro. anim.** ..... 1 000 (0,91 %)  
**MPPT** ..... 813 (0,74 %)  
**Alliance** ..... 749 (0,68 %)  
**Gén. Europe** ..... 440 (0,40 %)  
**Rénovateurs** ..... 424 (0,38 %)  
**IDF** ..... 198 (0,18 %)  
**RFL** ..... 179 (0,16 %)

**1984** - L. 210 778 ; V. 127 128 ; A. 39,88 % ; Ex. 121 012 - UDF-RPR, 54 728 (48,22) ; PS, 25 249 (20,86) ; PCF, 12 473 (10,30) ; FN, 8 960 (7,23) ; ERE, 3 981 (3,28) ; Verts, 3 817 (3,15) ; LO, 3 353 (2,77) ; Réussit, 2 839 (2,34) ; PCI, 1 847 (1,57) ; Uds, 880 (0,80) ; PSU-CDU, 828 (0,70) ; RFL, 184 (0,15) ; EUE, 328 (0,27) ; POE, 2 000.

**1988** - L. 218 848 ; V. 183 381 ; A. 18,44 % ; Ex. 178 605 - Mitterrand, 63 482 (35,54) ; Chirac, 34 562 (19,38) ; Barre, 32 560 (18,22) ; Le Pen, 22 641 (12,78) ; Lajoinie, 11 438 (6,40) ; Waechter, 5 579 (3,12) ; Lagulier, 3 573 (2,22) ; Juguin, 3 449 (1,93) ; Bousset, 721 (0,40).

## BLOIS

**L. 27 777 ; V. 13 383 ; A. 50,75 % ; Ex. 13 111**  
**UDF-RPR** ..... 4 016 (30,63 %)  
**PS** ..... 3 574 (27,25 %)  
**Verts** ..... 1 388 (10,58 %)  
**FN** ..... 1 302 (9,93 %)  
**Centre** ..... 1 244 (9,48 %)  
**PCF** ..... 760 (5,79 %)  
**Chasse** ..... 259 (1,97 %)  
**LO** ..... 140 (1,06 %)  
**Alliance** ..... 129 (0,98 %)  
**Pro. anim.** ..... 95 (0,72 %)  
**MPPT** ..... 73 (0,55 %)  
**Rénovateurs** ..... 61 (0,46 %)  
**Gén. Europe** ..... 37 (0,28 %)  
**IDF** ..... 20 (0,15 %)  
**RFL** ..... 13 (0,09 %)

## LOIRE

Si la liste de M. Laurent Fabius ne retrouve pas, et de loin, les voix qui s'étaient portées sur M. François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle (moins de 3,86 % d'une élection à l'autre), celle du PC fait en revanche légèrement mieux que M. André Lajoinie (plus 1 point).

Le Front national obtient un score très élevé à Saint-Etienne (16,23 % contre 10,09 % aux municipales de mars 1989) et arrive en troisième position derrière la liste d'union UDF-RPR (29,30 % des suffrages exprimés) et le PS (20,24 %, en progression par rapport aux municipales).

A Roanne, la ville du député socialiste Jean Auroux, ancien ministre et directeur adjoint de la campagne de M. Fabius, la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing devance d'une centaine de voix celle de M. Laurent Fabius.

**L. 477 605 ; V. 215 534 ; A. 54,87 % ; Ex. 210 156**  
**UDF-RPR** ..... 64 176 (30,33 %)  
**PS** ..... 45 290 (21,55 %)  
**FN** ..... 26 661 (12,68 %)  
**Verts** ..... 20 883 (9,93 %)  
**Centre** ..... 19 014 (9,04 %)  
**PCF** ..... 17 064 (8,11 %)  
**Chasse** ..... 6 644 (3,16 %)  
**LO** ..... 2 552 (1,21 %)  
**Alliance** ..... 2 462 (1,17 %)  
**Pro. anim.** ..... 1 808 (0,86 %)  
**MPPT** ..... 1 190 (0,56 %)  
**Rénovateurs** ..... 878 (0,41 %)  
**Gén. Europe** ..... 658 (0,31 %)  
**RFL** ..... 442 (0,21 %)  
**IDF** ..... 434 (0,20 %)

**1984** - L. 478 373 ; V. 258 988 ; A. 46,15 % ; Ex. 246 227 - UDF-RPR, 107 841 (43,48) ; PS, 47 184 (19,00) ; FN, 32 559 (13,11) ; PCF, 27 883 (11,28) ; Verts, 8 070 (3,25) ; ERE, 6 872 (2,78) ; Réussit, 6 447 (2,59) ; LO, 4 358 (1,78) ; PCI, 1 977 (0,78) ; Uds, 1 928 (0,77) ; PSU-CDU, 1 780 (0,70) ; RFL, 1 278 (0,51) ; EUE, 988 (0,40) ; POE, 1 170 (0,45).

## SAINT-ETIENNE

**L. 118 138 ; V. 49 275 ; A. 58,29 % ; Ex. 48 591**  
**UDF-RPR** ..... 14 235 (29,29 %)  
**PS** ..... 9 836 (20,24 %)  
**FN** ..... 7 936 (16,22 %)  
**PCF** ..... 4 934 (10,15 %)  
**Verts** ..... 4 920 (10,13 %)  
**Centre** ..... 4 326 (8,90 %)  
**Alliance** ..... 557 (1,14 %)  
**Chasse** ..... 556 (1,14 %)  
**LO** ..... 440 (0,90 %)  
**Pro. anim.** ..... 414 (0,83 %)  
**MPPT** ..... 193 (0,39 %)  
**Rénovateurs** ..... 151 (0,31 %)  
**IDF** ..... 52 (0,10 %)  
**Gén. Europe** ..... 50 (0,10 %)  
**RFL** ..... 41 (0,08 %)

## ROANNE

**L. 26 377 ; V. 11 529 ; A. 56,29 % ; Ex. 11 212**  
**UDF-RPR** ..... 3 204 (28,57 %)  
**PS** ..... 3 096 (27,61 %)  
**FN** ..... 1 196 (10,66 %)  
**PCF** ..... 1 054 (9,40 %)  
**Verts** ..... 983 (8,76 %)  
**Centre** ..... 926 (8,25 %)  
**Chasse** ..... 196 (1,74 %)  
**LO** ..... 140 (1,24 %)  
**Alliance** ..... 139 (1,23 %)  
**Pro. anim.** ..... 114 (1,01 %)  
**MPPT** ..... 59 (0,52 %)  
**Rénovateurs** ..... 35 (0,32 %)  
**Gén. Europe** ..... 31 (0,27 %)  
**RFL** ..... 27 (0,24 %)  
**IDF** ..... 14 (0,12 %)

## SAINT-CHAMOND

**L. 23 397 ; V. 11 143 ; A. 52,37 % ; Ex. 10 966**  
**UDF-RPR** ..... 3 069 (27,98 %)  
**PS** ..... 2 878 (26,24 %)  
**FN** ..... 1 598 (14,58 %)  
**Centre** ..... 978 (8,91 %)  
**Verts** ..... 945 (8,61 %)  
**PCF** ..... 663 (6,04 %)  
**Chasse** ..... 294 (2,68 %)  
**Alliance** ..... 176 (1,60 %)  
**LO** ..... 126 (1,14 %)  
**Pro. anim.** ..... 90 (0,82 %)  
**MPPT** ..... 41 (0,37 %)  
**Rénovateurs** ..... 37 (0,33 %)  
**RFL** ..... 25 (0,22 %)  
**Gén. Europe** ..... 25 (0,22 %)  
**IDF** ..... 20 (0,18 %)

## HAUTE-LOIRE

La droite reste largement majoritaire, même si la liste de M<sup>me</sup> Veil - déception sans doute pour l'un de ses plus fervents supporters, M. Jacques Barrot, président du conseil général et secrétaire général du CDS - ne parvient pas à dépasser les 10 %.

Les Verts, sans réaliser dans le chef-lieu leurs scores des dernières municipales, améliorent sensiblement ceux des précédentes européennes de 1984. Le Front national progresse aussi, mais dans des proportions bien moindres. Quant au PC, son recul se confirme et s'accroît.

La liste des chasseurs et des pêcheurs réalise un score supérieur à sa performance nationale, ce qui se comprend dans un département où ces deux loisirs sont très prisés.

**L. 156 938 ; V. 80 529 ; A. 48,68 % ; Ex. 77 995**  
**UDF-RPR** ..... 28 490 (36,52 %)  
**PS** ..... 17 521 (22,46 %)  
**Verts** ..... 8 646 (11,08 %)  
**FN** ..... 7 486 (9,59 %)  
**Centre** ..... 6 331 (8,37 %)  
**PCF** ..... 3 131 (4,01 %)  
**Chasse** ..... 2 660 (3,41 %)  
**LO** ..... 1 018 (1,30 %)  
**Pro. anim.** ..... 658 (0,84 %)  
**Alliance** ..... 596 (0,76 %)  
**MPPT** ..... 506 (0,64 %)  
**Rénovateurs** ..... 257 (0,32 %)  
**Gén. Europe** ..... 236 (0,30 %)  
**RFL** ..... 131 (0,16 %)  
**IDF** ..... 128 (0,16 %)

**1984** - L. 154 818 ; V. 82 272 ; A. 40,38 % ; Ex. 88 968 - UDF-RPR, 48 503 (52,29) ; PS, 19 447 (21,85) ; ERE, 2 448 (2,78) ; PCF, 4 408 (5,40) ; FN, 6 968 (7,82) ; Verts, 2 448 (2,78) ; LO, 2 081 (2,38) ; Réussit, 1 167 (1,31) ; Uds, 862 (1,07) ; PCI, 848 (0,95) ; RFL, 589 (0,63) ; PSU-CDU, 513 (0,57) ; EUE, 208 (0,23) ; POE, 8 000.

## LE PUY

**L. 12 041 ; V. 6 133 ; A. 49,06 % ; Ex. 6 006**  
**UDF-RPR** ..... 2 041 (33,98 %)  
**PS** ..... 1 382 (23,01 %)  
**Verts** ..... 771 (12,83 %)  
**Centre** ..... 660 (10,98 %)  
**FN** ..... 613 (10,20 %)  
**PCF** ..... 220 (3,66 %)  
**Alliance** ..... 89 (1,48 %)  
**LO** ..... 66 (1,09 %)  
**Chasse** ..... 58 (0,96 %)  
**Pro. anim.** ..... 49 (0,81 %)  
**MPPT** ..... 34 (0,56 %)  
**Rénovateurs** ..... 8 (0,13 %)  
**RFL** ..... 7 (0,11 %)  
**IDF** ..... 4 (0,06 %)  
**Gén. Europe** ..... 4 (0,06 %)

## LOIRE-ATLANTIQUE

La liste UDF-RPR frôle les 30 % des suffrages, mais les 8,82 % de M<sup>me</sup> Veil ne suffisent pas, loin s'en faut, à rééditer le résultat de la droite unique en 1984 (47,93 %).

M. Fabius, avec 27,81 %, fait mieux que sa moyenne nationale mais reste éloigné du score de M. Mitterrand en avril 1988 : 36,79 % des voix. A Nantes, notamment, ville reconquise par M. Aynaud en tant que leader, la liste socialiste est devancée de 222 voix par celle de M. Giscard d'Estaing.

**L. 711 515 ; V. 339 141 ; A. 52,33 % ; Ex. 331 526**  
**UDF-RPR** ..... 99 303 (29,95 %)  
**PS** ..... 92 218 (28,18 %)  
**Verts** ..... 37 665 (11,36 %)  
**Centre** ..... 29 257 (8,82 %)  
**FN** ..... 25 448 (7,67 %)  
**Chasse** ..... 14 989 (4,52 %)  
**PCF** ..... 14 524 (4,38 %)  
**Alliance** ..... 5 072 (1,52 %)  
**LO** ..... 3 372 (1,01 %)  
**Pro. anim.** ..... 2 716 (0,81 %)  
**MPPT** ..... 2 245 (0,67 %)  
**Rénovateurs** ..... 1 465 (0,44 %)  
**Gén. Europe** ..... 1 038 (0,31 %)  
**IDF** ..... 617 (0,18 %)  
**RFL** ..... 597 (0,18 %)

**1984** - L. 674 408 ; V. 367 907 ; A. 45,44 % ; Ex. 358 584 - UDF-RPR, 170 940 (47,83) ; PS, 82 322 (23,08) ; FN, 27 708 (7,77) ; PCF, 22 141 (6,20) ; Verts, 12 508 (3,50) ; ERE, 11 644 (3,28) ; Réussit, 8 582 (2,40) ; LO, 7 434 (2,08) ; PCI, 2 991 (0,83) ; PSU-CDU, 2 989 (0,83) ; Uds, 2 735 (0,78) ; RFL, 2 315 (0,64) ; EUE, 1 808 (0,52) ; POE, 805 (0,22).

**1988** - L. 704 725 ; V. 573 659 ; A. 45,99 % ; Ex. 582 105 - Mitterrand, 208 908 (36,79) ; Barre, 111 809 (19,89) ; Chirac, 111 074 (19,78) ; Le Pen, 56 420 (10,03) ; Waechter, 23 978 (4,28) ; Lajoinie, 22 359 (3,97) ; Lagulier, 13 449 (2,38) ; Juguin, 13 348 (2,37) ; Bousset, 2 862 (0,50).

## NANTES

**L. 157 563 ; V. 72 796 ; A. 53,79 % ; Ex. 71 816**  
**UDF-RPR** ..... 21 122 (29,41 %)  
**PS** ..... 20 900 (29,10 %)  
**Verts** ..... 8 371 (11,65 %)  
**FN** ..... 7 297 (10,15 %)  
**Centre** ..... 6 711 (9,34 %)  
**PCF** ..... 3 183 (4,43 %)  
**Alliance** ..... 1 670 (2,32 %)  
**Chasse** ..... 685 (0,95 %)  
**LO** ..... 642 (0,89 %)  
**Pro. anim.** ..... 428 (0,59 %)  
**MPPT** ..... 311 (0,43 %)  
**Rénovateurs** ..... 277 (0,38 %)  
**Gén. Europe** ..... 92 (0,12 %)  
**IDF** ..... 73 (0,10 %)  
**RFL** ..... 54 (0,07 %)

## REZE

**L. 23 700 ; V. 10 493 ; A. 55,72 % ; Ex. 10 306**  
**PS** ..... 3 843 (37,28 %)  
**UDF-RPR** ..... 2 268 (22,00 %)  
**Verts** ..... 1 324 (12,84 %)  
**Centre** ..... 778 (7,54 %)  
**PCF** ..... 683 (6,62 %)  
**FN** ..... 650 (6,30 %)  
**Chasse** ..... 213 (2,06 %)  
**LO** ..... 149 (1,44 %)

**Alliance** ..... 124 (1,20 %)  
**MPPT** ..... 90 (0,87 %)  
**Pro. anim.** ..... 66 (0,64 %)  
**Rénovateurs** ..... 51 (0,49 %)  
**Gén. Europe** ..... 34 (0,32 %)  
**IDF** ..... 17 (0,16 %)  
**RFL** ..... 16 (0,15 %)

## SAINT-HERBLAIN

**L. 28 425 ; V. 12 457 ; A. 56,17 % ; Ex. 12 264**  
**PS** ..... 4 464 (36,39 %)  
**UDF-RPR** ..... 2 594 (21,15 %)  
**Verts** ..... 1 672 (13,63 %)  
**Centre** ..... 1 052 (8,90 %)

## Les élections européennes

(Suite de la page 17.)

Casse, est l'une des seules de l'ancien président de la République, celui-ci obtient 72 % des voix.

Dans le sud du département, les écologistes font une percée très sensible. A Saint-Etienne-Vallée-Française, où la population se bat contre le projet de construction du barrage de la Borie, la liste de M. Waechter est arrivée en tête. On observe également qu'à Florac, où certains chasseurs s'opposent à la réglementation mise en place dans le parc national des Cévennes, la liste de M. André Goussat a recueilli 11,50 % des suffrages.

**L. 50 132 ; V. 32 653 ; A. 34,86 % ; Ex. 31 831**

UDF-RPR	13 251 (41,62 %)
PS	6 462 (20,30 %)
Verts	2 772 (8,70 %)
FN	2 542 (7,98 %)
Centre	2 372 (7,45 %)
Chasse	1 572 (4,93 %)
PCF	1 529 (4,80 %)
LO	337 (1,05 %)
Alliance	330 (1,03 %)
Prot. anim.	256 (0,80 %)
MPPT	131 (0,41 %)
Rénovateurs	107 (0,33 %)
Gén. Europe	84 (0,26 %)
RFL	47 (0,14 %)
IDE	39 (0,12 %)

1984. - L. 67 298 ; V. 38 878 ; A. 36,51 % ; Ex. 36 241. - UDF-RPR, 23 067 (58,78 %) ; PS, 8 802 (22,41 %) ; FN, 2 387 (6,09 %) ; PCF, 2 288 (5,87 %) ; ERE, 837 (2,18 %) ; Verts, 832 (2,13 %) ; LO, 713 (1,83 %) ; Rénovateurs, 400 (1,03 %) ; UDF, 361 (0,93 %) ; PCD, 238 (0,61 %) ; PSU-CDU, 230 (0,59 %) ; RFL, 184 (0,47 %) ; EUE, 148 (0,38 %).

1988. - L. 67 132 ; V. 47 044 ; A. 17,85 % ; Ex. 46 225. - Chirac, 22 448 (26,93 %) ; Mitterrand, 12 408 (28,83 %) ; Bernès, 9 862 (23,51 %) ; Le Pen, 5 377 (12,71 %) ; Lajoinie, 2 253 (4,87 %) ; Waechter, 1 553 (3,42 %) ; Juguin, 1 196 (2,58 %) ; Lagutier, 800 (1,73 %) ; Boussel, 180 (0,38 %).

## MENDE

**L. 6 638 ; V. 3 586 ; A. 45,97 % ; Ex. 3 525**

UDF-RPR	1 282 (36,36 %)
PS	806 (22,86 %)
FN	406 (11,51 %)
Verts	399 (11,31 %)
Centre	296 (8,39 %)
PCF	107 (3,03 %)
Chasse	88 (2,49 %)
Alliance	47 (1,33 %)
Prot. anim.	31 (0,87 %)
LO	29 (0,82 %)
MPPT	9 (0,25 %)
Rénovateurs	9 (0,25 %)
Gén. Europe	8 (0,22 %)
RFL	5 (0,14 %)
IDE	3 (0,08 %)

## MAINE-ET-LOIRE

Malgré l'excellent résultat de la liste de M. Giscard d'Estaing (36,21 %), l'opposition ne retrouve pas son score de 1984 (53,10 %) et ce en raison des 12,32 % de la liste de M<sup>me</sup> Veil, score étonnamment faible dans un département dominé politiquement par le CDS. La liste socialiste, en revanche, progresse de plus de trois points (22,24 %).

Le Parti communiste, avec 3,13 % des voix, est talonné par la liste des chasseurs (2,64 %) et largement distancé par le Front national (6,77 %), pourtant en légère baisse par rapport à 1984.

**L. 463 609 ; V. 217 520 ; A. 53,08 % ; Ex. 208 775**

UDF-RPR	75 618 (36,21 %)
PS	46 451 (22,24 %)
Centre	25 729 (12,32 %)
Verts	22 525 (10,78 %)
FN	14 139 (6,77 %)
PCF	6 536 (3,13 %)
Chasse	5 532 (2,64 %)
LO	3 546 (1,69 %)
Alliance	2 954 (1,41 %)
MPPT	1 756 (0,84 %)
Prot. anim.	1 668 (0,79 %)
Gén. Europe	821 (0,39 %)
Rénovateurs	662 (0,31 %)
RFL	421 (0,20 %)
IDE	417 (0,19 %)

1984. - L. 442 550 ; V. 238 790 ; A. 45,81 % ; Ex. 228 819. - UDF-RPR, 121 410 (51,10 %) ; PS, 48 571 (20,33 %) ; FN, 16 394 (7,17 %) ; PCF, 9 324 (4,07 %) ; ERE, 8 271 (3,51 %) ; Verts, 7 627 (3,23 %) ; LO, 6 109 (2,57 %) ; Rénovateurs, 6 024 (2,53 %) ; PCD, 2 288 (1,00 %) ; UDF, 1 224 (0,52 %) ; RFL, 2 009 (0,87 %) ; PSU-CDU, 1 569 (0,68 %) ; EUE, 902 (0,39 %) ; POE, 11 (0,00 %).

1988. - L. 480 597 ; V. 387 432 ; A. 15,88 % ; Ex. 376 883. - Mitterrand, 122 978 (31,73 %) ; Chirac, 93 133 (24,05 %) ; Le Pen, 36 801 (9,52 %) ; Waechter, 15 622 (4,14 %) ; Lajoinie, 10 353 (2,74 %) ; Lagutier, 9 673 (2,58 %) ; Juguin, 8 022 (2,15 %) ; Boussel, 1 683 (0,44 %).

## ANGERS

**L. 78 806 ; V. 36 914 ; A. 53,15 % ; Ex. 35 970**

UDF-RPR	11 573 (32,17 %)
PS	9 022 (25,08 %)
Centre	4 643 (12,90 %)
Verts	4 068 (11,30 %)
FN	2 977 (8,27 %)
PCF	1 507 (4,18 %)
Alliance	710 (1,97 %)
LO	523 (1,45 %)
Chasse	265 (0,73 %)
MPPT	239 (0,66 %)
Prot. anim.	223 (0,61 %)
Rénovateurs	68 (0,18 %)
Gén. Europe	68 (0,18 %)
RFL	48 (0,13 %)
IDE	36 (0,10 %)

## CHOLET

**L. 34 323 ; V. 14 428 ; A. 57,96 % ; Ex. 14 123**

UDF-RPR	4 313 (30,53 %)
PS	3 893 (27,56 %)
Centre	1 823 (12,90 %)
Verts	1 609 (11,39 %)
FN	1 059 (7,55 %)
PCF	534 (3,78 %)
Alliance	255 (1,80 %)
Chasse	197 (1,39 %)
LO	186 (1,31 %)
Prot. anim.	91 (0,64 %)
MPPT	83 (0,58 %)
Rénovateurs	36 (0,25 %)
IDE	22 (0,15 %)
RFL	21 (0,14 %)
Gén. Europe	21 (0,14 %)

**SAUMUR**

**L. 19 031 ; V. 9 042 ; A. 52,48 % ; Ex. 8 840**

UDF-RPR	3 530 (39,93 %)
PS	2 071 (23,42 %)
Centre	866 (9,79 %)
Verts	834 (9,43 %)
FN	777 (8,78 %)
PCF	263 (2,97 %)
Chasse	127 (1,43 %)
LO	109 (1,23 %)
Alliance	79 (0,89 %)
Prot. anim.	58 (0,65 %)
MPPT	52 (0,58 %)
Gén. Europe	27 (0,30 %)
RFL	20 (0,22 %)
Rénovateurs	14 (0,15 %)
IDE	13 (0,14 %)

## MANCHE

Le scrutin n'a pas passionné l'électorat d'un département dont aucun leader politique, de la droite ou de la gauche traditionnelle, ne figurait, il est vrai, en position éligible, les seuls candidats susceptibles de l'être appartenant au Front national et aux Verts. Par rapport au scrutin précédent, cette consultation a démontré que l'union entre l'UDF et le RPR était payante en milieu rural. Autre enseignement : le score des chasseurs et des pêcheurs, très nombreux dans ce département, et qui ont tenu à se faire entendre (7 % de suffrages pour la liste Goussat).

Dans les villes, où l'on a beaucoup moins voté, les citoyens les plus éveillés, sans doute moins inquiétés que les agriculteurs face à l'Europe, mais plus sensibles aux questions d'environnement, ont permis aux écologistes de réaliser de très bons scores. Au détriment du Parti socialiste, qui est loin de retrouver ses résultats des municipales à Saint-Lô et à Cherbourg.

**L. 342 422 ; V. 164 367 ; A. 51,99 % ; Ex. 158 660**

UDF-RPR	58 056 (36,59 %)
PS	33 775 (21,28 %)
Verts	18 033 (11,36 %)
Centre	12 602 (7,94 %)
FN	12 442 (7,84 %)
Chasse	11 719 (7,38 %)
PCF	4 440 (2,79 %)
LO	2 047 (1,29 %)
Prot. anim.	1 404 (0,88 %)
Alliance	1 332 (0,83 %)
MPPT	1 096 (0,69 %)
Gén. Europe	641 (0,40 %)
Rénovateurs	430 (0,27 %)
RFL	357 (0,22 %)
IDE	286 (0,18 %)

1984. - L. 332 179 ; V. 188 608 ; A. 43,85 % ; Ex. 179 289. - UDF-RPR, 97 342 (51,62 %) ; PS, 50 020 (26,74 %) ; FN, 12 150 (6,27 %) ; ERE, 9 898 (5,01 %) ; ERE, 9 782 (4,39 %) ; PCF, 3 798 (2,09 %) ; UDF, 1 972 (1,08 %) ; PCD, 1 787 (1,00 %) ; RFL, 1 382 (0,75 %) ; PSU-CDU, 928 (0,51 %) ; EUE, 614 (0,32 %).

1988. - L. 340 988 ; V. 281 685 ; A. 17,39 % ; Ex. 276 080. - Mitterrand, 93 265 (33,78 %) ; Chirac, 84 212 (23,28 %) ; Bernès, 57 655 (20,88 %) ; Le Pen, 29 753 (10,77 %) ; Waechter, 11 917 (4,31 %) ; Lajoinie, 7 802 (2,82 %) ; Lagutier, 6 041 (2,18 %) ; Juguin, 4 210 (1,52 %) ; Boussel, 1 205 (0,43 %).

## SAINT-LO

**L. 14 101 ; V. 6 416 ; A. 50,46 % ; Ex. 5 277**

UDF-RPR	1 938 (30,72 %)
PS	969 (15,19 %)
Centre	813 (12,60 %)
Verts	540 (8,40 %)
FN	388 (6,03 %)
PCF	214 (3,33 %)
Chasse	193 (3,00 %)
LO	67 (1,05 %)
Alliance	48 (0,75 %)
MPPT	35 (0,55 %)
Prot. anim.	26 (0,41 %)
Rénovateurs	24 (0,37 %)
IDE	14 (0,22 %)
Gén. Europe	13 (0,20 %)
RFL	4 (0,07 %)

## MARNE

Ce sont les électeurs des villes qui ont manifesté le plus grand désintérêt à l'égard du scrutin. Le taux d'abstention approche ainsi les 58 % à Reims. Les socialistes augmentent leur capital électoral de 4 points par rapport à 1984. La droite classique subit une érosion de 5,5 points sur la même période, mais retrouve son influence du premier tour de la présidentielle de 1988.

Les Verts (10,73 %) amplifient leur percée des municipales, cependant que le Front national (12,22 %) confirme son implanta-

tion. A Châlons-sur-Marne, bastion communiste, il devance même la liste de M. Herzog.

Le poids des maires a parfois joué : à Vitry-le-François, ville du député (PS) Jean-Pierre Bouquet, la liste de M. Fabius dépasse les 28 %. A Epervain, ville du député centriste Bernard Stasi, la liste de M<sup>me</sup> Veil réalise son meilleur score du département (14,59 %). Toutefois, à Reims, municipalité dirigée par le RPR, il manque 16 points aux listes Giscard et Veil pour retrouver la performance établie par le maire RPR, M. Jean Falala, aux municipales.

**L. 353 492 ; V. 163 665 ; A. 53,70 % ; Ex. 159 152**

UDF-RPR	49 083 (30,84 %)
PS	33 986 (21,35 %)
FN	19 447 (12,21 %)
Verts	17 076 (10,72 %)
Centre	13 964 (8,60 %)
PCF	10 625 (6,67 %)
Chasse	5 457 (3,37 %)
LO	2 549 (1,60 %)
Prot. anim.	1 438 (0,90 %)
Alliance	1 146 (0,72 %)
MPPT	901 (0,56 %)
Gén. Europe	464 (0,29 %)
Rénovateurs	463 (0,29 %)
RFL	298 (0,18 %)
IDE	255 (0,16 %)

1984. - L. 345 018 ; V. 185 671 ; A. 48,18 % ; Ex. 179 603. - UDF-RPR, 83 385 (46,43 %) ; PS, 31 122 (17,32 %) ; FN, 20 017 (11,14 %) ; PCF, 18 208 (10,13 %) ; Verts, 8 608 (4,67 %) ; ERE, 8 118 (4,40 %) ; PCD, 1 829 (1,03 %) ; RFL, 1 394 (0,75 %) ; PCD, 1 620 (0,87 %) ; UDF, 1 391 (0,75 %) ; RFL, 1 348 (0,74 %) ; PSU-CDU, 1 182 (0,65 %) ; EUE, 599 (0,33 %) ; POE, 16 (0,01 %).

1988. - L. 352 702 ; V. 284 626 ; A. 19,30 % ; Ex. 279 538. - Mitterrand, 98 748 (34,60 %) ; Chirac, 87 372 (20,48 %) ; Bernès, 48 122 (17,21 %) ; Le Pen, 38 217 (14,02 %) ; Lajoinie, 16 381 (5,84 %) ; Waechter, 11 047 (3,89 %) ; Lagutier, 8 784 (2,98 %) ; Juguin, 3 980 (1,41 %) ; Boussel, 1 081 (0,39 %).

## CHALONS-SUR-MARNE

**L. 27 939 ; V. 11 991 ; A. 57,08 % ; Ex. 11 710**

UDF-RPR	3 339 (28,51 %)
PS	2 299 (19,63 %)
FN	1 532 (13,25 %)
Verts	1 394 (11,90 %)
Centre	1 356 (11,69 %)
PCF	1 126 (9,61 %)
Chasse	128 (1,08 %)
LO	127 (1,08 %)
Prot. anim.	100 (0,85 %)
Alliance	94 (0,80 %)
MPPT	39 (0,33 %)
Gén. Europe	27 (0,23 %)
Rénovateurs	25 (0,21 %)
RFL	20 (0,17 %)
IDE	11 (0,09 %)

## REIMS

**L. 94 632 ; V. 39 912 ; A. 57,82 % ; Ex. 39 220**

UDF-RPR	11 297 (28,80 %)
PS	9 254 (23,59 %)
FN	5 325 (13,57 %)
Verts	4 427 (11,28 %)
Centre	3 686 (9,39 %)
PCF	2 952 (7,52 %)
LO	896 (2,27 %)
Prot. anim.	482 (1,22 %)
Alliance	368 (0,93 %)
MPPT	185 (0,47 %)
Rénovateurs	133 (0,33 %)
Gén. Europe	90 (0,22 %)
RFL	57 (0,14 %)
IDE	32 (0,08 %)

## HAUTE-MARNE

La Haute-Marne, qui aime pourtant se situer comme un carrefour de l'Europe, n'a pas su s'émanciper de ces élections. L'abstention y dépasse 50 %. Ce département, essentiellement agricole, donne plus de 4 % de ses suffrages à la liste Chasse, pêche et tradition, qui arrive presque à égalité avec celle du Parti communiste.

Avec 11,98 % des voix, Jean-Marie Le Pen améliore de plus de 1 point son score de 1984. Il est suivi de très près par Antoine Waechter (11,67 % des suffrages exprimés). Le duel PS-UDF-RPR tourne très nettement à l'avantage de la liste conduite par M. Giscard d'Estaing, qui devance la liste de M. Laurent Fabius de près de 10 points. Enfin le Parti communiste perd plus de la moitié de ses électeurs par rapport au scrutin européen de 1984, Saint-Dizier, ancien fief du PC, s'échappant pas à la règle.

**L. 147 296 ; V. 72 987 ; A. 50,44 % ; Ex. 70 035**

UDF-RPR	22 377 (31,95 %)
PS	15 851 (22,63 %)
FN	8 391 (11,98 %)
Verts	8 173 (11,66 %)
Centre	5 209 (7,43 %)
PCF	3 272 (4,67 %)
Chasse	2 842 (4,05 %)
LO	1 388 (1,98 %)
Prot. anim.	704 (1,00 %)
MPPT	582 (0,83 %)
Alliance	453 (0,64 %)
Gén. Europe	257 (0,36 %)
Rénovateurs	256 (0,36 %)
RFL	153 (0,21 %)
IDE	147 (0,20 %)

1984. - L. 148 562 ; V. 83 081 ; A. 43,32 % ; Ex. 78 185. - UDF-RPR, 35 968 (46,42 %) ; PS, 14 928 (18,88 %) ; FN, 8 421 (10,63 %) ; PCF, 6 585 (8,31 %) ; LO, 2 820 (3,58 %) ; Verts, 2 861 (3,61 %) ; ERE, 2 483 (3,13 %) ; Rénovateurs, 2 063 (2,60 %) ; PCD, 845 (1,06 %) ; UDF, 84, 718 (0,50 %) ; UDF, 818 (0,71 %) ; PSU-CDU, 572 (0,72 %) ; EUE, 190 (0,24 %).

1988. - L. 147 196 ; V. 119 162 ; A. 19,04 % ; Ex. 118 288. - Mitterrand, 41 028 (36,28 %) ; Chirac, 22 767 (19,57 %) ; Le Pen, 18 178 (15,63 %) ; Bernès, 18 168 (15,62 %) ; Lajoinie, 8 257 (6,98 %) ; Waechter, 4 601 (4,20 %) ; Lagutier, 2 500 (2,40 %) ; Juguin, 1 682 (1,42 %) ; Boussel, 548 (0,47 %).

## CHAUMONT

**L. 17 624 ; V. 7 918 ; A. 55,07 % ; Ex. 7 684**

UDF-RPR	2 339 (30,43 %)
PS	2 087 (27,16 %)
Centre	1 028 (13,37 %)
Verts	761 (9,90 %)
FN	614 (7,99 %)
PCF	374 (4,86 %)
Chasse	170 (2,21 %)
LO	95 (1,23 %)
Alliance	63 (0,81 %)
Prot. anim.	61 (0,79 %)
MPPT	41 (0,53 %)
Gén. Europe	21 (0,27 %)
RFL	16 (0,20 %)
IDE	9 (0,11 %)
Rénovateurs	6 (0,07 %)

## SAINT-DIZIER

**L. 19 994 ; V. 7 701 ; A. 61,48 % ; Ex. 7 521**

UDF-RPR	2 137 (28,41 %)
PS	2 087 (27,16 %)
Centre	1 166 (15,50 %)
Verts	820 (10,90 %)
FN	720 (9,57 %)
PCF	497 (6,60 %)
LO	114 (1,51 %)
Chasse	85 (1,13 %)
Prot. anim.	75 (0,99 %)
MPPT	57 (0,75 %)
Rénovateurs	43 (0,57 %)
Gén. Europe	15 (0,19 %)
RFL	14 (0,18 %)
IDE	10 (0,13 %)
Gén. Europe	10 (0,13 %)

## MAYENNE

Les listes de M. Giscard d'Estaing et M<sup>me</sup> Veil dépassent la barre des 50 % mais restent loin du score de la liste unique de 1984 (56,81 %). A Châlons-sur-Marne, le candidat de M. Giscard d'Estaing, Jean Arthuis, la liste de M<sup>me</sup> Veil recueille 15,64 % des suffrages. Le Parti communiste continue de s'effondrer (2,17 %), devancé même par la liste des chasseurs (2,34 %).

**L. 197 945 ; V. 95 915 ; A. 51,54 % ; Ex. 90 532**

UDF-RPR	35 361 (39,05 %)
PS	19 640 (21,69 %)
Centre	10 463 (11,55 %)
Verts	5 332 (6,11 %)
FN	5 123 (5,64 %)
PCF	1 967 (2,17 %)
Chasse	1 485 (1,64 %)
LO	1 234 (1,36 %)
Alliance	820 (0,90 %)
MPPT	705 (0,77 %)
Gén. Europe	378 (0,41 %)
Rénovateurs	302 (0,33 %)
RFL	226 (0,24 %)
IDE	114 (0,12 %)

1984. - L. 192 684 ; V. 111 447 ; A. 42,15 % ; Ex. 104 801. - UDF-RPR, 59 373 (53,21 %) ; PS, 17 724 (15,88 %) ; FN, 6 506 (5,82 %) ; ERE, 3 845 (3,43 %) ; Verts, 3 612 (3,24 %) ; PCF, 2 289 (2,06 %) ; PCD, 1 443 (1,29 %) ; RFL, 1 348 (1,21 %) ; UDF, 1 224 (1,10 %) ; UDF, 1 224 (1,10 %) ; UDF, 1 2



# “À L'HEURE OÙ SE FAIT L'EUROPE, DÉFAIRE LES RÉGIONS, C'EST CASSER LA FRANCE”

**Les régions gênent les socialistes  
parce qu'ils ne les gèrent pas.**

Hier, vous avez élu les représentants de la France au Parlement Européen. Demain, ils y débattront des grandes questions économiques, sociales et culturelles. Chaque député travaillera à faire avancer l'Europe tout en défendant les intérêts de son pays et de sa région.

Certains prennent prétexte du marché unique européen pour vouloir rayer d'un trait nos régions actuelles. Le fait que 20 régions métropolitaines sur 22 soient gérées par l'opposition rend, à vrai dire, cette proposition quelque peu suspecte.

Qui peut croire, d'ailleurs, que la force des régions est fonction de leur taille? L'Alsace, qui est la plus petite région française par sa superficie, est la troisième pour la richesse par habitant. La Catalogne, région européenne de grande taille, a près de 25% de chômeurs.



**Les régions réussissent,  
elles méritent d'être renforcées.**

En vérité, la force d'une région c'est d'abord son identité, le sentiment d'appartenance de ses habitants et sa proximité par rapport à leurs préoccupations. Cette proximité est le meilleur garant de la décentralisation: la démocratie s'accommode mal du gigantisme.

Pourquoi remettre en cause l'institution régionale au moment où elle est en train de réussir? Ne revenons pas à la sauvette sur la décentralisation. Ne désorganisons pas nos collectivités au moment même où il faut les mobiliser.

Si vraiment on veut renforcer les régions, faisons-le. C'est la volonté des responsables régionaux. Clarifions les missions des régions. Donnons-leur, avec les moyens financiers correspondants, des compétences nouvelles, comme celles de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les régions réussissent, laissons-les travailler.



Conseil Régional  
de  
**Picardie**

Charles BAUR

*Charles*

Député européen

Président du  
Conseil Régional de Picardie

مكتبة الأصل

## Les élections

(Suite de la page 18.)

fois plus de suffrages que celle de M. Herzog (14,15 % contre 7,35 %). Le score du PCF confirme, sur le département, celui de l'élection présidentielle. Avec 13,64 % soit plus que leur moyenne nationale, les Verts ont réalisé une belle percée en Moselle.

**L. 676 420 ; V. 297 744 ; A. 55,98 % ; Ex. 288 181**

UDF-RPR	83 440 (28,95 %)
PS	63 606 (22,07 %)
FN	41 964 (14,56 %)
Verts	39 305 (13,64 %)
Centre	24 217 (8,40 %)
PCF	11 717 (4,06 %)
LO	6 608 (2,29 %)
Chasse	3 874 (1,34 %)
Prot. anim.	3 200 (1,11 %)
MPPT	3 110 (1,07 %)
Alliance	2 589 (0,89 %)
Gén. Europe	1 489 (0,51 %)
Rénovateurs	1 466 (0,50 %)
RFL	849 (0,29 %)
IDE	747 (0,25 %)

1984 - L. 640 311 ; V. 338 068 ; A. 48,39 % ; Ex. 317 682 ; UDF-RPR, 198 664 (43,01 %) ; PS, 63 240 (16,76 %) ; FN, 44 602 (14,04 %) ; PCF, 20 948 (6,59 %) ; Verts, 15 591 (4,59 %) ; ERE, 11 288 (3,35 %) ; LO, 8 189 (2,39 %) ; Chasse, 7 976 (2,31 %) ; PCE, 4 301 (1,26 %) ; PCL, 4 030 (1,20 %) ; UDF, 2 651 (0,80 %) ; RFL, 2 514 (0,75 %) ; PSU-CDU, 2 314 (0,72 %) ; EUE, 2 084 (0,61 %).

1988 - L. 688 371 ; V. 347 841 ; A. 50,81 % ; Ex. 335 978 ; Mitterrand, 178 707 (33,34 %) ; Le Pen, 108 713 (19,90 %) ; Barre, 88 343 (16,06 %) ; Chirac, 87 138 (16,28 %) ; Waechter, 25 855 (4,82 %) ; Lajoinie, 21 881 (4,03 %) ; Laguerre, 18 341 (3,04 %) ; Juquin, 7 521 (1,40 %) ; Bousnel, 2 481 (0,45 %).

**METZ**  
L. 69 143 ; V. 29 179 ; A. 57,79 % ; Ex. 28 459

UDF-RPR	8 519 (29,33 %)
PS	6 116 (21,49 %)
FN	4 527 (15,90 %)
Verts	3 759 (13,20 %)
Centre	3 081 (10,82 %)
PCF	739 (2,59 %)
LO	375 (1,31 %)
Chasse	290 (1,01 %)
Prot. anim.	286 (1,00 %)
MPPT	250 (0,87 %)
Alliance	193 (0,67 %)
Gén. Europe	137 (0,48 %)
RFL	91 (0,31 %)
IDE	48 (0,16 %)

**THONVILLE**  
L. 26 022 ; V. 11 435 ; A. 56,03 % ; Ex. 11 204

UDF-RPR	3 403 (30,37 %)
PS	2 416 (21,56 %)
FN	1 585 (14,14 %)
Verts	1 254 (11,19 %)
Centre	1 057 (9,43 %)
PCF	824 (7,33 %)
Chasse	162 (1,44 %)
LO	141 (1,25 %)
Prot. anim.	98 (0,87 %)
Rénovateurs	72 (0,64 %)
Alliance	64 (0,57 %)
MPPT	57 (0,50 %)
Gén. Europe	39 (0,34 %)
RFL	18 (0,16 %)
IDE	14 (0,12 %)

**NIEVRE**

Le PS améliore son score d'un peu plus de quatre points par rapport à 1984, tandis que le total des listes Giscard et Veil est inférieur d'autant au résultat obtenu par la liste UDF-RPR. Il y a cinq ans, cette évolution s'explique principalement par le fait qu'Hervé de Charette (candidat sur la liste de Simone Veil en 1984) a quitté la Nièvre il y a un an et demi et que la droite nivernoise n'a pas trouvé de nouvelle locomotive pour le remplacer.

La liste Veil, pour laquelle la campagne a été pratiquement inexistante, a réalisé un score médiocre (à peine 6 % des suffrages exprimés). En perdant trois points par rapport à 1984, le PCF limite les dégâts (il regagne un point par rapport au premier tour de la présidentielle de 1988). En revanche, les Verts réussissent une percée, même s'ils n'arrivent qu'en cinquième position (ils font trois fois mieux qu'Antoine Waechter en avril 1988). Quant au FN, il reste sur ses positions. Son score et légèrement supérieur à celui de 1984 mais un peu plus faible qu'en avril 1988. A Nevers, la liste Fabius fait seulement deux points de plus qu'à l'échelon départemental (et la liste Herzog deux points de moins).

**L. 176 646 ; V. 89 946 ; A. 49,08 % ; Ex. 86 763**

PS	28 778 (31,16 %)
UDF-RPR	21 756 (25,07 %)
PCF	9 266 (10,67 %)
FN	7 651 (8,61 %)
Verts	7 284 (8,39 %)
Centre	5 178 (5,96 %)
Chasse	2 430 (2,80 %)
LO	1 449 (1,67 %)
Prot. anim.	842 (0,97 %)
MPPT	676 (0,77 %)
Alliance	526 (0,60 %)
Gén. Europe	322 (0,37 %)
Rénovateurs	226 (0,26 %)
RFL	208 (0,23 %)
IDE	173 (0,19 %)

1984 - L. 178 896 ; V. 102 038 ; A. 42,34 % ; Ex. 97 855 ; UDF-RPR, 34 848 (36,81 %) ; PS, 28 286 (29,81 %) ; PCF, 13 472 (14,13 %) ; FN, 7 925 (8,39 %) ; ERE, 2 856 (2,91 %) ; Verts, 2 757 (2,81 %).

LO, 2 394 (2,44 %) ; Rénov., 1 672 (1,70 %) ; PCL, 1 288 (1,31 %) ; PSU-CDU, 772 (0,78 %) ; Ude, 728 (0,74 %) ; EUE, 204 (0,20 %) ; PCE, 3 (0,00 %).

1988 - L. 177 164 ; V. 148 083 ; A. 17,83 % ; Ex. 143 197 ; Mitterrand, 83 788 (44,82 %) ; Chirac, 24 376 (17,02 %) ; Barre, 17 881 (12,48 %) ; Le Pen, 13 929 (8,72 %) ; Lajoinie, 13 733 (9,59 %) ; Waechter, 4 013 (2,80 %) ; Juquin, 2 533 (1,76 %) ; Laguerre, 2 501 (1,74 %) ; Bousnel, 520 (0,36 %).

**NEVERS**  
L. 17 563 ; V. 12 994 ; A. 52,85 % ; Ex. 12 637

PS	4 458 (35,27 %)
UDF-RPR	3 174 (25,11 %)
FN	1 170 (9,25 %)
Verts	1 124 (8,89 %)
PCF	1 082 (8,56 %)
Centre	871 (6,89 %)
Chasse	184 (1,45 %)
LO	162 (1,28 %)
Prot. anim.	104 (0,82 %)
MPPT	56 (0,44 %)
Gén. Europe	42 (0,33 %)
RFL	29 (0,22 %)
Rénovateurs	20 (0,15 %)
IDE	13 (0,10 %)

**NORD**

Une fois de plus, les résultats de ce scrutin, pour lequel un électeur sur deux s'est déplacé, montrent que la prédominance de la gauche dans le Nord est relativement fragile. Toutes les droites, opposition parlementaire, divers droite et extrême droite réunies, totalisent plus de la moitié des suffrages (50,58 %).

Le PS ne parvient pas, même s'il y va d'un peu plus d'un demi-point, à avoir la première place à la liste RPR-UDF. Certes, il apparaît en nette progression par rapport à 1984 (près de 4 points supplémentaires). Mais si son allié communiste se maintient dans ses zones-basions du Valenciennais et du Douaisis, son érosion se confirme partout ailleurs.

Le total des voix de gauche (extrême gauche comprise), ne passe pas la barre des 40 %. Manifestement, une part de l'électorat traditionnellement de gauche s'est lassé de voir le PS à Villeneuve d'Ascq, où la liste Fabius ne comptait pas moins de deux candidats, pour le RPR à Douai, avec le maire, M. Jacques Vernier. Mais le « bonus » le plus spectaculaire se fait au profit de la liste Veil, qui dépasse la barre des... 40 % à Valenciennes, la ville conquise par M. Jean-Louis Borloo, numéro deux sur la liste centriste.

La présence sur les listes de candidats localement implantés apporte, en général, un « bonus » c'est le cas pour le PS à Villeneuve d'Ascq, où la liste Fabius ne comptait pas moins de deux candidats, pour le RPR à Douai, avec le maire, M. Jacques Vernier. Mais le « bonus » le plus spectaculaire se fait au profit de la liste Veil, qui dépasse la barre des... 40 % à Valenciennes, la ville conquise par M. Jean-Louis Borloo, numéro deux sur la liste centriste.

Le Front national confirme par ailleurs son implantation, celle déjà ancienne dans le secteur de Roubaix-Tourcoing, comme celle, plus récente, à Maubeuge ou à Hautmont (22,37 %).

**L. 1 632 462 ; V. 827 143 ; A. 49,33 % ; Ex. 799 027**

UDF-RPR	200 462 (25,08 %)
PS	195 050 (24,41 %)
FN	93 110 (11,65 %)
Verts	87 230 (10,91 %)
PCF	77 064 (9,54 %)
Centre	71 965 (8,95 %)
Chasse	27 905 (3,49 %)
LO	16 339 (2,04 %)
Prot. anim.	10 326 (1,29 %)
MPPT	9 917 (1,24 %)
Alliance	4 361 (0,54 %)
Gén. Europe	3 492 (0,43 %)
Rénovateurs	2 917 (0,36 %)
RFL	2 759 (0,34 %)
IDE	1 530 (0,19 %)

1984 - L. 1 609 180 ; V. 887 480 ; A. 38,63 % ; Ex. 844 578 ; UDF-RPR, 349 409 (38,88 %) ; PS, 195 363 (20,68 %) ; PCF, 149 111 (16,79 %) ; FN, 99 289 (10,81 %) ; Verts, 89 808 (9,89 %) ; ERE, 26 681 (2,81 %) ; EUE, 26 641 (2,80 %) ; Rénov., 19 194 (2,03 %) ; PCL, 13 549 (1,43 %) ; Ude, 8 015 (0,84 %) ; EUE, 4 983 (0,52 %) ; PCE, 76 (0,00 %).

1988 - L. 1 634 459 ; V. 1 360 078 ; A. 16,78 % ; Ex. 1 329 195 ; Mitterrand, 488 371 (36,74 %) ; Barre, 207 212 (15,58 %) ; Le Pen, 201 473 (15,16 %) ; Chirac, 189 741 (15,02 %) ; Lajoinie, 137 487 (10,34 %) ; Waechter, 38 846 (2,92 %) ; Laguerre, 30 575 (2,30 %) ; Juquin, 20 434 (1,53 %) ; Bousnel, 5 056 (0,38 %).

**LILLE**  
L. 93 165 ; V. 40 748 ; A. 56,26 % ; Ex. 39 898

UDF-RPR	10 771 (26,93 %)
PS	10 574 (26,50 %)
FN	5 319 (13,33 %)
Verts	4 716 (11,82 %)
Centre	3 545 (8,83 %)
PCF	2 405 (6,02 %)
LO	651 (1,63 %)
Prot. anim.	514 (1,28 %)
Chasse	468 (1,17 %)
Rénovateurs	314 (0,78 %)
MPPT	234 (0,58 %)
Alliance	179 (0,44 %)
Gén. Europe	98 (0,24 %)
RFL	60 (0,15 %)
IDE	50 (0,12 %)

1984 - L. 178 896 ; V. 102 038 ; A. 42,34 % ; Ex. 97 855 ; UDF-RPR, 34 848 (36,81 %) ; PS, 28 286 (29,81 %) ; PCF, 13 472 (14,13 %) ; FN, 7 925 (8,39 %) ; ERE, 2 856 (2,91 %) ; Verts, 2 757 (2,81 %).

**CAMBRAI**  
L. 23 171 ; V. 11 414 ; A. 50,74 % ; Ex. 11 043

UDF-RPR	3 385 (30,64 %)
PS	2 660 (24,08 %)
FN	1 458 (13,20 %)
Centre	1 020 (9,23 %)
Verts	992 (9,08 %)
PCF	570 (5,16 %)
Chasse	367 (3,32 %)
LO	213 (1,92 %)
Prot. anim.	130 (1,17 %)
Alliance	77 (0,69 %)
MPPT	71 (0,64 %)
Rénovateurs	33 (0,29 %)
Gén. Europe	27 (0,24 %)
IDE	25 (0,22 %)
RFL	17 (0,15 %)

**DOUAI**  
L. 25 419 ; V. 12 457 ; A. 50,99 % ; Ex. 12 158

UDF-RPR	4 627 (38,05 %)
PS	2 263 (18,61 %)
FN	1 535 (12,62 %)
Verts	1 152 (9,47 %)
PCF	976 (8,02 %)
Centre	796 (6,54 %)
Chasse	209 (1,71 %)
LO	162 (1,33 %)
Prot. anim.	147 (1,20 %)
Alliance	76 (0,62 %)
MPPT	71 (0,58 %)
Rénovateurs	60 (0,49 %)
Gén. Europe	40 (0,32 %)
IDE	26 (0,21 %)
RFL	18 (0,14 %)

**DUNKERQUE**  
L. 48 516 ; V. 24 063 ; A. 50,40 % ; Ex. 23 378

UDF-RPR	6 751 (28,87 %)
PS	6 612 (28,28 %)
FN	2 832 (12,11 %)
Verts	2 307 (9,86 %)
Centre	1 753 (7,49 %)
PCF	1 128 (4,82 %)
Chasse	758 (3,24 %)
LO	414 (1,77 %)
Prot. anim.	327 (1,39 %)
MPPT	146 (0,62 %)
Alliance	122 (0,52 %)
Gén. Europe	80 (0,34 %)
Rénovateurs	78 (0,33 %)
RFL	44 (0,18 %)
IDE	26 (0,11 %)

**MARCO-EN-BREUIL**  
L. 24 298 ; V. 12 864 ; A. 47,05 % ; Ex. 12 640

UDF-RPR	5 224 (41,32 %)
PS	2 028 (16,12 %)
FN	3 502 (27,89 %)
Centre	1 349 (10,67 %)
Verts	1 298 (10,26 %)
PCF	574 (4,54 %)
Prot. anim.	149 (1,17 %)
Chasse	139 (1,09 %)
LO	116 (0,91 %)
Alliance	103 (0,81 %)
MPPT	54 (0,42 %)
Gén. Europe	38 (0,30 %)
Rénovateurs	29 (0,23 %)
RFL	13 (0,10 %)
IDE	13 (0,10 %)

**MAUBEUGE**  
L. 21 518 ; V. 9 035 ; A. 58,01 % ; Ex. 8 797

PS	2 166 (24,62 %)
UDF-RPR	2 020 (22,96 %)
FN	1 828 (20,77 %)
PCF	844 (9,59 %)
Verts	707 (8,03 %)
Centre	612 (6,95 %)
LO	150 (1,70 %)
Chasse	145 (1,64 %)
Prot. anim.	105 (1,19 %)
MPPT	45 (0,51 %)
Alliance	45 (0,51 %)
RFL	35 (0,39 %)
IDE	33 (0,37 %)
Rénovateurs	33 (0,37 %)
Gén. Europe	29 (0,32 %)

**ROUBAIX**  
L. 43 255 ; V. 20 222 ; A. 53,24 % ; Ex. 19 620

UDF-RPR	5 113 (26,06 %)
PS	4 966 (25,31 %)
FN	3 791 (19,25 %)
Verts	1 747 (8,95 %)
Centre	584 (3,07 %)
PCF	1 085 (5,53 %)
LO	322 (1,64 %)
Prot. anim.	258 (1,31 %)
Chasse	200 (1,01 %)
MPPT	139 (0,70 %)
Alliance	129 (0,65 %)
Gén. Europe	111 (0,56 %)
Rénovateurs	67 (0,34 %)
IDE	52 (0,26 %)
RFL	46 (0,23 %)

**TOURCOING**  
L. 52 734 ; V. 26 013 ; A. 50,67 % ; Ex. 25 368

UDF-RPR	6 878 (27,11 %)
PS	6 225 (24,33 %)
FN	5 141 (20,26 %)
Verts	2 307 (9,09 %)
Centre	1 892 (7,45 %)
PCF	1 217 (4,79 %)
LO	453 (1,78 %)
Prot. anim.	392 (1,54 %)
Chasse	283 (1,11 %)
MPPT	162 (0,63 %)
Alliance	150 (0,59 %)
Gén. Europe	98 (0,38 %)
Rénovateurs	74 (0,29 %)
RFL	55 (0,21 %)
IDE	41 (0,16 %)

**VALENCIENNES**  
L. 25 281 ; V. 12 737 ; A. 49,61 % ; Ex. 12 472

Centre	5 035 (40,37 %)
UDF-RPR	2 318 (18,58 %)
PS	1 522 (12,20 %)
FN	1 187 (9,51 %)
PCF	1 185 (9,50 %)

Verts	675 (5,41 %)
Chasse	161 (1,29 %)
LO	131 (1,05 %)
Prot. anim.	99 (0,79 %)
Alliance	55 (0,44 %)
MPPT	33 (0,26 %)
Gén. Europe	32 (0,25 %)
Rénovateurs	23 (0,18 %)
RFL	10 (0,08 %)
IDE	6 (0,04 %)

**VILLENEUVE-D'ASCQ**  
L. 36 064 ; V. 17 732 ; A. 50,83 % ; Ex. 17 370

PS	6 137 (35,33 %)
UDF-RPR	3 951 (22,74 %)
Verts	2 329 (13,40 %)
FN	1 614 (9,29 %)
Centre	1 414 (8,14 %)
PCF	928 (5,34 %)
LO	252 (1,45 %)
Chasse	205 (1,18 %)
Prot. anim.	199 (1,14 %)
Rénovateurs	89 (0,51 %)
MPPT	61 (0,35 %)
Gén. Europe	36 (0,20 %)
RFL	28 (0,16 %)
IDE	23 (0,13 %)

**WATTRELOS**  
L. 29 088 ; V. 12 871 ; A. 55,75 % ; Ex. 12 426

PS	4 032 (32,44 %)
UDF-RPR	2 302 (18,52 %)
Verts	2 243 (18,05 %)
FN	1 381 (11,11 %)
Centre	869 (6,99 %)
PCF	766 (6,16 %)
LO	262 (2,10 %)
Prot. anim.	201 (1,61 %)
Chasse	107 (0,86 %)
MPPT	80 (0,64 %)
Alliance	50 (0,40 %)
Gén. Europe	40 (0,32 %)
Rénovateurs	31 (0,24 %)
IDE	18 (0,14 %)

**OISE**

La moitié des électeurs ne s'est pas rendue aux urnes alors qu'en 1984 les abstentions n'étaient que de 40 %. Des inscrits, M. Giscard d'Estaing arrive en tête, mais sa liste et celle du centre font moins bien que la seule M<sup>me</sup> Veil il y a cinq ans. En revanche, les socialistes gagnent près de 3 points d'un scrutin à l'autre. La liste du Front national arrive en troisième position. Son score est en recul par rapport aux résultats de M. Le Pen au premier tour de la présidentielle (3 points).

**L. 448 775 ; V. 223 531 ; A. 49,77 % ; Ex. 216 428**





(Suite de la page 21.)

Prot. anim.	104	(0,97 %)
Chasse	66	(0,61 %)
Alliance	56	(0,52 %)
Régénérateurs	51	(0,47 %)
MPPT	49	(0,45 %)
Gén. Europe	33	(0,30 %)
RFL	19	(0,17 %)
IDF	16	(0,15 %)

BRON

L. 21 907 ; V. 9 849 ;	A. 53,04 % ; Ex. 9 699
UDF-RPR	2 476 (25,52 %)
PS	2 300 (23,71 %)
FN	1 922 (19,81 %)
Verts	979 (10,09 %)
Centre	914 (9,42 %)
PCF	711 (7,33 %)
Prot. anim.	100 (1,03 %)
Chasse	75 (0,77 %)
LO	69 (0,71 %)
Régénérateurs	45 (0,46 %)
Alliance	44 (0,45 %)
MPPT	29 (0,29 %)
RFL	15 (0,15 %)
Gén. Europe	15 (0,15 %)
IDF	5 (0,05 %)

CALUIRE-ET-CUIRE

L. 26 018 ; V. 13 496 ;	A. 48,12 % ; Ex. 13 370
UDF-RPR	4 468 (33,41 %)
PS	2 730 (20,41 %)
FN	1 970 (14,73 %)
Centre	1 627 (12,16 %)
Verts	1 591 (11,89 %)
PCF	451 (3,37 %)
Alliance	142 (1,06 %)
Prot. anim.	100 (0,74 %)
Chasse	89 (0,66 %)
LO	87 (0,65 %)
Régénérateurs	40 (0,29 %)
Gén. Europe	34 (0,25 %)
RFL	24 (0,17 %)
IDF	9 (0,06 %)

ELLIEUX-LA-PAPE

L. 16 990 ; V. 7 104 ;	A. 38,18 % ; Ex. 7 010
UDF-RPR	1 769 (25,23 %)
PS	1 568 (22,36 %)
FN	1 445 (20,61 %)
Centre	764 (10,89 %)
Verts	658 (9,38 %)
PCF	412 (5,87 %)
Chasse	38 (0,54 %)
LO	35 (0,50 %)
Prot. anim.	70 (0,99 %)
Régénérateurs	63 (0,89 %)
Alliance	42 (0,59 %)
MPPT	40 (0,57 %)
Gén. Europe	32 (0,45 %)
RFL	25 (0,35 %)
IDF	21 (0,29 %)

SAINT-PIERRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

SAOUE-ET-LOIRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ;	A. 59,22 % ; Ex. 9 074
PS	2 363 (26,04 %)
UDF-RPR	1 953 (21,52 %)
FN	1 702 (18,75 %)
Centre	973 (10,72 %)
Verts	876 (9,65 %)
PCF	676 (7,44 %)
Chasse	133 (1,46 %)
LO	124 (1,36 %)
Prot. anim.	98 (1,08 %)
Régénérateurs	39 (0,42 %)
MPPT	37 (0,40 %)
Gén. Europe	18 (0,19 %)
RFL	17 (0,18 %)
IDF	14 (0,15 %)

HAUTE-SAONE

A gauche, M. Laurent Fabius progresse de 1 100 voix et de 3 points par rapport à la liste Jospin de 1984. Le PCF stagne d'un scrutin européen à l'autre : 6,80 % en 1984, 6,77 % en 1989.

Dans l'opposition, le choix entre les listes de M. Giscard d'Estaing et de M. Veil n'empêche pas une forte avance pour l'UDF et le RPR de plus de 9 200 voix et de 7 points par rapport à 1984. Le Front national, non plus, ne retrouve pas ses positions d'il y a cinq ans.

Les écologistes arrivent en troisième position (en gagnant 6 200 voix et 7 points). La liste des chasseurs et pêcheurs devance les communistes : elle atteint les 5 % et son score moyen est de 7 % dans les petites localités.

HAUTE-SAONE

L. 166 599 ; V. 91 406 ;	A. 45,13 % ; Ex. 87 826
UDF-RPR	26 600 (30,28 %)
PS	23 812 (27,11 %)
FN	9 271 (10,55 %)
Centre	8 915 (10,15 %)
Verts	6 327 (7,20 %)
Chasse	4 406 (5,01 %)
PCF	3 699 (4,21 %)
LO	1 719 (1,95 %)
Prot. anim.	864 (0,98 %)
MPPT	610 (0,69 %)
Alliance	544 (0,61 %)
Gén. Europe	312 (0,35 %)
Régénérateurs	297 (0,33 %)
RFL	272 (0,30 %)
IDF	178 (0,20 %)

L. 166 599 ; V. 91 406 ;	A. 45,13 % ; Ex. 87 826
UDF-RPR	26 600 (30,28 %)
PS	23 812 (27,11 %)
FN	9 271 (10,55 %)
Centre	8 915 (10,15 %)
Verts	6 327 (7,20 %)
Chasse	4 406 (5,01 %)
PCF	3 699 (4,21 %)
LO	1 719 (1,95 %)
Prot. anim.	864 (0,98 %)
MPPT	610 (0,69 %)
Alliance	544 (0,61 %)
Gén. Europe	312 (0,35 %)
Régénérateurs	297 (0,33 %)
RFL	272 (0,30 %)
IDF	178 (0,20 %)

L. 166 599 ; V. 91 406 ;	A. 45,13 % ; Ex. 87 826
UDF-RPR	26 600 (30,28 %)
PS	23 812 (27,11 %)
FN	9 271 (10,55 %)
Centre	8 915 (10,15 %)
Verts	6 327 (7,20 %)
Chasse	4 406 (5,01 %)
PCF	3 699 (4,21 %)
LO	1 719 (1,95 %)
Prot. anim.	864 (0,98 %)
MPPT	610 (0,69 %)
Alliance	544 (0,61 %)
Gén. Europe	312 (0,35 %)
Régénérateurs	297 (0,33 %)
RFL	272 (0,30 %)
IDF	178 (0,20 %)

L. 166 599 ; V. 9
-------------------



# européennes

**BOUEN**  
L. 57 235 ; V. 28 126 ;  
A. 50,85 % ; Ex. 27 568

UDF-RPR	8 323 (30,19 %)
PS	6 973 (25,29 %)
Verts	3 317 (12,03 %)
FN	3 224 (11,69 %)
Centre	2 734 (9,91 %)
PCF	1 367 (4,95 %)
LO	376 (1,36 %)
Prot. anim.	306 (1,10 %)
Alliance	263 (0,95 %)
Rénovateurs	226 (0,81 %)
MPPT	137 (0,49 %)
Gén. Europe	97 (0,35 %)
IDE	56 (0,20 %)
RFL	36 (0,13 %)

**DIEPPE**  
L. 24 698 ; V. 11 253 ;  
A. 54,43 % ; Ex. 10 992

PS	2 857 (25,99 %)
UDF-RPR	2 785 (25,33 %)
PCF	1 809 (16,45 %)
Verts	956 (8,69 %)
FN	919 (8,36 %)
Centre	915 (8,36 %)
LO	215 (1,95 %)
Chasse	133 (1,20 %)
Prot. anim.	114 (1,03 %)
MPPT	62 (0,56 %)
Rénovateurs	32 (0,29 %)
Gén. Europe	43 (0,39 %)
Alliance	42 (0,38 %)
RFL	11 (0,10 %)
IDE	10 (0,09 %)

**LE GRAND-QUEVILLY**  
L. 19 890 ; V. 11 064 ;  
A. 44,37 % ; Ex. 10 726

PS	6 018 (56,10 %)
UDF-RPR	1 287 (11,99 %)
Verts	951 (8,86 %)
PCF	758 (7,06 %)
FN	693 (6,46 %)
Centre	430 (4,00 %)
LO	175 (1,63 %)
Prot. anim.	111 (1,03 %)
Chasse	93 (0,86 %)
MPPT	55 (0,51 %)
Alliance	46 (0,42 %)
Rénovateurs	36 (0,33 %)
Gén. Europe	36 (0,33 %)
RFL	21 (0,19 %)
IDE	16 (0,14 %)

**LE HAVRE**  
L. 123 139 ; V. 51 045 ;  
A. 58,84 % ; Ex. 49 997

UDF-RPR	12 217 (24,43 %)
PS	11 462 (22,92 %)
PCF	8 390 (16,78 %)
FN	6 128 (12,25 %)
Centre	5 212 (10,42 %)
Verts	3 751 (7,50 %)
LO	794 (1,58 %)
Chasse	760 (1,52 %)
Prot. anim.	476 (0,95 %)
Alliance	226 (0,45 %)
MPPT	220 (0,44 %)
Rénovateurs	148 (0,29 %)
Gén. Europe	100 (0,20 %)
RFL	63 (0,12 %)
IDE	50 (0,10 %)

**SAINT-ETIENNE-  
DU-ROUVREY**  
L. 17 223 ; V. 7 076 ;  
A. 55,43 % ; Ex. 7 462

PS	2 308 (30,93 %)
UDF-RPR	1 780 (23,85 %)
PCF	1 133 (15,18 %)
Verts	733 (9,82 %)
FN	658 (8,81 %)
Centre	375 (5,02 %)
LO	140 (1,87 %)
Prot. anim.	103 (1,38 %)
Chasse	79 (1,05 %)
MPPT	42 (0,56 %)
Rénovateurs	30 (0,40 %)
Gén. Europe	26 (0,34 %)
Alliance	15 (0,20 %)
RFL	10 (0,13 %)

## DEUX-SÈVRES

Le total des suffrages obtenus par les listes de M<sup>me</sup> Veil et M. Giscard d'Estaing est loin du score obtenu il y a cinq ans par l'union de l'opposition. M<sup>me</sup> Veil avait alors fait dans les Deux-Sèvres l'un de ses meilleurs résultats départementaux, dépassant à elle seule la moitié des suffrages exprimés. Cette fois, une seule commune, Les Aubiers - dont le jeune maire CDS, M. Dominique Faillie, était sur la liste - a placé en tête l'ancienne présidente du Parlement européen. La liste des chasseurs et des pêcheurs - qui réalise ici un score élevé - est à moins de 2 points de M<sup>me</sup> Veil.

Pour les autres candidats, alors que la liste écologiste double le résultat de M. Waechter à l'élection présidentielle de 1988, M. Laurent Fabius fait 10 points de moins que M. Mitterrand au premier tour de ce même scrutin présidentiel, et dans la ville de Niort, il obtient la moitié moins de voix que le maire socialiste au premier tour de l'élection municipale de Niort (48,22 %). Sur sa liste, le maire rocardien de Parthenay, M. Michel Hervé (en vingt-troisième position), devra compter sur des désemparés pour espérer siéger à Strasbourg.

L. 251 997 ; V. 123 268 ;  
A. 51,08 % ; Ex. 118 234

UDF-RPR	37 063 (31,34 %)
PS	32 331 (27,34 %)
Verts	12 549 (10,61 %)
Centre	10 942 (9,25 %)
Chasse	9 138 (7,72 %)

**FN** 6 257 (5,29 %)  
**PCF** 3 602 (3,04 %)  
**LO** 1 752 (1,48 %)  
**Prot. anim.** 1 132 (0,95 %)  
**Alliance** 1 079 (0,91 %)  
**MPPT** 1 046 (0,88 %)  
**Rénovateurs** 435 (0,36 %)  
**Gén. Europe** 425 (0,35 %)  
**RFL** 244 (0,20 %)  
**IDE** 235 (0,19 %)

**NIORT**  
L. 38 209 ; V. 17 193 ;  
A. 55,00 % ; Ex. 16 821

PS	5 312 (31,57 %)
UDF-RPR	4 599 (27,34 %)
Verts	1 984 (11,79 %)
Centre	1 582 (9,40 %)
FN	1 087 (6,46 %)
PCF	863 (5,13 %)
Chasse	601 (3,57 %)
LO	226 (1,33 %)
Alliance	142 (0,84 %)
MPPT	116 (0,68 %)
Rénovateurs	64 (0,38 %)
Gén. Europe	36 (0,21 %)
RFL	29 (0,17 %)
IDE	26 (0,15 %)

## SOMME

La liste de M. Giscard d'Estaing et la liste de M<sup>me</sup> Veil totalisent 32,14 % contre 38,95 % pour la liste UDF-RPR en 1984. Mais M<sup>me</sup> Chirac et Barre n'avaient obtenu que 31,74 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. En cinq ans, le PS a progressé de 2 points, passant de 17,46 % à 19,59 %. Entre-temps, au premier tour de 1988, M. Mitterrand avait recueilli 36,68 % des suffrages.

Baines du vote communiste : 16,10 % en 1984, 10,07 % en 1988, 9,85 % le 18 juin 1989. Le résultat des Verts (8,53 %) est moins important que dans l'ensemble de la France. Les chasseurs de gibier d'eau de la baie de Somme, qui ont une grande popularité, permettent à la liste Gouast d'obtenir 14,97 % des voix. A Amiens, la droite classique obtient 36,56 % des voix, alors que M. de Robien (UDF-RPR), qui avait été élu maire au second tour des municipales, avait recueilli 40,99 % des suffrages au premier tour. Le Front national progresse depuis les municipales de mars : 7,97 % à 12,33 %. Le PC passe de 27,21 % (le maire battu était communiste) à 11,93 %. Le PS reste stable.

L. 382 036 ; V. 211 588 ;  
A. 44,61 % ; Ex. 203 032

UDF-RPR	52 528 (25,87 %)
PS	39 784 (19,57 %)
FN	30 400 (14,97 %)
Chasse	30 400 (14,97 %)
PCF	19 992 (9,84 %)
FN	18 544 (9,13 %)
Verts	12 327 (6,26 %)
Centre	4 435 (2,18 %)
LO	2 465 (1,21 %)
Prot. anim.	1 517 (0,74 %)
Alliance	1 005 (0,49 %)
Gén. Europe	899 (0,44 %)
Rénovateurs	736 (0,36 %)
RFL	385 (0,18 %)
IDE	292 (0,14 %)

**AMIENS**  
L. 75 086 ; V. 34 860 ;  
A. 53,57 % ; Ex. 33 977

UDF-RPR	9 699 (28,54 %)
PS	6 247 (18,38 %)
FN	4 191 (12,33 %)
PCF	4 054 (11,93 %)
Verts	3 507 (10,32 %)
Centre	2 725 (8,02 %)
Chasse	1 823 (5,24 %)
LO	506 (1,48 %)
Prot. anim.	426 (1,25 %)
Alliance	230 (0,67 %)
Rénovateurs	170 (0,50 %)
MPPT	124 (0,36 %)
Gén. Europe	124 (0,36 %)
RFL	48 (0,14 %)
IDE	43 (0,12 %)

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Comptez 36-15 - Tapez LEMOND

## TARN

Les listes de M. Giscard d'Estaing et M<sup>me</sup> Veil perdent près de 7 points par rapport au résultat de la liste d'union de 1984, alors que M. Fabius améliore légèrement le score socialiste d'il y a cinq ans. A Castres, ville d'origine du député européen Bernard Antony, chef de file du courant intégriste, le FN réalise son plus beau score : 15,17 % des suffrages.

L. 253 392 ; V. 145 748 ;  
A. 42,48 % ; Ex. 139 300

PS	40 600 (29,14 %)
UDF-RPR	36 788 (25,40 %)
FN	14 846 (10,45 %)
Verts	14 449 (10,37 %)
PCF	9 378 (6,52 %)
Centre	8 808 (6,22 %)
LO	2 107 (1,51 %)
Prot. anim.	1 409 (1,01 %)
MPPT	1 111 (0,79 %)
Alliance	1 102 (0,79 %)
Rénovateurs	739 (0,53 %)
Gén. Europe	334 (0,23 %)
RFL	311 (0,22 %)

**ALBI**  
L. 31 587 ; V. 16 721 ;  
A. 47,06 % ; Ex. 16 223

PS	4 703 (28,98 %)
UDF-RPR	4 486 (27,65 %)
FN	1 910 (11,77 %)
Verts	1 636 (10,08 %)
Centre	1 134 (6,99 %)
PCF	1 125 (6,93 %)
Chasse	460 (2,83 %)
LO	192 (1,18 %)
Prot. anim.	168 (1,03 %)
Alliance	144 (0,89 %)
MPPT	79 (0,49 %)
Rénovateurs	41 (0,25 %)
Gén. Europe	30 (0,18 %)
RFL	28 (0,17 %)
IDE	28 (0,17 %)

## CASTRES

L. 30 583 ; V. 16 937 ;  
A. 44,61 % ; Ex. 16 304

UDF-RPR	4 764 (29,21 %)
PS	4 240 (26,00 %)
FN	2 474 (15,17 %)
Verts	1 631 (10,00 %)
Centre	1 094 (6,71 %)
PCF	887 (5,44 %)
Chasse	200 (1,22 %)
LO	161 (0,98 %)
Alliance	141 (0,86 %)
Prot. anim.	86 (0,52 %)
Rénovateurs	85 (0,52 %)
Gén. Europe	59 (0,36 %)
RFL	28 (0,17 %)
IDE	21 (0,12 %)

## TARN-ET-GARONNE

Les deux listes d'opposition totalisent sept points de moins que la liste d'union en 1984, tandis que M. Fabius améliore légèrement le score socialiste d'il y a cinq ans. La surprise du scrutin est le résultat de la liste des chasseurs (7,11 %) qui talonne la liste centriste de M<sup>me</sup> Veil (7,48 %). Le PCF, de son côté, perd un tiers de son influence par rapport aux dernières européennes.

L. 146 218 ; V. 80 060 ;  
A. 45,34 % ; Ex. 76 612

PS	20 010 (25,11 %)
UDF-RPR	19 075 (23,92 %)
FN	9 009 (11,37 %)
Verts	8 582 (10,70 %)
Centre	5 733 (7,28 %)
PCF	4 533 (5,71 %)
Chasse	4 630 (5,84 %)
LO	1 048 (1,36 %)
Prot. anim.	852 (1,11 %)
MPPT	554 (0,72 %)
Rénovateurs	466 (0,60 %)
Gén. Europe	314 (0,40 %)
Alliance	203 (0,26 %)
RFL	154 (0,20 %)
IDE	129 (0,16 %)

**TOULON**  
L. 113 128 ; V. 52 564 ;  
A. 53,53 % ; Ex. 51 762

UDF-RPR	14 751 (28,49 %)
PS	14 657 (28,31 %)
FN	8 330 (16,09 %)
Verts	4 343 (8,39 %)
PCF	3 993 (7,71 %)
Centre	3 220 (6,22 %)
Chasse	784 (1,51 %)
Prot. anim.	446 (0,86 %)
LO	323 (0,62 %)
Alliance	271 (0,52 %)
Gén. Europe	246 (0,47 %)
MPPT	151 (0,29 %)
Rénovateurs	143 (0,27 %)
RFL	58 (0,11 %)
IDE	46 (0,08 %)

Tous les ouvrages sur  
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,  
les médecines naturelles...  
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

## MONTAUBAN

L. 33 325 ; V. 17 877 ;  
A. 46,33 % ; Ex. 17 234

PS	4 718 (27,37 %)
UDF-RPR	4 550 (26,40 %)
FN	2 280 (13,22 %)
Verts	2 173 (12,60 %)
Centre	1 365 (7,92 %)
PCF	913 (5,29 %)
Chasse	536 (3,11 %)
LO	186 (1,07 %)
Prot. anim.	185 (1,07 %)
Alliance	82 (0,47 %)
Rénovateurs	81 (0,47 %)
MPPT	68 (0,39 %)
Gén. Europe	51 (0,29 %)
RFL	24 (0,13 %)
IDE	22 (0,12 %)

## VAR

Avec le plus fort taux d'abstention (51,15) enregistré depuis les élections européennes de 1979, ce scrutin laisse apparaître des scores inférieurs aux moyennes nationales pour l'ensemble des listes, hormis celle du PCF et du FN.

## Les élections

## VIENNE

La droite poitevine espérait deux élus; elle n'en aura qu'un, Jean-Pierre Raffarin (UDF-RPR), président du conseil régional, qui figurait en 25<sup>e</sup> position sur la liste UDF-RPR. Jean-Pierre Abelin (UDF-CDS), conseiller municipal de Châtelleraut et élu européen sortant, paie la contre-performance de la liste Veil.

Dans les deux principales villes du département - Poitiers et Châtelleraut - la droite et plus encore la gauche subissent une érosion par rapport aux municipales de mars 1988. Au chef-lieu, le PS et le PC ensemble perdent plus de 12 points et la droite UDF-RPR-CDS 2, tandis qu'à Châtelleraut la chute est respectivement de 19 et de 7 points. Il faut voir là sans aucun doute les effets conjugués de la désaffection de l'électorat et du grignotage des petites listes, en particulier des Verts qui progressent encore à Poitiers (13,24 % au lieu de 12,55 % en mars) et de l'alliance des chasseurs et des pêcheurs qui, dans quelques communes rurales, devan- cent toutes les autres listes!

L. 271 266 ; V. 138 001 ; A. 49,12 % ; Ex. 133 232

UDF-RPR	37 633 (28,24 %)
PS	35 108 (24,84 %)
Centre	13 827 (10,37 %)
Verts	13 441 (10,08 %)
Chasse	10 606 (7,96 %)
FN	9 462 (7,10 %)
PCF	8 333 (6,25 %)
LO	1 993 (1,49 %)
Prot. anim.	1 303 (0,97 %)
MPPT	1 047 (0,78 %)
Alliance	942 (0,70 %)
Rénovateurs	563 (0,42 %)
Gén. Europe	488 (0,36 %)
RFL	246 (0,18 %)
IDE	240 (0,18 %)

1984 - L. 286 350 ; V. 161 489 ; A. 43,12 % ; Ex. 144 283. - UDF-RPR, 66 147 (48,84 %) ; PS, 33 368 (23,12 %) ; PCF, 13 845 (9,85 %) ; FN, 9 416 (6,82 %) ; ERE, 4 378 (3,03 %) ; LO, 4 311 (2,98 %) ; Verts, 4 293 (2,97 %) ; Réussir, 2 752 (1,90 %) ; PCI, 1 730 (1,19 %) ; Uds, 1 371 (0,98 %) ; PSU-CDU, 1 362 (0,94 %) ; I. 84, 1 111 (0,77 %) ; EUE, 389 (0,27 %).

1988 - L. 270 896 ; V. 224 480 ; A. 17,14 % ; Ex. 218 448. - Mitterrand, 82 706 (37,86 %) ; Chirac, 47 558 (21,77 %) ; Barre, 35 797 (16,38 %) ; Le Pen, 20 328 (9,30 %) ; Lajoinie, 12 701 (5,84 %) ; Waechter, 8 362 (3,83 %) ; Lagulier, 4 952 (2,28 %) ; Juguin, 4 930 (2,25 %) ; Boussel, 1 038 (0,47 %).

PORTIERS  
L. 44 734 ; V. 21 965 ; A. 50,89 % ; Ex. 21 526

UDF-RPR	6 330 (29,40 %)
PS	5 959 (27,68 %)
Centre	2 831 (13,24 %)
FN	2 081 (9,66 %)
PCF	1 653 (7,67 %)
Chasse	1 295 (6,01 %)
LO	526 (2,44 %)
Alliance	204 (0,94 %)
Prot. anim.	183 (0,85 %)
Rénovateurs	159 (0,73 %)
MPPT	123 (0,57 %)
Gén. Europe	88 (0,40 %)
RFL	36 (0,16 %)
IDE	20 (0,09 %)

CHATELLERAUT  
L. 24 379 ; V. 11 546 ; A. 52,63 % ; Ex. 11 524

PS	3 148 (27,97 %)
UDF-RPR	2 301 (20,44 %)
Centre	1 890 (16,79 %)
FN	1 112 (9,88 %)
Verts	1 050 (9,33 %)
PCF	924 (8,33 %)
Chasse	358 (3,18 %)
Prot. anim.	111 (0,98 %)
LO	107 (0,95 %)
Alliance	72 (0,63 %)
MPPT	55 (0,48 %)
Gén. Europe	45 (0,39 %)
Rénovateurs	37 (0,32 %)
RFL	22 (0,19 %)
IDE	22 (0,19 %)

## HAUTE-VIENNE

Dans un ensemble de résultats classiques, qui confirment la traditionnelle prédominance socialiste, la surprise vient de la liste Chasse pêche et tradition, laquelle, dans la plupart des cantons ruraux, devance les listes Veil, Waechter et Le Pen, talonnant et parfois dépassant les grandes listes. Un résultat qui souligne a contrario l'absence d'intérêt et

même l'hostilité de principe que suscitent les enjeux européens.

Avec un taux de participation de 58,3 %, les résultats sont surtout intéressants en ce qui concerne le vote communiste. Le PC était, les premiers scrutins européens, la première force politique en Haute-Vienne. Depuis, le déclin a été assez vertigineux, mais malgré leurs profondes divergences internes les communistes «reconstructeurs», qui tiennent la plupart des postes électifs dans le département, se sont retrouvés derrière le candidat officiel. La liste Labarre, qui avait de nombreux supporters dans le département, y obtient des résultats négatifs. La plupart des bastions «reconstructeurs» sont ceux qui donnaient les meilleurs scores à M. Herzog. Exemple: Saint-Genest-sur-Rozelle, dont le maire est M<sup>me</sup> Danièle Rigout, l'épouse de l'ex-ministre, aujourd'hui dissidente, a placé M. Herzog en tête avec 35,5 % des suffrages exprimés.

L. 262 088 ; V. 140 384 ; A. 46,43 % ; Ex. 134 370

PS	38 888 (28,94 %)
UDF-RPR	33 100 (24,63 %)
PCF	18 502 (13,76 %)
Verts	11 699 (8,70 %)
FN	8 909 (6,63 %)
Chasse	8 615 (6,41 %)
Centre	8 317 (6,18 %)
LO	1 976 (1,47 %)
Prot. anim.	1 211 (0,90 %)
MPPT	910 (0,67 %)
Rénovateurs	810 (0,60 %)
Alliance	617 (0,45 %)
Gén. Europe	391 (0,29 %)
RFL	221 (0,16 %)
IDE	204 (0,15 %)

1984 - L. 259 858 ; V. 162 583 ; A. 37,43 % ; Ex. 183 876. - UDF-RPR, 64 812 (36,62 %) ; PS, 38 431 (24,97 %) ; PCF, 32 734 (21,27 %) ; FN, 7 887 (5,12 %) ; Verts, 4 298 (2,79 %) ; ERE, 4 182 (2,72 %) ; LO, 3 827 (2,48 %) ; PCI, 2 361 (1,53 %) ; Réussir, 2 184 (1,40 %) ; PSU-CDU, 1 080 (0,70 %) ; I. 84, 860 (0,55 %) ; Uds, 830 (0,53 %) ; EUE, 388 (0,25 %) ; POE, 1 000 (0,65 %).

1988 - L. 282 298 ; V. 221 440 ; A. 15,57 % ; Ex. 215 025. - Mitterrand, 81 401 (37,86 %) ; Chirac, 47 598 (22,13 %) ; Lajoinie, 24 430 (11,38 %) ; Barre, 23 814 (10,88 %) ; Le Pen, 18 862 (7,83 %) ; Juguin, 8 710 (4,02 %) ; Waechter, 8 637 (3,98 %) ; Lagulier, 4 941 (2,28 %) ; Boussel, 945 (0,39 %).

LIMOGES  
L. 84 280 ; V. 44 443 ; A. 47,26 % ; Ex. 42 697

PS	12 943 (30,31 %)
UDF-RPR	11 328 (26,53 %)
Centre	4 428 (10,37 %)
PCF	4 116 (9,64 %)
FN	3 591 (8,41 %)
Centre	3 024 (7,08 %)
Chasse	1 413 (3,30 %)
LO	544 (1,27 %)
Prot. anim.	412 (0,96 %)
Alliance	241 (0,56 %)
Rénovateurs	240 (0,56 %)
MPPT	216 (0,50 %)
Gén. Europe	95 (0,22 %)
RFL	60 (0,14 %)
IDE	46 (0,10 %)

## VOSGES

Les Verts enregistrent, par rapport à 1984, une très forte progression. Le Parti socialiste confirme son résultat de la précédente consultation européenne, passant de 19,47 % à 23,95 %. En revanche, les résultats de la droite classique sont en recul. La liste UDF-RPR (31,47 %) et la liste de M<sup>me</sup> Veil (8,93 %) totalisent 40,40 % des voix, soit 6 points de moins que le score obtenu en 1984 par l'union UDF-RPR. Le Front national confirme son implantation, tandis que le Parti communiste accuse un net recul (3,68 % contre 5,81 % en 1984).

L. 277 317 ; V. 136 477 ; A. 50,78 % ; Ex. 129 810

UDF-RPR	40 860 (31,47 %)
PS	31 091 (23,95 %)
Centre	11 593 (8,93 %)
PCF	4 784 (3,68 %)
Chasse	3 643 (2,80 %)
LO	2 426 (1,86 %)
Prot. anim.	1 500 (1,15 %)
MPPT	1 203 (0,92 %)
Alliance	1 066 (0,82 %)
Gén. Europe	606 (0,46 %)
Rénovateurs	562 (0,43 %)
RFL	380 (0,29 %)
IDE	318 (0,24 %)

1984 - L. 273 533 ; V. 150 623 ; A. 44,93 % ; Ex. 141 760. - UDF-RPR, 68 147 (48,84 %) ; PS, 27 804 (19,47 %) ; FN, 16 580 (10,88 %) ; PCF, 8 248 (5,81 %) ; Verts, 8 201 (4,08 %) ; ERE, 4 888 (3,23 %) ; LO, 4 478 (3,15 %) ; Réussir, 3 466 (2,43 %) ; PCI, 1 750 (1,24 %) ; I. 84, 1 202 (0,84 %) ; Uds, 1 190 (0,83 %) ; PSU-CDU, 1 046 (0,73 %) ; EUE, 663 (0,46 %) ; POE, 4 000 (2,72 %).

EPINAL  
L. 23 015 ; V. 11 305 ; A. 50,87 % ; Ex. 10 956

UDF-RPR	3 541 (32,32 %)
PS	2 717 (24,79 %)
Centre	1 321 (12,05 %)
FN	1 217 (11,10 %)
Centre	1 106 (10,09 %)
PCF	291 (2,65 %)
LO	150 (1,36 %)
MPPT	133 (1,21 %)
Prot. anim.	133 (1,21 %)
Chasse	132 (1,20 %)
Alliance	84 (0,76 %)
Rénovateurs	52 (0,47 %)
Gén. Europe	34 (0,31 %)
RFL	23 (0,20 %)
IDE	22 (0,20 %)

## YONNE

Dans ce département où la liste Chasse, pêche et tradition a recueilli plus de 5 % des suffrages, le PC perd près de 3 points par rapport aux élections européennes de 1984, tandis que le Front national progresse légèrement (0,37 %) et que le Parti socialiste gagne près de 2 points. Mais ce dernier est très en retrait par rapport au score réalisé par le candidat Mitterrand en 1988 (33,15 %). En revanche, l'addition des voix qui se sont reportées sur les listes conduites par Valéry Giscard d'Estaing et Simone Veil est loin de totaliser le score de la liste unique UDF-RPR de 1984. Il est vrai qu'entre temps Jean-Pierre Soisson, le maire d'Auxerre et l'un des figures du centre, est devenu ministre du gouvernement de Michel Rocard.

L. 222 205 ; V. 115 325 ; A. 48,09 % ; Ex. 110 269

UDF-RPR	32 780 (29,72 %)
PS	23 564 (21,36 %)
Centre	14 339 (13,00 %)
Verts	11 251 (10,20 %)
Centre	9 197 (8,34 %)
PCF	8 109 (7,35 %)
Chasse	5 761 (5,22 %)
LO	1 529 (1,38 %)
Prot. anim.	1 304 (1,18 %)
MPPT	745 (0,67 %)
Alliance	641 (0,58 %)
Rénovateurs	330 (0,29 %)
Gén. Europe	322 (0,29 %)
RFL	306 (0,27 %)
IDE	91 (0,08 %)

1984 - L. 218 764 ; V. 129 456 ; A. 40,82 % ; Ex. 124 329. - UDF-RPR, 64 880 (44,14 %) ; PS, 22 768 (18,31 %) ; FN, 16 710 (12,88 %) ; PCF, 12 532 (10,07 %) ; Verts, 4 286 (3,44 %) ; ERE,

4 261 (3,42 %) ; LO, 2 789 (2,24 %) ; Réussir, 2 688 (2,08 %) ; PCI, 1 417 (1,13 %) ; I. 84, 981 (0,78 %) ; PSU-CDU, 983 (0,77 %) ; Uds, 811 (0,68 %) ; EUE, 318 (0,25 %) ; POE, 18 (0,01 %).

AUXERRE  
L. 22 013 ; V. 9 736 ; A. 55,77 % ; Ex. 9 467

UDF-RPR	2 861 (30,22 %)
PS	2 138 (22,58 %)
Centre	1 154 (12,18 %)
FN	1 130 (11,93 %)
Centre	976 (10,30 %)
PCF	519 (5,48 %)
Chasse	235 (2,48 %)
Prot. anim.	118 (1,24 %)
LO	98 (1,03 %)
Alliance	78 (0,82 %)
MPPT	76 (0,80 %)
Gén. Europe	25 (0,26 %)
Rénovateurs	22 (0,23 %)
RFL	19 (0,20 %)
IDE	18 (0,19 %)

## TERRITOIRE-DE-BELFORT

Les Verts multiplient leur résultat de 1984 par trois. Le Parti socialiste obtient un bon score avec 29,18 % des suffrages exprimés, mais l'ensemble de la gauche stagne. Avec 32,53 %, les deux listes conduites par M. Giscard d'Estaing et M<sup>me</sup> Veil n'atteignent pas les 39,43 % du précédent scrutin européen. Le Front national consolide sa position, dans le département (plus de 13 %) comme à Belfort (plus de 16 %).

Dans la ville de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, les socialistes n'ont pas mobilisé leur électorat traditionnel. Par rapport au premier tour de l'élection municipale, Verts et droite

classique sont en progression; alors que le Front national se stabilise et que les partis de gauche enregistrent tous un net recul.

L. 84 713 ; V. 43 436 ; A. 48,70 % ; Ex. 42 060

PS	12 273 (28,17 %)
UDF-RPR	10 510 (24,98 %)
FN	5 650 (12,85 %)
Centre	5 406 (12,53 %)
PCF	3 170 (7,33 %)
LO	1 855 (4,41 %)
Chasse	871 (2,07 %)
Prot. anim.	455 (1,08 %)
Alliance	298 (0,70 %)
MPPT	265 (0,63 %)
Gén. Europe	168 (0,39 %)
Rénovateurs	108 (0,25 %)
RFL	87 (0,20 %)
IDE	68 (0,16 %)

BELFORT  
L. 28 334 ; V. 14 177 ; A. 49,96 % ; Ex. 13 746

PS	3 949 (28,72 %)
UDF-RPR	3 179 (23,12 %)
Centre	2 303 (16,75 %)
FN	2 303 (16,75 %)
Centre	1 725 (12,54 %)
PCF	1 060 (7,71 %)
LO	728 (5,29 %)
Prot. anim.	249 (1,81 %)
Alliance	146 (1,06 %)
MPPT	137 (0,99 %)
Gén. Europe	94 (0,68 %)
Rénovateurs	63 (0,45 %)
RFL	37 (0,26 %)
RFL	36 (0,26 %)
IDE	20 (0,14 %)
IDE	20 (0,14 %)

## Le Monde



## LE BILAN DE L'EUROPE

NUMÉRO  
HORS SÉRIE  
116 PAGES 42 F

A l'occasion  
des élections du 18 juin,  
le Monde  
fait le point  
sur la construction européenne  
et trace le chemin  
qui reste à parcourir.

- VERS LE MARCHÉ UNIQUE DE 1993
- LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DU GRAND MARCHÉ
- LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE
- LA REFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES: VERS UNE PLUS GRANDE DÉMOCRATIE INTERNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

## LA PROMESSE DE L'ACTE UNIQUE

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Nbre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ X 47 F (port inclus) : \_\_\_\_\_ F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

COMMANDE  
ET RÉGLEMENT  
À RENVOYER À:

Le Monde

Service des ventes au numéro

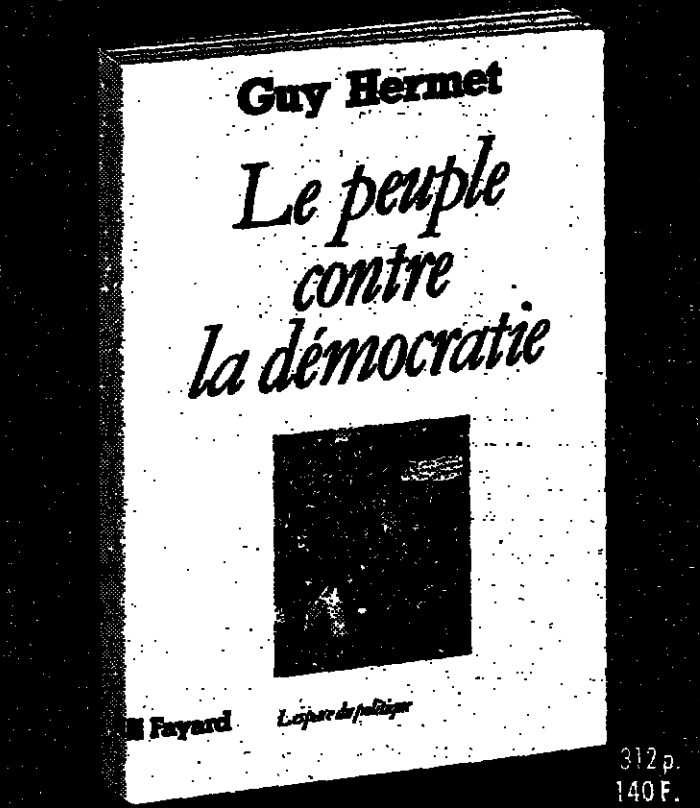
7, rue des Italiens

75427 Paris Cedex 09

## PEUT-ON FAIRE CONFIANCE AUX CITOYENS?

Plus qu'à une démocratie pluraliste, le peuple aspire souvent à sa propre dictature. Une réflexion audacieuse du politologue Guy Hermet.

Jean-François Revel, Le Point



On ne devrait lire qu'une sorte de livres: ceux qui bousculent les idées reçues, les seuls capables de vous faire réfléchir. C'est dans cet esprit que devrait être abordé l'essai de Guy Hermet sur la démocratie, ouvrage dans lequel l'auteur, avec une verve de moraliste iconoclaste, bouscule certains de nos préjugés sur le sujet, les mieux enracinés.

Pascal Bruckner, Le Nouvel Observateur

L'espace du politique  
collection dirigée par Pierre Birbaumer

FAYARD



# européennes

## GUADELOUPE

L. 218 949 ; V. 21 881 ;  
A. 90,00 % ; Ex. 19 463

PS	7 623 (39,16 %)
UDF-RPR	7 453 (38,29 %)
Centre	1 514 (7,11 %)
PCF	917 (4,21 %)
FN	590 (2,74 %)
Verts	496 (2,34 %)
LO	472 (2,22 %)
Prot. anim.	251 (1,18 %)
Chasse	78 (0,36 %)
Alliance	60 (0,28 %)
RFL	7 (0,03 %)
Gén. Europe	2 (0,01 %)

1984. - L. 179 346 ; V. 24 888 ; A. 85,12 % ; Ex. 23 156. - UDF-RPR, 14 078 (56,78 %) ; PS, 6 083 (25,27 %) ; PCF, 971 (4,13 %) ; FN, 680 (2,88 %) ; PSU-CDU, 163 (0,70 %) ; PCL, 10 (0,00 %) ; Verts, 1 (0,00 %).  
1988. - L. 198 670 ; V. 22 346 ; A. 85,12 % ; Ex. 20 853. - Mitterrand, 42 283 (55,01 %) ; Chirac, 18 452 (25,31 %) ; Barre, 8 118 (10,58 %) ; Lajoinie, 4 197 (5,48 %) ; Le Pen, 1 222 (1,58 %) ; Laguerre, 902 (0,78 %) ; Wacziarg, 452 (0,58 %) ; Juquin, 317 (0,41 %) ; Bousset, 140 (0,18 %).

## MARTINIQUE

La chute vertigineuse de la participation, de 30 % en 1984 à 16,06 %, ne s'explique que par une part modeste par les consignes d'abstention données par les formations indépendantistes, bien que dans les deux communes à municipalité d'extrême gauche 4,5 % et 5,9 % seulement des électeurs se soient déplacés. La participation est faible même là où la majorité présidentielle, vainqueur de tous les scrutins depuis six ans, et ceux de l'opposition appellent à voter. L'explication réside principalement dans la conviction que le Parlement européen est peu apte à résoudre les problèmes que crée l'appartenance à la CEE d'une île petite, exotique et économiquement défavorisée.

Comme ailleurs, la déshabilitation a touché l'électorat de gauche plus que celui de droite. La liste UDF-RPR (43,45 %) et la liste de M. Simonne Veil (7,56 %) totalisent 51,01 % des suffrages exprimés, score dont la droite s'est débarrassée. C'est la première fois depuis 1982 qu'elle est victorieuse.  
M. Mitterrand avait obtenu au deuxième tour de la présidentielle de 1988 70,88 % des suffrages. La liste conduite par M. Laurent Fabius doit se contenter de 35,60 %.

L'effacement est particulièrement net à Fort-de-France : 10 055 voix pour M. Jospin en 1984, 79 % des voix pour M. Mitterrand au scrutin présidentiel, 81,90 % aux municipales de mars 1988 pour le Parti progressiste martiniquais, principale force mitterrandiste de l'île, mais aujourd'hui seulement 4 641 voix pour M. Fabius.

Les hésitations du PPM avant d'appeler à voter pour la liste socialiste, jointes au silence total qu'il garde durant la campagne le chef charismatique du parti, M. Aimé Césaire, semblent avoir conforté les électeurs dans leur conviction que, au mieux, l'Europe ne peut rien résoudre, au pis, qu'elle peut aggraver la situation.

Il y a eu une proportion élevée de bulletins blancs et nuls (11,07 % des votants) avec des points dépassant 21 % dans certaines localités.

L. 225 710 ; V. 36 244 ;  
A. 83,94 % ; Ex. 32 220

UDF-RPR	14 004 (43,45 %)
PS	11 475 (35,60 %)
Centre	2 436 (7,56 %)
PCF	1 735 (5,38 %)
LO	711 (2,20 %)
Verts	696 (2,15 %)
FN	615 (1,90 %)
Prot. anim.	554 (1,71 %)
RFL	3 (0,00 %)
Rénovateurs	1 (0,00 %)

1984. - L. 196 368 ; V. 68 828 ; A. 70,04 % ; Ex. 54 153. - UDF-RPR, 32 062 (58,18 %) ; PS, 15 064 (27,79 %) ; PCF, 3 118 (5,71 %) ; FN, 889 (1,60 %) ; Barre, 1 187 (2,19 %) ; Wacziarg, 452 (0,81 %) ; Juquin, 317 (0,41 %) ; Bousset, 140 (0,18 %).  
1988. - L. 218 422 ; V. 124 719 ; A. 42,37 % ; Ex. 116 835. - Mitterrand, 68 845 (58,87 %) ; Chirac, 23 228 (19,28 %) ; Barre, 10 125 (16,35 %) ; Lajoinie, 2 318 (1,89 %) ; Le Pen, 1 385 (1,11 %) ; Laguerre, 826 (0,70 %) ; Wacziarg, 452 (0,58 %) ; Juquin, 317 (0,41 %) ; Bousset, 140 (0,18 %).

## FORT-DE-FRANCE

L. 60 211 ; V. 10 683 ;  
A. 82,25 % ; Ex. 9 493

PS	4 641 (48,88 %)
UDF-RPR	2 655 (27,96 %)
Centre	823 (8,66 %)
PCF	367 (3,85 %)
LO	310 (3,26 %)
Verts	254 (2,67 %)
Prot. anim.	246 (2,59 %)
FN	217 (2,28 %)

## GUYANE

C'est la première fois, en Guyane, qu'une élection rencontre une telle indifférence: 88,50 % d'abstentions !

On n'avait jamais vu ça ! Tous les partis politiques locaux, à l'exception du RPR et de l'UDF, en baisse d'audience, avaient appelé au boycott du scrutin et ils ont été entendus. Une exception spectaculaire, toutefois : sur les bords de l'Oyapock, les Amérindiens Palikurs de Camopi et de Trois-Sauts ont participé au scrutin à 91,44 %.

L. 32 089 ; V. 3 686 ;  
A. 88,51 % ; Ex. 3 433

UDF-RPR	1 387 (40,40 %)
PS	734 (21,38 %)
Centre	476 (13,86 %)
RFL	369 (10,74 %)
MPPT	290 (8,44 %)
LO	91 (2,65 %)
Verts	86 (2,50 %)

1984. - L. 24 820 ; V. 6 038 ; A. 76,77 % ; Ex. 5 828. - UDF-RPR, 3 363 (57,89 %) ; PS, 1 625 (27,87 %) ; FN, 380 (6,51 %) ; ERE, 190 (3,25 %) ; Barre, 120 (2,00 %) ; PCF, 88 (1,58 %) ; PSU-CDU, 63 (1,05 %).  
1988. - L. 30 216 ; V. 16 921 ; A. 43,99 % ; Ex. 16 368. - Mitterrand, 8 486 (51,93 %) ; Chirac, 4 988 (30,58 %) ; Barre, 1 488 (9,18 %) ; Le Pen, 771 (4,71 %) ; Wacziarg, 181 (1,18 %) ; Laguerre, 148 (0,80 %) ; Lajoinie, 112 (0,68 %) ; Juquin, 105 (0,64 %) ; Bousset, 38 (0,23 %).

## CAYENNE

L. 13 889 ; V. 1 039 ;  
A. 92,51 % ; Ex. 932

UDF-RPR	348 (37,33 %)
Chasse	239 (25,64 %)
Centre	114 (12,23 %)
RFL	86 (9,22 %)
MPPT	81 (8,69 %)
LO	42 (4,50 %)
Verts	22 (2,36 %)

## LA RÉUNION

Le taux extrêmement faible de participation (22,89 %) s'explique essentiellement par l'appel à l'abstention lancé par l'indépendantiste communiste réunionnais, alors qu'en 1984 celui-ci avait voté pour la liste du PCF, sur laquelle son secrétaire général, M. Paul Vergès, était en quatrième position, et par le peu de motivation de l'électorat de droite, mécontent, pour sa part, de l'absence de tout représentant des DOM en position d'élégance sur les listes de M. Chirac d'État ou de M. Veil. Le score du PCF a surclassé celui de la liste de M. Herzog, qui n'a recueilli que 4,33 %, soit 14,45 points de moins qu'en 1984.

La liste de M. Chirac d'État, devancée de peu celle de M. Fabius, mais elle perd 15,97 points, au profit, essentiellement, de M. Veil, par rapport au score réalisé il y a cinq ans par la liste UDF-RPR, alors que celle du président de l'Assemblée nationale progresse, au contraire, de 23,95 points. Ces évolutions sont conformes aux résultats enregistrés localement, aux législatives et aux municipales.

L. 327 687 ; V. 75 010 ;  
A. 77,10 % ; Ex. 71 567

UDF-RPR	24 375 (34,05 %)
PS	23 955 (33,47 %)
Centre	7 861 (10,98 %)
Verts	3 349 (4,67 %)
PCF	3 105 (4,33 %)
LO	2 988 (4,17 %)
FN	2 858 (3,99 %)
Prot. anim.	1 773 (2,47 %)
Alliance	861 (1,20 %)
Chasse	442 (0,61 %)

1984. - L. 283 828 ; V. 148 473 ; A. 43,27 % ; Ex. 145 702. - UDF-RPR, 72 894 (50,00 %) ; PS, 43 396 (29,78 %) ; FN, 13 870 (9,32 %) ; ERE, 5 677 (3,89 %) ; Barre, 1 187 (0,80 %) ; Wacziarg, 452 (0,30 %) ; Juquin, 317 (0,21 %) ; Bousset, 140 (0,09 %).  
1988. - L. 292 822 ; V. 215 473 ; A. 28,38 % ; Ex. 211 111. - Mitterrand, 107 876 (51,14 %) ; Barre, 51 783 (24,50 %) ; Chirac, 36 850 (17,45 %) ; Lajoinie, 5 383 (2,54 %) ; Le Pen, 3 740 (1,77 %) ; Laguerre, 1 826 (0,88 %) ; Wacziarg, 1 851 (0,78 %) ; Juquin, 1 298 (0,61 %) ; Bousset, 679 (0,31 %).

## SAINT-DENIS

L. 61 359 ; V. 19 450 ;  
A. 68,30 % ; Ex. 18 772

PS	7 979 (42,50 %)
UDF-RPR	5 091 (27,12 %)
Centre	1 825 (9,72 %)
Verts	986 (5,25 %)
FN	897 (4,77 %)
PCF	625 (3,32 %)
LO	540 (2,87 %)
Prot. anim.	423 (2,25 %)
Alliance	289 (1,53 %)
Chasse	117 (0,62 %)

## LE PORT

L. 15 961 ; V. 951 ;  
A. 94,04 % ; Ex. 894

UDF-RPR	325 (36,35 %)
PS	270 (30,20 %)
Centre	92 (10,29 %)
PCF	59 (6,59 %)
FN	37 (4,13 %)
LO	36 (4,02 %)
Prot. anim.	20 (2,23 %)
Alliance	8 (0,89 %)
Chasse	5 (0,55 %)

## SAINT-ANDRÉ

L. 18 915 ; V. 3 967 ;  
A. 79,02 % ; Ex. 3 767

UDF-RPR	1 288 (34,19 %)
Centre	961 (25,51 %)
PS	794 (21,07 %)
PCF	197 (5,22 %)
LO	189 (5,01 %)
Verts	108 (2,86 %)
Prot. anim.	102 (2,70 %)
FN	78 (2,07 %)
Chasse	30 (0,79 %)
Alliance	20 (0,53 %)

## SAINT-LOUIS

L. 22 863 ; V. 1 567 ;  
A. 93,14 % ; Ex. 1 497

UDF-RPR	917 (61,25 %)
PS	226 (15,09 %)
Centre	163 (10,88 %)
Verts	55 (3,67 %)
FN	31 (2,07 %)
PCF	18 (1,20 %)
LO	18 (1,20 %)
Alliance	17 (1,13 %)
Prot. anim.	6 (0,40 %)

## SAINT-PAUL

L. 33 743 ; V. 8 695 ;  
A. 74,23 % ; Ex. 8 257

UDF-RPR	2 572 (35,99 %)
PS	1 770 (21,43 %)
Centre	1 071 (12,97 %)
LO	595 (7,20 %)
Verts	519 (6,28 %)
PCF	448 (5,42 %)
FN	391 (4,73 %)
Prot. anim.	316 (3,85 %)
Alliance	101 (1,22 %)
Chasse	72 (0,87 %)

## SAINT-PIERRE

L. 31 781 ; V. 7 048 ;  
A. 77,82 % ; Ex. 6 650

UDF-RPR	2 757 (41,58 %)
PS	1 507 (22,73 %)
Centre	731 (11,02 %)
PCF	431 (6,54 %)
LO	311 (4,69 %)
FN	259 (3,90 %)
Verts	251 (3,78 %)
Prot. anim.	189 (2,85 %)
Alliance	93 (1,40 %)
Chasse	47 (0,70 %)

## SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L. 4 487 ; V. 1 158 ;  
A. 3 329,74,19 % ; Ex. 1 055

PS	295 (27,96 %)
UDF-RPR	278 (26,35 %)
Centre	203 (19,24 %)
Verts	178 (16,87 %)
FN	37 (3,50 %)
LO	32 (3,03 %)
Prot. anim.	19 (1,80 %)
PC	15 (1,23 %)

1984. - L. 3 967 ; V. 1 200 ; A. 2 767, 69,75 % ; Ex. 1 074. - UDF-RPR, 804 (66,23 %) ; PS, 195 (16,15 %) ; ERE, 180 (17,69 %) ; FN, 56 (4,71 %) ; PCF, 20 (1,68 %) ; PSU-CDU, 9 (0,75 %).

1988. - L. 4 428 ; V. 2 488 ; A. 1 948, 43,56 % ; Ex. 2 160. - Chirac, 782 (34,97 %) ; Mitterrand, 693 (32,23 %) ; Barre, 304 (14,13 %) ; Wacziarg, 181 (8,41 %) ; Le Pen, 108 (4,93 %) ; Laguerre, 60 (2,78 %) ; Juquin, 20 (0,93 %) ; Lajoinie, 20 (0,93 %) ; Bousset, 14 (0,68 %).

## MAYOTTE

L. 26 800 ; V. 8 138 ;  
A. 69,63 % ; Ex. 8 038

Centre	2 978 (37,04 %)
PS	2 280 (28,36 %)
UDF-RPR	1 958 (24,35 %)
Prot. Anim.	284 (3,53 %)
FN	273 (3,39 %)
PC	158 (1,96 %)
Verts	107 (1,33 %)

1984. - L. 22 500 ; V. 9 180 ; A. 13 320, 59,20 % ; Ex. 9 182. - UDF-RPR, 4 500 (48,11 %) ; ERE, 4 175 (46,58 %) ; PCF, 120 (1,28 %) ; FN, 163 (1,68 %) ; PS, 146 (1,58 %).

1988. - L. 22 254 ; V. 16 385 ; A. 30,96 % ; Ex. 16 222. - UDF-RPR, 8 352 (54,88 %) ; RPR, 6 815 (38,88 %) ; PS, 610 (4,00 %) ; FN, 136 (0,83 %) ; PCF, 180 (1,24 %) ; REN, 69 (0,58 %) ; LO, 79 (0,51 %) ; MPIT, 64 (0,42 %) ; Verts, 37 (0,24 %).

## NOUVELLE-CALÉDONIE

A une semaine d'intervalle, les électeurs calédoniens ont élu deux fois moins nombreux à voter qu'aux élections provinciales, mais cela n'est pas une surprise dans la mesure où le FLNKS, cette fois, avait appelé à l'abstention les militants indépendantistes. Il y a eu donc 27 934 votants de moins que le 11 juin et l'abstention (61,31 %) a augmenté de 30,60 points. Ce scrutin européen n'a donc pas plus mobilisé que celui de 1984. Par rapport à cette référence, la liste UDF-RPR, nettement en tête, accuse un léger recul de 2,73 points et celle du Front national une baisse de 3,55 points. A Nouméa, la liste UDF-RPR a recueillie presque le même nombre de voix qu'il y a cinq ans, alors que celle du FN en perd plus de 700 et le PCF 20 pour un nombre de votants un peu inférieur.

L. 91 230 ; V. 35 291 ;  
A. 61,31 % ; Ex. 34 745

UDF-RPR	24 985 (71,90 %)
FN	4 223 (12,15 %)
PS	2 123 (6,11 %)
Centre	1 510 (4,34 %)
Verts	765 (2,20 %)
Prot. anim.	681 (1,95 %)
PCF	458 (1,31 %)

1984. - L. 80 211 ; V. 32 755 ; A. 89,16 % ; Ex. 32 133. - UDF-RPR, 23 888 (74,64 %) ; FN, 5 048 (15,70 %) ; PS, 1 609 (5,00 %) ; ERE, 1 029 (3,20 %) ; PCF, 481 (1,43 %).

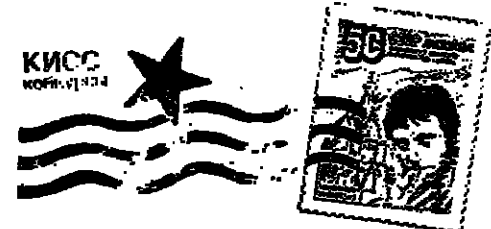
1988. - L. 88 223 ; V. 51 308 ; A. 41,84 % ; Ex. 50 805. - Chirac, 37 915 (74,82 %) ; Le Pen, 6 297 (12,28 %) ; Barre, 3 123 (6,14 %) ; Mitterrand, 2 532 (4,98 %) ; Wacziarg, 308 (0,60 %) ; Laguerre, 293 (0,57 %) ; Lajoinie, 168 (0,33 %) ; Juquin, 92 (0,18 %) ; Bousset, 79 (0,15 %).

## NOUMÉA

L. 32 898 ; V. 17 067 ;  
A. 48,12 % ; Ex. 16 811

UDF-RPR	11 914 (70,87 %)
FN	2 471 (14,69 %)
PS	853 (5,07 %)
Centre	775 (4,61 %)
Verts	387 (2,30 %)
Prot. anim.	260 (1,54 %)
PCF	151 (0,89 %)

## ШЛЁМ КРЕПКИЙ ПОЦЕЛУИ ИЗ РОССИИ



En première mondiale, du 12 au 24 juin 1989, KISS FM + diffuse, en direct de Moscou, ses programmes à l'intention des soviétiques. 40 millions d'auditeurs chaque jour seront à l'écoute d'une radio occidentale. KISS FM +, la radio française à Moscou. Code 3615 KISS.

**BONS BAISERS DE RUSSIE**

Avec **Le Monde**

SCARLETT

## Moshe Lewin

## La grande mutation soviétique

La plupart des spécialistes occidentaux de l'Union soviétique n'ont prévu ni la *perestroïka*, ni son exceptionnelle ampleur. Dans cet essai court et percutant, Moshe Lewin démontre que cette société n'est pas figée, immobilisée par un parti omnipotent lui-même condamné à se reproduire à l'identique. Que Gorbatchev échoue ou réussisse, cela n'arrêtera pas les transformations structurelles que Moshe Lewin analyse ici à l'aide de matériaux largement inédits. Ce livre novateur intéressera tous ceux qui veulent comprendre les mutations sociales et culturelles qui façonnent l'Union soviétique d'aujourd'hui et de demain. 95 F

## LA DÉCOUVERTE

## COLLEGE DES INGÉNIEURS

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE  
ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL  
DES EAUX ET DES FORÊTS  
ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

avec le soutien de  
**L'AIR LIQUIDE**  
**IMETAL**  
**EUROSTART**

**Le Monde**

## LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Contrainte ou arme stratégique ?

Jusqu'où l'intérêt collectif de l'entreprise peut-il coïncider avec l'intérêt particulier de ses employés ?  
Jusqu'où le management s'intéresse-t-il au problème de l'emploi ?

**SÉNAT - 27 JUIN 1989**

Salle Médicis de 9 h à 16 h 45

Renseignements et inscriptions :  
**Association pour la Promotion  
du collège des Ingénieurs**  
28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris  
Tél. : 42-86-01 79 FAX 42-60-40-72

## LE GENRE HUMAIN



"Vive Le Genre humain ! Depuis ses débuts la revue a fait preuve d'une efficacité rare."  
Raymond Bellour / Le Magazine littéraire

"Le Genre humain est une revue qui marque profondément, depuis sa naissance, la vie intellectuelle de notre époque."  
Pierre Lepape / Le Monde

Revue Le Genre humain  
N° 19: Émigrer, immigrer  
192 pages, 85 F

هذه امة لا اصل

# Les élections

## Fort taux d'abstention dans la plupart des pays

Les élections européennes ont été marquées par un fort taux d'abstention, à travers l'ensemble de la Communauté : selon les dernières estimations, le taux de participation, de 61 % en moyenne à l'échelle européenne en 1984, est revenu à 58,5 %. Les Britanniques, bien qu'ils aient participé plus massivement au scrutin que lors de la dernière consultation européenne (36 % de participation contre 32,6 % en 1984), enregistrent le plus faible taux. Viennent ensuite le Danemark (46 % contre 50,3 %), les Pays-Bas (47,2 % contre 50,5 %), la France (48,58 % contre 56,6 %), le Portugal (51,2 % contre 72,42 % en 1987), l'Espagne

(54,8 % contre 69 % en 1987), la RFA (61,5 % contre 56,8 %), l'Irlande (68,3 % contre 47,6 %), la Grèce (77,7 % contre 77,2 %), l'Italie (81,5 % contre 83,9 %), le Luxembourg (87 %, comme en 1984) et la Belgique (93 % contre 92,2 %).

Les taux de participation relativement importants de l'Irlande, de la Grèce et du Luxembourg s'expliquent non seulement du fait du caractère obligatoire du vote au Luxembourg et en Grèce, mais en raison du double scrutin : dans ces trois pays, les électeurs étaient également appelés à se prononcer pour les élections législatives anticipées. Sans être obligatoire,

la participation aux opérations électorales a un caractère contraignant en Italie, où le fait de s'abstenir est inscrit au casier judiciaire.

La nette victoire des travaillistes britanniques renforce le groupe socialiste au Parlement européen (180 sièges contre 166 sortants). La gauche et la droite sont désormais presque à égalité dans l'hémicycle de Strasbourg : les socialistes et les communistes disposent de 221 représentants, les chrétiens-démocrates, les conservateurs et les libéraux en ont 223.

Les écologistes et l'extrême droite devraient donc désormais jouer le rôle d'arbitres. Ces deux formations enregistrent une poussée signifi-



### ● RFA

81 SIÈGES

61 millions d'habitants, 45 millions d'électeurs. Scrutin proportionnel. Les partis peuvent présenter des listes soit au niveau fédéral, soit au niveau des Länder. Seuls les listes qui ont recueilli au moins 5 % des voix sont admises à la répartition. Le décompte s'effectue au niveau fédéral, à l'exception de Berlin-Ouest où les représentants sont élus par la chambre des députés du Land. Vote le 18 juin.

## Le plus haut score d'une formation d'extrême droite dans une consultation nationale depuis la guerre

BONN  
de notre correspondant

M. Franz Schönhuber, le chef du Parti républicain (extrême droite), était rayonnant en cette soirée d'élection européenne à Bonn. Son parti, qui avait déjà créé la sensation en faisant son entrée, au mois de mars dernier, au Sénat de Berlin-Ouest s'affirmait à l'échelle nationale : il obtient 7,1 % des suffrages, passant légèrement la barre des 5 % nécessaire pour obtenir des sièges à Strasbourg. C'est la première fois depuis la guerre qu'une formation d'extrême droite obtient un tel résultat dans une élection nationale. A la fin des années 60, un autre parti se réclamant des mêmes idées, le NPD, avait obtenu des succès lors d'élections municipales et régionales, mais n'était jamais parvenu à s'affirmer sur le plan national : en 1969, il manquait de peu son entrée au Bundestag avec 4,6 % des suffrages avant de retomber dans l'insignifiance.

M. Schönhuber était d'autant plus satisfait dimanche soir que dans sa terre natale, la Bavière, sa formation réalisait un score impressionnant : plus de 15 % des voix, alors que la CSU, le Parti chrétien-social, du ministre des finances, M. Theo Waigel, subit un sérieux revers : avec 45 % environ des voix, il ne parvient pas à conserver la majorité absolue qui lui garantissait la personnalité et le caractère du défunt Franz Josef Strauss pendant les trois dernières décennies. Si cette confirmation de la stabilisation d'un électeur d'extrême droite reste la caractéristique majeure du scrutin européen, et va dominer le débat politique des prochains mois en République fédérale, la physiologie d'ensemble du scrutin confirme les tendances qui s'étaient manifestées lors des récentes élections régionales et locales ainsi que dans les sondages.

Avec 37,7 % des suffrages, la CDU-CSU du chancelier Kohl perd plus de 8 % par rapport au scrutin européen de 1984. Les succès de politique étrangère du chancelier

Kohl - le compromis sur les armes nucléaires à courte portée du sommet de l'OTAN à Bruxelles et les visites de M. George Bush et de M. Mikhaïl Gorbatchev - l'ont sans doute sauvé du désastre électoral qui se dessinait ce printemps. L'ambiance à la Konrad Adenauer Haus, le siège central de la CDU à Bonn, était plutôt au soulagement. On ne craignait rien tant que d'être dépassé par le SPD, ce qui aurait été un très mauvais point de départ pour les élections au Bundestag prévues en décembre 1990. Le secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, a réaffirmé qu'il n'était pas « question de conclure d'alliance à court niveau avec les Républicains » et que son parti « allait faire tout ses efforts pour ramener au bercail les électeurs chrétiens-démocrates dont les suffrages se sont égarés ». En dépit des pertes importantes subies par son parti, le chancelier dispose donc du répit nécessaire pour rétablir la situation d'ici aux élections législatives.

### La déception du SPD

Autre motif de satisfaction pour Helmut Kohl : son partenaire au sein de la coalition, le parti libéral FDP, réussit de justesse, avec 5,6 % des voix, à effleurer son retour au Parlement européen, où n'avait obtenu que 4,8 % en 1984. Il n'était plus représenté. Dans les derniers jours de la campagne, le FDP avait mis l'accent sur le fait qu'il fallait « renforcer la position de M. Geissler ». Ce à sans doute été décisif pour ériter une nouvelle catastrophe à un parti qui, décidément, ne survit que grâce au prestige du seul ministre des affaires étrangères. Au total, la coalition gouvernementale obtient 43 % des suffrages, alors qu'en 1984, elle dépassait la barre des 50 %. Rien n'est donc joué pour 1990, et si le chancelier Kohl a réussi à limiter les dégâts, il le doit moins à la propre force de son parti qu'à l'échec relatif de son principal concurrent, le parti social-démocrate.

Au siège du SPD, la déception était manifeste : les espoirs que l'on

avait placés dans ces élections européennes comme étape décisive vers la reconquête du pouvoir à Bonn ne se sont pas réalisés, loin de là. Avec 37,3 % des suffrages, le SPD ne profite pas de la mauvaise forme de la coalition au pouvoir : il talonne la CDU, certes, mais ne parvient pas à effectuer une percée suffisante pour faire de lui le premier parti du pays ni à retrouver les scores dépassant la barre des 40 %, qui assurait les triomphes de MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt. Plus grave : les premières analyses du scrutin confirment une tendance que l'on avait déjà pu déceler lors des élections de 1984 : le SPD a perdu une partie de l'électorat social-démocrate à lui aussi répondu aux sirènes de l'extrême droite. Cela est particulièrement flagrant en Bavière où le SPD réalise la plus mauvaise performance de l'après-guerre avec seulement 22 % des suffrages. Cet échec relatif au regard des objectifs ambitieux que le parti s'était fixé pour ces élections européennes est une défaite personnelle pour son président, M. Hans Jochen Vogel.

En revanche, les bons résultats obtenus le même jour en Sarre lors des élections municipales par M. Oskar Lafontaine - qui a réussi à faire progresser les sociaux-démocrates et à maintenir les Verts et l'extrême droite bien en dessous des moyennes nationales - devraient accroître l'influence et le poids de cet enfant terrible de la social-démocratie. Le SPD peut aussi se consoler de son demi-échec aux élections européennes en considérant les succès qu'il annonce pour lui aux élections municipales du Land de Rhénanie-Palatinat. Selon les premières tendances d'une élection dont les résultats ne seront définitivement connus que dans la journée de lundi en raison de l'introduction du vote préférentiel et du panachage, le SPD, pour la première fois depuis la création de la République fédérale, devient le premier parti dans ce Land ainsi que dans un bassin de la CDU, qui plus est terre natale du chancelier Kohl. Là aussi, la poussée de l'extrême droite, qui fait une entrée fracassante dans la plupart des

conseils municipaux, a créé la sensation. Dans une ville comme Kaiserslautern, par exemple, où la présence des troupes américaines est particulièrement importante, la campagne nationaliste des amis de M. Schönhuber a fait mouche, et le « ras le bol » des misères provoquées par les voix d'entraînement à basse altitude s'est traduite par un vote sanction contre les chrétiens-démocrates.

### Participation élevée

Les Verts ouest-allemands, qui ont légèrement amélioré leur position, passant de 8,2 à 8,4 % des suffrages sont également un peu déçus : au regard des succès obtenus par leurs homologues des autres pays européens, ils semblent marquer quelque peu le pas. Les changements intervenus à la direction de ce parti, qui depuis quelque mois s'est orienté vers une coopération avec les sociaux-démocrates, n'ont pas attiré vers cette formation plus d'électeurs que lorsque celui-ci était dominé par la tendance fondamentaliste hostile à tout compromis avec le SPD. Facteur stable de la vie politique, le parti Vert ouest-allemand n'est plus un phénomène singulier en Europe. Il se sent à la fois rassuré et inquiet de la percée de ses amis d'Europe du Sud, dont les positions moins radicales semblent suspectes à certains d'entre eux.

La participation au scrutin, qui a atteint 62,4 %, a fait mentir les pronostics les plus pessimistes qui prévoyait un taux notablement inférieur à celui de 1984 (56,8 %). Peut-être le report de l'heure de clôture du scrutin à 21 heures a-t-elle permis aux nombreux électeurs qui avaient profité du long week-end - le 17 juin est un jour férié en RFA - de se rendre tout de même aux urnes, mais cela n'explique pas tout. La dramatisation de la vie politique intérieure et extérieure, l'enjeu secret de l'élection - la survie du chancelier - ont sans doute été des facteurs de mobilisation d'un électeur qu'on disait apathique. L'irruption d'une nouvelle force nationale - la CDU-CSU bouleversée en tout cas le jeu traditionnel de la politique ouest-allemande et prouva, pour l'aventure immédiate, de vifs débats qui ne seront pas sans quelques similitudes avec ceux que la montée de l'extrême droite ont provoqué en France.

LUC ROSENZWEIG.

FORMATIONS	1989	%	SIÈGES
CDU-CSU (Union chrétienne-démocrate et Union chrétienne sociale/Bavière)...	37,7	32	
SPD (Parti social-démocrate).....	37,3	31	
Verts (écologistes)...	8,4	8	
Républicains (extrême-droite)....	7,1	6	
FDP (libéraux).....	5,6	4	

FORMATIONS	1984	%	SIÈGES
CDU (Union chrétienne-démocrate).....	37,5		
CSU (Bavière) (Union chrétienne-sociale)....	8,5		
CDU-CSU (total)...	46	41	
SPD (Parti social-démocrate).....	37,4	33	
Verts (écologistes)...	8,2	7	
FDP (Parti libéral)...	4,8		
Liste pour la paix.....	1,3		

### ● PAYS-BAS

25 SIÈGES

15 millions d'habitants, 11 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote le 15 juin.



## ● Taux d'abstention record ● Bon score des chrétiens-démocrates avant les législatives de septembre

LA HAYE  
de notre correspondant

Les élections au Parlement de Strasbourg ont fait une victime : l'europhilie des Néerlandais. La légende de leur enthousiasme européen inconditionnel était déjà brisée. Elle a définitivement vécu : le scrutin du 15 juin a été bondé par 52,8 % des électeurs. Le taux de participation de 47,2 % est le plus faible jamais enregistré. Il était de 56,8 % en 1979 et de 50,5 % en 1984.

Au plan proprement politique, le scrutin a fait deux vainqueurs : l'un en sièges, le CDA (chrétiens-démocrates), l'autre, en voix, l'Alliance Arc-en-ciel des petits partis de gauche (socialistes, pacifistes, radical, communiste, évangélique).

Les vaincus sont le VVD (libéral), du côté de la majorité, et le PVDA (socialiste), du côté de l'opposition. Tous deux perdent ainsi bien en voix qu'en sièges. Dans le camp de la majorité, le CDA progresse, avec 10 sièges (+2). Un résultat interprété par le parti du premier ministre démissionnaire, M. Ruud Lubbers, comme un signe de soutien : il ne gagne rien en voix (34,6 %) par rapport aux élections législatives de 1986, mais il réalise la plus belle progression en suffrages (+4,6 %) par rapport aux élections européennes de 1984. De plus, ses gains semblent se faire au détriment des libéraux du VVD, qui avaient pris l'initiative de faire tomber le gouvernement et qui se trouvent sanctionnés, quoi qu'on dise leurs responsables : le VVD perd deux de ses cinq places dans l'hémicycle de Strasbourg et voit son poids électoral (13,6 %) régresser par rapport aux deux derniers scrutins.

A gauche, les résultats sont décevants : « décevants » pour le PVDA. Non seulement, il ne profite pas de l'éclatement de la coalition gouvernementale mais il ne se maintient même pas, passant à 30,7 % des voix contre plus de 33 % en 1984 et 1986. Les socialistes ne se contentent pas de huit eurodéputés contre neuf et cette perte d'un siège est d'autant plus douloureuse qu'elle est à mettre à l'actif de l'Alliance Arc-en-ciel. Cette dernière, qui maintient sa position en sièges (deux) mais réalise un bon électoral très net (+3,6 % par rapport aux dernières législatives) semble s'imposer comme dépositaire du courant réformateur aux Pays-Bas.

Ce résultat des Arc-en-ciel vaut comme une sanction de la stratégie de recroisement du PVDA et comme

une récompense de leur engagement en faveur de l'environnement. C'est dans leur camp que les marges étaient les plus réduites dimanche soir. Et pour cause : extrapoler aux législatives anticipées du 6 septembre prochains les voix recueillies par les Arc-en-ciel, qui s'appelleront dans dix semaines les Verts gauche - les ferait passer de trois à dix députés.

La petite gauche deviendra-t-elle grande ? C'est l'un des enjeux du scrutin à venir qui s'annonce particulièrement ouvert. Les projections nationales du résultat des européennes font apparaître que la coalition CDA-VVD cessera d'être la majorité (passant de 81 à 74 sièges), alors que l'opposition ne serait pas encore la majorité, le PVDA régressant notamment de 52 à 47 députés. Le Parti du centre des démocrates qui, comme son nom ne l'indique pas, est un parti d'extrême droite, ferait son retour au Parlement de La Haye avec un député. Les partis confessionnels (SGP, GVP, RPF) gagneraient pour leur part quatre sièges à la Chambre avec un élu. A l'évidence, les abstentionnistes ont beaucoup à dire et les grands partis de droite comme de gauche, débordés sur leurs extrêmes, se sont dit convaincus d'y avoir des réserves de voix.

CHRISTIAN CHARTIER.

FORMATIONS	1989	%	SIÈGES
CDA (chrétiens-démocrates).....	34,6	10	
PVDA (socialistes).....	30,7	8	
VVD (libéral).....	13,6	3	
Arc-en-ciel (écologistes).....	7	2	
Centre des démocrates (extrême droite).....	5,9	1	
Démocratie 66 (centre gauche).....	5,9	1	

FORMATIONS	1984	%	SIÈGES
PVDA (socialistes).....	33,72	9	
CDA (chrétiens-démocrates).....	30,01	8	
VVD (libéraux).....	18,90	5	
Alliance progressiste verte (ext. g.).....	5,60	2	
SGP, RPF, GVP (confessionnels).....	5,21	1	
Démocratie 66 (centre gauche).....	2,28		

## Les Républicains : un parti populiste dominé par la personnalité de M. Franz Schönhuber

BONN  
de notre correspondant

« Ne laissez aucune force politique s'installer à la droite des chrétiens-démocrates » : telle était la ligne de conduite maintenue par le défunt leader bavarois Franz Josef Strauss. C'est pourtant de Bavière que sont partis ces républicains, dont l'entrée au Parlement de Strasbourg défraya la chronique des élections européennes en RFA. Leur parti a été fondé le 27 novembre 1983 à Munich par deux députés CSU, MM. Franz Handlos et Eckehard Voigt, pour protester contre la décision de Franz Josef Strauss d'autoriser un crédit de 1 milliard de deutschemarks à la République démocratique allemande.

Les deux fondateurs étaient très vite rejoints par un homme très populaire en Bavière, le journaliste Franz Schönhuber. Dans ses causeries télévisées, ce dernier défendait inlassablement les « honnêtes gens » contre la « racaille », catégorie dans laquelle il faisait entrer les trafiquants de drogue au même titre que les militants d'extrême gauche. Il dut quitter la télévision à la suite du scandale provoqué par la publication d'un livre de souvenirs intitulé Ich war dabei (j'y étais),



qui racontait sans le moindre soupçon de regret ou d'autocritique son passage dans les Waffen SS. Il y fut même instructeur de la légion Charlemagne, les SS français, dont il vanta encore aujourd'hui les qualités. Cet homme âgé aujourd'hui de soixante six ans, fils d'un boucher de Haute Bavière, reste bien sûr le maître à bord.

campagne consiste à demander l'arrêt de l'immigration étrangère, ont progressé depuis lors dans chaque consultation électorale. Leur entrée à la Chambre des députés de Berlin-Ouest au mois de mars dernier avec 7,5 % des voix contribua à la défaite du bourgmestre sortant, le chrétien-démocrate Eberhard Diepgen, au profit d'une coalition SPD-Verts. L'analyse de ce scrutin, qui semble confirmée par le résultat des élections de dimanche, avait montré que les voix des Républicains proviennent pour l'essentiel d'anciens électeurs de la CDU-CSU, mais aussi d'une frange d'électeurs sociaux-démocrates. Les Républicains naissent dans les mêmes eaux que le groupe néo-nazi NPD, qui avait connu son heure de gloire dans les années 60. Leurs thèmes et leur style s'apparentent davantage cependant à ceux qui ont fait le succès du Front national, en France. Le chancelier Kohl, visiblement irrité dimanche soir par le succès des Républicains, a d'ailleurs tenu à souligner l'évident fait de leur victoire qu'il s'agit d'une « normalisation » du paysage politique ouest-allemand, dont la configuration se rapproche de celle qui existe en France ou en Italie.

L. R.



## européennes

# et renforcement du groupe socialiste au Parlement de Strasbourg

cative. Sans compter les neuf députés de la liste de M. Antoine Wascher et les trois de la liste des Verts italiens, le groupe Arc-en-ciel (écologiste) du Parlement passe de vingt à trente-cinq représentants.

Quant au groupe des Droites européennes (extrême droite), il sort également renforcé de ce scrutin : les listes du Front national et du MSI italien conservent le même nombre d'élus qu'en 1984 (dix pour les Français, cinq pour les Italiens) et elles devraient bénéficier de l'appui allemand, les Républicains ayant remporté six sièges. Les deux élus de la liste espagnole de M. Ruiz Mateos pourraient s'y adjoindre, à moins, ce qui est plus probable, qu'ils ne figurent comme non-inscrits.

De son côté, le groupe conservateur des Droites européennes perd le gros de ses troupes, en raison de la défaite des conservateurs britanniques qui, en l'état actuel des résultats, perdrait au moins 12 sièges, et de la défection de la droite espagnole : les 15 élus du Parti populaire espagnol devraient quitter le groupe afin de rejoindre celui du PPE (démocrate-chrétien).

La droite espagnole videra donc grossier les rangs de la formation démocrate chrétienne, qui comptait 113 sortants et qui n'en compte plus, sans les Espagnols, que 109, parmi lesquels sont comptabilisés les col-

liers de M<sup>me</sup> Simone Veil. Tête de la liste centriste, M<sup>me</sup> Veil devrait, pour sa part, rester, en principe, au sein du groupe libéral qu'elle présidait.

Par ailleurs, selon des rumeurs qui circulaient dans la nuit de dimanche à lundi dans les couloirs de l'Assemblée, à Bruxelles, les élus de l'UDF pourraient adhérer au PPE. Disposant de l'appui de la deuxième formation du Parlement européen, M. Valéry Giscard d'Estaing bénéficierait alors d'un atout non négligeable lors de l'élection du président de l'Assemblée, le 25 juillet.



## GRANDE-BRETAGNE

81 SIÈGES

57 millions d'habitants, 43 millions d'électeurs. Scrutin majoritaire pour les 66 circonscriptions anglaises, représentation proportionnelle pour les 3 sièges attribués à l'Irlande du Nord. Vote le 15 juin.

## Les travaillistes demandent des législatives anticipées

### Les Verts frustrés de leur succès

LONDRES  
de notre correspondant

M<sup>me</sup> Thatcher subit sa première défaite depuis son arrivée au pouvoir en 1979 dans les élections locales, conduites par M. Neil Kinnock, chef majoritaire dans le pays et réclameur des élections législatives anticipées ; les Verts font une entrée fracassante, obtenant 15 % des voix alors qu'ils n'en avaient recueilli que 0,5 % en 1984 ; les élections européennes ont bouleversé la scène politique britannique et annoncent peut-être la fin de l'ère Thatcher — un événement jugé encore impensable il y a quelques semaines.

M. Kinnock estime que le scrutin s'est joué sur des problèmes intérieurs, avant tout la gestion de l'économie, et qu'il constitue un vote massif de défiance à l'égard de M<sup>me</sup> Thatcher. « Elle est le premier ministre du passé, dirigeant un gouvernement du passé », dit-il. Les travaillistes ont remporté 40 % des voix, les conservateurs 35 %, les Verts 15 %, les démocrates 6 %, les nationalistes écossais et les formations autonomes d'Irlande du Nord se partageant les 4 % restants.

Cette répartition donnerait, selon une estimation encore provisoire, 46 députés travaillistes au Parlement de Strasbourg, 31 conservateurs et 4 divers. Le parlement sortant comptait 45 conservateurs et 32 travaillistes. La situation serait donc plus que renversée par rapport à 1984. Enfin, les travaillistes auraient eu, enfin, selon les projections de la BBC, une majorité de 18 sièges à Westminster si des élections nationales, et non pas européennes, avaient eu lieu le 15 juin.

Rien n'oblige M<sup>me</sup> Thatcher à céder à la demande de M. Kinnock et à convoquer ses concitoyens aux urnes sur-le-champ, mais le prestige de la Dame de fer est sérieusement entamé. Même si elle se maintient au 10 Downing Street jusqu'à la fin de son mandat, en 1992, elle ne peut plus espérer exercer son pouvoir sur son gouvernement, sur le pays lui-même, sans parler des instances européennes. Le spectacle de députés conservateurs européens accusant carrément leur premier ministre

dimanche soir à la télévision d'être personnellement responsable de la déroute marqua à lui seul l'ampleur du changement intervenu.

M<sup>me</sup> Thatcher n'a pas voulu commenter l'événement à chaud au cours de la nuit de dimanche à lundi. Elle a laissé ce soin à un de ses fidèles, M. Cecil Parkinson, ministre de l'énergie. Ce dernier a, de façon très anglaise, félicité les travaillistes et les Verts pour leur succès. Mais il a aussi indiqué quelle serait la stratégie de son parti pour reconquérir l'opinion. « Nous avons le temps, jusqu'à la prochaine élection générale, de remettre l'économie dans la bonne direction », a-t-il affirmé. Il s'est aussi interrogé, non sans raison, sur la signification du spectaculaire succès des Verts, faisant remarquer que de nombreux électeurs avaient voté pour eux à cause de leur nom sans connaître leur programme, qui prévoit notamment la sortie du Royaume-Uni de l'OTAN.

### Humiliation suprême

Le pays reste divisé, pour l'essentiel, entre le nord travailliste et le sud conservateur, mais la nouveauté réside dans les titres de pont que Labour a réussi à établir au sud, en particulier à Londres, où la circonscription dans laquelle votait M<sup>me</sup> Thatcher a été, humiliation suprême, conquise par un candidat travailliste.

L'autre événement majeur est l'affaiblissement du centre, qui semble avoir surtout profité aux écologistes. Les Démocrates sont presque partout en quatrième position, derrière les deux grands partis et les Verts, tandis que le petit parti social-démocrate maintenu, avec une conviction décroissante, par M. David Owen est balayé de la carte.

Toute la classe politique s'interroge sur les conséquences du succès, inattendu par son ampleur, de la formation écologiste. Les télévisions faisaient la queue dimanche soir dans l'escalier conduisant au petit appartement de trois pièces situé au-dessus d'une officine d'avocat où se

trouve le siège des Verts, à Balham, dans le banlieue sud de la capitale. Ce parti, qui ne se vent pas comme les autres, n'a même pas de leader unique, mais trois porte-parole qui se partagent cette fonction.

« Notre combat est avant tout moral », nous explique M<sup>me</sup> Sara Parkin, qui appartient à la troïka dirigeante, et est devenue, l'après d'une soirée, une vedette nationale. M<sup>me</sup> Parkin a quarante-trois ans et a vécu pendant huit ans à Lyon, où travaillait son mari. Elle est une des quatre co-secrétaires des Verts européens, qui regroupent quinze pays. Elle n'a pas une très haute idée des Verts français, « qui manquent de culture écologique ». Mais cela tient, selon elle, au faible développement dans notre pays de la littérature consacrée à la défense de l'environnement.

Le parti a été fondé en 1973 et n'a que 12 000 adhérents. « Mais nous recevons 250 demandes par jour, et nos effectifs ont augmenté de 30 % depuis six mois », explique-t-elle. Le droit fondamental de tout être humain est d'avoir un environnement viable. Il faut réviser toutes nos idées sur l'économie, la production, l'énergie. Cela est infiniment plus important que les prétendues divisions entre gauche et droite. Les cinq années les plus chaudes de ce siècle ont eu lieu depuis 1980. Voilà ce qui compte : le réchauffement de l'atmosphère dû à la pollution, qui entraîne une diminution des récoltes et risque de provoquer une élévation catastrophique du niveau des océans », poursuit-elle.

### Campagne négative

Le scrutin majoritaire uninominal de circonscription, que les Britanniques ont les seuls à employer pour les élections européennes (sauf en Irlande du Nord) aboutit à ce résultat que si les Verts et les Démocrates n'auraient eu un seul député à Strasbourg, M<sup>me</sup> Parkin réclamerait l'établissement de la représentation proportionnelle mais n'a aucune chance d'être entendue, en raison de l'opposition des deux principaux partis. Elle se console cependant en pensant que ses collègues Verts du continent défendent la bonne cause au Parlement européen.

J.-A. F.

## LUXEMBOURG

6 SIÈGES

370 000 habitants, 220 000 électeurs. Représentation proportionnelle. Vote obligatoire, le 18 juin.



## Stabilité aux européennes mais fléchissement des grands partis aux législatives

BRUXELLES  
de notre correspondant

La représentation du grand-duché au Parlement européen restera inchangée puisque les chrétiens sociaux enverront trois représentants à Strasbourg, les socialistes deux et les libéraux un. Les élections législatives qui se déroulent traditionnellement le même jour que les européennes ont toutefois apporté un certain nombre de changements. En fait, les trois grands partis du pays enregistrent tous une baisse de leur électoral : les chrétiens sociaux du premier ministre, M. Jacques Santer, n'auront que 22 députés au lieu de 25, les socialistes 18 au lieu de 21, et les démocrates (libéraux) 11 au lieu de 14. Si le Parti commu-

niste se maintient avec 2 députés, les deux partis écologistes enverront au total 4 représentants, soit deux de plus qu'en 1984. Le Parti nationaliste — « Le Luxembourg aux Luxembourgeois » — qui se présentait pour la première fois et a fait une campagne virulente contre les immigrants, n'a recueilli que 3 % des suffrages et n'aura donc aucun député. La surprise est venue du Comité d'action pour les 5/6, un parti défendant l'uniformisation des

régimes de retraite, qui couvra 4 députés à la Chambre. En dépit de leur défaite, les partis de la coalition gouvernementale — chrétiens sociaux et socialistes — devraient continuer à gouverner ensemble.

FORMATIONS	%	SIÈGES
PCS (chrét.-social.)	34	3
POSL (socialistes)	22,4	2
PD (démocrates)	19,5	1

FORMATIONS	%	SIÈGES
PCS (chrét.-social.)	35,33	3
POSL (socialistes)	30,28	2
PD (démocrate)	21,15	1
Verts	6,13	
PCL (communistes)	4,11	
PSI (non indép.)	2,99	
LGR (Ligue comm. rév.)	0,38	

## IRLANDE

15 SIÈGES

3,5 millions d'habitants, 2,5 millions d'électeurs. Système proche de la proportionnelle, sur la base de quatre circonscriptions. Vote le 15 juin.



## Poussée de la gauche

DUBLIN  
de notre correspondant

Le système électoral irlandais de représentation proportionnelle étant particulièrement complexe, le résultat définitif du scrutin européen n'était toujours pas connu lundi matin 19 juin. Seul, cinq des quinze sièges ont été attribués. Il est clair en tout cas que la poussée de la gauche, qui s'est manifestée aux législatives anticipées également tenues jeudi dernier, s'est confirmée aux élections au parlement de Strasbourg. Deux des quatre sièges de la capitale ont été remportés par des candidats des formations socialistes : MM. Barry Desmond pour le Parti travailliste et Prolétaires de Rouss, le chef de file du Parti des ouvriers (marxiste). Ce dernier a fait savoir qu'il ne siégerait pas à Strasbourg et qu'il céderait sa place à un collègue, mais son élection et le fait que son mouvement ait, avec sept sièges, presque doublé sa représentation à l'issue des législatives, montrent que quelque chose est en train de changer dans le paysage politique intérieur irlandais, en particulier à Dublin.

Pour la première fois, le Parti travailliste aura donc un et sans doute deux députés à Strasbourg. Cette progression de la gauche reflète le mécontentement social qui existe au sein de certaines couches de la population, causé par la politique d'austérité économique menée par le gouvernement ces dernières années.

Autre résultat étonnant : l'élection, dans la circonscription de Munster, de M. Patrick Cox, du Parti des démocrates progressistes. Cette formation avait essuyé un

revers cinglant aux législatives anticipées du 15 juin en perdant huit de ses quatorze sièges. La victoire de M. Cox, ancien présentateur à la télévision, lui a aidé à panser leurs blessures.

La majorité des quinze sièges dont dispose la République d'Irlande au Parlement de Strasbourg revient toutefois aux deux grandes formations de centre droit. Le Fianna Fail (nationaliste) du premier ministre, M. Charles Haughey, devrait, selon les estimations, en obtenir cinq. Autant pour le Fine Gael de M. Alan Dukes.

Les élections européennes ont été, en Irlande, presque totalement éclipsées par les élections législatives anticipées. Le résultat définitif de celle-ci est le suivant : 77 sièges pour le Fianna Fail, 55 pour le Fine Gael, 15 pour le Parti travailliste, 7 pour le Parti des ouvriers, 6 pour les Démocrates progressistes et 6 pour diverses autres formations, dont les Verts qui font leur entrée au Parlement pour la première fois. M. Charles Haughey, qui n'a pas obtenu la majorité absolue de sièges qu'il espérait (le Monde daté 18-19 juin), a déclaré, dimanche, que, en dépit de cet échec, il n'avait aucune intention d'abandonner ses fonctions de leader du Fianna Fail. Il doit entamer prochainement une série de discussions avec les dirigeants des autres partis avant de poser sa candidature pour le poste de premier ministre lors de la réunion du Parlement le 29 juin. M. Haughey était au pouvoir depuis le mois de février 1987, à la tête d'un gouvernement minoritaire homogène.

JOE MULHOLLAND.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Ancien directeur :  
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :  
cinq ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak  
Rédacteur en chef :  
Daniel Verneil  
Correspondant en chef :  
Claude Sales.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-61

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 808 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENOVER CE BULLETIN accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements  
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة محمد السادس

مكتبة الأمل

# Les élections



## ● ESPAGNE

60 SIÈGES

39 millions d'habitants, 28 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote le 15 juin.

### Le parti de M. Gonzalez sort indemne de la consultation en dépit de l'agitation sociale

MADRID  
de notre correspondant

Glissement à gauche et fragmentation du vote : telles sont les principales caractéristiques des élections européennes en Espagne, dont le résultat a été rendu public dimanche 18 juin à 22 heures précises, le dépouillement ayant été effectué dès jeudi.

L'abstention a été de 45,2 % : un taux certes inférieur à la moyenne des Douze, mais sans précédent en Espagne depuis le rétablissement de la démocratie en 1977. En réduisant le nombre de voix nécessaires pour obtenir un siège, l'abstention - qui a affecté davantage les grands partis - a eu pour effet de renforcer proportionnellement la représentation des petites formations, surtout à droite.

Les socialistes se tirent sans dommage d'une épreuve pourtant délicate : voilà plusieurs mois déjà qu'ils font face à une incessante agitation sociale, et que leurs relations avec les syndicats, y compris avec la centrale socialiste UGT, ne cessent de se détériorer. Le parti au pouvoir n'en réussit pas moins à maintenir pratiquement ses positions, obtenant 27 sièges (contre 28 lors des élections européennes de 1987), mais augmentant légèrement son pourcentage de voix, qui passe de 39,1 à 39,5 %.

Si cette tendance se maintient, les socialistes peuvent aspirer à obtenir, pour la troisième fois consécutive, la majorité absolue lors des législatives prévues pour le printemps prochain. Les syndicats, de leur côté, doivent

constater que leur capacité d'influer sur le comportement de l'électorat reste très limitée, ce qui pourrait peser sur leur stratégie future.

Le verdict des urnes est, en revanche, plus sévère pour l'opposition conservatrice. Le pacte récemment conclu au sein de plusieurs grandes municipalités, dont celle de Madrid, entre le Parti populaire (PP) de Manuel Fraga et le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien président Adolfo Suarez, n'a profité à aucun de ses deux signataires. Le PP passe de 17 à 15 sièges et de 24,8 % à 21,4 % des voix. Le test ne s'est donc pas révélé probant pour sa tête de liste, M. Marcelino Oreja, qui, tout juste de retour du Conseil de l'Europe, faisait sa rentrée sur la scène politique espagnole et espérait piloter l'opération de « recentrage » du parti. Le problème de la future direction de la droite espagnole (M. Fraga ayant annoncé qu'il ne serait plus candidat à la présidence du gouvernement) se pose désormais avec une particulière acuité.

#### L'échec du centre

Le recul est proportionnellement plus sensible encore pour le CDS, qui passe de 10,2 % à 7,1 % des suffrages et de 7 à 5 sièges. L'électorat semble avoir ainsi pénalisé les va-et-vient idéologiques d'un parti qui s'affirme de « centre progressiste », cherche à dépasser ce que possible les socialistes sur leur gauche... et s'allie finalement avec la droite. A cet égard, l'argument répété par les socialistes affirmant que le vote

pour le CDS n'était, en fin de compte, qu'un vote pour le PP, c'est-à-dire pour la droite pure et dure, s'est, de toute évidence, révélé efficace.

Le parti Gauche unie (communiste) est le seul à progresser à la fois en sièges et en votes : il passe de trois à quatre parlementaires et de 5,2 % à 6 % des suffrages. Les communistes ont partiellement recueilli les fruits du climat actuel d'agitation sociale, sans toutefois combler totalement l'espace que la gauche syndicale semblait laisser libre à la gauche des socialistes. Quoique très lente, leur progression est cependant constante depuis leur « niveau-plancher » (3,9 %) des législatives de 1982.

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti socialiste (PSOE)	39,5	27
Parti populaire (PP)	21,4	15
Centre démocratique et social (CDS)	7,1	5
Gauche unie (communiste)	6,0	4
CIU (Centre d'indépendants catalans)	4,2	2
Liste Ruiz Mateos	3,8	2
IP (Izquierda de los Pueblos gauche nationaliste)	1,8	1
PA (Parti andalou)	1,8	1
PNV (Parti nationaliste basque)	1,9	1
Herri Batasuna (Basque, proche de l'ETA)	1,5	1
FEP (nationalistes)	1,5	1

Outre les deux sièges obtenus par la liste de M. Ruiz Mateos, diverses coalitions formées de partis d'implantation régionale seront également présentes à Strasbourg. Les nationalistes catalans de Convergència i Unió reculent légèrement, passant de trois à deux sièges. Le PNV (Parti nationaliste basque), au contraire, progresse et obtient un siège (il n'en avait précédemment aucun), redevenant la première force politique du Pays basque.

La coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, maintient, pour sa part, son représentant au Parlement européen. Deux autres formations nationalistes basques, Ezkerre Alkartasuna et Euzkadi Euzkera, obtiennent également un siège, en coalition avec d'autres forces politiques, tout comme le Parti andalou du maire de Jerez, M. Pedro Pacheco, complétant ainsi une représentation espagnole à Strasbourg qui se présente donc particulièrement équilibrée.

THÉRIE MALINBAK.

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti socialiste	39,44	28
Alliance populaire	24,9	17
Centre démocratique et social	10,36	7
Gauche unie (communiste)	5,3	3
CIU (centre d'indépendants catalans)	4,47	3
Herri Batasuna (basque, proche de l'ETA)	1,9	1
Coalition Europe	1,71	1
Fabios (basque)	1,71	1

## ● PORTUGAL

24 SIÈGES

10 millions d'habitants, 5 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote le 18 juin.

### Légère baisse des sociaux-démocrates au pouvoir

LISBONNE  
de notre correspondant

Hormis un taux d'abstention d'environ 50 %, qui n'avait jamais été observé au Portugal depuis les premières élections démocratiques d'avril 1975, le scrutin de dimanche n'a provoqué aucune surprise.

Par rapport aux élections européennes qui ont eu lieu, en juillet 1987, dix-huit mois après l'adhésion du pays à la CEE, le Parti social-démocrate actuellement au pouvoir recule de 5 %. Cela confirme les sondages qui exprimaient l'existence d'un malaise croissant dans l'électorat de M. Cavaco Silva. Interrogé à la télévision, le premier ministre a reconnu ce recul, qu'il a attribué à l'adoption de certaines mesures impopulaires, « justifiées, selon lui, par les règles communautaires ».

Les socialistes, qui bénéficient du désistement en leur faveur du Parti rénovateur démocratique, progressent de 1,5 %. Bien que légère, cette augmentation a permis à M. Jorge Sampaio, dirigeant du PSP, de manifester publiquement sa satisfaction. Constatant que l'écart par rapport au PSD s'accroît, il a conclu sa conférence de presse de dimanche soir par une déclaration d'optimisme : « Nous sommes décidément sur la bonne voie ».

Une fois de plus, le prestige de M. Lucas Pires, qui a dirigé la liste des démocrates-chrétiens, s'est imposé. Au terme d'une campagne fortement personnalisée, son parti, le CDS, a recueilli 14,2 % des suffrages, soit 1,2 % de moins qu'en 1987 mais trois fois plus qu'aux législatives.

Enfin, le Parti communiste paraît complètement remis de la crise qui, l'année dernière, avait presque débouché sur une scission. En dépit de son âge très avancé, M. Cunha a pris résolument la direction de la campagne et promené son charisme partout dans le pays. Conséquence : les communistes obtiennent 14 % des suffrages en améliorant leur

score de presque 3 % par rapport à 1987. Ils renforcent leurs positions dans les bastions traditionnels d'Evora, de Beja et de Setúbal.

Les résultats définitifs ne seront connus qu'après le dépouillement des votes des émigrés et le renouvellement des opérations de vote dans cinq petites communes qui ont boycotté le scrutin de dimanche, en signe de protestation contre l'insuffisance d'équipements collectifs locaux. Vingt-deux des vingt-quatre sièges revenant au Portugal sont cependant déjà pourvus : 9 pour le PSD, qui perd un député, 7 pour le PS, 3 pour le Coalition démocratique unitaire (majoritairement com-

muniste) et 3 pour le CDS. Selon les prévisions officielles, le vingt-troisième siège reviendrait à la Coalition démocratique unitaire et le dernier aux socialistes ou aux démocrates chrétiens, qui disposent de chances équivalentes.

Curieusement, le message écologique est passé pratiquement inaperçu. Un représentant du parti les Verts a réussi à se faire élire sur la liste de la Coalition démocratique unitaire. Mais l'organisation qui a basé toute sa campagne sur la défense de l'environnement, le Mouvement démocratique portugais, a enregistré le maigre résultat de 1,2 %.

JOSÉ REBELO.



## ● GRÈCE

24 SIÈGES

10 millions d'habitants, 7 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote obligatoire, le 18 juin.

### Des résultats qui reflètent une certaine inquiétude

Bien que, lundi matin 19 juin, on connaissait seulement les résultats de trois mille cinq cents bureaux de vote sur plus de vingt mille, on observe que, globalement, les Grecs ont voté aux législatives et aux européennes pour les mêmes partis. Avec 33,9 % des voix, selon le ministère de l'Intérieur, le PASOK perd environ sept points par rapport à 1985. De son côté, la Nouvelle Démocratie (ND) recueille quelque 43 % des suffrages (+ 5 %) et le Rassemblement des forces de gauche et de progrès, 13,5 %. Le groupe des vingt-quatre représentants grecs au parlement de Strasbourg devrait avoir la composition suivante : onze député ND (+ 2), huit du PASOK

(- 2), trois pour le Rassemblement (- 1). Les deux derniers sièges qui restent à pourvoir reviendront probablement à des candidats du Renouveau démocratique (DIANA) de M. Constantinos Stefanopoulos, un mouvement des « écologistes alternatifs » qui se présentait uniquement aux élections européennes, ou à l'extrême droite (EPEK) dont la tête la tête de liste était M. Dimitri Kolliotas, metteur en scène de théâtre connu.

Les débats sur les enjeux communautaires n'ont tenu qu'une place secondaire dans une campagne électorale dominée par les législatives. A l'approche du grand marché unique

de 1993, il existe une certaine inquiétude dans une partie de la population et dans plusieurs secteurs de la vie économique. Ces appréhensions ont sans doute influencé le vote européen, mais d'une manière assez différente des précédentes consultations. Les partis de gauche qui sont aujourd'hui regroupés au sein du Rassemblement, en particulier les communistes, réunissant jusqu'à présent à attirer les électeurs inquiétés ou franchement hostiles à la CEE. Le PC réalisait habituellement aux européennes un score supérieur de 3 à 5 points à ses résultats aux élections nationales et, parallèlement, la Nouvelle Démocratie, favorable à la construction

européenne, accusait un recul par rapport aux législatives. Il apparaît maintenant que ces tendances s'estompent.

Parmi les huit députés du PASOK élus, on trouve M. M. Constantin Tsimas (ancien chef des services secrets), Dimitrios Zagoropoulos, président de la commission d'enquête parlementaire sur le scandale Kerkiras (qui n'a pas remis son rapport final) et Ioannis Stamoulis, le journaliste inconditionnel du parti, connu pour ses campagnes contre ses adversaires politiques.

A. D.

#### L'écu fugitif

MADRID  
de notre correspondant

L'Espagne jouit désormais d'une double singularité au sein des Douze : celle de voir siéger parmi ses représentants à Strasbourg un fugitif recherché par la justice de son pays : M. José María Ruiz Mateos, qui bénéficie désormais de l'immunité parlementaire et ne pourra être traduit devant les juges qu'avec l'accord du Parlement européen (le Monde du 1<sup>er</sup> avril).

En 1983, à peine arrivés au pouvoir, les socialistes allaient nationaliser pour multiples malversations et falsifications comptables son immense holding composé de plus de six cents entreprises. Le temps que le gouvernement porte plainte contre lui, et M. Ruiz Mateos avait déjà joué la file de l'air, s'enfuyant à l'étranger.

Finalement arrêté à Francfort et extradé, il n'a cessé depuis de multiplier les pieds de nez à la justice, obtenant grâce aux stratagèmes les plus variés le report de son procès. Son dernier fait d'armes : gîter dans l'immeuble du tribunal avant de s'enfuir à nouveau, l'ancien ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, qui avait exproprié son holding. Une « pousse » qui lui a permis de base sa campagne sur l'argument que « Ruiz Mateos, lui, sait se défendre des abus du pouvoir ».

Est-ce là un slogan qui suffit à expliquer que plus de six cent mille électeurs ont voté pour la liste intitulée Groupement d'électeurs José María Ruiz Mateos, dont le succès inattendu a provoqué le malaise au sein de toutes les formations politiques espagnoles ? M. Ruiz Mateos semble avoir à la fois recueilli les voix de l'extrême droite traditionnelle (avec laquelle il avait d'ailleurs pris langue au début de la campagne) et, plus globalement, les voix du ras-le-bol et du rejet des institutions.

Th. M.





# européennes



## ITALIE

81 SIÈGES

57 millions d'habitants, 46 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle à l'intérieur de cinq grandes circonscriptions régionales : Nord-Ouest (22 sièges), Nord-Est (15 sièges), Centre (16 sièges), Sud (19 sièges), Îles (9 sièges). Le vote est préférentiel (les électeurs cochent la liste de leur choix et y inscrivent le nom du ou des candidats retenus). Vote le 18 juin.

### Progrès des socialistes mais la stabilisation du PCI brouille les cartes

ROME de notre correspondant

Perce des Verts, déclin communiste enrayé, progressions socialistes modérées, effacement de la Démocratie chrétienne, qui descend à son plus bas niveau historique : tels sont les faits les plus marquants du scrutin italien qui n'avait d'européen que le nom.

En léger retrait sur le taux enregistré en 1984 (81,5 % contre 83,6 %), la participation des électeurs au vote est restée l'une des plus élevées d'Europe et ce n'est pas la loi obligeant, théoriquement, les inscrits à se rendre aux urnes, qui en est à l'origine. Ce texte de 1979, qui prévoit, en principe, une amende et un blâme administratif pour les abstentionnistes, n'a, en réalité, jamais été appliqué. Il se trouve simplement que, privé d'un gouvernement à peu près digne de ce nom, depuis exactement un mois - l'actuel cabinet démissionnaire de M. De Mita - expédie les affaires courantes depuis le 19 mai - l'électorat italien savait, en lui, à quel point, pendant la campagne, que, de son vote, dépendait la physionomie prochaine de la coalition gouvernementale.

En clair, il s'agissait, selon le Parti socialiste italien (PSI), qui a virtuellement ouvert cette quarante-huitième crise depuis 1945, de « clarifier la situation », pour éventuellement repartir sur de nouvelles bases. L'idée, confortée par les sondages, était, grosso modo, de permettre à la Démocratie chrétienne (DC) et surtout au PSI, de se partager la dépouille d'un Parti communiste italien (PCI) en pleine dégradation et promis par tout le monde, lui compris, à une nouvelle déroute. Au moment, ces deux grandes forces politiques, au pouvoir ensemble depuis

neuf ans, pouvaient reconstituer une nouvelle coalition à elles seules. Au pire, l'une et l'autre acceptaient de reconduire l'actuelle coalition à cinq avec les républicains, les libéraux et les socialistes-démocrates du PSDI.

Or, au lendemain du scrutin, force est de constater que rien ne s'est passé comme prévu. Par rapport aux Européennes de 1984, à l'issue desquelles il était devenu le premier parti d'Italie, avec 33,3 % des voix, le PCI subit une baisse importante. Mais le résultat d'il y a cinq ans n'était pas significatif d'une tendance : le scrutin, fortement émotionnel, avait en lieu quelques jours seulement après la mort d'Enrico Berlinguer, fondateur en pleine campagne... Le vote d'aujourd'hui ayant été largement, pour ne pas dire totalement, polarisé par l'enjeu intérieur, c'est par rapport aux législatives de 1987 que tous les observateurs sérieux évaluent les résultats.

#### Sortie de crise difficile

Or, il y a deux ans, en pleine crise d'identité et sans leader, le PCI avait obtenu 26,6 % des voix. Il en obtient cette fois 27,1 %. C'est clair : dans un pays marqué par une grande stabilité du corps électoral et où les échecs et les succès s'apprécient sur les marges, le PCI qui, il est vrai, n'a plus de communiste que le nom, est parvenu à stopper un déclin que chacun jugeait inéluctable. Le PC italien reste le second parti national et cela complique sérieusement le jeu politique autour de lui.

Avec 15,1 % des voix, le rival socialiste, inlassablement invité par M. Occhetto à abandonner son alliance avec les démocrates chré-

tions pour leur opposer « une véritable alternative de gauche », poursuit son irrésistible ascension mais plus lentement que prévu. Les sondages créditaient le parti de M. Bettino Craxi de 16,5 % des voix. Il en avait obtenu 11,2 % en 1984 et 14,3 % en 1987. Bref, le leader de la gauche, qui est son objectif quasi déclaré, est encore loin, tandis qu'il est le seul et unique partenaire de la coalition gouvernementale en crise à progresser.

Les autres, les républicains (PRI) et les libéraux (PLI) qui, ensemble, avaient obtenu 6,1 % des voix il y a cinq ans et 5,8 % en 1987, s'étaient, cette fois, rassemblés en un « pôle laïque », avec M. Marco Pannella, le célèbre et fantasque leader radical. Les électeurs n'ont pas aimé ce panache un peu contre nature. Vote sanction : 4,5 % des voix à eux trois.

Bien malin qui pourrait aujourd'hui, vingt-quatre heures avant que M. De Mita reprenne les consultations officielles pour la formation d'un éventuel et nouveau gouvernement, augurer de l'issue de la crise... Même avec les quatre autres petites listes réputées « de gauche », une solution de rechange en centre gauche, qui dirige l'Italie depuis des lustres, n'est pas à l'ordre du jour.

Quant aux Verts, scindés en deux listes - l'une dite plus « à gauche » que l'autre - ils ont, comme par tout, accompli un sérieux bond en avant, puisqu'ils passent de 2,5 % en 1987 (1) à près de 6,5 % ensemble. Mais ils restent divisés et moins puissants qu'ailleurs en Europe.

PATRICE CLAUDE.

(1) Il n'y avait pas de liste « verte » italienne aux précédentes européennes de 1984.

### Référendum sur les institutions communautaires

Exemple type de la « gestuelle européenne » de l'Union politique, les électeurs transalpins étaient également convoqués dimanche à une sorte de référendum-sondage sans équivalent parmi les Douze.

Le scrutin et la campagne électorale étant pour l'essentiel consacrés au débat politique interne, il fallait bien, n'est-ce pas, que ce 18 juin ait quand même une dimension européenne. Alors, compromis botteux de tractations entre les différents partis de l'Assemblée nationale, on a concocté un texte spécial soumis à l'approbation des électeurs. En voici le libellé exact : « Pensez-vous que l'on doit procéder à la transformation de la Communauté européenne en une union effective dotée d'un gouvernement responsable devant le Parlement, ce mandat de rédiger un projet de Constitution européenne à soumettre à la ratification des organismes compétents des États membres de la Communauté ? » Oui !...

Heureusement pour les partis qui, tous, ont préconisé le « oui » sans jamais encombrer outre mesure leur campagne par de vulgaires explications de texte, la presse nationale, elle, a fait son travail et résumé tout ce fatras par la simple proposition suivante : « Êtes-vous pour le renforcement des institutions européennes ? » Bref, il serait faux d'écrire que les électeurs ont répondu dans le brouillard. On ne peut pas dire pour autant qu'ils ont été séduits par la clarté du débat.

P. C.

## DANEMARK

16 SIÈGES

5 millions d'habitants, 4 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Les listes « territoriales » de vote le 15 juin.



### Un échec pour le premier ministre

COPENHAGUE de notre correspondant

Au Danemark, les résultats des élections au Parlement européen, qui n'ont commencé à être dépouillés que lundi matin, pourraient avoir des répercussions non négligeables sur la politique intérieure du royaume et y marquer peut-être un tournant comme en Grande-Bretagne. Le Parti conservateur du premier ministre, M. Schlüter, au pouvoir depuis 1982 à la tête de deux coalitions différentes, a reçu un véritable camouflet, perdant la moitié de ses suffrages de 1984.

C'est là apparemment la conséquence directe des projets de réforme fiscale de l'actuel gouvernement tripartite, dont la discussion a dominé la campagne pour le scrutin européen ces dernières semaines. Le gouvernement, qui est minoritaire, pourrait être amené à se montrer maintenant plus souple en ce domaine et à réviser maintenant ses plans s'il veut éviter d'ici à la fin de l'année d'être obligé de recourir encore à de nouvelles élections législatives anticipées (on en parle déjà dans les milieux politiques).

Les responsables conservateurs, qui veulent garder leur optimisme,

CAMILLE OLSEN.

# SI L'ON VEUT VOIR L'EUROPE,

la voir de ses yeux et tout entière, à travers son histoire et ses empires, sa culture et ses élans religieux, ses peuples et ses guerres, ses révolutions et ses migrations, ses richesses, il faut se procurer l'Atlas des Européens de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau. Ces cartes qui défilent dans le temps retracent la trame de notre destin ; elles constituent notre album de famille à nous, les Européens.

André Laurens, Le Monde

Le géant Atlas portait le Monde. Que ce petit Atlas porte la Nouvelle Europe.

Edgar Morin

Les états-nations d'Europe s'engagent dans une entreprise géopolitique dont il n'existe pas d'exemple. Séculairement divisés ou placés sous l'hégémonie d'un seul, les états-nations tentent aujourd'hui la prodigieuse aventure de l'unité. Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, par des cartes saisissantes, commentées avec érudition, retracent leur épopée, justifient leur grand dessein.

Général Galois

L'Atlas démontre en montrant. Les cartes parlent quand elles imposent une vision nouvelle. Écoutons-les, qu'elles montrent les flux et les reflux du passé, les risques et les chances du présent, à l'intérieur de l'Europe communautaire ou pour sa place dans le monde.

Voici le volume que chacun devrait avoir en main avant et après le 18 juin : les candidats et les élus, autant que leurs électeurs.

Alfred Grosser

Gérard Chaliand  
Jean-Pierre Rageau

Atlas  
des  
Européens



Fayard

Relié, 196 pages  
145 cartes et tableaux en couleurs  
190 F

FAYARD

مكتبة الامم المتحدة

# Politique

## Treize élections cantonales partielles...

...et une législative

## Dans la 3<sup>e</sup> circonscription de la Gironde le candidat officiel du PS devance de peu M. Noël Mamère

BORDEAUX  
de notre correspondant

Le candidat officiel du PS à l'élection législative partielle de la Gironde (3<sup>e</sup> circonscription), M. Claude Baradon, affrontera seul au second tour M. Gérard Castagnère (RPR, soutenu par l'Union de la droite). De 13 voix, M. Baradon devance M. Noël Mamère, qui se réclamait de la Majorité présidentielle. M. Castagnère est seul à franchir de ce peu le seuil des 12,50 % des inscrits qui lui permet de se maintenir. La loi n'autorisant que la participation au second tour du candidat arrivé deuxième au premier, M. Noël Mamère est éliminé d'office.

Lors des municipales, la candidature de M. Mamère face au Parti communiste avait divisé les socialistes de la circonscription et même de la Fédération départementale. De surcroît, M. Labrousse, qui tentait de gagner la mairie de Talence, également dans la 3<sup>e</sup> circonscription, avait été battu et imputait son échec à M. Mamère. Dans ce contexte, il est difficile d'évaluer les reports éventuels de voix de M. Mamère sur le candidat socialiste. Ce dernier devrait, en revanche, pouvoir compter sur le PC, qui consigne un score égal à celui de juin 1988 (13,67 %) des suffrages.

On note une baisse importante des suffrages d'extrême droite (5,89 % des voix contre 8,52 % en juin 1988). M. Castagnère et son suppléant CDS ont signé, au début de la campagne, une déclaration

dans laquelle ils s'engageaient à ne pas faire alliance avec l'extrême droite. On peut donc s'interroger sur le report éventuel des suffrages du Front national sur le candidat RPR.

La candidate des Verts, M<sup>me</sup> Le Lann, obtient 5,36 %. Les Verts avaient annoncé d'emblée qu'ils ne donneraient pas de conseil pour le second tour.

GINETTE DE MATHA.

Les résultats du premier tour de l'élection partielle, dimanche 18 juin ont été les suivants :

Inscr., 65 44 ; vot., 33 358 : abst., 48 771 ; suffr. expr., 32 428. MM. Gérard Castagnère, RPR, 8 178 voix (25,21 %) ; Claude Baradon, PS, 8 089 (24,94 %) ; Noël Mamère, mai. p., maire de Bègles, 8 076 (24,50 %) ; Jean-Pierre Pons, PC, conse. gén., 4 435 (13,67 %) ; Jacques Colombar, FN, vice-président du conseil régional, 1 910 (5,88 %) ; M<sup>me</sup> Claire Le Lann, Verts, 1 740 (5,36 %). Il y a ballottage.

En 1988, les résultats du premier tour le 5 juin 1988 avaient été les suivants : Inscr., 65 916 ; vot., 41 742 ; abst., 36 677 ; suffr. expr., 41 073. Catherine Labrousse, PS, 19 566 (47,63 %) ; Alain Carabasse, UDF-CDS, 11 363 (28,88 %) ; Michel Peyret, PC, 5 620 (13,68 %) ; Jacques Colombar, FN, 3 501 (8,52 %) ; André Demarec, div., 523 (1,27 %).

En 1988, le 12 juin, Catherine Labrousse avait été élue avec 29 972 voix (61,72 %) contre 16 102 (38,27 %) à Alain Carabasse sur 69 112 inscrits, 43 321 votants (abst., 34,27 %) et 42 074 suffrages exprimés.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 17 juin 1989 :

DES DÉCRETS

• N° 89-391 du 15 juin 1989 portant transfert à la région Pays de la Loire des compétences de l'Etat en matière de voies navigables.

• Du 13 juin 1989 portant classement parmi les sites du département de la Haute-Garonne de l'ensemble formé par le site du château de Pissignol et de ses abords sur les communes de Pissignol et de Portes-sur-Garonne.

• N° 89-392 du 14 juin 1989 relatif à l'attribution des cotisations sociales pour l'embauche d'un premier salarié.

## UNE LISTE

• Des candidats déclarés admissibles au concours d'admission de l'Ecole de l'air.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 18 juin 1989 :

UN ARRÊTÉ

• Du 5 mai 1989 fixant le nombre maximum d'élèves ingénieurs à recruter en 1989, par voie de concours ou par éprouves en première année dans les écoles nationales supérieures d'ingénieurs.

## UNE LISTE

• Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

## EDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections littéraires, important éditeur recherche

MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et

bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Journaux

Vos manuscrits sont à adresser à :

L'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE ÉDITEURS

2, rue Fléclier - 75009 PARIS Tél. : (1) 47.80.11.08 Téléc. : 660 146 F

ESSONNE : canton de Massy-Est (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 12 876 ; vot., 5 722 ; abst., 55,56 % ; suffr. expr., 5 366. M<sup>me</sup> Marie-Pierre Oprendi, PS, 2 775 voix (51,71 %) ; ELUE ; M. Robert Charlas, RPR, 2 591 (48,28 %).

[M<sup>me</sup> Oprendi succède à M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lecomte qui, députée et nouveau maire d'Adieu-Mons depuis mars dernier, a dû se démettre de son mandat de conseiller général qu'elle détenait depuis 1979 pour se mettre en conformité avec la loi antitotalitariste.]

An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 12 876 ; vot., 4 032 ; abst., 68,68 % ; suffr. expr., 3 970. M<sup>me</sup> Oprendi, 1 293 voix (32,56 %) ; M<sup>me</sup> Charlas, 911 (22,94 %) ; Jean-Louis Servant, FN, 497 (12,51 %) ; Jean Vanhous, PC, 452 (11,38 %) ; Vincent Delahaye, UDF-PR, 293 (7,38 %) ; Jean-Michel Richard, écol., 266 (6,70 %) ; Marie-Pierre Berthou-Wardour, div. g., 258 (6,49 %).

En 1988, M<sup>me</sup> Lecomte avait été élue au second tour avec 3 902 voix (52,18 %) contre 3 483 (47,81 %) à M. Charlas, RPR, sur 13 325 inscrits, 7 559 votants (soit 43,28 % d'abstention) et 7 285 suffrages exprimés.]

FINISTÈRE : canton de Quimper III (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 15 509 ; vot., 8 425 ; abst., 45,67 % ; suffr. expr., 8 074. MM. Alain Gérard, RPR, sénateur, 4 317 voix (53,46 %) ; ELU ; Paul Magnan, PS, 3 757 (46,53 %).

[M. Bernard Polguen, député qui est devenu maire de Quimper en mars dernier après que sa liste ait battu celle menée par M. Marc Becan (RPR), a renoncé, pour raison de cumul de mandat, à son siège de conseiller général qu'il avait obtenu sur la liste RPR sortant. M. Alain Gérard, en 1988, lors du second tour de ce scrutin, M. Polguen l'avait emporté avec 4 851 voix (56,53 %) contre 3 730 (43,46 %) à M. Gérard sur 15 483 inscrits, 8 581 votants (soit 55,70 % d'abstention) et 8 581 suffrages exprimés.]

Le RPR retrouve son siège perdu en 1985 à M. Gérard au premier tour.

An premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 15 509 ; vot., 6 210 ; abst., 59,95 % ; suffr. expr., 6 110. MM. Gérard, 2 043 voix (33,44 %) ; Magnan, 1 634 (26,74 %) ; Michel Denoué, UDF-CDS, 1 095 (17,92 %) ; Alain Ugeux, Verts, adj. au maire, 656 (10,73 %) ; M<sup>me</sup> Yvonne Rahner, PC, 413 (6,75 %) ; Nicole Corneac, div. d., 168 (2,74 %) ; M. Pierre Dalgère, écol., 101 (1,65 %).

HAUTE-GARONNE : canton de Toulouse-IV (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 14 948 ; vot., 6 869 ; abst., 54,04 % ; suffr. expr., 6 539. M. Jean-Claude Paix, app. UDF-CDS, cons. mun., 3 830 voix (58,57 %) ; ELU ; M<sup>me</sup> Marie-Laure Morin, PS, 2 709 voix (41,42 %).

[Le « dauphin » de M. Dominique Baudis a remporté, sans surprise, cette élection partielle organisée à la suite de la décision du député (UDF-CDS) de la Haute-Garonne, réélu maire de Toulouse, de se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1985, pour se conformer à la législation antitotalitariste. En recueillant 58,57 % des suffrages, M. Paix améliore de trois points le score enregistré par les deux candidats de droite au premier tour (55,56 %). Les suffrages rassemblés, dimanche dernier, par la candidate écologiste semblent donc s'être reportés à l'unité puisque la représentante du PS progresse également de trois points par rapport au total des voix de gauche du premier tour (38,25 %).

Les résultats de ce premier tour étaient les suivants : Inscr., 14 948 ; vot., 4 326 ; abst., 71,05 % ; suffr. expr., 4 253. M. Paix, 2 182 voix (51,30 %) ; M<sup>me</sup> Morin, 1 249 (29,36 %) ; M. Adolphe Ballo, PC, 578 (8,88 %) ; M<sup>me</sup> Marie-Françoise Ménez, Verts, 239 (5,61 %) ; MM. Jean-Pierre Boudet, CNL, 181 (4,25 %) ; Christian Dussac, div., 24 (0,56 %). En mars 1988, M. Baudis avait été élu, dès le premier tour, avec 51,43 % des voix.]

LOT-ET-GARONNE : canton d'Agen-Centre (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 10 042 ; vot., 5 115 ; abst., 49,06 % ; suffr. expr., 4 964. MM. Philippe Lacaze, UDF, premier adjoint au maire, 2 137 voix (43,04 %) ; Jean Antonini, PS, cons. mun., 1 092 (21,99 %) ; Jean-Dominique Monton, RPR, 498 (10,03 %) ; Maurice Orensstein, écol., 442 (8,90 %) ; Georges Clément, FN, 376 (7,57 %) ; Alain Fourgeaud, PC, cons. mun., 368 (7,41 %) ; Jean Goudin, div. d., 51 (1,02 %). Il y a ballottage.

[M. Paul Chollet, député app. UDF, ayant été élu maire d'Agen en mars dernier, a dû se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait

depuis 1981 pour se mettre en conformité avec la loi antitotalitariste.]

An premier tour de l'élection de 1988, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 10 134 ; vot., 4 161 ; abst., 58,94 % ; suffr. expr., 4 071. MM. Chollet, UDF, 2 184 voix (53,64 %) ; Antonini, PS, 893 (21,93 %) ; Gavazini, PC, 408 (10,02 %) ; M<sup>me</sup> Milton, FN, 315 (7,73 %) ; M<sup>me</sup> Bédouret, Verts, 119 (2,92 %) ; Montant, div., 77 (1,89 %) ; Malloin, div., 75 (1,84 %). Au second tour, M. Chollet qui, au premier tour, n'avait pas obtenu un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits, avait été réélu avec 2 786 voix (65,59 %), contre 1 601 (38,49 %) à M. Antonini, sur 4 387 suffrages exprimés, 4 546 votants (38,22 % d'abstention) et 10 132 électeurs inscrits.]

MEUSE : canton de Verdun-Est (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 5 797 ; vot., 2 533 ; abst., 56,30 % ; suffr. expr., 2 360. MM. Bernard Gilson, PS, 1 287 voix (54,33 %) ; ELU ; Pierre Lombart, sans étiqu., 1 073 (45,66 %).

[Conseiller général depuis octobre dernier, M. Jean-Louis Dumont, député socialiste qui est devenu maire de Verdun en mars, s'est démis de son mandat à l'Assemblée départementale de la Meuse pour respecter la loi antitotalitariste. En 1988, alors que le conseiller sortant, M. Jacques Baras-Dupont, UDF-PR, ne se représentait pas, M. Dumont avait été élu avec 1 568 voix (66,83 %), contre 778 (33,16 %) à M. Lombart, sur 5 602 inscrits, 2 437 votants (soit 56,49 % d'abstention) et 2 346 suffrages exprimés.]

An premier tour de cette partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 5 797 ; vot., 1 783 ; abst., 69,24 % ; suffr. expr., 1 714. MM. Gilson, 753 voix (43,93 %) ; Lombart, 549 (32,03 %) ; Daniel Lefort, Verts, 185 (10,79 %) ; Michel Sarrette, sans étiqu., 101 (5,89 %) ; Bernard Dosselle, PC, 98 (5,71 %) ; Lionel Dorvieux, sans étiqu., 28 (1,63 %).

HAUT-RHIN : canton de Mulhouse-Nord (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 16 861 ; vot., 7 552 ; abst., 55,21 % ; suffr. expr., 6 910. MM. Jean Grimon, PS, anc. dép., premier adjoint au maire, 3 577 voix (51,76 %) ; ELU ; Gérard Freulet, FN, anc. dép., cons. mun., 3 333 (48,23 %).

[M. Grimon succède à M. Jean-Marie Boeckel qui, député et nouveau maire de Mulhouse, s'est démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1982, pour cause de loi antitotalitariste. M. Boeckel avait été réélu au second tour, en octobre 1988 avec 3 674 voix (61,12 %) contre 2 337 (38,87 %) à M. Tréhouët, FN sur 16 842 inscrits, 6 417 votants (soit 61,89 % d'abstention) et 6 011 suffrages exprimés.]

Dans dix des vingt-deux bureaux de vote, le candidat du FN arrive devant le représentant du PS et, par rapport au second tour de 1988, il enregistre un gain de près de dix points.

An premier tour des élections partielles, les résultats étaient les suivants : Inscr., 16 861 ; vot., 4 282 ; abst., 74,60 % ; suffr. expr., 4 209. MM. Grimon, 1 430 voix (33,97 %) ; Freulet, 1 320 (31,36 %) ; Philippe Aubert, sout. UDF et RPR, 708 (16,82 %) ; Jean Bitterlin, Verts, 441 (10,47 %) ; Auguste Becker, PC, 121 (2,87 %) ; Roland Bider, div. d., 111 (2,63 %) ; Lothaire Muller, div. d., 56 (1,33 %) ; Maurice-Pierre Stalbach, rég., 22 (0,52 %).

HAUTE-SAVOIE : canton de Rumilly (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 11 975 ; vot., 6 284 ; abst., 47,52 % ; suffr. expr., 6 145. MM. Camille Beauquier, div. d., 3 220 voix (52,40 %) ; ELU ; Charles Trémouilhac, PS, 1 732 (28,18 %) ; Pierre Comet, FN, 524 (8,52 %) ; Charles Denu, div. g., 470 (7,64 %) ; Marcel Rouillet, PC, 199 (3,23 %).

[M. Beauquier succède dès le premier tour à Louis Dagan, RPR, conseiller général depuis 1976, décédé le 28 mai dernier. La présence d'un seul candidat de l'opposition, l'absence de porte-parole écologiste expliquent à la fois le bon score de M. Beauquier, et la progression (+ 8,18 points de pourcentage) du PS. Le FN gagne presque deux points tandis que le PC en perd un demi.]

An premier tour de l'élection de 1988, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 11 694 ; vot., 3 235 ; abst., 55,96 % ; suffr. expr., 3 200. Louis Dagan, RPR, 2 086 voix (65,11 %) ; Charles Trémouilhac, PS, 1 040 (29 %) ; Hubert Chappet, UDF, 998 (30,93 %) ; Jean Kholer, Vert, 541 (10,40 %) ; Pierre Comet, FN, 349 (10,71 %) ; Marcel Rouillet, PC, 194 (5,73 %). Au second tour, Louis Dagan avait été réélu avec 2 548 voix (69,34 %), contre 1 193 (36,50 %) à M. Trémouilhac, sur 4 751 suffrages exprimés, 4 938 votants (57,76 % d'abstention) et 11 693 électeurs inscrits.]

TARN : canton de Castres-nord (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 9 985 ; vot., 5 762 ; abst., 42,29 % ; suffr. expr., 5 629. MM. Michel Montsarrat, premier adjoint au maire, div. d., 2 108 voix (37,44 %) ; Philippe Guérineau, PS, 1 313 (23,32 %) ; M<sup>me</sup> Jacqueline Salvan, RPR, 1 258 (22,34 %) ; Jacques Flac, FN, 407 (7,23 %) ; M<sup>me</sup> Jacqueline Bruguière, écol., 238 (4,22 %) ; Jeanette Guillaume, PC, 200 (3,35 %) ; Martine Berges, MRG, 105. Il y a ballottage.

[M. Jacques Linsoury, député RPR ayant été élu maire de Castres en mars dernier, a dû quitter son poste de conseiller général qu'il détenait depuis 1978, pour être en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats.]

An premier tour de l'élection de 1988, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 9 989 ; vot., 5 528 ; abst., 44,89 % ; suffr. expr., 5 327. MM. Linsoury, RPR, 2 874 voix (53,95 %) ; REZEL, PC, 1 696 (31,65 %) ; M<sup>me</sup> Terral, FN, 427 (8,01 %) ; M. Bonnet, PC, 348 (6,38 %).

VAL-DE-MARNE : canton de Cachan (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 13 858 ; vot., 6 588 ; abst., 52,46 % ; suffr. expr., 6 205. M. Patrice Héron, PS, 3 391 voix (54,64 %) ; M<sup>me</sup> Michèle Héron, FN, 1 079 (17,38 %) ; MM. André Candio, Verts, 973 (15,68 %) ; Marc Neotat, PC, 762 (12,28 %). Il y a ballottage.

[En dépit de son score supérieur à 50 % des suffrages exprimés, le fils de l'ancien ministre n'a pu être déclaré élu faute d'avoir recueilli un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits. Il sera opposé au second tour à M<sup>me</sup> Héron qui a gagné près de 7 points par rapport à 1988. Ce gain s'explique en partie par l'absence de représentant de l'opposition de droite traditionnelle pour respecter la loi limitant les cumuls de mandats, son siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1989, dans le Val-de-Marne et précédemment dans la Seine. Au second tour des élections cantonales de mars 1988, M. Candio avait été réélu avec 4 649 voix (57,33 %) contre 3 473 (42,66 %) à M. Jacky Grélier, UDF-PR sur 13 167 inscrits, 8 431 votants (soit 64,18 %) et 1 143 suffrages exprimés.]

An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 13 858 ; vot., 13 167 ; abst., 5,70 % ; suffr. expr., 12 806. M. Candio, 4 649 voix (57,33 %) ; Grélier, 3 473 (26,99 %) ; Dubreuil, RPR, 1 212 (9,41 %) ; M<sup>me</sup> Belloccat, FN, 923 (7,23 %) ; M<sup>me</sup> Neotat, PC, 866 (6,66 %) ; Berru, div. g., 381 (2,97 %) ; Monneret, CNL, 135 (1,05 %) ; Chenu, PC, 77 (0,60 %).

VAL-DE-MARNE : canton de Maisons-Affort (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 16 961 ; vot., 8 468 ; abst., 50,07 % ; suffr. expr., 8 301. M<sup>me</sup> Michèle Hébillé, UDF-PR, 3 831 voix (46,15 %) ; Gilles Carasso, PS, 1 721 (20,73 %) ; Philippe Olivier, FN, 1 223 (14,73 %) ; Gérard Mathieu, Verts, 733 (8,83 %) ; Charles Lederman, PC, sénateur, 512 (6,16 %) ; Georges Guernonprez, div. d., 281 (3,38 %). Il y a ballottage.

[Réélu maire de Maisons-Affort et député conseiller régional, René Neveux, UDF-PR, a été élu conseiller général depuis 1967. Il avait été réélu au premier tour des élections cantonales de 1985 par 5 432 voix (56,29 %), contre 1 839 (19,65 %) à M. Amourat, PS, 1 171 (12,13 %) à M. Boudy, FN, 856 (8,87 %) à M. Lederman, PC, et 352 (3,64 %) à M. Dingemans, div. g., sur 15 703 inscrits, 9 897 votants (soit 36,97 %) et 9 690 suffrages exprimés.]

La chute de candidat unique de l'opposition s'explique, notamment, par la perte des écologistes, absents lors du précédent scrutin, par un progrès du FN (+ 2,60 points) et du PS (+ 1,68). Le PC perd près de trois points.]

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Est (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 14 931 ; vot., 7 368 ; abst., 50,65 % ; suffr. expr., 7 098. MM. Pierre Souweine, UDF, 3 557 voix (50,11 %) ; Pierre Roudier, Verts, 1 687 (23,76 %) ; Pierre Simier, FN, 1 128 (15,89 %) ; Jean Moulin, PC, 726 (10,22 %). Il y a ballottage.

[Réélu maire de Vincennes, M. Jean Chenu, UDF-PR, a été élu conseiller général, en raison de la loi antitotalitariste, et a été élu réélu en mars 1985 dès le premier tour. Les résultats avaient été les suivants : Inscr., 15 107 ;

## LE GROUPE TIERS MONDE-BANQUE DE FRANCE

Le Monde

avec l'appui du CRID  
organisent une table ronde

## DÉVELOPPEMENT ET DÉMOCRATIE AU PÉRIL DE LA DETTE

Vendredi 23 juin 1989 de 9 h 30 à 17 h 45  
à l'Assemblée nationale

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- Analyse de la situation
- Interrogations sur les stratégies mises en œuvre
- Recherches de solutions et propositions

Allocution d'ouverture : Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France. Débats présidés par Lionel Stoléru (secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan) et André Fontaine (directeur du Journal Le Monde). Avec la participation de : Andrew Bath (FMI), Yves Bernhart (secrétaire général adjoint de la CNUCED), Michel Bouchet (Banque Mondiale), Daniel Cohen (économiste), Joly Dizon (conseiller auprès du Président de la CEE), Celso Furtado (ancien ministre, Brésil), Susan George (économiste), Bernard Holzer (CISE), Denis-Samuel Lefebvre (chef du service des affaires internationales à la direction du Trésor), André de Larosière (ancien directeur général de l'Institut de Finances internationales), Gus Monstad (sociologue), John Schilling (Banque mondiale), Alain Touraine (sociologue).

## RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Groupe Tiers Monde-Banque de France, 29, rue Rodziwill 75001 Paris  
Tél. : 42-92-36-81 ou 42-92-31-60 ou 42-92-31-90.





## GRÈCE : recul du PASOK de M. Papandréou aux législatives

### Les conservateurs progressent sensiblement mais n'obtiennent pas la majorité absolue

En Grèce, les élections européennes et législatives se déroulaient le même jour mais l'intérêt était concentré sur les secondes qui devaient décider de l'avenir politique du pays pour les quatre prochaines années. Lundi matin, 16 juin, alors que 70 % des suffrages étaient décomptés, la Nouvelle Démocratie (conservatrice) était largement en tête avec 44,72 % des suffrages, soit environ 5 points de plus qu'en 1985. Le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou, au pouvoir depuis huit ans, recueillait pour sa part 38,91 % des voix (- 7 %), tandis que le Rassemblement des forces de gauche et de progrès (PC, Gauche hellénique et divers groupes indépendants) était crédité de 12,8 %.

Comme les sondages le laissent prévoir, la Nouvelle Démocratie bat le PASOK et devient ainsi la première formation politique du pays. Mais cette nette victoire ne lui permet pas cependant de disposer de la majorité absolue à la Vouli, le Parlement d'Athènes. Selon les estimations, elle contribuera 146 des 300 sièges. Pour les conservateurs, c'est une grosse déception.

Le premier ministre, M. Andreas Papandréou, a reconnu lundi matin le succès de ses rivaux, mais il est incontestable que le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) est parvenu à limiter les dégâts. Certains dirigeants du parti ne cachent

#### Quel gouvernement ?

Avec près de 13 % des suffrages et 29 sièges, selon les projections, le Rassemblement des forces de gauche et de progrès obtient un résultat en deçà de ses prévisions. M. Harilaos Florakis, secrétaire général du Parti communiste (principale composante de la coalition), a toutefois déclaré que ce score venait confirmer la « force montante » de l'alliance et qu'une « nouvelle phase » avait commencé dans la politique grecque.

« Et maintenant, quel gouvernement ? » Telle est la question que l'on se posait lundi à Athènes. Faute de majorité claire pour l'un ou pour l'autre camp au Parlement, la Grèce



risque d'entrer dans une période d'instabilité politique et on ne peut exclure un nouveau recours aux urnes dans les mois à venir. Le leader de la Nouvelle Démocratie a déclaré que « la majorité du peuple grec avait condamné dimanche le gouvernement socialiste de la corruption et des scandales ». Dans cette « majorité », il incluait, à l'évidence, les électeurs qui ont porté

leur voix sur le Rassemblement des forces de gauche et de progrès et qui, eux aussi, dans leur campagne électorale réclamaient l'« assainissement » de la vie publique et le rétablissement de l'état de droit après toutes les « affaires » qui ont ébranlé le PASOK.

Ce Rassemblement des forces de gauche et de progrès est très cour-

tié par M. Papandréou, qui ne semble pas décidé à jeter l'éponge. Dans un commentaire sur les résultats partiels des élections, le premier ministre a souligné qu'« il existait au Parlement une majorité démocratique et progressiste ». En clair cela veut dire qu'il pourrait envisager de former un gouvernement minoritaire homogène qui serait soutenu par les communistes et leurs alliés à la Vouli. Cet appui n'est pas acquis d'avance. Avant le scrutin, des porte-parole du Rassemblement avaient posé des conditions sévères à leur bienveillance. En particulier qu'un éventuel nouveau gouvernement socialiste ne comprenne absolument aucun ministre ou haut fonctionnaire impliqué de près ou de loin dans les scandales.

Après ces élections législatives incertaines, le président de la République va demander au chef du plus grand parti, à savoir M. Constantin Mitsotakis, de tenter de former un gouvernement susceptible de réunir une majorité parlementaire autour d'un programme. Le leader de la Nouvelle Démocratie va, probablement, essayer lui aussi de « faire du pied » au Rassemblement des forces de gauche et de progrès, qui joue un rôle-clé dans la situation politique confuse qui prévaut.

ALAIN DEBOVE.  
(Lire page 28 nos informations sur les élections européennes en Grèce.)

## POLOGNE

### Très faible participation pour le deuxième tour de scrutin

Varsovie — Les résultats du deuxième tour des élections législatives qui avait lieu dimanche 18 juin en Pologne ne devraient pas être connus avant mardi. La principale caractéristique du scrutin a cependant été le très faible taux de participation, estimé à un peu plus de 25 % seulement — contre plus de 62 % lors du premier tour, le 4 juin. C'est un nouvel échec pour le pouvoir, qui avait invité les électeurs à « voter pour la Pologne ».

Le fort pourcentage d'abstentions s'explique essentiellement par le fait que ce second tour était pratiquement sans enjeu. Six cent six candidats étaient en lice, membres dans leur grande majorité de la coalition gouvernementale rassemblée autour du parti communiste, tous les candidats de Solidarité étant passés dès le premier tour, à l'exception de neuf d'entre eux qui étaient en ballottage (huit à la Diète et un au Sénat) et qui semblaient assurés de l'emporter dimanche. Sur les deux cent quatre-vingt-dix-neuf sièges réservés au PC et à ses alliés sur les bancs de la Diète, cinq seulement avaient été pourvus le 4 juin.

Solidarité avait demandé aux électeurs de voter pour les candidats du pouvoir jugés « réformateurs » et même donné des consignes précises en ce sens, mais cet appel ne semble avoir été que très médiocrement entendu. Le taux de participation ne s'est sensiblement élevé que dans les circonscriptions où les candidats de Solidarité étaient en ballottage. (AFP, Reuters, AP.)

## Diplomatie

### La reprise des négociations START sur les armements stratégiques

#### M. Bush se hâte lentement...

Un tête-à-tête d'une heure vingt entre les chefs des délégations américaine et soviétique, MM. Richard Burt et Iouri Nazarkine, s'est déroulé, lundi 19 juin, la reprise des négociations sur la réduction des armements stratégiques à longue portée (START) suspendues depuis le 15 novembre dernier, au lendemain de l'élection présidentielle américaine. Les deux délégations sont fortement renouvelées.

M. Richard Burt, ancien journaliste au New York Times, puis ambassadeur à Bonn jusqu'en 1988, a pris, en février dernier, la tête de la délégation américaine. La délégation soviétique est conduite par M. Nazarkine, qui avait représenté ces trois dernières années l'URSS à la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève, prenant une part active, notamment, aux pourparlers sur les armements chimiques.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Est-ce trop tôt pour la nouvelle administration, ou bien M. Bush prend-il désormais un malin plaisir à cacher son jeu le plus longtemps possible ?

Les négociations START sur la limitation des armements stratégiques, laissées en chantier, mais dans un état de relatif avancement, par l'administration Reagan, devaient primitivement reprendre le 15 février dernier. L'équipe Bush décida de reporter l'échéance, beaucoup trop proche de son entrée en fonctions. Mais plus de quatre mois plus tard, alors que les négociateurs américains et soviétiques se retrouvent à Genève, les Etats-Unis ne semblent toujours pas tout à fait prêts.

C'est du moins ce que font valoir les responsables de l'administration eux-mêmes, soulignant que M. Bush et ses plus proches conseillers ont été longtemps absorbés par la question des armes conventionnelles (pour lesquelles les Etats-Unis ont présenté un plan ambitieux au récent sommet de l'OTAN) — et qu'ils n'ont pu vraiment se consacrer aux questions stratégiques que depuis une quinzaine de jours.

● MAROC : visite du secrétaire général de l'ONU. — M. Javier Perez de Cuellar est arrivé, dimanche 18 juin, au Maroc, pour une visite de deux jours au cours de laquelle il rencontrera le roi Hassan II pour s'entretenir de l'évolution du problème du Sahara occidental et du référendum d'autodétermination qui doit y être organisé sous l'égide des Nations unies. Il se rendra ensuite en Mauritanie, au Mali et en Algérie dans le cadre de la même mission. — (AFP.)

Quelques décisions ponctuelles mais portant en principe sur des points pas vraiment essentiels, devaient pourtant être annoncées peu après l'ouverture de la négociation, et il n'est pas tout à fait exclu que Washington prépare un effet de surprise : la tactique lui avait après tout bien réussi avant le sommet de l'OTAN.

#### Vérifier d'abord

En tout état de cause, les responsables américains ont fait savoir que l'essentiel des positions définies par l'administration Reagan seraient maintenues, et que l'objectif général restait une réduction de 50 % des armements stratégiques mais que quelques « idées nouvelles » étaient aussi en gestation. L'une d'entre elles pourrait être une révision du mode de calcul du nombre des missiles de croisière àéroportés (ALCM), les Américains semblant à présent disposés à tenir compte du nombre réel des missiles transportés par chaque avion, comme le réclamaient les Soviétiques, et non d'un maximum théorique de dix par appareil.

Beaucoup plus important serait un éventuel changement de position

concernant les gros missiles balistiques : jusqu'à présent Washington proposait que tous les missiles terrestres « mobiles » soient interdits. La nouvelle administration envisage de renoncer à cette exigence (qui déplaît aux Soviétiques, puisqu'ils seuls ont pour l'instant de tels engins). Mais il lui est très difficile de franchir ce pas sans avoir l'assurance que le Congrès acceptera d'envisager ses choix en matière de construction de missiles mobiles. Le prochain budget donne la priorité à la « mobilisation » du MX, mais les démocrates tiennent toujours autant au Midgetman (un engin plus petit), et les responsables du gouvernement eux-mêmes semblent divisés sur ce point. Enfin, toute vraisemblance, l'équipe Bush va donc devoir laisser mûrir la question pendant encore un certain temps.

Par contre — pour ne pas donner l'impression d'arriver à Genève les mains et les dossiers vides, et plus encore parce que cela correspond bien au tempérament de M. Bush et de ses conseillers — l'administration a déjà fait savoir qu'elle comptait proposer une approche assez radicalement nouvelle du principe même de la négociation. Au lieu de chercher à obtenir un accord satisfaisant, puis d'envisager les moyens de

vérifier son application, les Américains ont l'intention de suggérer qu'on commence par mettre en pratique des mesures de surveillance, avant même que l'on sache si les armements à surveiller sont ou seront licites ou non.

Théoriquement, l'idée est assez séduisante : on parle plus efficacement en sachant de quoi on parle, et l'on a de meilleures chances de trouver un accord solide si l'on sait avoir les moyens de vérifier son application. Les problèmes de ratification ultérieure, qui ont eu raison de l'accord SALT-2, deviendraient également beaucoup moins aigus.

Mais il n'est pas exclu non plus que cette approche conduise en fait à compliquer encore plus une négociation déjà extrêmement ardue. Les Soviétiques pourraient même accuser les Américains de chercher à faire traîner les choses.

« Nous n'allons pas valentir les START », fait pourtant valoir un haut fonctionnaire de la Maison Blanche. Mais, que ce soit par souci d'efficacité ou seulement par nécessité, le mot d'ordre de M. Bush, dans ce domaine comme dans d'autres, ressemble fort à un « bâtons-nous-les-mêmes ».

JAN KRAUZE.

### Visite officielle de M. Nguyen Co Thach en France

#### Le chef de la diplomatie vietnamienne sera reçu à l'Elysée

M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères vietnamiennes, effectue, de mardi 20 au vendredi 23 juin, une visite officielle en France. En vue de préparer une conférence internationale sur le Cambodge, prévue en août à Paris, M. Roland Dumas a déjà reçu à Paris, début juin, son homologue indonésien, M. Ali Alatas, et, samedi dernier, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sawatsita.

Depuis le séjour en France, en 1976, de M. Phan Van Dong, alors premier ministre, jamais un membre du gouvernement vietnamien n'a été reçu en si grande pompe à Paris. M. Thach aura, jeudi, un entretien d'une heure avec le président de la République et M. Michel Rocard le recevra, vendredi, à déjeuner. Entre-temps, il aura eu des contacts avec une douzaine de membres du gouvernement dont, bien entendu, M. Roland Dumas, qui offrira, jeudi, un déjeuner officiel en son honneur. M. Thach sera également invité à déjeuner, mercredi, de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Le Cambodge dominera cette visite puisque Paris doit être l'hôte, sans doute à compter du 7 août,

d'une conférence internationale réunie pour mettre fin à ce conflit. En annonçant, le 5 avril, leur projet de premier tour, le 30 septembre, à leur présence militaire chez leur voisin, les Vietnamiens ont permis d'envisager un règlement. Mais la principale inconnue demeure encore, aujourd'hui, l'attitude de la Chine, qui soutient les Khmers rouges, la guérilla la plus forte.

En effet, la reprise en main, à Pékin, par les partisans de la fermeté, suggère mal d'une normalisation rapide des relations entre la Chine et le Vietnam. M. Deng Xiaoping, notamment, semble particulièrement hostile à un compromis sur le Cambodge qui ferait la part belle, à ses yeux, au régime en place, celui de M. Hieu Sen.

La réunion de cette conférence prendra donc des entretiens que le prince Sihanouk doit avoir, le 24 juillet en France, avec M. Hieu Sen, et des discussions, prévues le lendemain à la Celle-Saint-Cloud sous le patronage de M. Dumas, avec les deux autres factions cambodgiennes, celle de M. Son Sann et celle des Khmers rouges. L'attitude de ces derniers, lors de cette table ronde, devrait donner une idée précise des intentions chinoises et, donc, de la possibilité de réunir une conférence internationale.

A ce sujet, pendant sa visite

M. Thach devrait fournir à ses inter-

locuteurs français des indications sur l'attitude que compte adopter le Vietnam. La victoire, au moins provisoire, de la faction la plus dure au sein du PC chinois va-t-elle inciter Hanoi à réagir, à son tour, sa position ? De quelle manière, de toute façon, le Vietnam va-t-il réagir à l'affaiblissement, plus durable, de la Chine ? Les réponses à ces questions conditionnent, bien évidemment, la possibilité d'aboutir à un règlement cambodgien.

Le deuxième chapitre de la visite de M. Thach sera le renforcement de la coopération bilatérale. Une commission de coopération franco-vietnamienne devrait être revitalisée et des accords seront en principe signés, notamment concernant la diffusion de programmes en français par la télévision vietnamienne. Depuis que Hanoi a choisi l'ouverture, les missions officielles et privées françaises se sont multipliées. Un tissu de liens est ainsi en train de se refaire sur des bases neuves. Mais, sur ce point aussi, le mouvement ne se précipitera que si l'affaire du Cambodge se règle, condition pour que le Vietnam puisse bénéficier de l'aide des organismes internationaux de crédit pour amorcer plus franchement sa reconstruction.

J.-C. POMONTI.

## URSS

### Emeutes au Kazakhstan

Moscou. — Des bandes de jeunes se sont déchaînées, samedi matin 17 juin, dans la ville de Novy-Uzen, au Kazakhstan, contre le rationnement et les hausses de prix en pillant des coopératives et en incendiant des voitures, a rapporté, dimanche, le journal Komsomolskaya Pravda.

Certains de ces jeunes ont été blessés mais, samedi soir, « la situation était redevenue normale » dans cette ville située dans l'extrême-ouest du Kazakhstan, ajoute le quotidien.

Un responsable du ministère de l'intérieur de la ville d'Alma-Ata, capitale de cette République du sud de l'URSS, bordant la mer Caspienne, joint par téléphone, a refusé de commenter ces incidents.

Les autorités locales ont par-

ville pendant plusieurs heures avec les jeunes, qui réclamaient la suppression des cartes de rationnement et la fermeture des coopératives (magasins semi-privés) qu'ils tiennent pour responsables des problèmes de distribution alimentaire et des hausses considérables des prix, écrit encore Komsomolskaya Pravda.

Cinq coopératives ont été pillées et quatre véhicules brûlés lors de ces violents incidents, a précisé au journal un porte-parole du ministère de l'intérieur.

De semblables émeutes avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> mai à Ashkabad, capitale de la Turkménie voisine, la population ayant attaqué des coopératives et des restaurants dirigés par des Arméniens. — (AFP.)

## HONGRIE

### Les obsèques d'Imre Nagy provoquent des protestations dans plusieurs pays de l'Est

Les obsèques solennelles qui ont été organisées, vendredi 16 juin, à Budapest, à la mémoire de Imre Nagy, premier ministre de Hongrie pendant l'insurrection de 1956 (Le Monde daté 18-19 juin), ont suscité des réactions négatives dans plusieurs pays.

La Roumanie des exilés particulièrement offensés et une protestation officielle a été remise, dimanche, à l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest, dénonçant « les manifestations antisocialistes, antiroumaines, chauvinistes et révisionnistes » dont ces obsèques auraient été l'occasion. Selon l'agence roumaine Agerpres, les cérémonies de vendredi à Budapest ont pris un tour « nettement fasciste » et elles étaient dirigées contre « le Parti socialiste ouvrier hongrois, contre le socialisme et le communisme et contre le pacte de Varsovie ».

A Berlin-Est, l'agence de presse est-allemande ADN a estimé, samedi, que les cérémonies de Budapest ont constitué une manifestation d'hostilité au PC hongrois et à l'Union soviétique. L'agence rappelle que Imre Nagy avait été condamné pour haute trahison mais ne dit rien de sa réhabilitation, ni de la présence du premier ministre hongrois, M. Nemeth, à ses obsèques.

Condamnation plus sévère encore à Tirana où l'agence albanaise dénonce la « pompeuse cérémonie » de vendredi en rappelant que Imre Nagy avait « dirigé, en 1956, une contre-révolution visant à renverser le socialisme en Hongrie ».

A Moscou, en revanche, la Komsomolskaya Pravda, organe des Jeunes communistes, souhaite un réexamen du rôle de l'URSS dans l'écrasement de l'insurrection de 1956 en Hongrie et écrit notamment : « Le nom de Nagy est lié à la lutte contre le stalinisme (...) ainsi qu'à un système démocratique multipartite et à un pluralisme basé sur l'indépendance et la souveraineté nationale. (...) Puisque nos camarades hongrois sont déçus à décevoir et à réviser la vérité à propos de 1956, il est nécessaire que l'on donne une évaluation des activités du gouvernement soviétique et des autres pays socialistes » à cette époque. — (AFP, Reuters.)

### « L'Aveu » à Moscou

De larges fragments du livre d'Arthur London, l'Aveu, ont été publiés à Moscou par la revue Littérature étrangère dans son numéro daté d'avril 1989. C'est une première en Union soviétique, cet événement était en préparation depuis plusieurs mois.

Dans une postface à cette présentation, l'historien soviétique Evgueni Ambatsoumov, auteur notamment d'articles remarqués sur la terreur stalinienne, écrit :

« London a parcouru les mêmes cercles de l'enfer que nos condamnés de 1937... Son livre est le premier à concerner l'histoire des pays frères et à être publié chez nous. Nous sommes directement en cause. L'internationalisme authentique et sincère des révolutionnaires a été remplacé par l'internationalisme des actes criminels de nos maîtres... En Tchécoslovaquie, pays de vieille tradition démocratique, les faux procès ont duré plus longtemps qu'ailleurs... Notre Gazette littéraire fit bien évidemment le silence sur l'Aveu et sur le film retentissant et saisissant qu'en tira Costa Gavras... »

« J'ai rencontré London à Paris ; il était resté fidèle à ses idées de jeunesse... Il n'en voulait à personne mais observait une sérénité pleine de tristesse et semblait encore stupéfait que tout cela ait pu se passer. J'ai l'impression de l'entendre quand je lis ces mots dans son livre : « Non, je ne regrette pas mon passé... »

« Je pense au peuple tchèque qui m'est devenu cher durant la période stalinienne et à ce « printemps de Prague », hâtes trop bref... »

[Alors vice-ministre des affaires étrangères dans le gouvernement tchécoslovaque, Arthur London fut arrêté au mois de janvier 1951 et condamné à des travaux qui conduisirent à sa condamnation, l'année suivante, pour haute trahison. Réhabilité en 1956, il est décédé en 1966.]

مكتبة المصلح

## Amériques

BRÉSIL : la campagne pour l'élection présidentielle

## Le phénomène Collor

Pour la première fois depuis vingt-neuf ans, les Brésiliens doivent élire, le 15 novembre prochain, leur futur chef de l'Etat au suffrage universel. La campagne en vue de ce scrutin, pour lequel deux tours sont prévus, se déroule dans un climat difficile résultant de la gravité de la situation économique.

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Il a trente-neuf ans et un physique de charme. Il fait un malheur à la télévision. Il promet de moraliser la vie politique, d'assainir l'administration, se présente comme un candidat anti-système et anti-partis ; il a bâti sa réputation sur un seul mot, celui de *marajás*, qui désigne, au Brésil, les fonctionnaires surpayés, engorgés particulièrement impopulaires qu'il dit combattre sans merci. Tel est Fernando Collor de Mello, le nouveau phénomène de la politique brésilienne, la vedette inattendue des sondages, à cinq mois de l'élection présidentielle.

Jusqu'au mois dernier, la course à la magistrature suprême semblait se limiter aux deux candidats les plus cotés de la gauche, M. Leonel Brizola et M. Luís Inácio da Silva, beaucoup plus connus sous le nom de « Lula ». Or voici qu'un nouveau venu, sans grand bagage politique, sans programme bien défini, ne disposant que d'une ombre de parti, bouleverse les prévisions et bouscule les plans des états-majors. Parti de rien, ou presque, M. Collor est crédité aujourd'hui de 32 % des intentions de vote, plus que ses deux concurrents immédiats réunis. La boule qui le porte semble, pour l'instant, ne pas devoir s'arrêter. Il est pratiquement le seul candidat dont on voit le nom sur des badges, des autocollants, des chemisettes. Il provoque des débats à la Chambre, des adhésions dans tous les milieux, des défections dans presque tous les partis. Se rallier à Collor, c'est *col-lorir*, dans le jargon du jour, le mot signifiant aussi : colorier.

Vide  
et vague des idées

Quand il s'est lancé dans l'arène, il était le gouverneur du petit Etat de l'Alagoas, dans le Nordeste. Il a surtout brillé, à ce poste, par ses diatribes contre les *marajás* et ses démentis avec le gouvernement Sarney. Il ne s'est distingué ni à la mairie de Maceio, sa ville natale, où il

avait été nommé, ni, plus tard, comme député. Fils doré de l'oligarchie locale, où sa famille possède un groupe de presse, il a commencé sa carrière au sein du régime militaire, qu'il a appuyé jusqu'à la dernière minute, et a rallié l'ancien parti d'opposition, le PMDB, quand celui-ci est devenu majoritaire. Il a créé il y a trois mois son parti, dit de reconstruction nationale, pour disposer d'une plate-forme électorale.

A un curriculum peu glorieux, il ajoute le vide ou le vague de ses idées. Sur le rôle de l'Etat dans l'économie, la place du capital étranger, la gestion de la dette extérieure, il ne dit que des banalités. Il n'a pas d'opinion sur la réforme agraire, et ne parle guère des autres réformes. Ses promesses les plus concrètes concernent la fin des privilèges dans l'administration. Avec moi, dit-il, les ministres devront payer leur loyer et n'auront plus de voiture de fonction !

## « Vidéo-clip »

Aussi ses adversaires le traitent-ils volontiers de « baudruche », de « vidéo-clip » dont le mode passera vite. Ils risquent de se tromper. Le phénomène Collor se produit dans un climat d'amertume, de désespérance générale, provoqué par les difficultés économiques, l'impopularité et l'immoralité gouvernementales, l'opportunisme du parti majoritaire, le PMDB, qui a oublié ses engagements électoraux. L'« homme nouveau », dressé contre la corruption des mœurs politiques et le pillage des finances publiques, est, dans ces conditions, assuré d'un certain succès. Surtout si, comme Fernando Collor, il a de la prestance et une sincérité apparente.

Aux élections municipales de novembre dernier, le besoin de changement avait profité au Parti des travailleurs (PT), qui avait conquis la mairie de São Paulo et fait une percée fulgurante dans plusieurs grandes villes. C'est au tour de la droite, maintenant, de vouloir en tirer parti. Certains dans l'établissement ne cachent pas leur faiblesse pour le nouveau paladin de la moralité. Celui-ci a droit à tous les regards du groupe de presse Globo, pilier du conservatisme. Son air d'intransigeance plaît aux durs de l'armée. Il fait l'objet des avances de Delefin Neto, l'ancien « tsar » de l'économie, mais il préfère les ignorer. Soucieux de ne pas se limiter à un seul camp, c'est sur l'opinion publique qu'il lance son fillet.

Il répète un phénomène qui s'est déjà produit il y a trente ans. Le der-

nier président élu au suffrage universel, Jânio Quadros, avait choisi lui aussi pour thème de campagne la lutte contre la corruption. Il avait pris le balai comme symbole, et il semblait bien décidé à l'utiliser de nouveau, cette année, comme candidat du clan au pouvoir, qui comptait sur ses talents de démagogue consommé pour démolir la gauche. Mais la montée de M. Collor a défilé tous ses plans. Après avoir hésité plusieurs mois, il vient d'annoncer qu'il ne se représenterait pas. « Je ne participe pas à cette force », a-t-il dit, dans un message qui dresse du pays un tableau apocalyptique. Il faut dire qu'il était au plus bas des sondages, et qu'il n'était pas sûr d'obtenir les appuis escomptés.

L'autre prétendant balayé par la tornade « qui lave plus blanc » est M. Ulysses Guimarães, candidat du PMDB. Il a déjà eu beaucoup de mal à s'imposer à ses compagnons d'armes, en raison de sa position modeste dans les préférences populaires. Il continue de patager. A soixante-deux ans, l'œil brumeux, le crâne chauve, il personnifie la politique de compromis, voire de compromission, dont les Brésiliens ont éprouvé les méfaits depuis que M. José Sarney est au pouvoir, et le PMDB avec lui. Cette politique a provoqué la dissidence, l'an dernier, de nombreux progressistes du parti, qui présentent leur propre candidat, M. Mario Covas, sans grand espoir de succès. Ceux qui n'ont pas fait bande à part ont imposé l'un des leurs, M. Waldir Pires, comme candidat à la vice-présidence, en espérant donner à la campagne du PMDB la couleur réformatrice que la présence de M. Guimarães ne saurait assurer.

A gauche, un terrain  
très occupé

Mais, à gauche, le terrain est largement occupé par M. Brizola et « Lula ». Ancien gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Leonel Brizola dirige une formation populiste, le Parti démocratique travailliste (PDT), qui a glané ses premiers succès dans les *favelas* et étendu son influence grâce à des alliances en tous genres. Il avait, au départ, un lourd handicap à surmonter : les militaires se méfiaient de lui, en raison de son passé d'« incendiaire ». Il était considéré par les milieux d'affaires comme un caudillo démagogue et autoritaire.

Aussi a-t-il fait de gros efforts pour s'amender, et multiplié les avances à ses anciens adversaires. Il

ne parle plus du « socialisme brun » (c'est-à-dire à la brésilienne) qu'il préconisait il y a encore quelques années, sans préciser en quoi il consistait. Il attaque plus volontiers le PT et son candidat que la droite. « La position de « Lula » correspond à celle de Mitterrand », dit-il, sans égard pour la vraisemblance. L'armée et la finance savent en tout cas que, s'il était élu, des accommodements seraient possibles avec lui, ce qui ne serait pas le cas avec le PT.

« Lula » et son parti ont en effet une idéologie fortement teintée de marxisme et de théologie de la libération. Ils veulent renforcer le rôle de l'Etat dans les secteurs de base, restreindre celui du capital étranger, « imposer les richesses » et redistribuer les terres agricoles. Ils font peur aux classes possédantes, et à tous ceux qui craignent l'archaïsme d'une gauche fasciée par le castrisme, dont le modèle ne convient pas à un pays aussi complexe et aussi fortement capitalisé que le Brésil. Entre « Lula » et les intellectuels du parti, il y a pourtant des similitudes : le premier est plus pragmatique, plus ouvert au dialogue que les seconds. Mais les gères et les violences qui se sont multipliées ces derniers mois ont beaucoup nui à l'ancien métallo, devenu candidat « des travailleurs ».

Le principal syndicat, la Centrale unifiée des travailleurs (CUT), est le bras ouvrier du PT, et il a été à l'origine de la plupart des conflits du travail. Le dernier plan de régularisation gouvernemental a provoqué une compression salariale qui justifiait bien des revendications. Mais celle-ci ont débouché sur des occupations d'usines, des heurts avec la police, des sabotages. Faste d'une loi réglementant la grève dans les services essentiels, la population a été privée tour à tour de transports, d'écoles, de courriers, menacée de coupures d'eau et d'électricité. Autant d'arguments pour le gouvernement et le patronat, qui ont dénoncé à l'envi les « minorités » qui « trompent la classe ouvrière » en utilisant le droit de grève pour « intimider la société et désorganiser la production ». L'image de « Lula » en a souffert, car elle était associée à des luttes qu'il ne pouvait pas désavouer. Les dirigeants du PT compte sur une accalmie, et sur le dynamisme de ses bases, pour redresser la barre. Brizola, lui, face à Collor, l'intrus, compte sur son artillerie verbale.

CHARLES VANHECKE.

## A TRAVERS LE MONDE

## Iran

Deux pendaisons  
pour « sabotage »

Téhéran. — Deux personnes reconnues coupables de « sabotage » ont été pendues, samedi 17 juin, à Zahedan, dans le sud-est de l'Iran, a rapporté l'agence IRNA. Selon celle-ci, ces deux « saboteurs » ont été condamnés à mort par le tribunal islamique de Zahedan pour avoir tenté de placer des bombes dans plusieurs quartiers résidentiels de la ville, ainsi que pour atteinte à la sécurité de l'Etat iranien.

Ces deux pendaisons portent à dix-sept le nombre de supplices, samedi en Iran. Quinze personnes, reconnues coupables de trafic de stupéfiants, ont été pendues samedi matin en public dans la ville de Bakhtaran, dans l'ouest de l'Iran, selon Radio-Téhéran. — (AFP.)

République  
dominicaine

## Grève générale

Une vive tension règne en République dominicaine où commence, lundi

19 juin, une grève générale de quarante-huit heures à laquelle ont appelé les quatre principales confédérations syndicales du pays. Quelque vingt mille soldats patrouillent dans les rues de la capitale, fouillant systématiquement personnes et véhicules. Les protestataires réclament notamment une augmentation de 100 % du salaire minimum (actuellement égal à environ 500 F), ainsi que des allègements fiscaux et une amélioration des services publics, dont le fonctionnement est chaotique. Le président de la République, M. Joaquín Balaguer, avait d'abord refusé tout contact avec les organisations syndicales, estimant le mouvement « illégal ». La crainte de voir se renouveler des émeutes comparables à celles qui avaient fait plus de cent morts dans la République en 1984 l'a cependant conduit à recevoir dix-sept dirigeants des confédérations le 18 juin. — (AFP.)

## Soudan

Coup d'état déjoué  
par l'armée

KHARTOUM (AFP). — « Un coup d'Etat favorable à l'ancien président Gaafar El Numeiry a été déjoué », a annoncé, dimanche 18 juin, un com-

munié de l'armée soudanaise. Le communiqué précise que « tous les auteurs du coup d'Etat, parmi lesquels des officiers et des civils, ont été arrêtés », ne fournissant toutefois aucune indication sur le nombre des officiers impliqués ni sur leur grade. Le communiqué ne précise pas non plus si la tentative s'est accompagnée ou non d'un mouvement de troupes.

## Turquie

M. Ozal  
à la frontière bulgare

Le premier ministre turc, M. Ozal, s'est rendu samedi 17 juin à la frontière bulgare pour y accueillir les réfugiés de souche turque venant de Bulgarie qui affluent en Turquie depuis près de trois semaines. M. Ozal a déclaré, dimanche à Istanbul, qu'Ankara était prêt à entamer des négociations avec Sofia, « sous l'égide de l'ONU », en vue de parvenir à « la garantie d'un accord d'immigration ». Il a toutefois ajouté que « Sofia avait des comptes à rendre sur la situation des Turcs de Bulgarie qui sont restés comme otage là-bas en guise de caution pour la liberté de certains d'entre eux ». — (AFP.)

## Proche-Orient

Suite à une proposition américaine

L'OLP serait prête à négocier  
les conditions d'élections  
dans les territoires occupés

L'Organisation de libération de la Palestine est prête à accepter une proposition américaine de désigner une délégation ayant pour tâche de négocier les conditions dans lesquelles pourraient se tenir des élections dans les territoires occupés, écrit, lundi 19 juin, le *Financial Times*, citant le président de l'OLP, M. Yasser Arafat. Celui-ci, souligne le journal, insiste notamment pour que son mouvement soit totalement libre dans le choix de la délégation, qui pourrait inclure des personnalités palestiniennes extérieures aux territoires occupés.

M. Arafat, rapporte le *Financial Times*, a indiqué que l'OLP était disposée à discuter « de tout, de tout... tout ce que l'autre partie veut discuter ». Il n'y aura pas de conditions préalables : « Ils ont le droit de dire ce qu'ils veulent, et j'ai le droit de dire ce que je veux », a déclaré M. Arafat. Pour sa part, l'OLP, a

encore dit le chef de la centrale palestinienne, insistera pour que les élections se déroulent sous contrôle international et soient liées à un règlement global. Les Palestiniens exigent également le retrait des forces israéliennes de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Lors des pourparlers qui se sont récemment tenus à Téhéran entre les représentants américains et l'OLP, écrit le *Financial Times*, les Etats-Unis ont suggéré qu'une délégation de Palestiniens de l'intérieur soit autorisée à négocier les propositions israéliennes d'élections dans les territoires occupés. Pour sa part, M. Arafat a précisé que l'OLP attendait une réponse aux questions écrites qu'il a transmises aux Américains sur ces propositions israéliennes. L'organisation palestinienne fournira ensuite sa réponse aux suggestions américaines concernant la désignation de négociateurs.

Six Palestiniens et un Israélien tués  
en trois jours

Deux Palestiniens ont été tués, dimanche 18 juin, par des tirs de soldats israéliens, à Naplouse, en Cisjordanie, ce qui porte à six le nombre de Palestiniens tués depuis vendredi dernier dans les territoires occupés. L'une des deux victimes a été atteinte de deux balles dans le dos au cours de violents affrontements dans la vieille ville de Naplouse, tandis que l'autre a été mortellement blessée à la tête, a-t-on indiqué de sources palestiniennes. Quatre Palestiniens ont été tués, ven-

droit et samedi dans la bande de Gaza. D'autre part, le corps d'un Israélien, membre de la colonie de peuplement d'Ariel, en Cisjordanie, a été découvert dimanche soir à proximité d'un village palestinien. L'homme a été tué à coups de poignard. Des soldats israéliens ont pris position autour de la colonie pour éviter toutes représailles de la part des colons, tandis que le corps-en a été découvert dans le village près duquel a été découvert le corps. — (AFP, Reuters.)

Polémique autour d'une « interview »  
de Salman Rushdie

Interview « exclusive » ou fausseté ? Le Journal dominical londonien *Mail on Sunday* a publié, dimanche 18 juin, une interview de Salman Rushdie qu'il présente comme « exclusive » et la première réalisée depuis février dernier, soit depuis les menaces de mort proférées par les dirigeants iraniens contre l'auteur des *Versets sataniques*. Dans cet entretien qu'il aurait accordé à une jeune journaliste musulmane indienne, Aimeena Meer, Rushdie rejette les accusations de blasphème contre le Coran, refuse de se rétracter et s'en prend à la révolution iranienne — « force du mal qui a dévoré ses propres enfants » — ainsi qu'à ses dirigeants « obscurantistes ».

La révolution islamique, peut-on lire dans les propos de Rushdie tels que les rapporte *Mail on Sunday*, « a dévoré la plupart des gens qui la soutenaient. Elle a dévoré les syndicats, elle a dévoré les groupes de femmes, elle a dévoré les socialistes ».

LIBAN : bombardements syriens du littoral chrétien. — De nouveaux tirs de l'artillerie syrienne ont atteint, dimanche 18 juin, le littoral des régions chrétiennes du Liban, entre les ports de Jounieh et Jbeil, soumise à blocus. Un pétrolier chargé de 4 000 tonnes d'essence avait été touché de plein fouet, jeudi, et incendié (le *Monde* daté 18-19 juin).

Parallèlement, des affrontements ont opposé, dimanche, les brigades chrétiennes du général Michel Aoun à l'armée syrienne ainsi qu'à la milice druze de M. Walid Joumblatt sur le front de Souk-el-Gharbi, au sud-est de Beyrouth. — (AFP.)

Toutefois, dans un communiqué publié le même jour par ses agents iraniens, Salman Rushdie a qualifié l'article du journal de « faux et totalement irresponsable », démentant avoir accordé une quelconque interview à ce journal. Selon l'auteur des *Versets sataniques*, le texte publié par *Mail on Sunday* ne serait qu'une version « sténographique et sensationnaliste » d'une entrevue qu'il avait accordé avant d'être menacé de mort et qui a déjà été publiée, il y a plusieurs mois, aux Etats-Unis.

*Mail on Sunday* a réagi en réaffirmant que cette interview avait été accordée depuis les menaces de mort iraniennes.

Samedi, à Bradford, dans le nord de l'Angleterre, quarante-quatre personnes ont été arrêtées lors de heurts entre jeunes musulmans et policiers, à l'issue d'une manifestation contre Salman Rushdie. (AFP, Reuters.)

DÉMENTI. — A la suite des propos tenus, jeudi 8 juin, par le président du Parlement iranien, M. Hashemi Rafsanjani, accusant la milice chrétienne libanaise (Forces libanaises, FL) de retenir en otages des ressortissants iraniens (le *Monde* du 10 juin), le représentant des FL en France, M. Antoine Basbous, a démenti cette « prétendue capture » et assuré que ces derniers « ne détenaient aucun Iranien ». Dans une lettre qu'il nous a fait parvenir, M. Basbous explique que « les prises d'otages occidentaux au Liban par les agents de l'Iran ont systématiquement été justifiées par le vol d'armes du Grand Satan (l'Amérique) et le Petit Satan (la France) ».

Madame, Monsieur le député, votre Europe sera-t-elle complice de crimes de guerre ?

La loi interdit les ventes d'armes aux Etats dénoncés par l'O.N.U. pour crimes de guerre. Vous pouvez exiger l'application immédiate du droit international. Pour faciliter votre démarche, nous vous offrons une consultation gratuite.

Fonds de recherches

DROIT INTERNATIONAL 1990

B.P. 136 - 75223 PARIS Cedex 95







# Société

## JUSTICE

Au procès de la branche lyonnaise d'Action directe

### Etudes de caractères

Après cinq semaines d'audience, le procès de la branche lyonnaise d'Action directe va entrer dans sa phase ultime avec le réquisitoire - prévu pour les 20 et 21 juin - et les plaidoiries. Les sept magistrats qui constituent la cour d'assises du Rhône spécialement composée devraient avoir forgé leur « intime conviction ».

LYON

de notre bureau régional

On avait entendu des doctrines, des irréductibles, des paumés, des repentis, des décalés... A l'évidence Henri Cachau-Herrellat et Pascal Fort ne s'insèrent dans aucun de ces schémas. Surtout, les deux ne se ressemblent pas. Henri Cachau-Herrellat, 42 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la publicité, qui a travaillé pour des entreprises de renom. Pascal Fort, 38 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la publicité, qui a travaillé pour des entreprises de renom. Les deux ont été impliqués dans le procès de la branche lyonnaise d'Action directe.

« J'assume sans revendiquer », Henri Cachau-Herrellat ne saurait être plus clair. Fils de la bourgeoisie, ayant reçu une « éducation humaniste » et s'étant passionné très jeune pour la protection de la nature puis pour le tiers-mondisme et la lutte antinucléaire, ce garçon posé mais disert a rencontré Frérot par l'intermédiaire d'un prof de philo qui organisait des débats sur la condition ouvrière. « Alors que j'étais en fac de biologie, j'ai rencontré Maxime dont je partageais les analyses. C'était après la marche sur Malville et, comme beaucoup de militants écologistes, je me demandais s'il ne fallait pas passer à d'autres types d'action, en dehors de

l'attentat à Bayonne. — Une violente explosion a partiellement détruit, dimanche 18 juin peu après midi, le hall de l'hôtel des impôts de Bayonne. Il n'y a eu aucun blessé, ni parmi les passants, ni dans le logement de fonction du concubine de l'exploitant. Ces attentats attribués aux nationalistes basques d'Iparratzen, survinrent après plus de huit mois d'escalade, à l'exception d'une tentative, au début de l'année, contre le centre des impôts de Biarritz. L'attentat a été commis après une manifestation qui, la veille, avait rassemblé à Bayonne près d'un demi-millier de personnes réclamant que la loi d'amnistie applicable aux indépendantistes guadeloupéens incarcérés soit étendue aux détenus basques français. — (Corresp.).

Pourtant, malgré la durée exceptionnelle des débats, une troublante impression d'insécurité subsiste. Moins liée sans doute aux zones d'ombre qui entourent toujours certains faits — deux des trois membres, en particulier — qu'à l'énigme du cheminement des protagonistes.

la stricte légalité. Sans songer un instant à des attaques de banques.

Pas assez fermement convaincu pour s'engager dans un groupe, Henri Cachau-Herrellat se donne bonne conscience en rendant des services. Il accepte ainsi de prêter la propriété de ses parents à Frérot qui souhaite s'y mettre au vert avec ses amis. « J'avais alors trouvé un emploi d'animateur à la MJC de Volron, ce qui constituait une occasion rêvée de m'éloigner. C'est en revenant un week-end que j'ai découvert le groupe qui avait aménagé un stand de tir dans la cave de la maison... Olivier a essayé de me prendre en main, mais sans avoir les moyens dialectiques de réfuter ses thèses, je m'étais assez ressaisi pour n'être pas réceptif. » Appliquant une « stratégie du louvoiement », il a néanmoins la faiblesse de présenter le groupe à son ami Pascal Fort et de cacher des armes dans le jardin familial. Incapable de les retrouver après un débroussaillage inopiné, il sera « mis à l'amende » — pour 10 000 F. — mais estimera « pas cher payé » sa liberté retrouvée. « Le coût personnel et social était démesuré par rapport à l'intérêt politique. »

### Possession satanique

D'un milieu social plus modeste, Pascal Fort résume avec encore plus d'assurance lucide une démarche idéologique assez semblable. En se contentant de stocker du matériel radio et de fournir une feuille de salaire à Frérot, cet écolo, attiré par le mysticisme mais sûrement pas « illuminé », a su rester en marge du groupe. « Après la fac, j'ai travaillé en usine et j'ai rencontré des patrons exploités, j'ai aussi vu des ouvriers exploitant leurs semblables, ça a relativisé mon approche de la lutte des classes. (...) Je suis non violent et contre les brayages même pour la meilleure des causes. Apparemment bien dans sa peau de « démissionnaire », il a tout de suite avec son père une petite entreprise de nettoyage. — M. Frérot, fasciné, ne se prive pas de lui faire la leçon. « Je suis peut-être un sale capitaliste mais moi je ne m'occupe pas des femmes de ménage (...). On retrouve dans Action directe toutes les recettes d'une secte : un gourou s'appuyant sur un fond de vérité et disposant d'une

bonne faculté d'expression avec, pour couronner le tout, un sévère endoctrinement. La grosse différence c'est que les membres d'une secte sont considérés comme des victimes alors qu'ici ils sont en position d'accusés. J'ai beaucoup de compassion pour eux... »

Souvent violemment pris à partie par le « moyen dur », Frérot amène à un expert qu'il le mettrait « sur la liste des mecs à frapper ». Ballades qualifiant un autre de « docteur Mengue des prisons lyonnaises », Olivier lui-même, qui se sont succédés à la barre, deux jours durant, n'ont pas apporté d'éclairage fondamentalement nouveau sur le caractère des accusés. Phénot des confirmations, exprimées dans un langage savant, évoluant entre l'hémistichisme et le lyrisme. « Triangulation cellulaire insatisfaisante », « instance morale d'idéalité », « interdits mal intégrés », « recherche d'un équilibre à travers le groupe », « ambivalence vis-à-vis de la violence », « problématique narcissique primaire », « séduction par le chant des sirènes des magiciens du verbe », « mouvement projectif dans l'idéologie », « chute dans le réel et le sordide... »

La cour, qui ne paraissait pas loin de perdre son latin, aura retenu que par-delà de fréquentes « structures psychologiques » susceptibles d'atténuer la capacité pénale, aucun des accusés ne présente de vraie pathologie. Les quatre hommes du noyau dur s'étaient, eux, refusés à toute expertise.

Joëlle Crepet semble toutefois très fragilisée par sa « relation passionnelle et fusionnelle totale avec Olivier qui fut comparée à une « possession satanique ». Parmi les nombreux incidents d'audience — motivés des expulsions à répétition — beaucoup eurent pour origine la revendication d'un rapprochement entre ces deux « amants maudits ». Olivier dénoquait, après Frérot et Ballandras, un régime d'isolement « inhumain » et « jamais vu, même au temps de la Cour de sûreté de l'Etat ». Crepet se contentait de réaffirmer : « J'aime André Olivier, j'ai des difficultés, je veux être près de lui. » Et le président de répondre : « J'essaie d'être fraternel mais je suis prudent. »

ROBERT BELLERET.

An tribunal de Paris

### Les mésaventures d'un marchand d'art

François Heim, marchand parisien de tableaux, n'en finit plus avec ses déboires judiciaires. Il comparait, vendredi 16 juin, devant la 11<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M<sup>me</sup> Jacqueline Chovallier. Une précédente audience avait eu lieu le 2 juin.

A soixante-trois ans, cet expert en œuvres d'art des dix-septième et dix-huitième siècles, propriétaire d'une galerie avenue Matignon, internationalement connu, a fière allure. Son revenu annuel déclaré est de 400 000 francs environ. Il lui est reproché de détecter irrégulièrement des avoirs à l'étranger.

Le 30 septembre 1985, l'administration des douanes déposait une plainte contre lui pour infraction à la législation des changes. Ses agents soupçonnaient le marchand d'être le propriétaire et le gérant de fait de deux sociétés étrangères, l'Artéris, établie au Liechtenstein, et surtout la Socota, sise à Genève. C'est à cette dernière que s'inscrivent particulièrement le tribunal. Fondée en 1965, elle a un seul actionnaire qui fait figure d'Arctésienne : son identité restant ignorée, il ne fut jamais entendu. « C'est un vieux monsieur italien aujourd'hui décédé », confia enfin l'inculpé à la barre.

M<sup>re</sup> Urbino-Soulard, conseil des douanes, accuse concrètement M. Heim d'avoir « détenu irrégulièrement en Suisse, entre 1979 et 1983, près de 10 millions de francs ». Ce montant serait la contre-valeur du stock de tableaux figurant à l'inventaire de la Socota daté du 31 décembre 1980. Selon l'accusation, M. Heim a aussi emprunté à l'étranger 500 000 francs garantis à son créancier par trois tableaux signés de Charles Le Brun, Le Nain et Jean-Marc Nattier, des œuvres inscrites précédemment dans l'inventaire 1980 de Socota.

De même, M. Heim se serait servi, en 1983, pour ses tracasseries personnelles, de trois œuvres cédées appartenant à Artéris, dont un Fragonard et un Delacroix estimés à 850 000 francs. Pour le conseil des douanes, « ces sommes (valeur 1983) recouvrent une partie du patrimoine de M. Heim. Si l'on tient compte du boom des cours sur le marché de l'art, ces dernières années, cela fait beaucoup plus ».

La 11<sup>e</sup> chambre devait donc établir s'il y a eu ou non confusion totale entre François Heim et la Socota, comme entre lui et Artéris.

Le dossier de l'affaire fut un des derniers instruits par le juge Jean-Pierre Michau, avant son départ pour la COB (Commission des opé-

rations de Bourse). Les pièces à conviction ne manquent pas. Lors des perquisitions effectuées en mai 1983 dans la galerie de M. Heim et à son domicile, les enquêteurs ont saisi d'énormes documents, notamment un bilan pour 1979 et l'inventaire au 31 décembre 1980 — déjà cité — de Socota, des ordres de dépôt de l'intéressé mais jamais de commandes émanant de l'administrateur suisse de la Socota.

### « Un procès d'arrière-garde »

Mais l'inculpé se défend bec et ongles. S'agit-il de Le Brun figurant sur l'inventaire saisi, qu'aurait donné en garantie d'emprunt personnel M. Heim ? « Erreur des douaniers », répliqua l'inculpé, photos à l'appui, présentées à la barre. « L'inventaire fait mention d'un portrait d'enfant, rien à voir avec la Pietà que je possède. »

De même, M. Heim nie être intervenu dans la création de la Socota. Il a, dit-il, participé à sa gestion, en recommandant, sans les décider, diverses transactions. Nuances... En échange de ses conseils, il percevait, confirme-t-il, un intéressement. Quel était l'émetteur de ces chèques le rémunérant ? lui demanda-t-on à l'audience. Réponse des plus floues.

Défenseur de M. Heim, M<sup>re</sup> Yves Franchon conteste la procédure et sollicite l'indulgence puisque « le marché unique européen supplé-

ment, d'ici peu, le contrôle des changes. Ce procès est d'arrière-garde ». M<sup>re</sup> Franchon s'indigne aussi « de la voie de faits caractérisés opérée sur les deux jeunes secrétaires enrôlées dans la rue, et en pleine nuit, le 6 mai 1983, pour un interrogatoire en commissariat voisin. C'est, dit-il, contraire à la convention européenne des droits de l'homme et des libertés ».

Et pour finir, M. Heim interpelle le tribunal avec véhémence : « J'en ai assez de voir les troyens d'un employé que j'avais remercié pour alcoolisme en 1981. Mis en règlement judiciaire fin 1983, je suis poursuivi pour non-paiement des charges de la Sécurité sociale. Est-ce du vice de ma part, si je dispose comme on m'en accuse des fonds Socota ? (...) J'ai emprunté de l'argent pour payer les dettes de mon beau-fils à New-York. J'habite un deux-pièces. Est-ce avec ma pension militaire, et en travaillant de nuit dans un garage s'il le faut, que je vais pouvoir payer ? », lance-t-il.

En fait, M. Heim est condamné définitivement, après un arrêt de la Cour de cassation du 23 mars 1987, pour importation et exportation sans déclaration de tableaux, à une amende de 2 millions de francs, et l'audience du 16 juin n'était qu'un épisode supplémentaire de ses mésaventures judiciaires.

Jugement le 7 juillet.

DANIEL ROUARD.

### Un chercheur nancien était mort de la rage après une greffe de la corne

### Dix ans après, la famille obtient 900 000 F de dommages-intérêts

NANCY de notre correspondant

La cour d'appel de Paris vient d'accorder près de 900 000 F de dommages-intérêts à la famille de Michel Zanne, maître-assistant à la faculté des sciences de Nancy, décédé en novembre 1979, à l'âge de trente-sept ans, d'une infection cérébrale d'origine rabique due à une greffe de la corne.

Le patient, atteint d'une déformation bilatérale de la corne, avait été admis dans le service d'ophtalmologie de l'hôpital Lariboisière de Paris, le 10 octobre 1979, afin d'y subir une greffe. La Banque française des yeux avait été sollicitée afin de fournir le greffon. Lors de l'opération qui avait suivi le décès de Michel Zanne, on avait découvert de quelle façon « quasi occulte », les globes oculaires avaient été prélevés, au mépris du respect de la réglementation en vigueur, dans un amphithéâtre de l'hôpital Lariboisière, par la secrétaire médicale de la Banque française des yeux elle-même. Le greffon provenait d'une femme originaire d'Égypte, morte d'une encéphalite.

Quelques mois avant les faits, en juin 1979, deux inspecteurs généraux des affaires sociales avaient dénoncé dans un rapport joint au dossier les conditions dans lesquelles la Banque française des yeux prélevait des organes dans les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris. Ils avaient aussi constaté « l'insuffisance de la réglementation et l'absence de précautions élémentaires », pressant même qu'un jour « ces méthodes pouvaient être l'origine de conséquences ».

Au cours de l'information conduite par le juge Claude Grellet, il avait notamment été établi que la personne qui avait effectué le prélèvement n'avait pas pris la précaution de se renseigner « de manière certaine et précise sur le décès du donneur et sur les contre-indications médicales ».

### L'agitation continue dans quelques prisons

Le mouvement de protestation de détenus qui considèrent comme insuffisantes les grâces et les amnisties prévues pour le 14 juillet a continué durant le week-end. Vendredi soir 16 juin, à la centrale de Poissy (Yvelines), environ deux cents détenus ont refusé pendant une heure de regagner leurs cellules.

Des mouvements comparables ont eu lieu samedi et dimanche à la prison Saint-Paul de Lyon et à la prison de Voreppe, près de Grenoble, où, selon les cas, quatre-vingts à cent vingt détenus ont pris part à la protestation.

Le 12 novembre 1979, un mois après l'intervention, alors qu'il était de retour à Nancy, Michel Zanne ressentait les premières atteintes du mal qui allait l'emporter. Le 28 novembre, il décède d'une infection du système nerveux d'origine rabique, comme le donneur.

Il aura donc fallu près de dix ans pour que la justice, qui avait statué sur le plan pénal, rende une décision civile, allouant 900 000 F à la famille du chercheur. M<sup>re</sup> Gérard Vivier, avocat nancien chargé des intérêts de la famille, a dénoncé tout au long de la procédure « les inadmissibles carences et les négligences graves imputables aux services hospitaliers qui ont causé la mort de Michel Zanne ». Il attend aujourd'hui une autre décision d'ordre administratif, la famille Zanne ayant mis en cause la responsabilité médicale de l'Assistance publique de Paris et de la Banque française des yeux.

MONIQUE RAUX.

### Après l'annulation d'une reconstitution judiciaire en Haute-Provence

### « Aucune pression ne pourra rétablir la justice privée » déclare M. Arpaillange

Après l'obligation faite au juge d'instruction de Digne d'annuler la reconstitution des faits de viol et d'assaut de la petite Céline Jourdan, dont sont inculpés Richard Romand et Didier Gentil en raison des graves incidents et des menaces de lynchage des deux hommes et de leurs défenseurs (Le Monde daté 18 juin), le garde des sceaux déclare dans un communiqué qu'il exprime sa « profonde compassion » à la famille de la victime et à ses amis mais qu'« aucune pression ne pourra rétablir la justice privée ».

M. Pierre Arpaillange, auquel s'étaient adressés les avocats des inculpés, M<sup>re</sup> Henri Leclerc et Henry Jauray, se lui demandant de faire respecter les droits de la défense, déclare plus particulièrement à ce sujet : « Il est inadmissible que dans notre démocratie une personne quelconque puisse être menacée ou même violente en considération de ses opinions et que des avocats ou des magistrats puissent être mis en cause à l'occasion de l'exercice de leur profession. »

« Le loi et les droits de l'homme veulent que chaque inculpé puisse avoir un défenseur librement choisi et qu'aucune atteinte ne soit portée au principe de la présomption d'innocence. Aucune pression ne pourra rétablir dans notre pays la justice privée ».

### Folie des grandeurs à Crozon (Finistère)

### Les dérapages incontrôlés d'un maire trop fastueux

CROZON

de notre envoyé spécial

C'est l'histoire de quelques amis qui avaient des projets grandioses et la note de frais facile. C'est l'histoire d'un beau rêve de développement breton qui s'égare chez Maxim's. C'est l'histoire d'un employé de banque, d'un marin-pêcheur (en retraite) et d'une femme d'officier de marine qui laissent une ardoise de quelque 3,5 millions de francs à la modeste commune de Crozon-Moragat, au bout du Finistère. C'est l'histoire, en un mot, d'un jeune maire RPR qui décide de lancer sa station à la conquête de la renommée touristique.

A peine élu, en 1983, Jean-Jacques Fabien diagnostique que « l'urgence est criante ». « Les hôtels étaient fermés ou crasseux, il fallait faire quelque chose. » Et comme M. le maire a retenu, des idées du moment, « qu'une mairie ça se gère comme une entreprise », il décide d'étudier la possibilité de créer un grand « complexe de thalassothérapie ». Dans ce but, le maire pourrait créer une société d'économie mixte. M. Fabien s'y refuse : trop rigide. On préfère donc susciter une société entièrement privée, la SEUACM, à laquelle la ville de Crozon accorde sa garantie pour un emprunt de 2 millions de francs au Crédit agricole, et dont le maire s'institute le « censeur » un titre créé pour la circonstance.

Tout au long de l'année 1985, la SEUACM va déployer une intense activité. Non pas tant pour faire progresser le projet de thalassothérapie que pour dévorer son propre budget. D'abord, comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, les trois dirigeants, choisis par M. Fabien, s'attribuent des indemnités. Au total, l'employé de banque parisien, M. Christian Chevreux, touchera 404 000 F. M<sup>me</sup> Michèle Favre, conseillère municipale, 233 500 F et M. Robert Boulineau, pêcheur

en retraite et adjoint au maire, sera le plus mal servi avec 45 000 F. Pour donner un cadre juridique digne d'elle à une société si efficace, on recourt aux services d'un avocat parisien, M<sup>re</sup> Demarigny, à qui l'on verse au total 450 000 F d'honoraires.

Ce n'est pas tout. Pour meubler le projet parisien de la société, M. Chevreux achète pour 50 000 F de meubles. Heureuse coïncidence : cette société est domiciliée dans son propre appartement. Avec une conscience qui lui fait honneur, M. Chevreux multiplie les « missions » en Bretagne à des périodes qui correspondent en général à de grands week-ends ou aux vacances scolaires. Le tout est facturé à la société, qui paie sans rechigner.

C'est vrai, il est venu du 28 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, reconnaît aujourd'hui M. Fabien. Et alors ? C'est la période où était signé le protocole. Vous ne travaillez pas, à cette époque, vous ? Quant aux honoraires, généralement dispensés aux dirigeants de la société, M. Fabien estime que, « quand on veut la fin, on en prend les moyens ». « On ne peut pas avoir des types qui crapahutent, qui sont sans arrêt sur la tartan, et ne pas les rémunérer. »

### Les comptes tardifs de la SEUACM

Il faut dire qu'entretiens cette société, sur laquelle son « maire-censeur » maintient un savant mystère, a éveillé la curiosité de l'opposition socialiste au conseil municipal. Six conseillers portent plainte contre le maire pour escroquerie et ingérence. Après une bataille de tranchées judiciaire, le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes confie l'enquête à la police judiciaire, qui se plonge dans les comptes de la société et, facture après facture, reconstitue le train de vie des « crapahuteurs » de la SEUACM.

« Il est tout à fait possible qu'il y ait eu des dérapages, reconnaît aujourd'hui pudiquement

M. Fabien. Mais mon rôle n'était pas d'être toujours derrière leur dos, ils ne m'ont rendu des comptes que tardivement. » La train de vie de Christian Chevreux, lors de ses fréquents déplacements à Crozon, où il arrivait souvent au volant de voitures de location de grosse cylindrée, n'a-t-il pas éveillé des soupçons ? « C'est vrai, il m'est arrivé de me faire tout rouge, de lui dire que j'aurais pu aller le chercher à l'aéroport. Mais il ne me prévenait pas toujours de ses horaires d'arrivée. »

Toujours est-il que ces frais importants ont été engagés en vain. Les contestations simultanées des opposants socialistes et des écologistes locaux ont tôt fait de décourager les partenaires éphémères, comme le groupe hôtelier Accor, qui avaient commencé par donner un accord prudent. Le grand projet est aujourd'hui enterré. Et ce ne sont pas les quelques appartements publics du navigateur Eric Tabarly sur le port de Crozon — la SEUACM le remboursait 150 000 F par an pour une visite bimestrielle à Crozon — qui ont pu le sauver.

Un malheur n'arrivant jamais seul, le PS reconquiert la mairie en mars dernier à la faveur d'une triangulaire — le premier adjoint de M. Fabien ayant présenté une liste contre lui. Et le premier geste de la nouvelle municipalité est de se porter partie civile contre l'ancien maire, ce qui devrait contribuer à accélérer le rythme, jusqu'alors bien lent, de la procédure engagée par la chambre d'accusation de Rennes.

M. Fabien, qui considère que « le bouddhisme existait même à Crozon », n'en revient pas de tant d'échecement contre lui. Il peut toujours se consoler en se disant que les journaux nationaux ou régionaux, qui racontent ses malheurs, ne sont jamais en vente à la maison de la presse de Crozon. Il est vrai que le gérant n'est autre que sa mère

DANIEL SCHNEIDERMAN.



# Société

## DÉFENSE

### Au Bourget

## M. Rocard a célébré les mérites du Rafale

Président du déjeuner officiel du 38<sup>e</sup> Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget, le premier ministre a qualifié, samedi 17 juin, le projet d'avion Rafale, de « programme phare » et de « fleuron de notre armée de l'air et de notre aéronautique navale de demain ».

En septembre dernier, M. Michel Rocard avait déclaré : « Le dossier du Rafale est dans un état de maturité avancée », et il a ajouté : « Ce dossier difficile n'a pas fait l'objet d'un traitement satisfaisant ». Ces propos intervenaient après la publication, par l'Express, d'un dossier très critique contre le programme d'avion de combat Rafale (le Monde des 17, 18 et 19 septembre 1988).

Au Bourget, le premier ministre a dit : « Il s'agit d'un programme ambitieux qui, au-delà des démons ».

### 5 millions de francs pour former un pilote de combat

Selon M. Jean-Pierre Chevènement, la formation d'un pilote de combat, dans les armées françaises, revient à environ 5 millions de francs au minimum. Cette estimation figure dans la réponse du ministre de la défense à la question écrite d'un député, M. Joseph-Henri Manjoux (UDF, Loire-Atlantique).

« La formation de base d'un pilote de chasse, indique M. Chevènement, se décompose en cinq phases s'échelonnant sur deux ans. Son coût s'élève, pour un pilote à vocations d'officier, à 4 916 730 francs. Cette formation de base est complétée par des phases de transformation sur avion de combat et d'instruction particulière dans les unités, dont le coût est variable selon les types de missions, les utilisations et les conditions de vol, dans celui de l'entretien des missions de l'armée de l'air ».

trateur Rafale, permettra de doter nos forces d'un système d'armes d'avant-garde apte à répondre aux menaces du début du vingt et unième siècle (...). Par la polyvalence de son système d'armes, sa manœuvrabilité, sa discrétion, ses capacités d'emploi, son rayon d'action, son aptitude à opérer à partir de terrains courts et la simplicité de sa mise en œuvre et de sa maintenance, il sera incontestablement l'avion de combat de haut de gamme de l'an 2000. Nous ferons les efforts nécessaires pour que le premier appareil destiné à l'armée de l'air soit disponible en 1995 et, au plus tard, en 1998 pour la marine nationale ».

M. Rocard a, en outre, confirmé que la France proposera, sous peu, à ses partenaires européens, un Eurêka militaire. « Nous réfléchissons actuellement », a déclaré le premier ministre, avec nos partenaires européens, au sein du Groupement européen indépendant des programmes (GIEP), aux modalités d'une coordination encore plus poussée des travaux de recherche militaire et nous leur proposerons prochainement de prendre une initiative commune ouvrant la voie à des développements exploratoires dans le domaine de la recherche en armement des systèmes d'armes ».

## ESPACE

Un astronaute américain se tait en avion. L'astronaute américain David Griggs, quarante-neuf ans, s'est tué, samedi 17 juin, aux commandes d'un monomoteur tri-moteur d'essai, dans l'Arkansas. Griggs avait participé à un vol de la navette en 1985, et devait diriger une autre mission prévue pour novembre prochain. Selon la télévision locale Wrag, il s'est égaré dans un champ de blé, après avoir perdu le contrôle d'un appareil datant de 1944, avec lequel il faisait des loopings. — (AP.)

## PARIS

### Un demi-million de personnes à la fête « Paris 89 »

## La Tour dans tous ses atours

Plus de cinq cent mille personnes ont assisté, samedi 17 juin, à la fête « Paris 89 » organisée par la Ville de Paris en l'honneur de la tour Eiffel qui célèbre son centième anniversaire en même temps que le bicentenaire de la Révolution.

Bien enlaid sur ses quatre pieds, à 19 heures, elle avait encore un air de totale indifférence. Comme une doublure assurée de ses remises, et qui en a vu d'autres, l'héroïne du jour, la tour Eiffel — cent ans et quelques semaines — paraissait couvrir d'un souverain mépris l'agitation, en bas. On ne l'a même pas vu s'esquiver un instant derrière le moindre nuage pour se reposer, à la hâte, une beauté.

La Ville de Paris, pas mécontente de faire un pied de nez à la gauche, à la Mission du bicentenaire de la Révolution, au président de la République et aux sans-culottes, avait choisi de célébrer 1789 en exaltant 1889. Fêter le centenaire du monument qui avait été érigé pour honorer lui-même le centenaire de l'événement... Ce qu'on appelle en histoire de l'art une « construction en miroir ». Une « construction en abîme », constaté avec amusement Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du bicentenaire. Pour ajouter : « Mais toutes les forces vives ont droit de célébrer à leur manière la Révolution ». Foin de polémiques, ce soir de la fête de la Tour, cette « fête grise », « barbare des nuages », « cathédrale des courants d'air » (1), construite il y a un siècle en mémoire de la Révolution, et dont le succès éclipsa en partie celui de l'Exposition universelle (2).

Depuis trois heures de l'après-midi, les premiers spectateurs pénétraient côté Trocadéro ou côté Champ de Mars. Les premiers invités de marque arrivèrent au pied du pilier sud, peu avant 20 heures. Le dîner au restaurant du deuxième étage, le Jules-Verne, ne réunit que quarante privilégiés, triés sur le volet. Le seul membre présent ce soir de la famille Eiffel, arrière-petit-fils du vieux Gustave, a été oublié, mais ne s'en émeut guère. L'assaut, le président Reagan et son épouse Nancy, le maire de Paris et Bernadette Chirac en robe blanche de chez Cardin, se sont laissés applaudir avant d'aller dîner dans les hauteurs.

Au sol, ce sont les derniers préparatifs. Olivier Messiaen, maître d'une œuvre éphémère, metteur en scène en lumière et en

musique, et son bras droit, Bruno Tric, réglent encore quelques problèmes. Comment éviter que l'interminable palanquin qui portera le réplique d'une Statue ne se coince comme il l'a fait à chaque entrée ? Ou que les antiques Citroën, torpédos et 5 CV cèdent à leurs caprices de diva ? Sans compter le détail instantané, exotique et substantiel : « A chaque répétition, dit un aide pénétré d'angoisse, les dix dromadaires ont abandonné des crasses sur le podium. Or, juste après eux, il y avait les petits rats de l'Opéra. Que dois-je faire, chef ? » Le long d'une allée, cinquante motos Harley Davidson attendaient les motards rassemblés par Bob, concessionnaire au nord de Paris, qui touchaient 1 100 F pour précéder l'entrée de Johnny Hallyday.

### « On n'a rien vu... »

Dans les bosquets du Champ de Mars, les affaires continuent. Les grosses entreprises qui travaillent avec la mairie de Paris ont planté une tente et reçoivent. Elles ont apporté 20 des 80 millions du budget total (la Ville de Paris ayant, pour sa part, donné 30 millions). En compensation, elles ont droit à quelques dizaines des six mille chaises qui servent de tribune sur le pont d'Iéna.

Grappes de spectateurs en marche vers des pelouses improbables, en quête de vues déjà prises, sur la scène entre les piliers de la Tour, et sur les étagères, des places d'honneur, cent vingt ambassadeurs, des parlementaires qui se congratulent, trop heureux de cette inhabituelle séance de nuit, et des artistes remuants autour d'un Henri Salvador hilare, d'un Jean-Claude Brialy disert, d'un Jacques Chazot étonnamment muet, d'un Guy Béart méditatif et d'une Marie-José Nat, belle, tout simplement. La Tour silencieuse et éteinte, dans la nuit qui s'est glissée, profitant de la dernière effervescence.

Huit cents jeunes d'une école de stylisme et de modélisme, torche en main, gagnent le pont, puis la scène à l'aplomb de la Tour. Flots de lave et de lumières. Le mot « liberté », clamé par chaque éclairneur, veut s'insinuer partout et investir l'espace.

Point minuscule et scintillant, Plácido Domingo chante la Marseillaise : « Amour sacré de la patrie... ». La Tour se confond avec le bleu immense de la nuit. L'émotion peut-être ? Non, c'est qu'elle n'existe pas, la Tour. Pas encore. Il faut que des architectes

de lumières la composent patiemment, poutrelle après poutrelle, arbalétrier après arbalétrier, répétant en gerbes d'étoiles et en vacarme d'acier, le travail des deux cent cinquante « charpentiers du ciel » engagés par Gustave Eiffel. A 23 h 15, la belle centenaire ne résiste plus. Elle se pare de tous les feux et exhibe sa silhouette illuminée.

Pendant quatre-vingt-neuf minutes en tout, un spectacle de fontaines de lumières, d'étoiles et de sons jaillit et coule sur les 1 700 mètres qui séparent le Palais de Chailly de l'Ecole militaire. Charles Aznavour, Julie Migenes, Claude Nougéro, Mireille Mathieu, Johnny Hallyday, Steve Wonder apparaissent sur scène ou dans des lucarnes, au milieu d'un défilé de rivières et de métaux gris ou sur un podium, place de Varsovie. Des funambules vont et viennent entre le premier et le deuxième étages. Des acrobates gigotent le long d'un fil côté Ecole militaire.

Ce seront les seuls artistes qui pourront apercevoir les spectateurs massés sur le Champ de Mars. Les écrans, trop petits et leposés trop bas, ne donnent pas la juste mesure du plateau. Plus d'un spectateur déçu commentera, à l'exemple de ces deux touristes espagnols : « On n'a rien vu, mais la Tour est si belle ! »

A 2 heures du matin, deux mille personnes s'endorment sous la toile d'un Fouquet's champêtre. Le PC de la Protection civile, du SAMU et des Pompiers de Paris, fait ses comptes : deux cents interventions et quarante hospitalisations. C'est peu, au dire des spécialistes. Des milliers de spectateurs, soussés, essient de rentrer chez eux. Ils vent frustrés, essaient de rentrer chez eux. Ils pourrout toujours voir le spectacle à la télévision, grâce à la production réalisée par l'Américain Walter Miller et dont les droits ont été achetés par TF 1 et par une cinquantaine de pays.

La tour Eiffel, elle, a pris goût aux honneurs. Elle se rengorge dans sa guirlande de lumière, en attendant de célébrer, dans un siècle, le centenaire de ce fameux premier centenaire...

CHARLES VIAL

- (1) Voir le très bel album, *La Tour Eiffel. Un siècle d'histoire et de légende*, par Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla. Editions Denoel, 127 p., 395 F.  
(2) *L'Expo universelle*, par Pascal Ory. Editions Complexe, coll. « 1889. La mémoire des siècles », 160 p., 49 F.

## EDUCATION

### Une « charte européenne » des parents

Quatre associations de parents d'élèves français, belges, espagnols et italiens regroupées dans un « Centre européen des parents d'élèves du public » (CEPEP) ont rendu public, samedi 17 juin, une « charte de l'éducation » qu'elles entendent soumettre aux instances communautaires. Le CEPEP, au sein duquel la France est représentée par la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), se réfère à la Déclaration universelle des droits de l'homme pour affirmer que toute personne a droit à une éducation. La charte affirme qu'il est indispensable de créer une « Europe sociale » et de regrouper les usagers en force de pression et de proposition.

Le CEPEP, créé en 1988, se démarque de l'European Parents' Association (EPA) fondée en 1984 et regroupant la majorité des associations européennes de parents d'élèves. Attaché au socialisme et à la laïcité, le CEPEP continue d'adhérer « à la base » à l'EPA, tout en lui reprochant son « conservatisme ».

## MÉDECINE

### « Sida et infection par VIH »

## Le livre de référence sur l'épidémie

Entre autres problèmes, le sida soulève celui, signé de l'information actualisée et de la formation des médecins hospitaliers ou libéraux, spécialisés ou non. Ceux qui peuvent être amenés à prendre en charge des malades ou des personnes contaminées, souvent remarquablement au fait des connaissances et des découvertes dans ce domaine ; ceux aussi qui doivent répondre aux multiples questions et angoisses de leurs malades ; ceux enfin qui estiment qu'il est de leur devoir d'informer de manière systématique, sur les moyens préventifs, toutes les personnes qui, parmi leurs patients, sont directement ou non concernées par cette maladie mortelle sexuellement transmissible.

En dépit du nombre considérable d'articles (scientifiques, médicaux ou de vulgarisation) et d'ouvrages (de valeur et d'intérêt divers) sur

cette maladie, les médecins français ne disposaient pas encore d'un ouvrage exhaustif de référence. C'est dire l'importance qu'il faut accorder à l'ambitieux (et quelque peu coûteux) ouvrage réalisé sous la direction des professeurs Luc Montagnier, Jean-Claude Guichman et du docteur Willy Rozenbaum, et publié par Flammarion dans sa fort intéressante collection « Médecine-Sciences ».

Rédigé grâce à la collaboration de soixante dix-sept spécialistes francophones, fruit d'un travail multidisciplinaire (épidémiologie, virologie, immunologie, clinique et thérapeutique, psychiatrie, sociologie, santé publique), ce traité illustre de manière exemplaire l'absolue nécessité qu'il y a, avec le sida, à associer des disciplines médicales qui, trop souvent, s'ignorent quand elles ne se méprisent pas.

Ce remarquable ouvrage vient aussi rappeler la position de pointe occupée par la France (et la francophonie) en matière de recherche sur le sida depuis la découverte « accidentelle » à Paris, en 1983, du virus responsable de ce nouveau fléau.

J.-Y. N.

★ *Sida et infection par VIH*, ouvrage collectif réalisé sous la direction de Luc Montagnier, Jean-Claude Guichman et Willy Rozenbaum. Editions Flammarion - Médecine-Sciences. Volume relié 568 pages, illustrations en planches couleurs hors texte. 600 F.

## ENERGIE

Superphénix à pleine puissance. — Le réacteur du surégénérateur Superphénix de Croy-Mahville a atteint sa puissance maximum, soit 1 300 mégawatts, vendredi 16 juin, à 20 h 45, a annoncé dimanche 18 juin la direction de l'usine. Arrivé le 26 mai 1987 à la suite d'une fuite de sodium sur le barillet de stockage, Superphénix a redémarré le 14 janvier dernier (le Monde daté 15-16 janvier). — (AFP.)

● Vingt mille spectateurs à Montreuil. — La fête « Aux arbres citoyens » n'a pas vraiment concurrencé, samedi soir 19 juin à Montreuil (Seine-Saint-Denis), la fête de la tour Eiffel. Vingt mille personnes ont assisté à ce spectacle destiné à célébrer le bicentenaire des arbres de la liberté. La cantatrice Julie Migenes-Johnson a donné le « la » de la fête, suivie de deux mille acteurs, trois cent cinquante musiciens et choristes. Pique-nique géant et bal républicain ont complété le programme.

Avec Le Monde sur Minitel

## Admissibilité ESLSCA

GRANDES ÉCOLES  
36.15 LEMONDE

## LE COFFRET DU BICENTENAIRE

POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.  
En carton pelliculé, lavable.



40 F  
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

PRÉNOM \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Commande et règlement à adresser à

DIFFUSION N° 1 - LE MONDE

BP 212

CLÉON

78410

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_

Nbre d'ex. \_\_\_\_\_

## CORRESPONDANCE

### La Corse et les libraires

À la suite de l'article de Corine Lesnes, « Championne des marges bénéficiaires », dans une page sur la Corse (le Monde du 24 mars), M. Jean-Jacques Colonna d'Istria, président de l'Association des libraires d'Ajaccio et de la Corse du Sud, nous écrit :

« C.L. » est bien mal informée et ses propos pour le moins fallacieux pour les libraires de Corse : que le prix du livre soit fixé par la loi Lang et que le taux de TVA soit plus faible en Corse, n'en déplaît à votre collaboration, les libraires le savent, l'appâtent scrupuleusement en ce qui concerne la loi, et se réjouissent de la réduction de TVA dont ils bénéficient.

La première question qu'aurait pu se poser « C.L. », c'est bien : Pourquoi accorder cet avantage aux libraires de Corse ? En interrogeant le législateur, elle aurait

appris que l'Etat français a justement prévu cette mesure exceptionnelle pour permettre aux libraires de Corse d'amortir, un peu, les frais de transport qu'ils ont à supporter. Si la moyenne nationale atteint 1,5 % du prix des livres, elle est de 8 % en Corse.

La réduction de TVA accordée aux libraires de l'île, qui a été mise en place, je le répète, pour aider les libraires à amortir le coût du transport, est donc encore loin de mettre ceux-ci à parité avec leurs confrères du continent !

Alors, loin d'« accaparer » indûment « une ristourne », nous constatons au contraire cette compensation comme insuffisante. Et souhaitons le « franco de port » préconisé par le rapport Cachet qui réglerait définitivement un aspect important de la circulation du livre en France et, par là-même, le principal problème des libraires de l'île.

مكتبة الامانة

## Culture

## MUSIQUES

A partir de juin 1990

« Lucrèce Borgia » par le Liceu de Barcelone

## Une vocalité incendiaire

Un trio maître et la troupe superbement entraînée du Liceu de Barcelone pour un Donizetti, tiré de Victor Hugo, qui annonce très précisément Verdi.

La chaleur et la fureur des aficionados lyriques offrent un spectacle unique. Ils peuvent rester cinq, dix minutes à acclamer un chanteur qui ne bouge pas, ému, enchané, avant de poursuivre sa marche glorieuse.

Les Parisiens se sont donné ce bonheur samedi 17 juin, au Théâtre des Champs-Élysées, avec une trinité de belcantistes exceptionnels, Jean Sutherland, Alfredo Kraus et Martine Dupuy, dans un ouvrage fait sur mesure, sur-tout dit, la *Lucrèce Borgia* de Donizetti.

Sanglante histoire, digne de la célèbre famille empoisonneuse, empruntée en 1833 par Felice Romani à Victor Hugo, qui d'ailleurs voulait faire interdire l'opéra en raison des distorsions apportées à sa pièce (il fallut transporter l'action en Turquie).

Lucrèce Borgia admire un beau jeune homme, apprend avec ravissement (sans le lui dire) qu'il est son fils, conquiert l'affection de ce Genaro, bien qu'il soit son ennemi, le sauve une première fois du poison, qui lui sera fatal une seconde fois ; il ne reste plus à Lucrèce qu'à mourir, tuée par lui, sur le cadavre de son fils.

On le voit, Donizetti ouvre la route à Verdi (*Nabucco* paraîtra neuf ans plus tard) avec son action violente et mélodramatique, mais aussi avec une musique impétueuse, rapide, forte, où les fioritures vocales sont fréquemment intégrées à l'action, où le récitatif, l'aria et l'air ont tendance à fusionner, en dépit d'une certaine bigarrure qui fait alterner des scènes de genre pittoresques, parfois vulgaires, avec des dialogues d'une grande vérité.

## ARTS

Florence consacre une exposition au cerveau

## La fabrique de la pensée

Comment en sommes-nous venus à distinguer l'âme du corps ? Quelle vision nos ancêtres avaient-ils du cerveau ? A l'heure du scanner, une luxueuse exposition italienne apporte des réponses. Elle sera bientôt à Paris.

Une villa Renaissance ouverte à tous les vents, campée au plus haut de Florence, des parfums de buis et de cyprès, un labyrinthe de terrasses et d'escaliers : le fort du Belvedere semble construit pour recevoir les trépassés d'une fête. A l'heure de la passeggiata, la balade du soir, les Florentins y viennent contempler leur vieille cité et profiter de l'ombre des buissons.

Jusqu'à la fin juin, voici qu'ils peuvent également y apprendre comment et pourquoi le visage de leur bien-aimée les fait si bien pleurer. Le professeur Piero Corsi, éminent spécialiste de l'histoire des sciences, assisté d'une théorie de neurologues, de psychologues et d'historiens venus de Cambridge, de Harvard, de Rome, de Bologne, y propose une exposition entièrement consacrée au fonctionnement de notre matière grise. « La fabrique de la pensée : de l'art de la mémoire aux neurosciences ». Un panorama muséologique reprenant et éclairant, du Moyen Âge à nos jours, l'ensemble des connaissances et des recherches sur l'officine de la pensée et des sens.

Officine ou, si l'on préfère, laboratoire, moulin, fonderie, fourneau, alcuve, cornue, alambic, caverne, dédale. Autant dire une gigantesque scène mentale où se déroulent parfois des comédies, souvent des drames. « La fabrique de la pensée » veut être une exposition théâtrale. Constituée avec force décors et accessoires, elle porte témoignage de l'évolution des sciences et du cerveau, depuis les premières approches exclusivement philosophiques jusqu'à l'émergence d'une analyse rigoureusement physiologique. La pièce se déroule en trois actes : « L'art de la mémoire, La découverte du cerveau : de Descartes à Gall » et « Naissance et frontières

Cette *Lucrèce Borgia* vient tout droit, grâce au Festival de Paris, du Liceu de Barcelone, qui en a achevé mercredi une série de représentations, et, de ce fait, l'audition en concert gardait une vigueur scénique toute particulière : solistes et chœurs chantaient sans partition et partaient au quart de tour, comme l'orchestre fort brillant sous la direction de Richard Bonynge.

Dans l'atmosphère déjà surchauffée du Théâtre des Champs-Élysées, les airs et duos de nos illustres seigneurs tournaient à l'incendie. On sentait monter l'enthousiasme tout au long de leurs pyrotechnies sonores (tandis que, d'ailleurs, s'embranchait la tour Eiffel), celles d'Alfredo Kraus surtout, dans les fabuleux récitatifs acrobatiques, les jaillissements dramatiques de cette voix brisillante, qui s'épanouit soudain avec une couleur et un charme raffinés, transcendant le matériel musical, même le plus fruste, d'une éternelle vigueur juvénile.

Dame Joan Sutherland n'éveillait pas moins de passion, grâce à ce célèbre timbre, lumineux, ample, riche en harmoniques, qui rappelle tant de promesses, même si la voix semble avoir quelque peine à se mouvoir aujourd'hui dans ces sautes de registres si délicates : une Lucrèce touchante, plutôt maternelle et émue, qui dément la réputation de tigresse attachée à son personnage, doté, selon Victor Hugo, de « la difformité morale la plus hideuse, la plus repoussante, la plus complète ». Mais en ce cas, ce ne pourrait être une « divine »...

Quant à Martine Dupuy, dans le rôle travesti d'Orsini, c'était le triomphe de la jeunesse, d'une voix chaleureuse, éclatante, rompue à toutes les difficultés techniques, épanouie et passionnée. Après ces trois vedettes et de bons seconds rôles, l'excellent Michele Pertusi tenait fort bien son emploi de baryton voué à la solennité ducal et au lyrisme brumeux ou sinistre de la jalousie et de la vengeance.

JACQUES LONCHAMPT.

## Radio-France assurerait la programmation du Théâtre des Champs-Élysées

Le contrat de Georges Hirsch, administrateur du Théâtre des Champs-Élysées, expire en juin 1990 et ne serait pas renouvelé, a-t-on appris

en fin de semaine dernière après une assemblée générale du conseil d'administration, qui s'est réunie le 13 juin. Deuxième actionnaire principal après la Caisse des dépôts, Radio-France se verra dès lors confier la maîtrise de la programmation du Théâtre.

Homme à ne pas mâcher ses mots, grand amoureux d'opéra, auquel il consacrait au moins deux spectacles par saison, soupçonné d'accumuler ainsi des déficits importants, Georges Hirsch est de ces directeurs dont on a annoncé dix fois la mise à pied. Il semble bien cette fois qu'il devra renoncer au Théâtre des Champs-Élysées quand expirera, l'été prochain, son contrat de sept ans.

Un contentieux avec la Caisse des dépôts et consignations, et son directeur général Robert Lion se serait en effet cristallisé autour d'un déficit important (on parle de 15 millions de francs pour la saison écoulée) dû aux coûts élevés des spectacles lyriques que Georges Hirsch produisait ou coproduit chaque année. Un certain manque de cohérence dans la programmation serait d'entre part apparu après les travaux de rénovation et la réouverture de l'établissement. Rappelons que le Théâtre des Champs-Élysées n'est pas subventionné.

La Caisse des dépôts ayant beaucoup investi dans les travaux des Champs-Élysées et souhaitant, dit-on, y voir mener « des activités dignes des lieux », Robert Lion a cherché une solution... et l'a trouvée auprès du second actionnaire : Radio-France (1). Il manquait cruellement, comme on sait, aux orchestres de la Radio, et notamment au National, une salle apte à redorer son image de marque, où il puisse assurer, non seulement plusieurs concerts dans l'année, comme c'est le cas actuellement, mais l'ensemble de ses répétitions. Cet orchestre aura donc à partir de 1990

● Le pianiste Andreï Gavrilov Grand Prix de l'Académie Chigiana. — Le Prix international 1989 de l'Académie Chigiana a été décerné par un jury de personnalités et de critiques musicaux importants de divers pays au pianiste soviétique Andreï Gavrilov, qui recevra son prix à Sienne le 24 août. Les deux artistes qui ont recueilli le plus de voix après lui, Mihail Pletnev et Stanislav Bourine, attestent du prestige dont jouit actuellement l'école russe de piano.

son domicile officiel avenue Montaigne. Plus : les formations de Radio-France y auront leurs entrées puisqu'il semble d'ores et déjà décidé que la société nouvellement créée par Jean Mahen aura le monopole de programmation du théâtre.

L'ambition de la nouvelle présidence de Radio-France serait aussi de réaliser une association avec la Comédie et le Studio des Champs-Élysées, l'établissement de l'avenue Montaigne se situant dans un véritable complexe culturel un peu comparable au Southbank de Londres. Qui en aura la direction ? Michel Guy et Pierre Boulez, dont les noms ont été cités, ont simplement été « consultés », comme l'ont été « de nombreuses personnalités », dit-on chez Jean Mahen. Les deux fonctions de direction artistique et d'intendance qu'assure à lui seul Georges Hirsch seraient dissociées.

## Strauss et les Russes pour la saison 1989-1990

La prochaine saison lyrique du Théâtre des Champs-Élysées commencera par un joli pied de nez de Georges Hirsch au « monsieur Bastille » encore fermé : une nouvelle production du Chevalier à la rose, de Richard Strauss, mise en scène par Jean-Louis Martinoty (alors ex-directeur du palais Garnier) sera donnée dans les décors d'Hans Saverio par l'Orchestre de l'Opéra, direction Georg Schindler (avec Mechthild Gersdorff, Günter Misenhart, Suzanne Marzari, Barbara Bonney, Riccardo Cassini, Jean Berbié, Michel Lecoq). Entre le 5 et le 21 octobre.

Suivra une saison russe : quatre opéras en alternance par la troupe et l'orchestre du Théâtre Maly de Leningrad : Boris Godounov, Eugène Onéguine, La Dame de pique, les Khovnotchikine et le Prince Igor, sans compter la Flûte du tsar, en version de concert (juillet et jusqu'au 17 mars).

La mois de février sera consacré à des opéras baroques rares ou inconnus de Carissimi, Fux, Keiser, Torroja y Valasco : toutes ces œuvres du dix-huitième siècle seront exécutées par le Clemencia Consort (du 5 au 16 février).

Accueil, comme à l'accoutumée, du Festival international de la danse (septembre), de grande réputation (Argerich-Melky, Aronson, Samuel Ramey...), de toutes sortes de concerts symphoniques plus ou moins séduisants mais aussi, en octobre, du Quatuor Borodine pour un cycle Chostakovitch/Beethoven mis sur pied par l'association Pro Chastet pour son Forum international du quatuor à cordes (8, 12, 14, 15 octobre).

★ Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-20-30-88. Renseignements par téléphone : 47-23-47-77.

Simple Minds à Bercy

## Le mur du son

On reconnaît un groupe jeune au fait que ses chansons récentes sont plus applaudies que ses vieux succès. Les Simple Minds ont encore de beaux jours devant eux.

Leur public fait un triomphe à *Mandela Day*, le simple (très simple) extrait de *Street Fighting Years* (des années de combat de rue), leur dernier album, sorti en mai.

An bout de deux ans de silence, Jim Kerr, Charlie Burchill et Michael McNeill, sont revenus en

habits de militants. L'Irlande du Nord, l'Afrique du Sud, le chômage, les fers de tout bois, avec une simplicité qui ne suffit pas pour cacher une naïveté souvent effrayante. La musique de Simple Minds a toujours été incantatoire, solennelle. *Don't You Forget About Me*, leur premier succès international, a servi pour la bande-son de *Breakfast Club*, le film de John Hughes. La voix grave et forcée de Kerr, les guitares et les claviers entraînés de Burchill et McNeill, transformant les couloirs de lycée en chemins initiatiques, les adolescents collés un samedi matin en héros byroniens.

Cette année, le décalage entre le propos et le son a disparu, et c'est

La huitième Fête

## L'internationale

Pour son édition 1989, la Fête de la musique exporte dans une soixantaine de pays. Pour l'occasion, le ministère de la culture crée un service minitel. Par chance, il fonctionnera tout le reste de l'année.

Lancée en 1982, à l'initiative de M. Jack Lang, alors ministre de la culture et de la communication, la Fête de la musique est devenue une institution à laquelle amateurs et professionnels sacrifient de bon gré. Le soir du 21 juin, l'on voit ainsi des places de village, des églises, des écoles, des mairies s'emplir d'une foule joyeuse venue fêter l'avènement de l'été.

Cette initiative aurait pu s'essouffier, victime des mauvaises volontés des municipalités relevant d'une autre obédience politique. C'était compter sans les initiatives populaires, qui se fient par mal de rose grand teint de ce rendez-vous annuel avec les musiques.

Depuis l'année dernière, le ministère de la culture a souhaité que d'autres pays du monde entier s'associent à « notre » Fête de la musique. Cette année, ils seront soixante : Les États-Unis, bien sûr (déjà participants l'année dernière), mais aussi l'Argentine (qui avait déjà importé ses raves de son ministère à la fin du siècle dernier), la Jordanie, la Nouvelle-Zélande ou le Mali. Il est impossible de donner le programme complet de toutes les manifestations françaises ; et d'ailleurs, le caractère improvisé de bien des spectacles ne s'accorde pas nécessairement d'un planning serré. Mais, pour ceux qui voudraient tout de même choisir parmi les centaines de concerts à Paris, en province, à la radio ou à la télévision, le ministère a mis en place un service minitel : (3615 code Musique). Ce service propose donc une bourse d'échanges entre musiciens, un jeu et la liste de toutes les manifestations prévues le 21 sur l'ensemble du territoire.

Et puis, bonne nouvelle, ce service minitel fonctionnera tout le reste de l'année en diffusant la liste des stages, des écoles, des conservatoires et tout ce qui peut rendre plus heureux le musicien amateur.

ALAIN LOMPECH.

## Les Cubains à Bobigny



Le mercredi 21 juin, la Fête de la musique fera danser les rues dans toute la France, et au-delà des frontières. A Cuba, c'est tous les jours que la musique fait la fête. Et du 21 au 24 juin, Cuba sera à Bobigny avec ses orchestres de salsa, ses chanteurs de « feeling », son rhum, ses tambours, ses rythmes, sa sève tropicale.

bien emu. Un tel mur de cohérence finit par laisser : le mur est la même, sur scène comme sur disque.

Lourde, puissante, monotone. Le talent des musiciens du groupe (Charlie Burchill peut être un guitariste exigu), l'apport de la violoniste Lisa Germano devraient permettre de varier l'architecture du son. Mais pendant deux heures, on ne s'écarte jamais d'une rythmique toutoumante qui fonctionne par à-coups, d'un mur de son au-dessus duquel s'élève, celle d'un précher puritain, la voix de Jim Kerr.

L'adulation et le respect qui entourent le chanteur de Simple Minds sont déconcertants. L'accent glaswegian, la ganache de Jim Kerr donnent l'impression d'un superhéros par accident. Son jeu de scène relève de l'effort de marionnette. Quand il reprend *Who*, la chanson que Peter Gabriel a écrite après la mort en prison du dirigeant noir sud-africain, il croise les poings au-dessus de la tête, pour symboliser l'attachement, et les premiers rangs du public l'imitent. Les chansons « engagées » de Simple Minds ne sont pas des protest-songs, elles ne racontent pas d'histoires, comme celles de Dylan hier ou de Michelle Stoeckel aujourd'hui. Ce sont des tracts, des proclamations, des appels à la mobilisation, adressés en anglais à un public qui, paradoxalement, ne réagit que quand il reconnaît un mot : « Mandela », « free », « South Africa ». Le malaise vient quand on réalise qu'il pourrait aussi bien appeler à l'exécution de Mandela pour que l'Afrique du Sud soit libre.

Un concert de Simple Minds dure deux heures et demie — chaque titre est écouté sept ou huit minutes. C'est un peu trop à moins pour les convertis dont l'enthousiasme culmine une heure avant la fin, avec *Don't You*. On y allume des briquets et on y agit lentement les bras (choregraphie de la forêt dans le vent, classe de sixième). Dans le silence qui suit, on a l'impression d'avoir entendu passer un train interminable.

THOMAS SOTINEL.

★ Le 19 et le 20 juin, au Palais omnisport de Paris Bercy à 20 heures. En première partie, les Silencios (groupe de rock incantatoire de Glasgow).





LE FILM  
QUI A FAIT  
HURLER DE RIRE  
LE FESTIVAL  
DE CANNES  
(même les Cahiers du Cinéma)

LE PETIT  
— IL PICCOLO DIAVOLO — E

DIABBLE

— UN FILM DE — E  
ROBERTO BENIGNI

— SORTIE — E  
M E R C R E D I

مكتبة امينة الأصل







# Communication

Un entretien avec M. Jacques Boutet, président du CSA

## « Il fallait réformer FR 3 avant de créer une présidence commune »

« Je n'aime guère multiplier les déclarations et effets d'annonce, déclare M. Jacques Boutet, président du CSA. Ce que l'on dit dans une interview est souvent considéré comme définitif, gravé dans le marbre. Or, moi, je revendique le droit d'évoluer et de changer d'avis. C'est une condition fondamentale de ma liberté. Et il me semble que trop de gens se sentent tenus par ce qu'ils ont déclaré d'enfermer dans un carcan. Sans bouder la presse, je juge donc souhaitable de dire peu sur ce que j'ai fait, rien sur ce que j'en fais. »

— Voilà qui assure bien des relations entre le CSA et les journalistes ! L'heure est pourtant venue d'un premier bilan : sur le défi lancé au CSA après l'échec de la CNCL, sur l'idée d'indépendance, sur les choix déjà effectués.

— Le défi est stimulant. C'est clair : à la différence de l'expérience CNCL, le CSA devra être un succès. Je n'ai pas de recette, mais une conviction : quand des personnes honnêtes et de bonne foi, issues de formations différentes, discutent librement et sereinement d'un dossier, un consensus finit toujours par se dégager vers ce qui apparaît comme la meilleure solution. L'indépendance est la condition sine qua non. Une institution comme la nôtre n'a de sens qu'indépendante. Cela s'affirme mais doit aussi se démontrer. Et j'ai l'impression qu'aucune des décisions prises par le CSA depuis quatre mois — nominations, choix du satellite — n'a fait l'objet de critiques fondamentales.

— N'êtes-vous tout de même pas contrarié par les nombreuses déclarations de M<sup>me</sup> Tasca et de M. Lang sur les sujets sur lesquels vous stagnez ?

— L'indépendance du CSA ne signifie pas que les pouvoirs publics doivent s'abstenir de s'exprimer sur le sujet. L'indépendance, c'est justement de ne pas se laisser influencer. Ce serait beaucoup plus grave si personne ne parlait. Dans un débat public, au moins, chacun est juge de ce qui se dit.

L'Assemblée nationale devait entreprendre, lundi 19 juin, l'examen du projet de réforme de l'audiovisuel public. Un projet de loi sur lequel de sérieuses réserves avaient été émises par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), lequel s'appuyait à débattre du décret relatif à son propre fonctionnement. Le président du Conseil, M. Jacques Boutet, dresse ici un bilan des quatre premiers mois de l'institution.

— Vous voyez maintenant en devoir de doter les deux chaînes publiques d'un président. Là encore allez-vous suivre l'avis de M<sup>me</sup> Tasca qui exprimait sa préférence pour un profil de gestionnaire ?

— Cette nomination importante va susciter un vrai débat, et je souhaite que chacun donne son avis. M<sup>me</sup> Tasca, les députés lors du débat parlementaire, et pourquoi pas le Monde et le Figaro ? Après tout, la presse doit éclairer l'opinion sur un débat national. Cela ne peut que nous aider car nous accueillons déjà les candidatures.

— Quelle réflexion sous-tend votre choix ?

— L'obsession du CSA est de rétablir l'équilibre et l'harmonie du système audiovisuel. Équilibre entre public et privé, harmonie dans la programmation propre à satisfaire l'éventail des goûts des téléspectateurs.

— L'idée d'une présidence commune à A 2 et à FR 3 a suscité de fortes réserves de la part du CSA.

— Oui, non pas sur l'objectif mais sur la méthode. Nous avons craint que non seulement la création d'une présidence commune ne suffise pas à faire disparaître certains maux, mais qu'elle n'ait en plus des conséquences fâcheuses.

— Par exemple ?

— Le président devra entreprendre une certaine réorganisation des sociétés et de leurs grilles. Ce qui risque d'entraîner dans un premier temps un tassement d'audience. La création d'une présidence commune risque également d'être interprétée comme le préalable à une fusion future des deux chaînes. Ce qui nous

semblerait très dommageable. Enfin, plusieurs problèmes très concrets vont se poser, issus de la mise en commun de services divers ou de la différence de statut et de rémunération entre le personnel des différentes chaînes. Cela dit, la réforme a aussi des avantages. Tout le monde est d'accord pour souhaiter plus de synergie et de cohérence entre chaînes de service public et d'abord en matière de programme. La réforme est un des moyens d'y arriver.

— Une sorte de mouchoir mal ?

— Je vais vous dire le fond de ma pensée : il fallait d'abord réstructurer FR 3, entreprendre une vraie réforme. Le principe de la présidence commune se serait imposé ultérieurement.

— Vous avez le sentiment qu'un contourner le vrai débat ?

— FR 3 est évidemment le dossier le plus délicat et le plus urgent. La chaîne coûte cher, et on ne peut pas la laisser tomber à un taux d'audience trop faible : il faut une meilleure adéquation entre les moyens et les objectifs, et il appartient au CSA de trouver les moyens pour toutes sa vocation. Ce n'est qu'avec un cahier des charges clair sur les missions assignées à chacune des sociétés que le président pourra travailler.

— Quelle vocation, vous-même attribuez-vous à FR 3 ?

— TF 1 et Antenne 2 sont similaires. FR 3 doit donc tabler sur son originalité. Quelle profite donc de sa structure régionale pour braver ses caméras vers la province et qu'elle fasse remonter à Paris les informations collectées dans les régions. Nous n'avons pas encore de chaîne consacrée à l'information. Ça manque ! On éprouve de plus en plus

le besoin d'avoir des nouvelles plus fréquentes et des images de partout. Il me semble que FR 3 dispose là d'un vrai créneau.

### Ne pas accepter les transgressions

— Le débat sur le financement du service public de l'audiovisuel a été escamoté au Parlement. Quelle est votre position ?

— D'abord il faut cesser cette démagogie qui caractérise les discours sur la redondance. Si les Français veulent une télévision de qualité, il faudra qu'ils acceptent de payer davantage qu'une place de cinéma par mois. Car la redondance devra être augmentée.

— Ensuite, je trouve anormal que des charges qui relient de l'Etat pénalisent lourdement les chaînes. Le Parlement souhaite faire échapper certaines catégories au paiement de la redondance ? Fort bien ! A l'Etat de compenser ce manque à gagner. Le gouvernement souhaite que la France dispose d'une radio internationale qui s'entende à Pékin ? Normal, à condition de budgétiser les charges de RFI. L'INA est chargée de la conservation du patrimoine audiovisuel ? Cela fait partie des tâches de souveraineté et doit relever du budget de l'Etat. C'est près de 2 milliards de francs qui devraient ainsi être dégagés.

— Une procédure est en cours qui devrait entraîner de lourdes sanctions contre le 5. Comment la jugez-vous ?

— Un membre du Conseil d'Etat va s'employer, dans les semaines qui viennent, à examiner le bilan de la 5, et établir un rapport. Il n'est pas question de préfiger des sanctions que nous prendrions. L'observatoire de cette chaîne n'est pas celui qu'il devrait être, que sa grille est, par certains points, différente de ce qu'elle aurait dû être, que les satisfactions qu'elle se décline ne correspondent pas dans tous les domaines à la réalité et que son attitude quelconque peut provoquer nous oblige à réagir.

— Une lourde sanction — on parle de 100 millions de francs au total — mettrait la chaîne en péril.

— Ce n'est pas un motif pour accepter les transgressions. Quand un mauvais élève ne suit pas en classe, les professeurs n'ont pas l'idée de le laisser tricher aux examens. Mais nous discuterons de tout cela avec la 5.

Il y a des règles difficiles à appliquer, d'autant qu'elles ne sont pas prévues à l'avance. N'y a-t-il aucune possibilité de renégociation ou d'allègement ?

— Non. Il n'est pas question de modifier des règles aussi fondamentales que celles des quotas de diffusion et de production ni de revenir sur les engagements pris par les chaînes. Quant à l'amendement Schreiner sur la coupure unique, il s'imposera à tous dès le mois de juillet.

— N'est-il pas alarmant que les deux jeunes chaînes effectuent des très mauvaises années ?

— A qui la faute ? A qui la responsabilité de cette flambée des coûts de programmes qui dépasse, et de loin, celle des loyers parisiens ? Regardez les coûts de retransmission de Roland-Garros multipliés par dix, l'espace de huit ans ; le prix des matchs de football, le prix des stars du petit écran ? Certains ont cru possible de gagner en faisant monter les prix pour couler l'adversaire. Absurde ! Les pouvoirs publics et certaines fédérations sportives comme celle du football se saisissent aujourd'hui du problème.

— Et la radio ?

— C'est un dossier urgent. Matriser les paysages radiophoniques va exiger de l'énergie, et je compte sur l'aide des comités techniques régionaux qui vont être mis en place. Il faut qu'on boucle le rythme installé depuis longtemps. C'est beaucoup trop lent. Je veux que d'ici deux ans les plans de fréquence de toutes les régions aient été établis et réglés. Les autorisations de Franche-Comté et de Côte-d'Azur seront attribuées, elles, à la rentrée. A nous, parallèlement de définir et faire connaître les grandes orientations de notre politique : quelle attitude adopter vis-à-vis des réseaux ? Comment protéger les associatifs ?

— Comment, en fin de compte, défendez-vous le rôle du CSA ?

— C'est celui d'un arbitre. D'un arbitre qui agit. C'est lui qui organise le système audiovisuel ; lui qui modèle et anticipe le paysage de l'avenir ; lui qui veille au maintien des grands équilibres en surveillant le contexte international. C'est sans aucun doute l'acteur le plus important du système audiovisuel.

Propos recueillis par ANNICK COLJEAN.

Nouvelles formules de deux revues communistes

## « Gorby » et Achille en vedette

A moins d'un mois de sa visite en France, le nouveau président de l'URSS fait la couverture du mensuel France-URSS magazine (1) nouvelle formule qui, selon son rédacteur en chef, Patrick Bergand, marque « un pas en avant important par rapport à ce qu'était la revue, même si elle est très insuffisante ». Son titre sur la popularité du numéro soviétique (le Monde du 16 juin), interview de M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, reportage sur Vladimir Lukin : la présentation est celle d'un nouveau magazine.

Plusieurs dirigeants politiques français (MM. Alain Juppé, Pierre Juquin, Alain Krivine, André Lajoinie, Alain Lamassourie, Pierre Laroche, Pierre Méhaignerie, Jean-Pierre Waechters) indiquent ce qu'ils auraient envie de dire à M. Gorbatchev. Seul M. Jean-Marie Le Pen, à

qui on avait posé la question et qui avait fourni une réponse, fait l'objet d'une censure, car, explique Richard Mass, directeur de la rédaction, « des adhérents ont fait part de leur émotion ».

De son côté, le mensuel M (2), dont le directeur regroupe notamment des rénovateurs communistes et des « reconstruc-teurs » du PCF, consacre un dossier, beaucoup plus sérieux, au PC italien. Ce mensuel, qui en est à son vingt-neuvième numéro, publie de larges extraits du rapport du secrétaire général du PCI Achille Occhetto au dernier congrès, ainsi qu'un entretien avec lui et l'inter-locuteur de Pietro Ingrao, figure de proue de l'aile gauche du parti. Au moment où les relations européennes entre le PCF et le PCI arrivent à un tournant, ce tour d'horizon ne manque pas d'intérêt.

O.R.

### M. Giquel définit les nouvelles orientations de RFO

Le nouveau PDG de RFO, M. François Giquel, a indiqué les nouvelles orientations de la société. En mettant l'accent sur la « nécessité de la décentralisation », le nouveau PDG a annoncé la création d'une direction qui aura la charge de donner une « plus grande responsabilité aux stations » en concevant avec elles des « contrats d'objectifs financiers et des obligations de résultats ». M. Giquel a annoncé que RFO allait bénéficier de « crédits supplémentaires » de l'Etat, permettant de réaliser des objectifs de production locale, des actions de formation et une couverture plus large de l'information.

En ce qui concerne la production locale, il a insisté sur la nécessité « de favoriser la création locale, de rechercher des débouchés, sur les chaînes nationales et étrangères, sans négliger les émissions de proximité ». En matière d'information, M. Giquel a indiqué la mise en place d'un groupe de travail, formé de journalistes, chargé de mener une réflexion objective et professionnelle sur les moyens et les objectifs de l'information afin de « faire face aux critiques portées aux journaux » et avant de définir de « nouveaux produits ».

(1) En vente dans les kiosques (26 francs) à partir du lundi 19 juin.  
(2) En vente dans certaines librairies et au 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris (35 francs).

— Jérôme Bellay a été nommé directeur général de Télé-Lyon-Métropole. — L'ancien directeur-adjoint de France-Info, Jérôme Bellay, a été nommé le 14 juin directeur général de Télé-Lyon-Métropole (TLM), la télévision locale de Lyon et sa banlieue qui était jusqu'à présent dirigée par Jean-Louis Bellay, qui fut directeur de l'information de Radio-France, avant de créer en juin 1987 la radio d'information continue France-Info, avant qu'elle ne soit rattachée à la direction de l'information.

— Prima Communication lance une édition internationale. — Le mensuel italien spécialisé dans le secteur de la communication, Prima Communication (12 000 exemplaires diffusés, dont 2 000 par abonnement), a lancé en mai le premier numéro de son édition internationale. Rédigé en italien, une édition en langue anglaise est en préparation. — Prima International News est vendu actuellement avec le mensuel. Il devrait être autonome fin 1989. Son objectif est d'atteindre 5 000 à 6 000 abonnements internationaux.

Le Festival national de l'audiovisuel d'entreprise

## Les dérives de la fiction

Le Festival national de l'audiovisuel et de la communication d'entreprise a réuni du 13 au 17 juin à Biarritz, comme chaque année, directeurs de la communication, producteurs et prestataires d'une industrie évaluée par le CEFILM, organisateur de la manifestation, à 1,7 milliard de francs annuels. Les 4 000 réalisations audiovisuelles produites annuellement « pèsent » donc plus que le film publicitaire, et presque

autant que le cinéma, faisant vivre près de sept cents sociétés de production. Parmi les quatre cents audiovisuels en compétition, la vidéo augmente régulièrement ses parts, et parallèlement les budgets unitaires baissent. La fiction appliquée à l'entreprise est un genre qui prend le pas sur le documentaire. Ce qui n'est pas toujours sans danger pour le contenu des messages...

BIARRITZ  
de notre envoyé spécial

« Regardez les génériques : s'ils commencent par « Un film de... », le risque est grand de voir le message s'effacer devant la performance et le plaisir du réalisateur ou du directeur de la communication. » L'avertissement de cet habitué du Festival de Biarritz vaut d'être médité : le film et la vidéo d'entreprise ont leurs stars, dont l'éclat vient parfois occulter la fonction de ces audiovisuels de commande, aux objectifs précis : informer, former, valoriser, motiver...

Dans un effort louable pour renouveler le genre, les entreprises se sont tournées depuis plusieurs années vers la fiction pour illustrer leurs messages. Sans regretter les sempiternelles usines vues d'hélicop-

tre (qui sont encore légion à Biarritz), force est de constater que cette évolution n'est pas sans danger.

Car la fiction n'est pas la réalité, et à trop s'en éloigner sans discernement l'audiovisuel d'entreprise peut gaspiller son talent, et l'argent de ses commanditaires. Certes, une fiction bien menée est efficace et captive l'attention. Mais, à côté de réussites formelles comme les Yeux d'Ishkar, opéra sur l'histoire des mousquetaires d'Intermarché, dont le lyrisme s'accorde aux objectifs de motivation, ou le Permis, dans lequel Air Inter s'autocritique d'être sous la caméra du cinéaste Gérard Krawzik, combien de lourdes métaphores !

### On masque de scénaristes

Combien d'orchestres, combien d'équipes de sport, pesamment mobilisés au secours de l'indigence des idées, au nom de la « guerre économique » ? Jusqu'à quand fera-t-on croire aux patrons — et aux salariés — qu'un acteur coiffé d'un feutre est un détective qui va révéler les secrets de l'excellence en entreprise ? Et qui supportera, malgré le talent des acteurs, vingt-six minutes de comédie pour expliquer que le gaz permet de faire cuire un œuf à point ?

« Comme dans le cinéma français, on manque de scénaristes et de dialoguistes pour l'audiovisuel d'entreprise », remarque Jean-René Albertin, de la société News Plus, dont le film Zoo holding a su envoler des animaux pour expliquer les arcanes de l'organigramme de la CGE.

Si la fiction présente des dangers, le réalisme du genre « comme à la télévision » peut aussi faire des ravages, avec des plateaux bavards, des rythmes syncopés, le syndrome du générique virevoltant. Sans

même parler des sommets de narcissisme atteints par Christian à domicile, plagiat d'une émission connue dans laquelle on apprend que la femme du patron des Laboratoires Boiron « n'est pas la Nancy Reagan de l'entreprise », mais qu'à la maison « elle fait ce qu'elle veut ». Humain, trop humain...

Heureusement, la réalité reprend parfois certaines dérives. Les budgets écroulés se font rares : la tendance est à produire plus de films, de moindre budget unitaire. Et, après un déferlement d'équipes audiovisuelles dans les entreprises, on découvre ou redécouvre les vertus de la sous-traitance. BSN, qui avait hérité d'un département audiovisuel en rachetant General Biscuit, l'a supprimé.

« On ne peut être créatif trois cent soixante-cinq jours par an », explique Dominique Vastel, directeur de la communication du GAN, pour justifier son refus d'une équipe intégrée pour les audiovisuels destinés à l'extérieur de son entreprise. « En mettant systématiquement en concurrence des sociétés de production, on obtient des idées, la souplesse nécessaire et les derniers outils techniques sans investir en matériel. Même si la production extérieure semble chère, au bout du compte elle est rentable. »

Attention, dit-il pourtant, « un film d'image doit valoriser mais pas travestir la réalité ». Et c'est parce qu'aucun des projets qui lui étaient présentés ne convenait à la culture de l'entreprise que Dominique Vastel n'a pas hésité à repousser de quelques mois la réalisation d'un tel film d'image pour la GAN. Une abstention qui mérite attention.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.



## Un « pôle universitaire européen » à Strasbourg

Les trois universités de Strasbourg veulent créer ensemble « un pôle universitaire européen » pour contribuer à faire de la capitale alsacienne « un carrefour des cultures et un lieu de création scientifique et technologique ». Un document rassemblant tous les projets communs prioritaires a été adressé au ministre de l'éducation nationale ainsi qu'aux collectivités locales et aux autorités européennes. Il a trouvé le soutien de M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, qui a rencontré les trois présidents, MM. Jean-Paul Jacqué (université Robert-Schuman), Claude Régier (sciences humaines) et Gilbert Leustrier (université Louis-Pasteur).

Parmi les projets énumérés, un centre des langues européennes, qui pourrait proposer aux étudiants une deuxième, voire une troisième, langue dans le cadre de leur formation initiale ou de la formation continue ; le développement de l'actuel Centre universitaire d'enseignement du journalisme, pour en faire une véritable école européenne multilingue ; ou encore la création d'un centre de formation des fonctionnaires français aux questions européennes.

Les universités strasbourgeoises souhaitent qu'un contrat avec le ministère définisse les étapes de la constitution de ce pôle européen. Elles proposent qu'un conseil scientifique consultatif anime la nouvelle structure, composé d'étus, du recteur, des trois présidents d'université et de personnalités qualifiées. La gestion serait assurée par les présidents à tour de rôle.

J.F.

### ● Luth arabe

L'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA) organise, le mardi 20 juin, à 18 heures, un concert de luth arabe avec Abou Ousaid Daili (prix de l'académie Charles-Croix 1988 de musique traditionnelle) et un récital de chant classique arabe par Zafar Jibri.

### ● ENSTA : amphithéâtre

ENSTA : amphithéâtre, 32, boulevard Victor, 75015 Paris. Renseignements : 45-52-34-05.

### ● Management des risques

L'Institut du management des risques ouvrira ses portes à l'école supérieure de commerce de Bordeaux en septembre. Cette préparation aux risques industriels, commerciaux, financiers et environnementaux, formera en quatre mois des cadres supérieurs. Elle est ouverte aux étudiants d'un diplôme d'ingénieur, d'école de gestion, d'un DEA ou

### de diplômes équivalents.

★ Institut du management des risques, domaine de Rabat, 680, cours de la Libération, 33400 Talence Cedex. Tél. : 50-80-70-50.

### ● Protection des plantes

L'Ecole nationale supérieure de paysage et l'Ecole nationale supérieure d'horticulture organisent, du 22 au 24 juin, les Rencontres internationales du paysage du roi, sous le patronage de M<sup>me</sup> Hervé Mollet et Jack Lang. Ces rencontres, qui réunissent des professionnels et des universitaires, permettront une réflexion sur les formations en horticulture, la protection des plantes et paysages.

★ Ecole nationale supérieure de paysage, 6 bis, rue Hardy, 78009 Versailles Cedex. Tél. : 39-53-98-89. Ecole nationale supérieure d'horticulture, 4, rue Hardy, 78009 Versailles Cedex. Tél. : 39-50-00-67.

la ligue vo  
Le  
ELECTION  
char  
(éditeur)



# Sports

ATHLÉTISME : victoire de Christian Plaziat à Gotzis

## Le paradis champêtre du décathlon

Le Français Christian Plaziat, vingt-trois ans, champion aux derniers Jeux olympiques, a remporté avec un total de 8 485 points le décathlon de Gotzis, en Autriche. Il a devancé Christian Schenk, l'Allemand de l'Est champion olympique à Séoul, et inscrit pour la première fois son nom au palmarès de cette étrange compétition, considérée comme la plus relevée des réunions d'épreuves combinées.

GOTZIS (Autriche)  
Correspondance

Lorsqu'ils parlent de Gotzis, de ce gros bourg de 9 000 habitants qui sent bon l'air des champs et la bière locale, ils en ont tous les larmes aux yeux. Gros bras du décathlon et fortes femmes de l'athlétisme ne sont soudain que tendresse et douceur, leurs voix se posent tout bas et leurs muscles semblent vibrer de plaisir. Ils évoquent Gotzis, la plus grande compétition d'épreuves combinées du monde, avec un mélange de respect et d'adoration. « Gotzis c'est l'histoire. Depuis que je suis tout petit, je rêve de gagner ici. Aujourd'hui, le rêve est devenu réalité et c'est vraiment formidable », déclare Christian Plaziat, vainqueur cette année de la somme des dix

épreuves. « C'est la première fois que je viens mais c'est en réalité un meeting à part. Les gens sont chaleureux. C'est la fête du décathlon », affirme William Motti (1926 points ce week-end, septième de l'épreuve). « On se rend tous à Gotzis pour se défouler et battre nos records. Car on sait qu'ici, avec l'orgueil des gens et les conditions de compétition, la performance sera au bout de l'effort », dit Christian Beaugrand, deuxième de l'athlétisme en 1988, blessé cette année.

Avec ses tribunes en béton grisâtre, son budget de proclamaire et son nom qui évoque rien d'autre qu'un coin perdu de l'Autriche profonde, cette compétition devrait pourtant être boudée des plus grands, qui partent ailleurs ont des exigences de divas. Or ici ils ne touchent pas le plus petit dollar pour exhiber leur puissance.

### Pas de contrôle antidopage

« Nous n'avons jamais offert d'argent aux athlètes pour qu'ils viennent disputer la compétition », affirme Konrad Lerch, l'organisateur de l'épreuve, d'une voix qui ne laisse que peu de place à la suspicion. « Tout est fait pour que tout le monde se relaxe. Les conditions sont vraiment idéales ».

Même Daley Thompson, le Britannique double champion olympique, ou l'Américain Jackie Joyner-

Kersee, triple médaillée à Séoul, ne réclament rien pour venir à Gotzis. « C'est pour nous un principe. Offrir des garanties aux athlètes serait sans doute, nous en sommes convaincus, le premier signe de la mort de la compétition. Le vainqueur reçoit un coffret contenant des pièces d'or d'une valeur d'environ 12 000 F mais il n'y a pas de dessous de table ».

Konrad Lerch ne plaisante pas sur cette question de principe. Pas plus qu'il n'ose la moindre ironie au moment d'évoquer ce qui demeure sans doute l'une des raisons majeures de cette fidélité gratuite des meilleurs décathlonsiens à Gotzis : les contrôles antidopage. Ils sont aussi rares pendant ces deux journées que pendant les deux autres jours de la compétition. Pas d'argent, donc pas de contrôle. Pas de contrôle, donc des performances.

L'absence du succès de Gotzis tient dans cette suite d'arguments massifs qui expliquent que la barre de huit mille points au décathlon ait été franchie ici soixante-huit fois depuis 1975. Mais que jamais, au grand jamais, un athlète n'ait pu risquer l'irréparable : un contrôle antidopage positif. Ce que les uns résument d'une formule habile : « A Gotzis, tout est fait pour que tout le monde se relaxe. Les conditions sont vraiment idéales ».

Le risque de l'erreur fatale n'existe donc pas à Gotzis. Mais cela n'explique pas tout. Et surtout pas cette étonnante ambiance qui règne pendant deux journées sur ce petit stade champêtre, posé à 600 mètres d'altitude. Les bonnes années, celles où tout le grain des épreuves combinées vient communier au pied des sommets, dix mille fidèles écoutent bruyamment cette grande messe du muscle. Un public formé par quinze années d'apprentissage et qui n'hésite pas à se déplacer en famille pour suivre tout autour du stade les efforts appliqués de ces dieux de la piste.

« Les places ne dépassent jamais 40 F pour les deux journées », explique Konrad Lerch. Alors, les gens viennent en groupe, avec les enfants. Et près de la moitié de ce public revient tous les ans. La première année, en 1975, il a pu de la première à la dernière épreuve. Mais les spectateurs sont restés, stotques. Depuis, ils ont appris à aimer et à commettre ces épreuves. Ils ont appris à aimer Daley Thompson, Siegfried Wentz ou maintenant Christian Plaziat. Et ils attendent patiemment durant toute l'année de pouvoir se rendre, fin juin, dans ce stade de Gotzis.

Samedi et dimanche, ils n'étaient pas moins de sept mille, entre pique-nique et parcs, à fêter Plaziat sans retenue.

ALAIN MERCIER.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix du Canada

## Renault triomphe sous la pluie

Le pilote belge Thierry Boutsen (Williams-Renault) a remporté dimanche 18 juin à Montréal le Grand Prix de formule 1 du Canada. Il a devancé son coéquipier, l'Italien Riccardo Patrese, et surtout mis fin à la suprématie des bolides rouge et blanc de l'écurie McLaren-Honda, qui dominaient la compétition cette saison. Alain Prost et Ayrton Senna - victimes, pour une fois tous les deux, d'ennuis mécaniques - ont été contraints à l'abandon.

Tout semblait sourire à Alain Prost sur le nouveau continent. Après une victoire au Grand Prix des États-Unis à Phoenix (le Monde du 6 juin), il retrouvait le plaisir de conduire en tête les séances d'essais officiels du Grand Prix du Canada. Il réussissait ainsi à mettre fin à une série de 9 poles positions de son coéquipier de l'écurie McLaren, le Britannique Ayrton Senna.

Vendredi d'abord, puis samedi, le double champion du monde avait signé le meilleur temps des qualifications et même battu le record du tour sur le circuit Gilles Villeneuve de Montréal. Enfin, assuré d'être le premier sur la ligne de départ, le pilote français pouvait commencer à rêver d'une nouvelle victoire. Le ciel semblait se ranger de son côté puisque les météorologues annonçaient que la pluie allait cesser pour la course. Prost se sentait repoussé à plus tard le moment des choix pour son avenir professionnel, pouvait se concentrer sur l'épreuve.

Il oubliait les critiques précédemment formulées envers le fabricant du moteur de son bolide, soupçonné de « défavoriser » par rapport à son coéquipier adversaire. Il s'attendait à une course « très difficile » mais se rassurait en précisant que « personnellement jusqu'à présent n'a pu s'opposer aux McLaren en piste ».

### A trois tours de la fin

Le pauvre Prost, coincé dans son habitacle en attendant le deuxième départ après l'annulation du premier, croyait toujours au miracle. Il n'y en eut pas. La violence avec laquelle avait détrempé la piste une heure avant la course était plus

qu'un avertissement. Les caprices du temps allaient semer la confusion chez les pilotes, hésitants sur le choix des pneumatiques, et favoriser les virtuoses de l'équilibre sur pistes très humides.

Parti en tête devant Senna, Prost s'arrêtait au deuxième tour pour changer de gommes. Mais il ne reprenait pas la piste longtemps puisque, au tour suivant, il stoppait définitivement à son stand, la suspension avant gauche cassée. Son coéquipier conservait la tête de l'épreuve quelques tours avant de s'arrêter pour changer ses pneus, croyant qu'une éclaircie pouvait se faire. L'Italien Riccardo Patrese (Williams-Renault) profitait de cette faute et de la pluie qui redoublait pour mener le bal. Glissades et sorties de piste se multipliaient sous un déluge. Des quatorze véhicules encore en course, Patrese menait toujours la ronde. Mais, au trente-cinquième tour, contraint de passer à son stand pour renouveler ses pneus, il céda alors la place à Senna. Le pilote italien devait se contenter de lutter avec son compagnon d'écurie, le Belge Thierry Boutsen, pour la deuxième place.

Senna en tête, l'affaire semblait jouée, d'autant que le pilote brésilien est un as des chaussées trempées humides. Mais une course n'est jamais gagnée avant le franchissement de la ligne, surtout lorsque le moteur Honda se met à produire des sons inhabituels. La machine « parasite » s'ennuyait à trois tours de la fin. Ayrton Senna arrêtait son bolide sur le bord de la piste pour regarder les stands à pied. Boutsen pouvait être le premier à passer devant le juge agitant son drapeau à damier.

Le pilote belge fête la première victoire de sa carrière. Les ingénieurs de chez Renault applaudissent le premier succès de leur moteur V10 atmosphérique. « Nous estimons avoir encore du travail à faire sur notre moteur », déclare le président de Renault-Sport, Patrick Faure, heureux et fier que de nombreuses écuries le sollicitent. Mais Renault se contentera de collaborer avec Williams la saison prochaine, même si son responsable serait « enchanté » de voir une voiture propulsée par un de ses moteurs pilotée par Alain Prost.

S. B.

## Les résultats

### Automobilisme

#### GRAND PRIX DE FORMULE 1 DU CANADA À MONTRÉAL

Classement de l'épreuve. - 1. T. Boutsen (Belg., Williams-Renault), les 302,910 km en 2 h 01 min. 24 sec.; 2. R. Patrese (Ita., Williams-Renault), à 30 sec.; 3. A. de Cesaris (Ita., BMS-Bellare-Ford), à 1 min. 36 sec.; 4. N. Piquet (Bré., Camel-Lorus-Judd), à 1 min. 41 sec.; 5. R. Arnoux (Fra., Ligier-Gitanes), à un tour.

Classement du championnat du monde des pilotes après six manches. - 1. Alain Prost (Fra.), 29 points; 2. Ayrton Senna (Bré.), 27 pts; 3. Riccardo Patrese (Ita.), 18 pts; 4. Thierry Boutsen (Bel.), 13 pts; 5. Nigel Mansell (Bré.), 9 pts.

### Canot-kayak

#### CHAMPIONNATS DU MONDE DE DESCENTE À SAVAGE RIVER (MARYLAND)

Les canotistes et kayakistes français, qui avaient remporté tous les titres lors des championnats du monde organisés en 1987 à Bourg-Saint-Maurice, ont gagné trois titres lors des championnats disputés à Savage River les 17 et 18 juin : Sabine Kleinhenz s'est imposée en kayak féminin tandis que les patrouilles dames en kayak (Kleinhenz, Costet, Bringard) et hommes en canot (Benamouche, Ballo, Battaille) remportaient les titres par équipe.

### Cyclisme

#### GRAND PRIX DU MIDI LIBRE

Le Français Jérôme Simon, âgé de vingt-huit ans, a remporté la première course par étapes de sa carrière en s'imposant le 18 juin dans le Grand Prix du Midi Libre. Au terme des six étapes, à Espalion (Aveyron), il avait

### Football

#### CHAMPIONNAT DE RFA

Le Bayern de Munich a gagné pour la onzième fois le titre de champion de RFA de football depuis la création de la Bundesliga en 1963-1964. Le club bavarois a concédé la trentième journée de championnat par une victoire (5-0) sur Bochum.

### Golf

#### OPEN DES ÉTATS-UNIS À ROCHESTER (NEW-YORK)

L'Américain Curtis Strange a gagné le 18 juin l'Open des États-Unis de golf en bouclant les quatre parcours de Oak Hill à Rochester (New-York) en 278 coups, soit 2 en dessous du par. Strange, qui était tenant du titre, par. Strange, qui était tenant du titre, est le premier joueur depuis Ben Hogan en 1950 et 1951 à remporter l'Open américain deux années consécutives.

#### OPEN DE FRANCE FÉMININ À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

1. Suzanne Strudwick (Ang.), 285, victorieuse au premier trou du barrage; 2. Marie-Laure de Lorenzi-Taya (Fra.), 285; 3. Debbie Parizzi (É.-U.), 290.

### Tennis

#### TOURNOI DU QUEEN'S À LONDRES

Le Tchèque Ivan Lendl a gagné le premier tournoi sur herbe de sa carrière en s'imposant le 18 juin en finale du Queen's de 385 000 dollars face au Sud-Africain Christo Van Rensburg (4-6, 6-3, 6-4) en 1 heure et 53 minutes. En demi-finale, il avait battu l'Américain Paul Annacone (7-6, 4-6, 7-5).

FOOTBALL : la préparation de la Coupe du monde 1990

## Forza Italia !

Dans un an, du 8 juin au 8 juillet 1990, l'Italie accueillera la quatorzième Coupe du monde de football. Près de quinze millions de téléspectateurs et deux millions et demi de spectateurs assisteront cet événement annuel. L'équipe de France ne participera pas. A moins de douze mois du coup d'envoi, les organisateurs se veulent optimistes, même si la mise en place de ce Mondial a donné lieu à quelques polémiques retentissantes au pays du Calcio.

### ROME

de notre envoyé spécial

Chaque matin, vers neuf heures, le monde tinte d'un concert pour bulles, bêtises et martèlements. Le stade olympique de Rome n'est plus qu'un vaste chantier où l'odeur du béton fraîchement coulé s'élève sur celle du gazon.

Chaque soir, vers cinq heures, le tintamarre s'arrête et les Romains s'interrogent : le stade sera-t-il prêt à temps pour accueillir dignement la prochaine Coupe du monde de football qui mettra aux prises vingt-quatre équipes nationales (la France est hors course) ? Aux dernières nouvelles, il devrait l'être.

Mais la préparation du Mondial a engendré tant de polémiques et de scandales en tout genre que les Ita-

liens préfèrent encore croiser les doigts. Les travaux de modernisation et d'agrandissement du stade de la capitale (90 000 places) n'ont-ils pas fait l'objet d'une enquête de la justice pour diverses malversations ? Le coût des travaux, estimé dans un premier temps à 80 milliards de lire (400 millions de francs), n'a-t-il pas mystérieusement doublé ? Quant à la nouvelle enceinte ultra-moderne promise à Turin (70 000 places), au centre d'une querelle politique locale, verra-t-elle le jour ?

« Tout est réglé, à Turin comme à Rome », installé derrière son bureau de directeur général d'Italia 90 - comité organisateur de l'événement - Lucio de Montezemolo se veut optimiste. Considéré comme le fils spirituel du grand patron de la Fiat, Gianni Agnelli, cet homme d'affaires (il a été directeur sportif de Ferrari, responsable des relations extérieures de la Fiat et administrateur délégué de Circolo), âgé de quarante-deux ans, estime avoir reçu toutes les garanties nécessaires. « Rome ne pose plus aucun problème. Nous étions simplement enlisés dans des problèmes administratifs typiquement italiens. Quant à Turin, nous avons pris beaucoup de retard mais la situation s'est débloquée au début du mois de juin : la municipalité nous a remis un document selon lequel elle s'engage à achever les travaux en temps voulu ».

Reste qu'au-delà de cet optimisme retrouvé Lucio de Montezemolo ne peut cacher une certaine lassitude. A plusieurs reprises, au cours de ces deux dernières années, l'idée de démissionner lui a traversé l'esprit. Motivé de sa déception : l'Italie a beau être un pays passionné de football, les retards se sont accumulés et la mise en place de ce Mondial 90 a été jalonnée d'embûches. En tout genre depuis le 19 mai 1984, date de la désignation de ce pays comme organisateur de la quatorzième Coupe du monde.

### Jeu de massacre

Embûches administratives et politiques d'abord : « Pour le Mondial, l'obstacle est avant tout politique », déclarait-il récemment, avant de préciser : « Nous en avons assez de ce jeu de massacre de bas étage, des fausses promesses et des intrigues. Le football sera son travail pour la Coupe du monde, mais il faut que les autorités et l'administration prennent leurs responsabilités devant les citoyens et les amateurs de sport ».

Ce « coup de gueule » était personnel. De son propre aveu, le responsable de l'organisation souhaitait réveiller un pays qui, selon lui, a toujours « beaucoup de projets » mais « les concrétise rarement ». « Nous avons perdu un temps fou dans des polémiques inutiles. Le système politique de ce pays est inadéquat à la vie de cette fin de siècle. On ne sait plus qui doit prendre la décision. Nous souffrons de trop de pluralisme. Il se trouve toujours quelqu'un pour dire le contraire des autres. Avec ce Mondial, nous avons raté une occasion unique de faire preuve d'unité devant le monde entier ».

Cette vaine tentative d'aboutir à un consensus n'a pas été facilitée par les multiples changements intervenus dans le paysage politique italien, tant local que national, le dernier en date étant la chute du gouvernement de coalition dirigé pendant treize mois par le démocrate-chrétien Ciriaco De Mita. « Comment voulez-vous travailler à long terme ? Vous avez changé sans arrêt d'interlocuteur ! A chaque fois il faut tout reprendre à zéro ou presque », lance un membre du comité d'organisation.

Autre difficulté : les chauvinismes régionaux. Samedi 10 juin, une émission de télévision réunissait de grandes vedettes du sport et du spectacle à la Coupe du monde. Le maître de Milan a fait un scandale car les invités étaient en majorité romains !

Les organisateurs - Luca de Montezemolo en tête - ont surtout été confrontés au fossé qui sépare l'Italie des grands patrons à succès (Agnelli, Berlusconi...) de celle qu'ils qualifient eux-mêmes d'Italie de la « petite politique » et du « bricolage ». Celle par exemple des routes incertaines, des chantiers interminables, des hôtels vieillissants et des services publics inadéquats. « La ville de Rome n'a pas su profiter de cette occasion pour améliorer ses structures d'accueil », déclare ainsi de Montezemolo. Pour-

tant, aujourd'hui, à moins d'un an du coup d'envoi à Milan du match d'ouverture entre l'Argentine, tenant du titre, et un adversaire qui sera désigné lors du tirage au sort (9 décembre), il estime que « tout sera prêt » pour ce qu'il qualifie de « premier Grand Mondial de l'ère moderne ». Et tout porte à croire que ce sera le cas, tant l'organisation semble rigoureuse. Le premier stade de presse inauguré en mai à Bologne est à cet égard un modèle de modernité.

Les douze villes (1) désignées pour accueillir les cinquante-deux matches de la compétition disposeront de stades équipés de places assises, confortables et numérotées. Un tel système permettra notamment d'identifier d'éventuels fauteurs de troubles puisque, au lieu de son billet, chaque supporter est automatiquement fiché. Ces supporters - qui seront fournis plusieurs fois avant d'accéder aux gradins - devraient d'ailleurs être très nombreux : 70 % des deux millions six cent mille billets mis en vente (50 % en Italie et 50 % à l'étranger) ont déjà trouvé acquéreur.

### Une relance du tourisme

Le spectacle promet en effet d'être grandiose et tous les matches se joueront devant des tribunes bondées. Le nombre de visiteurs atteint en Italie en 1986 (427 000) devrait d'ailleurs être largement dépassé. En marge des pays traditionnels du football (Espagne, RFA, Angleterre, Brésil...), des dizaines de milliers de spectateurs sont attendus du Japon, de l'Australie et des États-Unis. Pour la péninsule, il s'agit d'une occasion idéale de freiner la baisse du nombre des touristes, confirmée récemment par le ministre concerné : « La part de l'Italie sur le marché mondial du tourisme, qui était de 25 % dans les années 50, est tombée à 18 % en 1995 elle devrait n'être plus que de 12 % ».

Du point de vue financier, ce tournoi devrait donc être un succès. Parallèlement à huit sponsors officiels (dont Canon, Coca-Cola, Philips...), qui ont acheté le droit d'utiliser la mascotte et d'installer des panneaux publicitaires aux entrées des stades, de grandes entreprises italiennes se sont associées à l'événement : Alitalia, Banque nationale du travail (BNL), Fiat, Olivetti, Chemins de fer italiens, RAI... Elles ne se sont pas contentées de verser chacune 8 milliards de lire au comité organisateur : elles ont détaché plus d'une centaine de spécialistes dans leurs branches respectives, qui assisteront les organisateurs jusqu'au lendemain de la finale en juillet 1990. Par ailleurs, ces sociétés assurent divers services : la BNL se charge de la vente de billets en Italie et à l'étranger, Olivetti gère l'infrastructure informatique, un millionnaire attirera au moins six mille journalistes et sera suivi par une armée totale de 15 millions de téléspectateurs dans cent quarante pays !

PHILIPPE BROUSSARD.

(1) Rome, Milan, Turin, Vérone, Udine, Florence, Bologne, Gênes, Cagliari, Naples, Palerme, Bari.

## Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

Avec Le Monde, un Monde

## Admissibilité ESC Lyon

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

مكتبة الامانة

# Économie

Un assouplissement marginal de la politique de rigueur

## M. Rocard s'interroge sur l'ampleur du « coup de pouce » à donner au SMIC

Comme chaque année à pareille époque, le gouvernement est confronté à un débat sur la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). La loi du 2 janvier 1970 prévoit, en effet, une augmentation annuelle du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet, pour faire bénéficier les salariés du bas de l'échelle des revenus du « développement économique ».

« En aucun cas, est-il précisé dans la législation, l'accroissement annuel du pouvoir d'achat du SMIC ne peut être inférieur à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires moyens enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du travail. » M. Michel Rocard appliquera-t-il strictement la loi ou ira-t-il, comme en 1988, un peu au-delà? C'est la seconde hypothèse qui est la plus vraisemblable, même si la décision n'est pas encore totalement arrêtée. Le gouvernement doit recueillir l'avis de la commission nationale de la négociation collective le 27 juin avant d'arrêter sa position au conseil des ministres du 28 juin.

Au regard de la loi, la mécanique est simple : la valeur du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet 1988 (28,76 F de l'heure) va se trouver indexée sur le glissement des prix de mai 1988 à mai 1989, soit 3,6 % ou 3,7 % selon que la hausse est de 0,3 % ou de 0,4 % en

mai. Se rajoute à cet effet-prix la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens : le gain effectif ayant été de 0,29 %, un minimum de 0,145 % devrait être pris en compte. La hausse du SMIC sur un an serait alors de 3,8 % ou de 3,9 %. Le salaire minimum ayant été augmenté de 2,1 % au 1<sup>er</sup> mars (date depuis laquelle il est en brut de 29,36 F par heure et 4961,84 F par mois), il serait, dans cette hypothèse minimale, augmenté de 1,6 % ou de 1,7 % au 1<sup>er</sup> juillet.

A coups de notes « internes »... diffusées en dehors de la Rue de Rivoli, le ministère de l'économie défend au nom de la rigueur la thèse d'une application stricte de la loi. Cette position est la même qu'en 1988 et elle vient, comme il y a un an, de recevoir le soutien du CNPF. M. François Férigot ayant déclaré le 16 juin à Biarritz que « tout ce qui constitue un coup de pouce est un facteur d'accroissement de la hémorragie et un facteur d'inflation ».

### « Irreversibles »

On agit volontiers dans l'entourage de M. Bérégovoy le spectre d'une accélération de l'inflation. Ne risque-t-on pas avec 0,4 % en mai d'avoir un glissement des prix de plus de 2 % sur les cinq premiers mois de l'année, alors qu'on prévoyait 2,2 % sur la totalité de 1989?

Autre indice jugé inquiétant et pris plutôt au sérieux par le CNPF, la hausse, selon des chiffres provisoires, de 1,3 % du taux de salaire horaire ouvrier au premier trimestre. Début d'un dérapage?

Les thèses du ministère de l'économie et du CNPF sont jugées pour l'heure irréversibles à l'hôtel Matignon. Au lendemain de la publication par l'INSEE d'une étude montrant que le SMIC est à la baisse en moyenne annuelle 0,6 % de son pouvoir d'achat en 1988 et dans une période où le président de la République lui-même a multiplié les déclarations sur son souci de la justice sociale et sur son attention aux plus défavorisés, on imagine mal chez M. Rocard comment on pourrait s'abstenir de faire un geste allant dans le sens d'une réduction des inégalités salariales, qui restent fortes.

Les syndicats devraient-ils subir encore la rigueur, alors que les entreprises affichent avec ostentation leur santé florissante retrouvée? Arguments sociaux et économiques se mêlent. L'INSEE a montré (le Monde du 16 juin) « la perte d'influence du SMIC au cours des années récentes dans la revalorisation des bas salaires » : il les accompagne plus qu'il ne les précède.

Dès lors que, sûr du soutien sur ce point de M. François Mitterrand, M. Rocard paraît bien décidé à résister aux pressions de la Rue de

Rivoli, deux hypothèses sont au centre du débat. La première consisterait à procéder exactement de la même manière que l'année dernière lorsque M. Rocard, qui venait d'arriver, avait surpris son monde en allant au-delà du réajustement légal. En clair, au lieu de donner au SMIC la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier, il lui affecterait la totalité, soit 0,29 %.

Selon l'indice de mai, le SMIC serait revalorisé de 1,8 % ou de 1,9 % et pourrait donc passer à 5 051 F ou à 5 056 F en mensuel brut au lieu de 4 961 F. Le coup de pouce réel serait donc de 0,15 % (ou arrondi), soit un gain mensuel brut de 90 F ou de 95 F... L'effet d'affichage serait moins favorable qu'en 1988, où le coup de pouce rocardien avait été de 0,4 %.

L'inconvénient d'une réédition de la méthode utilisée en 1988, où il s'agissait du premier coup de pouce depuis celui de M. Bérégovoy, le 1<sup>er</sup> mai 1984, est qu'elle risque cependant de mécontenter tout le monde, la ministre de l'économie et le CNPF certes, mais surtout les syndicats. FO demande une augmentation réelle et substantielle du pouvoir d'achat. La CGT revendique un SMIC à 6 500 F. Et M. Jean Kaspar, le secrétaire général de la CFDT, s'est prononcé le 16 juin pour un « coup de pouce significatif » avec une hausse « d'au moins

1 % du pouvoir d'achat » du salaire minimum, qui, relevé alors d'au moins 2,7 %, ne serait pas inférieur à 5 093 F en brut. Un bon mensuel de 134 F...

### Anticipation ?

Une augmentation significative de 1 % du pouvoir d'achat est l'hypothèse qui a, semble-t-il, les faveurs de M. Jean-Pierre Soisson. Cette éventualité est, pour l'heure, écartée par l'hôtel Matignon, qui recherche une « solution raisonnable » entre la rigueur de M. Bérégovoy et le « laxisme » apparent de M. Soisson, un relèvement de 2,5 % du salaire minimum apparaissant comme la limite maximale. M. Rocard se prononcera-t-il en dernier ressort pour une mesure plus avantageuse qu'en 1988?

L'opportunité politique jouera beaucoup. Si le premier ministre va au-delà du bonus réel de 0,15 % vers lequel il semble actuellement pencher, c'est qu'il sera convaincu de calmer les syndicats avant l'été et, au contraire, de les conforter dans leurs velléités revendicatives pour le secteur public.

Matignon s'apprête à examiner les dossiers du SMIC et de la fonction publique, mais la fièvre reconcomente à monter chez les fonctionnaires, surtout en vue de la rentrée de septembre. Après avoir demandé séparément une révision du calendrier des hausses sala-

riales prévues par l'accord de 1989 — le glissement des prix risquant de se situer autour d'un bon 2 % en cinq mois alors que le contrat était basé sur une hypothèse de 2,2 % en niveau sur l'année — les cinq syndicats signataires (FO, CFDT, FEN, CFTC et autonomes de la FGAF) s'appellent à demander ensemble une anticipation. M. Kaspar a annoncé la couleur le 16 juin en exigeant que la hausse de 1,25 % prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre soit transférée en 2 % au 1<sup>er</sup> juillet. « Il y a de la crédibilité du gouvernement », a-t-il lancé, en avertissant qu'un refus « compromettrait gravement » la recherche d'un accord pour 1990 dans la fonction publique. Sur ce chapitre, M. Rocard ne paraît nullement décidé à céder.

MICHEL NOBLECOURT.

● Recul de la CGC et de la CFTC chez Pechiney. — Aux élections des représentants des salariés au conseil d'administration de Pechiney, dont les résultats ont été rendus publics le 16 juin, la participation a fléchi de 2,2 points (passant de 74,5 % en 1984 à 72,3 % en 1988), tandis que le vote de la CGC et de la CFTC a bénéficié aux autres syndicats. La CGT a obtenu 41,6 % des suffrages exprimés (+ 0,9 point par rapport à 1984), devant la CFDT (23,5 % (+ 1,7 point), FO 16,5 % (+ 0,8), la CGC 13,8 % (- 2 points) et la CFTC 4,8 % (- 1,4 point).

### Selon la CISL

## Près de 650 syndicalistes ont été assassinés dans le monde depuis le début de 1988

En 1988 et au cours des premiers mois de 1989, selon le rapport annuel publié par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), près de 650 syndicalistes ont été assassinés, presque deux fois plus que l'année précédente et plus de 6 500 arrestés pour leurs activités.

La répression a été particulièrement brutale en Amérique latine. En Colombie, notamment, des disparitions et des assassinats ont été signalés presque chaque jour : cinq cents au total, dont des syndicalistes agricoles. De son côté, le gouvernement a fait arrêter 700 syndicalistes lors de la grève générale du 27 octobre. Au Salvador, une vingtaine de syndicalistes ont été tués. Au Nicaragua, plus de 150 syndicalistes ont été arrêtés au cours de l'année. Au Chili, malgré les progrès de l'opposition démocratique, deux dirigeants de la CUTI sont toujours

en détention et ont été assassinés le 18 avril lors d'une grève pour leur libération.

En Afrique du Sud, la loi sur les relations du travail entrée en vigueur en septembre interdit les grèves de solidarité et le boycottage de produits. En Corée du Sud, après trois années présidentielles, 150 syndicalistes restent détenus pour les grèves de l'été 1987 : 700 personnes ont été interpellées en mars 1989, après une grève de trois mois aux chantiers navals Hyundai. En Turquie, 264 responsables de la centrale Diak ont été condamnés à la prison. Dix ont été condamnés à six ans de prison. En Roumanie, une cinquantaine de travailleurs ont disparu et 60 autres ont été condamnés aux travaux forcés, pour des peines allant de six mois à trois ans de soulèvement de Brasov en 1987.

### CONJONCTURE

#### Le rapport annuel de l'AFB

## Les banques envisagent de tarifier certains services rendus au Trésor, à la Sécurité sociale et au commerce

Dans son rapport annuel, l'Association française des Banquiers (AFB) indique que ses adhérents envisagent de réexaminer « la gratuité de certains services bancaires » rendus au commerce, au Trésor et à la Sécurité sociale, afin de réduire leurs charges de gestion.

L'AFB réaffirme la nécessité pour les banques de « décharger des marges bénéficiaires plus fortes » pour être en mesure de « baisser le coût de certaines catégories de crédits ». Le surcoût du crédit est imputable à divers transferts : notamment celui « entre les remboursements et les prêts ». Ainsi, selon le rapport, « pour le chèque il y a bien

un service rendu au commerce et celui-ci ne participe pas à son coût ».

Ce n'est donc pas le particulier qui semble poser aujourd'hui le plus de problèmes aux banques. Celles-ci ne demandent pas la facturation du chèque au particulier. En effet, selon l'AFB, « la non-facturation des chèques tirés par les particuliers n'est pas la pesanteur la plus gênante tant qu'elle s'accompagne de la gratuité des dépôts à vue ». Il n'en est pas de même pour les grands organismes comme le Trésor et la Sécurité sociale, où les projets de réexamen de la gratuité actuelle.

### AFFAIRES

#### Les relations entre la RFA et l'URSS

## Très grosse commande soviétique d'ordinateurs à Siemens

Le ministère soviétique de l'enseignement supérieur et de l'enseignement spécialisé a commandé trois cent mille ordinateurs personnels d'une valeur de 2 à 3 milliards de deutschmarks (de 7 à 10 milliards de francs) au groupe ouest-allemand Siemens, écrit le quotidien *Sueddeutsche Zeitung* dans son édition de lundi 19 juin.

Cette commande serait financée sur la base d'un accord de troc — ordinateurs contre produits chimiques — avec l'entreprise de la firme britannique Afri-Arab, selon le même journal. Il s'agit, poursuit le quotidien, du premier résultat tangible de la récente visite du numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev en RFA. — (AFP.)

## Thomson signe un accord de coopération avec l'Australie

Deuxième bonne nouvelle en l'espace de quelques heures pour Thomson : retour comme chef de file d'un projet de télécommunications de l'OTAN (le Monde des 18-19 juin), le groupe vient de signer, samedi 18 juin, un accord de coopé-

ration en vue du renouvellement par l'Australie de tout son équipement de radar civil et de système de contrôle aérien. Thomson travaillera cette fois en coopération avec des entreprises comme British Aerospace et Alcatel.

Paris-Delhi, sans escale, trois fois par semaine.



### Dîner à Paris, petit-déjeuner à Delhi.

La manière la plus raffinée de vous envoyer vers l'Inde est désormais la plus commode. Quittez Paris dans la soirée. Arrivez à Delhi, petit déjeuner pris, à temps pour une bonne journée de travail. Inutile de changer d'avion pour Bombay. Durant le vol, découvrez notre fameux choix de plats gastronomiques français ou indiens. Les passagers de la classe affaires peuvent choisir notre pont supérieur, réservé aux non-fumeurs.

PARIS-PORT JAL AIRWAYS-GENÈVE-DELHI-BOMBAY-SINGAPOUR-SYDNEY-KUALA LUMPUR-BANGKOK-HONG KONG-TOKYO-OSAKA  
LE MEILLEUR DES DEUX MONDES



# Économie

La discussion de la loi sur le logement à l'Assemblée nationale

## L'amélioration des rapports entre propriétaires et locataires

Les députés ont adopté en seconde lecture, tard dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 juin, la proposition de loi relative à l'amélioration des rapports locatifs, déposée par M. Guy Malandain et le groupe socialiste. Après l'échec de la commission mixte paritaire (CMP) qui s'était réunie mercredi 15 juin (le Monde du 16 juin), les députés ont rétabli l'essentiel des dispositions adoptées par l'Assemblée en première lecture. Seuls les socialistes ont voté pour, les communistes se sont abstenus, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre. Le texte doit être maintenant soumis une nouvelle fois au Sénat et reviendra en dernière lecture devant l'Assemblée.

L'échec de la commission mixte paritaire, mercredi 14 juin, après plusieurs heures de discussion entre députés et sénateurs, avait certes mal auguré du débat sur l'amélioration des rapports locatifs en seconde lecture devant l'Assemblée. Pourtant, M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, ne désespérait pas, jeudi, de parvenir à rapprocher les positions des uns et des autres. Il s'y employa avec acharnement, visiblement soucieux de combattre par avance les effets « psychologiques » que pourrait entraîner, auprès des professionnels du marché locatif, l'adoption d'un texte par les seuls socialistes et grâce à l'abstention conciliante des communistes. Une fois de plus, il répéta son mantra : « l'équilibre » et appela tant l'aile gauche que l'aile droite de l'hémicycle à la « sagesse ».

Depuis le début de l'examen de cette proposition de loi, le gouvernement semble en effet vouloir

conjuré à tout prix le souvenir de la « loi Quilicot » dont on a si souvent critiqué les effets pervers sur l'offre de logements locatifs. Aussi M. Besson n'a-t-il eu de cesse de souligner que ce texte « n'avait pas les intentions qu'on lui prêtait » mais se voulait « juste », tant à l'égard des locataires que des propriétaires. A plusieurs reprises, on eut d'ailleurs pendant cette seconde lecture le sentiment que la majorité des députés partageait le souci du gouvernement d'aboutir à une rédaction consensuelle de cette proposition de loi. Mais, après cinq heures de débat, chacun resta finalement sur ses positions. MM. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), Jean Tibéri (RPR, Paris) et Léonore Deprez (UDF, Pas-de-Calais) jugeant que, en dépit de certaines modifications, le texte penchait décidément encore trop à gauche.

Le groupe socialiste avait pourtant accepté quelques assouplissements que le ministre chargé du logement s'efforça de présenter à l'opposition comme de grandes concessions. Elles portaient notamment sur l'article 16 — le véritable socle du texte — qui détermine les catégories de logements dont les loyers sont fixés librement et celles qui doivent répondre à des conditions de référence de voisinage. Dans la version initiale de la proposition de loi, étaient libres les loyers des logements en première location ou, s'ils étaient vacants, ayant fait l'objet depuis moins de six mois de travaux de remise à neuf « d'un montant au moins égal à une année du loyer antérieur ». Les sénateurs avaient supprimé cette condition de travaux, qui a été réintroduite par un amendement de la commission des lois,

mais avec des nuances : les travaux sont désormais d'« amélioration » et non plus de « remise à neuf » et peuvent porter tant sur les parties privatives que sur les parties communes de l'immeuble.

### Limitation des hausses de loyers

Quant au deuxième article fondamental du texte, qui autorise — pour une durée et dans une zone géographique limitées — le gouvernement à intervenir par décret en conseil d'Etat pour contenir les hausses de loyers jugées excessives, il avait lui aussi été surpris par le Sénat. L'Assemblée l'a rétabli, mais là encore avec une légère modification, plus symbolique que réelle. C'est en effet sur cette notion d'« encadrement » limité et provisoire de certains loyers qu'avaient échoppé toutes les discussions en première lecture, à la fois entre la majorité et l'opposition et entre le groupe socialiste et le gouvernement. Tout en convenant de la nécessité d'intervenir ponctuellement contre les hausses excessives, les trois groupes RPR, UDF et UDC faisaient mine de voir dans cette autorisation de décret la menace d'un retour au blocage des loyers.

Au nom de la commission des lois, le rapporteur du texte, M. François Colcombet (PS, Allier), rappelle donc que cette disposition se voulait essentiellement « dissuasive » et ne serait donc utilisée qu'avec circonspection. Symboliquement d'ailleurs, le groupe socialiste avait confié à M. Daniel Vaillant — qui, avec les autres élus socialistes de Paris, avait défendu une position « dure » sur ce texte — le soin de présenter un amendement qui se voulait un « gage » de cette conception restrictive du recours au décret. L'amendement adopté dispose qu'il ne s'appliquera que « dans la zone géographique » où est constatée une situation anormale du marché locatif et non plus, comme cela était ini-

tialement écrit, dans « les » zones. Quant au ministre du logement, il insista, comme il l'avait déjà fait lors de la première lecture, sur « la possibilité exceptionnelle, limitée, de l'éventuel recours » et il n'aurait guère fallu le pousser pour qu'il dise à l'opposition « votez cet article, je vous promets que je ne l'utiliserai pas... ».

Le gouvernement a également obtenu en séance le retrait par le groupe socialiste de toutes les dispositions tendant à déterminer une sorte de « loyer scientifique » qui servirait de base de référence en cas de désaccord entre propriétaires et locataires sur l'évaluation du loyer. Plusieurs amendements déposés au nom de la commission des lois disposaient en effet que les observatoires départementaux des loyers pourraient fournir au juge chargé d'arbitrer les conflits une « fourchette » de prix pour des logements comparables.

Autre difficulté que cette seconde lecture n'est pas parvenue à surmonter, celle de la transformation de logements d'habitation locatifs en locaux professionnels, souvent beaucoup plus rentables pour les propriétaires.

Sur ce problème qui se pose essentiellement à Paris, l'opposition souhaitait le maintien d'une des dispositions contenues dans la loi Méhaignerie de décembre 1986 qui assouplissait les conditions très sévères d'autorisation pour ce type de transformation, en faveur de certaines professions libérales (notamment les avocats contraints d'installer leur cabinet dans la capitale).

Les députés ont supprimé l'article introduit dans ce sens par les sénateurs et le débat sur les locaux professionnels en milieu urbain a été renvoyé à un projet de loi que le ministre du logement s'est engagé à déposer lors d'une prochaine session parlementaire.

PASCAL ROBERT-DIARD.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### GROUPE SEGIN

GROUPE SEGIN ACQUIERT 100 % DU CAPITAL DE LA S.S.I.L. BELGE SYNECTICS

Aux termes d'un protocole d'accord signé entre Georges Leblon, directeur général du groupe SEGIN, et Peter Vermeire, General Manager de SYNECTICS, le groupe SEGIN acquiert la totalité du capital de la S.S.I.L. belge SYNECTICS. D'un effectif de 30 personnes, SYNECTICS prévoit un chiffre d'affaires de 118 millions de francs belges en 1989 et un résultat net de 3,5 millions de francs belges.

Au même titre que le groupe SEGIN, SYNECTICS exerce son métier dans le domaine de la gestion des grands flux de données et l'ingénierie de réseau. Avec l'acquisition de SYNECTICS, le groupe SEGIN concourt à nouveau sa volonté d'expansion internationale, après l'acquisition d'O.D.S. en Espagne en 1988. SYNECTICS, dont le siège est à Bruxelles, devient la base d'opérations pour le groupe en Belgique et trouve dans cet accord les moyens nécessaires à son développement. Celui-ci sera conduit par Peter Vermeire et Pierre Vandoren qui conservent la direction de SYNECTICS.

### LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève  
10 mois de management et de missions professionnelles européennes



### ADMISSION

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

INFORMATION-ADMISSION  
**IEMI (1) 42 66 66 82**

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL  
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TELEPHONE \_\_\_\_\_

IEMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. (1) 42.66.66.82

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# BULL. UNE MARQUE MONDIALE.

### Recherche et développement

(en millions de francs)

Le Groupe Bull consacre 11,5 % du chiffre d'affaires consolidé, soit 3 640 millions de francs, à ses activités de recherche et développement dans des centres situés en France, en Amérique et en Australie.

### Investissement industriels et commerciaux

(en millions de francs)

Le Groupe Bull consacre 15,1 % du chiffre d'affaires consolidé, soit 4 511 millions de francs, à ses investissements industriels et commerciaux.

### Assemblée Générale du 7 juin 1989.

Extraits du message.

1988 représente pour Bull une étape décisive dans la constitution d'un groupe à l'échelle mondiale, avec la prise de participation majoritaire, aux côtés de nos partenaires Honeywell et NEC, dans la société américaine Honeywell Bull Inc. Cette société, prenant le nom de Bull HN Information Systems Inc. et adoptant la marque et la signature de Bull, partageant la même vision du marché et une stratégie commune, est venue donner une nouvelle dimension à notre Groupe. Avec plus de 31,5 milliards de francs (5,3 milliards de dollars) de chiffre d'affaires consolidé, le Groupe Bull figure désormais comme le premier fournisseur européen de systèmes d'information dans le club des dix grands de l'informatique mondiale. C'est là l'aboutissement de vingt-cinq ans de coopération entre les équipes de Bull S.A. et de Bull HN.

L'analyse faite en 1983 se vérifie d'année en année. Nos clients veulent une informatique communicante, à la fois ouverte, cohérente et distribuée, leur laissant une grande liberté d'évolution. L'un des enjeux principaux est aujourd'hui de permettre une gestion rigoureuse du capital d'information de l'entreprise et une large décentralisation des applications. Cela suppose le fonctionnement efficace et transparent de réseaux maillés interconnectant des systèmes multifonctions, des serveurs et des postes de travail.

C'est pourquoi nous entendons être un leader mondial dans les réseaux et les communications, et devenir pour nos clients le partenaire privilégié qui les aide à concevoir leur architecture de réseaux, à spécifier leur câblage, administrer leurs ressources, minimiser les coûts de communication, exploiter les nouveaux services, assurer les liaisons avec les réseaux publics. Pour ces problèmes d'ensemble, nous voulons proposer à nos clients des solutions d'ensemble, ouvertes à des environnements multiconstructeurs.

Ce sont désormais 45 000 personnes, à travers le monde, qui, guidées par cette analyse du marché, partagent la même stratégie. Notre double enracinement en Europe et en Amérique du Nord représente en effet pour nos clients un avantage remarquable. Notre expérience du marché américain garantit la qualité et la compétitivité mondiale de nos prestations. Notre forte implantation en Europe, où nous réalisons les trois quarts du chiffre d'affaires, fait de Bull le groupe le mieux placé pour faire profiter ses clients et ses partenaires, en Europe comme aux Etats-Unis, de l'opportunité historique que va représenter la création du marché unique européen. La coopération avec le groupe japonais NEC nous permet de proposer des unités centrales de très grande puissance, construites autour de la technologie la plus avancée.

Année de mutation, 1988 est aussi l'année d'une croissance retrouvée, après la pause observée en 1987. Notre chiffre d'affaires consolidé aura augmenté de près de 6 %, malgré la restructuration de nos activités aux Etats-Unis et grâce à une progression significative en Europe et dans le reste du monde. Au terme de cette année 1988, les qualités techniques et humaines de notre Groupe se trouvent renforcées. Notre culture plurinationale fonde notre capacité d'écoute, notre attention à la diversité des situations et notre volonté d'ouverture. Nous sommes encore davantage en mesure de réaliser notre ambition : constituer une équipe qui fait gagner ses clients.

JACQUES STERN,  
Président-Directeur Général de CM8

Le Rapport Annuel 1988 peut être obtenu sur simple demande en écrivant à : J.-M. PINEL Direction de la Communication 121, avenue Malakoff 75116 Paris.



\*Après intégration globale de Bull HN.

مكتبة جامعة القاهرة

# Économie

## TRANSPORTS

### La guerre du courrier express international

#### La riposte des Postes

BRUXELLES  
de notre envoyée spéciale

Dans son sens littéral, le mot anglais « hub » signifie « moyen », le centre d'où partent les rayons d'une roue. Dans le jargon des transporteurs du monde entier, le « hub » est le point vers lequel convergent toutes les liaisons, mais aussi celui d'où elles repartent. L'économie de toutes les Postes du monde se trouve bouleversée le jour où les Américains eurent l'idée d'appliquer ce principe au courrier express. Les Postes se sont fait littéralement submerger par les transporteurs privés, qui leur ont pris 90 % du marché du courrier international. De véritables mastodontes, dont le chiffre d'affaires se compte en plusieurs dizaines de milliards de francs, ont pu se constituer : UPS (United Parcel Service), Federal Express et DHL aux États-Unis, TNT en Australie.

Commercialement, le principe des plates-formes centrales de transport était révolutionnaire : jusqu'alors les Postes se contentaient des vols réguliers pour acheminer leur courrier. D'où des lenteurs, des pertes, des dommages... Avant de réduire, voire supprimer, par l'affrètement d'avions consacrés uniquement au courrier. Sécurité rapide : tels ont été les arguments de vente des « privés » du courrier. Les Postes du monde entier tardèrent à réagir : faute d'avoir vu le danger, d'abord. Par manque d'intérêt vis-à-vis du courrier international ensuite. En l'absence aussi de grande structure internationale de lobby. Les courriers internationaux écumèrent donc la clientèle, composée essentiellement de grandes entreprises prêtes à payer le prix, tout en limitant leurs services à quelques créneaux. Un besoin était né, d'autant plus fort que les entreprises ont pris l'habitude de gérer leurs stocks au plus serré... Partis des documents, le transport s'est donc élargi aux pièces détachées et autres composants. Aujourd'hui, le marché international express ou urgent, estimé à 40 milliards de dollars, croît de 20 % à 30 % l'an.

A l'indifférence succéda la peur. L'idée se fit jour qu'après avoir mis

1 heure du matin. Sur l'aéroport de Bruxelles qu'éclairait une incertaine lumière orange, des hommes s'activaient autour d'un Mystère-20. Fièrement, ils déchargent des sacs de courrier express qu'ils empilent sur un chariot, moteur tournant. Pendant ce temps, un camion-citerne remplit le réservoir de l'appareil, qui se redressera deux heures plus tard. Scènes de la vie quotidienne d'un « hub » — une plate-forme d'échange — mis en place par vingt et une Postes mondiales pour relever le défi des géants privés du courrier : DHL, Federal Express et autres TNT.

la main sur le courrier international, les grands transporteurs s'attaquent aux marchés nationaux. On plait à tel ou tel créneau. Car, évidemment, la lettre entre Carpentras et Béziers n'a guère de charme pour DHL, Fedex et autres TNT. Personne ne dispute cette clientèle aux PTT, à la Bundespost ou à la Royal Mail, menacées en conséquence de ne conserver que les services les moins rentables ou chroniquement déficitaires. Les Postes nationales — quel que soit le statut juridique (administration, société privée ou nationale...) — eurent le sentiment de jouer leur tête. Ce scénario catastrophe fut très exactement celui qui se déroula aux États-Unis : la poste américaine fut écrasée par les transporteurs privés.

#### Contre-offensive

En Europe, les Britanniques furent les premiers à réagir. Ils se tournèrent vers la Poste néerlandaise

— la plus « remuante » d'Europe — pour établir une première liaison aérienne, dédiée au courrier express entre Londres et Rotterdam. Français et Belges ne tardèrent pas à les rejoindre, suivis par d'autres. En 1986, la plate-forme s'installa à Bruxelles. De fil en aiguille, le 12 novembre 1987, onze Postes — essentiellement européennes — décidèrent de créer une société de transport — EMS-IPC (International Post Corporation) — dotée d'un statut de coopérative. Le « hub » de Bruxelles était né.

Aujourd'hui, vingt et un établissements (1) — dont seize européens — participent à la contre-offensive. Chaque nuit, treize appareils en provenance de vingt-deux grandes villes convergent vers la plate-forme de Bruxelles. Douze sont loués, un seul — un Electra — est acheté par l'entreprise. En moyenne, EMS-IPC transporte 25 tonnes chaque nuit. Avec une croissance annuelle

#### Le transporteur privé Jet Services cloué au sol en France

La société Jet Services, spécialisée dans le transport rapide de petits colis en France, s'estime, dans un communiqué, « menacée de mort à cause de l'incompétence de la direction générale de l'aviation civile ». Depuis le 14 juin, la filiale aérienne du groupe Air Jet ne peut plus exploiter dans des conditions satisfaisantes pour son réseau et pour ses clients le troisième avion de type Fokker belge-luxembourgeois, livré en 1984, qu'elle avait mis en place sur la ligne de fret Bordeaux-Paris, aller et retour.

La société indique qu'il a été demandé, sans explication, à Air Jet de « suspendre immédiatement ce vol ». En conséquence, « une grande partie des clients de Jet Services qui ont confié leur stratégie sur l'organisation et le service de notre société vont se retourner vers la concurrence étrangère ou postale », précise le communiqué.

Créée il y a seize ans, Jet Services emploie deux mille personnes et réalise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs.

## ÉTRANGER

### La peseta pourra fluctuer entre 4,86 et 5,48 centimes

#### Les marchés réagissent positivement à l'entrée de la devise espagnole dans le SME

Conformément à l'annonce du ministre des finances espagnol, M. Carlos Solchaga (le Monde du 18 juin), et malgré la surprise des cambistes des différentes places européennes, la peseta est entrée dans le système de change européen (SME), lundi 19 juin au matin. Au cours du week-end, les représentants des différentes banques centrales des pays participant au SME se sont consultés pour fixer les cours de référence de la peseta face aux autres devises participant au système. De même que la lire italienne, la peseta bénéficie d'une marge de fluctuation élargie à 6 %, alors que les autres devises du système ne peuvent fluctuer de plus de 2,25 % de part et d'autre du cours pivot.

Ainsi, selon la Banque de France, le cours pivot de 100 pesetas face au franc a été établi à 5,15981, alors que le cours plancher est de 5,48 et de 4,86. Face à la monnaie allemande,

ces cours s'établissent respectivement à 65 pesetas pour 1 mark, 69,017 et 61,2.

La Banque d'Espagne sera désormais contrainte d'intervenir pour maintenir le cours de la peseta à l'intérieur de ces limites contre les autres monnaies participant pleinement au SME (mark allemand, franc français, lire italienne, franc belge-luxembourgeois, florin néerlandais, livre irlandaise, couronne danoise).

Sur les marchés des changes, l'entrée dans le SME de la peseta,

actuellement très prisée des investisseurs, a été saluée positivement : son cours s'est orienté à la hausse dès l'ouverture du marché parisien le lundi 19 juin, 100 pesetas s'échangeant à 5,33 F environ, contre 5,2790 F vendredi. Une hausse si vive que la Banque d'Espagne a dû intervenir en milieu de matinée en achetant des marks et des dollars.

Le poids de la peseta dans l'ECU devrait être officiellement pris en compte à partir de septembre prochain.

F. L.

● MEXIQUE : le gel des prix et des salaires prolongé jusqu'en mars 1990. — Le président mexicain Carlos Salinas a annoncé, vendredi 19 juin, la prolongation jusqu'au 31 mars prochain du « pacte de stabilité et de croissance économique »

entré en vigueur le 29 février 1988. M. Salinas a en effet estimé que ce pacte, qui prévoit le gel des prix et des salaires, avait eu « plus de succès que prévu ». De 157,2 %, en 1987, le rythme annuel d'inflation au Mexique a été ramené à 51,7 % en 1988, et devrait poursuivre son ralentissement cette année. La prolongation du pacte qui comprend également un contrôle strict du cours de la devise mexicaine, le peso, a été signée par les représentants du gouvernement, du patronat, et des principaux syndicats ouvriers et paysans.

● Les conventions collectives pourraient être suspendues provisoirement en Argentine. — Le président argentin élu, M. Carlos Menem, qui prendra ses fonctions le 8 juillet, a déposé à la fin de la semaine dernière quelques pans de son programme économique. Il a affirmé en particulier qu'il était « possible que soit temporairement suspendue l'application des conventions collectives » sur les salaires et conditions de travail, pour parvenir à un accord global entre tous les secteurs.

Selon les propos tenus devant des chefs d'entreprise par MM. Miguel Roig et Jorge Triaca, qui devraient être nommés respectivement ministre de l'économie et ministre du travail, le nouveau gouvernement envisagerait des augmentations de salaires et de tarifs, une dévaluation de l'austral, des coupes dans le secteur public et la privatisation de plusieurs entreprises d'Etat.

#### IL NY A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES EST-OUEST

agréé par la Conférence des Grandes Écoles

**OBJECTIF :** former en 12 mois (dont 4 mois de stage) des cadres de très haut niveau pour les entreprises et organisations européennes développant des échanges entre les « deux Europe ».

**SÉLECTION :** sur dossier et entretien avec un jury.

**INSCRIPTION :** Direction du Mastère  
ESSCA  
1 rue Lakanal, BP 2007  
49016 ANGERS CEDEX  
Tél. 41 73 47 47

**ADMISSION :** Diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université, cadres d'entreprise.

**ESSCA**  
FORMER POUR AGIR

### A la suite d'un scandale boursier

#### Le gouverneur de la Banque centrale brésilienne démissionne

L'affaire Naji Nahas, déjà présentée comme le plus gros scandale boursier de l'histoire du Brésil, vient d'avoir raison de deux des plus hautes autorités financières du pays. Le gouverneur de la Banque centrale, M. Elmo Carmo, a annoncé, ce week-end, son intention de remettre, lundi 19 juin, sa démission au chef de l'Etat, M. José Sarney.

Le président de la Bourse de Rio, M. Sergio Barcellos, a, quant à lui, annoncé qu'il quittait son poste dès ce week-end.

L'affaire Naji Nahas a défilé la semaine dernière quand le financier brésilien s'est déclaré incapable d'honorer ses achats en Bourse. Son ardoise totale est évaluée à 145 millions de dollars (environ 1 milliard de francs). La plupart des maisons de titres de Rio et de São Paulo sont affectées. Personnellement, Nahas (il possède une maison de courtoisie dirigée par son fils), le président de la Banque centrale a jugé devoir se retirer. L'affaire Nahas déprime les cours des actions brésiliennes.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

##### RTZ AUGMENTATION DE CAPITAL

Souscription de UNE action ordinaire nouvelle pour SEPT actions anciennes.

Au prix de 435 pence estimé à 4,92 F la base d'un cours de la Bourse de 10,787 F le 18 mai.

Cotation du droit de souscription à la Bourse de Paris du 16 au 26 juin 1989.

Les souscriptions seront reçues du 16 au 29 juin 1989 à 12 heures aux guichets de L'EUROPEENNE DE BANQUE, 21, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél. : 42-47-85-09.

BALD du 5 juin 1989. Une note d'information ayant reçu la visé n° 89-229 de la Commission des Opérations de Bourse en date du 1<sup>er</sup> juin 1989 est à la disposition du public.

### Transports publics contre voitures individuelles

#### Sauver les villes de l'asphyxie

(Suite de la première page.)

Le mauvais exemple américain est particulièrement éloquent. En effet, les États-Unis figurent parmi les pays qui subventionnent le plus leurs transports en commun (en 1982, 63 % des frais d'exploitation provenaient de fonds publics) mais ce sont eux aussi qui s'en servent le moins parce qu'ils ont trop privilégié le véhicule individuel par une fiscalité très basse sur les carburants et sur les ventes de voitures. L'habitat clairsemé qui en est résulté empêche les transports en commun de jouer leur rôle car un RER a peu de raison d'être au milieu des pavillons perdus dans la verdure de l'Etat de New-York.

En attendant le renouveau d'une volonté urbanistique qui fait partout défaut, les cités affrontent le problème à taton. D'abord contenir la marée automobile : depuis 1975, le centre de Singapour n'est accessible gratuitement qu'aux automobilistes transportant au moins quatre personnes. Les autres acquittent un péage de 5 dollars singapouriens (environ 16 francs français). En Italie, ce sont quarante-deux villes qui ont interdit partiellement ou totalement leur cœur à la circulation, à l'image de Bologne. A Budapest, l'accès au centre nerveux de la rive gauche du Danube est seulement permis aux titulaires d'un laissez-passer spécial aux bus. Les Pays-Bas étendent la mise en place d'un péage urbain généralisé.

#### Augmenter

##### les crédits d'investissement

Encore faudra-t-il améliorer les transports en commun offerts aux citoyens qui abandonneront l'automobile. Cela suppose une augmentation des crédits d'investissement. Par exemple, les Pays-Bas projettent de dépenser 300 millions de francs supplémentaires par an pour développer les réseaux de leurs bus, de leurs métros et de leurs trains de banlieue.

Les remèdes doivent venir également des exploitants, qui sont appelés à changer d'attitude vis-à-vis de la clientèle. « Nous ne pouvons forcer les gens à prendre les transports en commun », reconnaît M. Jacobus Osewaarde, nouveau président de l'UITP, responsable du réseau d'Amsterdam. « Nous devons les persuader par un surcroît de confort et par des tarifs attractifs. Le temps est venu pour nous de faire une plus grande place au marketing ». M. Michel Robin, président de l'Union des transports publics français (UTP), renchérit : « Avant, lorsqu'on nous notait une mauvaise affluence, nous réduisions le nombre des bus ; autrement dit nous adaptions nos clients à notre offre de transports. Désormais, nous devons adapter celle-ci à la demande, c'est-à-dire mettre en ligne des bus plus petits mais aussi fréquents ».

La flexibilité du service et la simplification des tarifs sont beaucoup facilitées par les progrès techniques. Le microprocesseur et l'ordinateur ont fait leurs preuves à Lille depuis 1983 et à Vancouver depuis 1986 dans la gestion des métros sans pilote. L'absence d'accident et des coûts d'exploitation inférieurs de 20 % par rapport à ceux d'un métro classique sont pourtant d'un moindre bénéfice que la possibilité d'injecter sans difficulté le nombre de rames nécessaires à une sortie de stade et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les métros du futur seront entièrement automatisés. La carte de paiement électronique ouvre des horizons insondables dans la mesure où elle permettra à l'usager de combiner le paie-

ment du parking et son voyage en bus. Pour l'exploitant, elle sera l'occasion de mettre en place une tarification complexe favorisant les voyages aux heures creuses.

Les transports publics sont aujourd'hui confrontés à des défis. Le problème est le vandalisme. Les graffiti, les sièges éventrés, des voitures maculées sont ressentis comme des agressions par les voyageurs qui risquent de fuir vers la voiture, où ils se sentent en sécurité. La montée du vandalisme est impressionnante. Selon le ministère de la justice néerlandais, le nombre de destructions relevées dans les transports en commun des Pays-Bas est passé de 7 000 en 1965 à 25 000 en 1975 et à 99 000 en 1985. Dans la région de l'Ouest-Midlands (Grande-Bretagne), les dégâts s'élevaient à 10 000 F par an et par bus.

#### Les années Thatcher

En réduisant le nombre des agents présents dans les réseaux, l'automatisation elle-même encourage le vandalisme qui est essentiellement le fait de jeunes. Les pouvoirs publics se perdent en conjectures sur la parade à trouver à ce phénomène de société. En Suède, des juges surveillent bénévolement les conduites du métro. Aux États-Unis, on efface les graffiti séance tenante. En France, certains juges condamnent les auteurs de graffiti à participer à l'effacement de leurs « œuvres ».

L'autre défi auquel se trouvent confrontés les transports publics est celui du thatchérisme. En décidant, en 1984, de réformer les lignes de bus urbains et incurables budgétaires, le premier ministre britannique a durablement déstabilisé le système des transports britanniques. Le gouvernement de Sa Majesté a mis aux enchères les lignes de bus et admis la concurrence. Pour le meilleur ou pour le pire ? Les chiffres disponibles sont encore trop partiels et trop flous pour tirer des conclusions définitives. Il semble bien que les avantages de cette réforme soient d'ordre financier : à Londres même, les coûts d'exploitation auraient diminué de 50 %. Les subventions n'ont pas disparu pour autant mais elles couvrent seulement 15 % des frais. Au chapitre des inconvénients, les observateurs notent une dégradation de la qualité du service par la suppression des lignes non rentables, une hausse des tarifs supérieure à celle de l'inflation et un recul de la fréquentation de 7 % en 1986-1987 et de 2 % à nouveau en 1987-1988.

L'expérience britannique, dont le monde des transports suit avec passion les développements, a inspiré à plusieurs participants italiens du quarante-huitième congrès de l'UITP une hostilité non déguisée : « Il n'est pas possible », a déclaré l'un d'eux, « de confier au secteur privé les lignes rentables et aux pouvoirs publics les lignes déficitaires. Nos villes ont besoin de vrais réseaux ».

Quant à M. Michel Rousselot, directeur général de la RATP, il a eu ce cri du cœur : « L'entreprise publique n'est pas forcément inefficace. Elle aussi sait lutter contre la bureaucratie et l'inflation des coûts pour s'adapter aux besoins des usagers ».

L'avenir dira si les transports publics seront capables de tenir ces promesses, d'accroître le nombre des usagers — treize milliards — qui les empruntent chaque année et de « sauver la ville », comme ils prétendent le faire.

ALAIN FAUJAS.

#### ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

##### LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

#### ABONNEMENTS

36,15 LEMONDE



# “NOTRE MARQUE N’EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS FAISONS BEAUCOUP PARLER DE NOUS.”



Le logo CGE, vous ne le retrouverez sur aucun produit dans aucun point de vente.

Et pourtant, nous sommes un des premiers groupes industriels mondiaux et nos réalisations dans les domaines de l'énergie et de la communication construisent jour après jour l'Europe industrielle.

Aujourd'hui, pour être encore plus proche de ses grandes activités industrielles et faire profiter ses actionnaires des succès de l'ensemble du groupe, CGE a décidé d'absorber la Compagnie Financière ALCATEL & ALSTHOM.

Dans le secteur de l'énergie et des transports, nous venons de conclure des accords majeurs avec le groupe britannique General Electric Company.

L'un donne naissance à GEC ALSTHOM, un leader mondial sur le marché des équipements destinés à l'énergie et au transport ferroviaire. L'autre permet de renforcer le poids de notre filiale CGEE ALSTHOM dans le domaine du contrôle industriel. Autant d'événements qui nous

placent sous les projecteurs de l'actualité.

Ils se sont braqués aussi sur nous quand nous avons annoncé nos résultats pour 1988 :

- Un bénéfice net de 115 milliards de francs, en hausse de 13 %.
- Une marge nette qui a dépassé, avec deux ans d'avance l'objectif

de 3 % du chiffre d'affaires que nous nous étions fixé.

- Des commandes totales de 132,2 milliards de francs à fin 1988, en progression de 18 % à structure comparable.

Autant de performances constatées et saluées par les médias. Mais si nous déployons tant d'énergie c'est dans le seul but d'assurer l'avenir de CGE et par là même celui de l'industrie française et européenne.



**Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.**





## BOURSE DU 19 JUIN

Cours relevé  
à 14 h 53

16/6

## SICAV (sélection)

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هذه امانة الاصل

POLITIQUE	ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 à 28 Les élections européennes en France et dans les onze autres pays de la Communauté.	31 Grèce : recul du PASOK de M. Papandréou aux législatives.	34 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe.	35 Musiques : Lucien Borge par le Liceo de Barcelone.	42 M. Rocard s'interroge sur l'ampleur du « coup de pouce » à donner au SMIC.	Abonnements : 27 Annonces classées : 54 à 77 (2 <sup>e</sup> cahier)	Les corrigés du bac 3615 tapes LMBAC
30 Une élection législative partielle et treize cantonales.	32 Brésil : la campagne pour l'élection présidentielle.	35 Un demi-million de personnes à la fête « Paris 88 ».	43 La loi sur le logement à l'Assemblée nationale.	43 La loi sur le logement à l'Assemblée nationale.	Carnet : 38 Loto : 39 Météorologie : poursuite de la grève : 39 Mots croisés : 39 Radio-télévision : 39	Elections européennes : tous les résultats 3615 tapes LM
	33 Huit nouvelles condamnations à mort à Pékin.	41 SPORTS : athlétisme : victoire de Christian Plaziat à Gotsis ; automobilisme : Renault triomphe sous la pluie.	40 Communication : un entretien avec M. Jacques Boutet, président du CSA.	44 La guerre du courrier express international.		
	- Le conflit népalais-indien.			46-47 Marchés financiers.		

## Les réactions en France après les élections européennes

### M. Michel Rocard

#### Des résultats un peu décevants

« Ces résultats sont un peu décevants. Certes, la liste socialiste est en progrès significatif depuis les dernières européennes, mais nous pouvions espérer davantage, et il faut, dès lors, se demander pourquoi. »

« Je ne pense pas un instant que cela est une mise en cause de la politique européenne du président de la République et du gouvernement. Chacun sait à quel point le président, moi-même, le gouvernement, sommes des européens fervents, convaincus. Le problème n'est pas là, il n'est pas non plus dans la campagne. Laurent Fabius a traité du fond avec talent, précision (...). Il me semble que deux problèmes se posent : notre électorat s'est relativement peu mobilisé, et je crois que cela tient à ce qu'il ne se sentait pas menacé. Il s'était admirablement mobilisé aux municipales, l'enjeu était fort, on a vu le résultat. Là, personne ne sentait de menace. »

« Et puis, surtout, une partie des Français, et notre électorat probable, se sont demandé si leur bulletin de vote avait un sens pour l'Europe dans ce Parlement européen réputé si lointain. Manifestement, cela veut dire que l'Europe n'est pas encore ressentie comme suffisamment présente et concrète. »

« Il y a là un signe qu'il faut que nous comprenions. Je veux saisir cette occasion de dire aux Français que notre bataille pour l'emploi, pour la sécurité de l'emploi et des revenus, se joue maintenant au niveau européen. Nous nous employons, je m'emploierais à donner plus de précision à cet enjeu important. Nous y serons aidés d'ailleurs par le résultat global de cette élection. Pour la première fois, la gauche sera majoritaire au Parlement européen. »

### M. Pierre Joxe

#### L'abstention limite les interprétations politiques du scrutin

« Les dépouillements partiels confirment ce que plusieurs sondages ont donné comme indications, c'est-à-dire une baisse des listes d'opposition par rapport aux élections européennes antérieures, une baisse de la liste du Parti communiste, une stabilité du Parti socialiste et, évidemment, une hausse sensible de l'abstention. » « Les taux d'abstention sont en France, comme dans d'autres pays d'Europe, relativement élevés, ce qui limite évidemment, comme l'a déjà remarqué le premier ministre Michel Rocard, les interprétations politiques de ce scrutin européen », a expliqué M. Joxe.

### M<sup>me</sup> Edith Cresson

#### Pas de motifs de découragement

« Nous sommes en train de vivre une époque extraordinaire : c'est la première fois dans l'histoire que douze pays décident de se mettre ensemble pour construire quelque chose de nouveau. C'est une approche qui est complètement inconnue. Alors on demande à des gens qui ne sont pas très informés, car malheureusement l'information sur l'Europe circule assez peu, elle est très technique, elle est très mouvante et elle est très difficile à communiquer, j'en parle en connaissance de cause, on leur demande de voter sur quelque chose qui est en train de se faire et, après, on s'étonne effectivement qu'il y ait la moitié qui ne sachant pas très bien de quoi il s'agit, n'ait pas voté. »

« Moi, je n'y vois pas de motif de découragement : c'est un phénomène qui n'est pas à proprement parler français. On dit que les Français ont en trop l'occasion de voter ces temps derniers, que c'est pour ça qu'ils ne votent pas et qu'ils en ont assez. Ce n'est pas ça : dans les autres pays de la Communauté il y a eu au moins d'élections que chez nous, c'est un peu le même phénomène qu'on voit. Il y a une incertitude, il y a quelque chose qui se bâte. »

« Je crois qu'il appartient naturellement au gouvernement, mais aussi à tous les acteurs de la vie économique de faire circuler mieux l'information. C'est très difficile et je crois qu'avec les réalisations que nous allons avoir dans l'année qui vient sous la présidence française de la Communauté, en particulier dans le domaine social, les gens, les électeurs, vont se rendre compte que l'on touche au concret parce que c'est ça qu'ils demandent. »

Un message très personnel du Président de Rodin :

## MAINTENANT, JE SOLDE !

► Première confiance : les stocks de tissus anciens, je ne supporte pas. Dès qu'un tissu est un peu moins récent, même s'il est encore « mode », même si sa qualité est magnétique, même s'il est génial, je solde.

► Deuxième confiance : quand je solde tous ces articles, peu m'importe leur prix courant. Il faut que mes Soldes soient irrésistibles et les rabais considérables.

► Troisième confiance : j'aime trop mes clientes pour les décevoir. Il y a donc forcément des tas de tissus sensationnels solides surtout pour vous faire plaisir. Mes Soldes, ou tout ce sont vos Soldes, car je n'ai pensé qu'à vous !

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

### M. Jacques Delors

#### L'abstention est un échec de la classe politique française

« Non, je ne suis pas déçu des résultats. Ce n'est pas un échec pour l'Europe. Dans un grand pays, les États-Unis, il n'y a pas plus de 50 % de votants. »

« Ce n'est pas un échec pour l'Europe. Expliquer l'Europe, ce n'est pas seulement la tâche des gens qui travaillent à Bruxelles, c'est aussi la tâche des gouvernements. »

« La montée des Verts correspond à deux phénomènes : les Français ne sont pas assez intéressés aux questions d'environnement (...) et il y a un emploi européen. Nous nous employons, je m'emploierais à donner plus de précision à cet enjeu important. Nous y serons aidés d'ailleurs par le résultat global de cette élection. Pour la première fois, la gauche sera majoritaire au Parlement européen. »

« L'Europe, c'est notre seule chance d'exister demain, d'offrir un avenir à toutes les jeunes générations, de diffuser nos idéaux de solidarité partout dans le monde. Tout ceux qui n'ont pas voté aujourd'hui seront passés à côté de cela. »

« L'abstention est un échec de la classe politique française. »

### M. Philippe Herzog

#### L'échec de la manière dont l'Europe se construit

« Premier enseignement : l'échec de la manière dont l'Europe se construit. Le problème de construire l'Europe aujourd'hui est objectivement posé », a déclaré M. Philippe Herzog, tête de liste du PC.

« Nous avons beaucoup de travail à faire, ce résultat est décevant. »

« Notre déclin ? Je n'aime pas ce terme, car il ne correspond pas à la réalité : nous faisons mieux qu'aux présidentielles et moins qu'aux législatives. »

« Non, je pense que sur l'Europe nous n'avons pas de crédibilité. L'électorat populaire est démobilisé là-dessus, sur cette façon de faire l'Europe. Il va falloir lutter, et nous avons pris des contacts avec des syndicats. Les luttes vont se développer. Nous prenons date, nous essaierons de faire monter cette idée alternative. »

### M. Georges Marchais

#### Un véritable refus de vote

« On peut parler d'un véritable refus de vote, encore accentué dans l'électorat populaire où ce comportement a été nettement majoritaire. »

« Les forces politiques traditionnelles sont en échec (...), le PC dont l'influence a pu être menacée lors des élections législatives, cantonales et municipales, est un peu plus touché que les autres partis par ce comportement, sans doute aussi la répression en Chine, que nous condamnons avec vigueur mais qui a donné lieu à des attaques profondément malhonnêtes contre les communistes, a aussi joué contre nous. »

« Nous sommes déçus car nous avons fait beaucoup d'efforts pour contrebalancer ce mouvement de refus de vote dont nous étions conscients. Cette attitude de désintérêt et de rejet n'épargne aucune formation politique à l'exception des Verts. »

Le numéro du « Monde » daté 18-19 juin 1989 a été tiré à 513 361 exemplaires

**Fidèle...**  
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ ARMAND AU PALAIS ROYAL Paris 1<sup>er</sup>

**VOLVIC**

A C D E F G H

### M. Alain Juppé

#### Quatre propositions pour l'opposition

« Je vous annonce que, cette semaine, nous allons prendre des initiatives pour renforcer l'union de l'opposition et faire en sorte que la victoire qu'elle a remportée ce soir s'amplifie dans les semaines et les mois qui viennent. »

« Tous les mots que nous utilisons sont soigneusement pesés. Je crois que l'union des formations de l'opposition ce n'est pas la fusion des formations de l'opposition. Nous allons proposer par exemple de constituer, à très bref délai, un certain nombre de commissions sur tous les grands sujets qui intéressent la vie quotidienne des Français avec un objectif précis : réunir au début de l'année 1990 les États généraux de l'opposition pour adopter une plate-forme commune de gouvernement de l'opposition. »

« Deuxième initiative concrète : nous allons proposer la constitution d'un intergroupe à l'Assemblée nationale avec des règles de fonctionnement précises qui permettent, le cas échéant, d'ailleurs, de recourir au vote par tête dans les délibérations du groupe. »

« Troisième proposition concrète : nous allons proposer la constitution d'une coordination des formations politiques, une sorte de bureau politique commun et, enfin, nous allons proposer d'adopter le principe des élections présidentielles et de discuter, bien sûr, ensuite, des modalités concrètes de ces primaires. Voilà quatre propositions pour faire l'union. »

### M. Jacques Chirac

#### Objectif atteint

« Nous nous étions fixé un objectif, celui d'avoir une différence appréciable en plus sur la liste socialiste. Cet objectif a été largement atteint. Je m'en réjouis pour notre pays et la défense de ses intérêts dans l'Europe. La conclusion que j'en tire sur le plan de la politique intérieure est celle d'une aspiration de plus en plus forte de nos concitoyens pour une union de l'opposition et, dans les jours qui viennent, nous prendrons un certain nombre d'initiatives pour la réformer et la relance de l'union. »

### IRAN

#### Election présidentielle le 28 juillet

Téhéran (AFP). — L'élection et le référendum sur la réforme de la Constitution iranienne — qui devraient se tenir le 18 août, — auront lieu simultanément le vendredi 28 juillet, a annoncé, lundi 19 juin, le journal pro-gouvernemental République islamique.

Selon le quotidien, la date de l'élection présidentielle ainsi que celle du référendum ont été avancées en raison de la nomination du chef de l'Etat, M. Ali Khamenei, comme « guide » de la République, après la mort de l'imam Khomeiny, ce qui laissait vacante la charge de président de la République.

### DIPLOMES DE LANGUES

#### VOTRE ATOUT POUR 1993 !

UNE COMPÉTENCE RECONNUE, POUR LES AFFAIRES, LA GESTION, LA COMMUNICATION.

Certificats Européens de langues, Chaires de Commerce étrangères, Université de Cambridge...

BTS à vocation langues.

Préparations complètes, chez vous, à distance, avec suivi permanent et individualisé. Inscriptions de l'année.

Documentation gratuite à :

LANGUES & AFFAIRES, Service 4892, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois.

Tél. : (1) 42.70.81.88

## Sur le vif

### Laissez-les vivre !

Moi, il y a un truc que je ne m'explique pas, c'est la frénésie des Français pour aller taquiner le lapin. Le représentant 50 % des électeurs et les n'ont même pas été fustigés d'envoyer un seul d'entre eux à Bruxelles. Vous avez vu hier à la télévision la mine réjouie d'André Goussier, le candidat pas tout à fait élu des chamois, des pêcheurs et des traditions qui se perdent.

Il était vraiment fier de son score, le mec. Il y a pourtant pas de quoi se vanter. Ce résultat à quoi, son 4,7 %, son même pas 5 % ? A un presque député, un député amputé, un député aphone à qui il n'a manqué que quelques milliers de bulletins pour courir donner de la voix au Parlement européen.

Histoire de défendre, il en a bien besoin, le droit de sur tout un tas de bêtises qui ne lui ont rien fait, un droit de plus en plus contesté, un droit en passe d'être balayé par cette énorme marée verte. C'est pas moi qui m'en plains. Un animal à barbe lancé à la poursuite d'un animal à plume, à poil ou à écailles, ça me fascine et ça me débecte. Ça date un peu, non ? Ça fait pas descendre des arbres.

Mais bon, pitié ! Je suis de plus en plus nombreux à boudier le politicien pour aller taquiner le lapin ou le lapin les jours d'élection, je m'inquiète devant tant d'inconscience et de paresse. Vous savez qu'aux Pays-Bas et au Danemark, il y a plein d'effiches partout, je les ai vues, nous dénonçant la violence publique. Sur à ces salopards de mangeurs de grenouilles qui se tapent en plus des indignations de grèves. Les petits oiseaux, laissez-les vivre, bande de dégueulasses. En RFA, les Verts ont déjà réussi à faire entendre le pêche au vif, et Bruxelles s'est empressée de réduire au minimum l'ouverture de la chasse au gibier d'eau.

Croyez-moi, au lieu de rester chez vous bien peinards, à fuier vos fusils et à déborder des vers, vous seriez de pousser jusqu'à l'exploit de votre circonscription, parce qu'au train où ça va, d'ici aux prochaines élections, la seule chose que vous aurez envie de voir et de bouffer, c'est l'école. Et ça, la chasse au gros, elle est hautement contre, le Communisme. Elle veut rien entendre. Elle fait sa Barbot.

CLAUDE SANNAUTE

**LE BON NUMÉRO**  
AU (1) 69.28.58.69  
**55 680**

FORUM 386-25T  
COMPATIBLE PC/AT  
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS  
D'ORDINATEURS ET DE RÉSEAUX

FORUM international

**SCANDITOURS**

**CHARME ET LUMIÈRE DU NORD**

48 PAGES DE BEAUTÉ ET D'AUTHENTICITÉ

VOYAGES INDIVIDUELS  
CIRCUITS ACCOMPAGNÉS  
CROISIÈRES

**NORVÈGE  
FINLANDE  
LAPONIE  
SUÈDE  
DANEMARK  
GROENLAND  
ISLANDE**

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agence de voyages ou à SCANDITOURS : 10, rue Auber 75009 Paris  
Tél. : (1) 47 42 80 00

**UN NOUVEAU MÉTIER**  
**ASSISTANTE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT**

Une formation unique, reconnue par l'État, vous permettra de vous spécialiser dans le management international.

**ESAN**

ESAN : École Supérieure d'Assistants de Management

48, avenue de Villiers - 75017 Paris - Tél. 47 08 84 22

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

☐ souhaitez un rendez-vous d'information... ☐ souhaitez une documentation...